Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-141-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

resonance
GOLF COLLECTION

GOLF DE LA
GRANDE BASTIDE



GOLF DE LA GRANDE BASTIDE

RAPPORT D'ACTIVITE

Exercice 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SOMMAIRE

1. Introduction……P.3
2. Indicateurs clés ……P.4
3. Tarifs……P.8
4. Compte de résultat 2023……P.10
5. Bilan marketing et évènementiel, dont animations locales…….P.13
6. Bilan social……P.18
7. Bilan qualité et environnemental……P.20
8. Bilan sportif (équipes, licenciés, école de Golf)……P.26
9. Travaux et investissements……P.29
10. Perspectives 2024……P.45

Annexes ……P.47

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

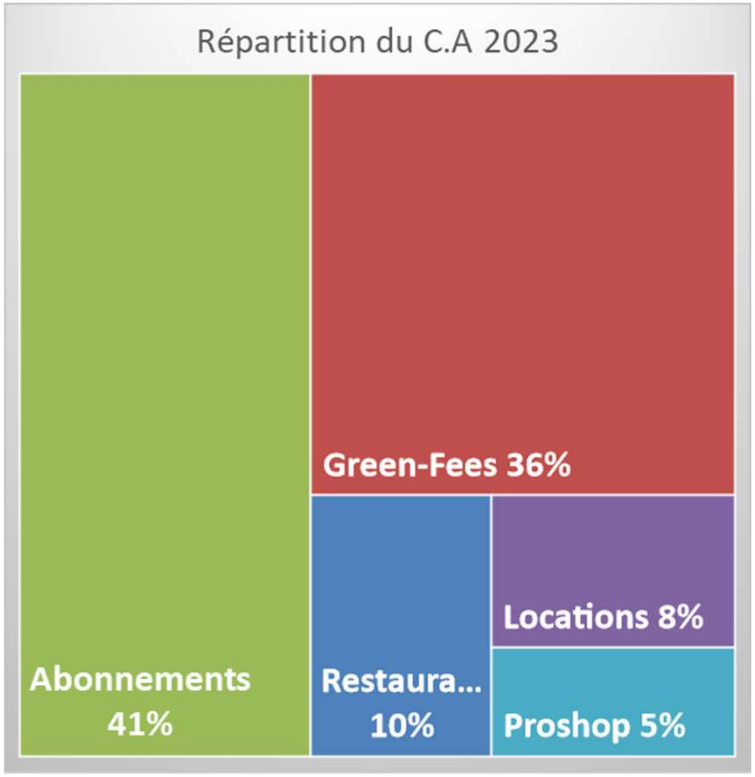
1. Introduction

- L'année 2023 a été marquée par le développement de l'activité golf et l'achèvement de la 1ère phase de rénovation et modernisation du parcours conformément aux engagements de la D.S.P: système d'irrigation moderne, renaturation d'un bassin, création d'un nouveau trou, de 16 plateformes de départs, rénovation de drainage dans un contexte climatique particulier.
- 3 chantiers programmés ont été lancés ou poursuivis avec un impact limité sur l'activité grâce à la bonne organisation des équipes:
  - Les études hydrauliques et 4 saisons afin de réaliser le practice, permettre la création d'utilité publique d'une zone d'expansion de crue « Z.E.C » et disposer d'un audit exhaustif de la faune et flore du domaine
  - La création d'une zone d'entrainement de près de 5 000 m2
  - Le lancement en novembre 2023 de la rénovation du Club House et des stationnements
- La croissance du nombre d'abonnés et le maintien de la fréquentation dans un contexte de travaux d'envergure confirme notre politique commerciale, l'attractivité, la bonne dynamique enclenchée et installe Châteauneuf de Grasse et la destination Pays de Grasse comme une belle destination pour pratiquer le golf.
- La S.A.S a réalisé 2 247 K€ de chiffres d'affaires et 51 577 départs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2. Indicateurs clés – Détail de l'activité

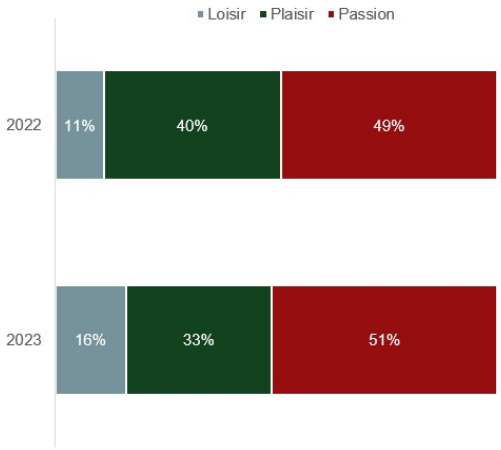
Golf de la Grande Bastide EUR " 000 - H.T	2022	2023	Δ
C.A Total Green-fees	**839**	**807**	-4%
Nombre G-fees	18 584	18 017	-3%
Prix Moyen G-fees en € H.T	45,15	44,79	-0,8%
C.A Abonnements & Dts de jeu	**734**	**899**	22%
Nbre Abonnés (hors débutants & jeunes)	376	469	25%
Prix Moyen Abonnement en € H.T	1 953	1 916	-2%
Nombre de Départs Abonnés	26 260	33 560	28%
C.A Voiturettes	90	96	7%
Nbre de voiturettes	13	14	8%
C.A Practice	7	6	-17%
C.A Locations, Dt compet. & Divers	37	43	15%
C.A Enseignement	1	0	-100%
C.A Proshop	77	120	56%
Recettes diverses golf	2	2	0%
Autres	11	22	107%
Marge sur ventes licences	4	5	34%
Sous-Total Golf	**1 801**	**1 999**	11%
Bar - Snacking	**195**	**213**	9%
Total Produits d'exploitation	**1 996**	**2 212**	11%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2. Indicateurs clés - Golf

469 membres
+184 vs 2021



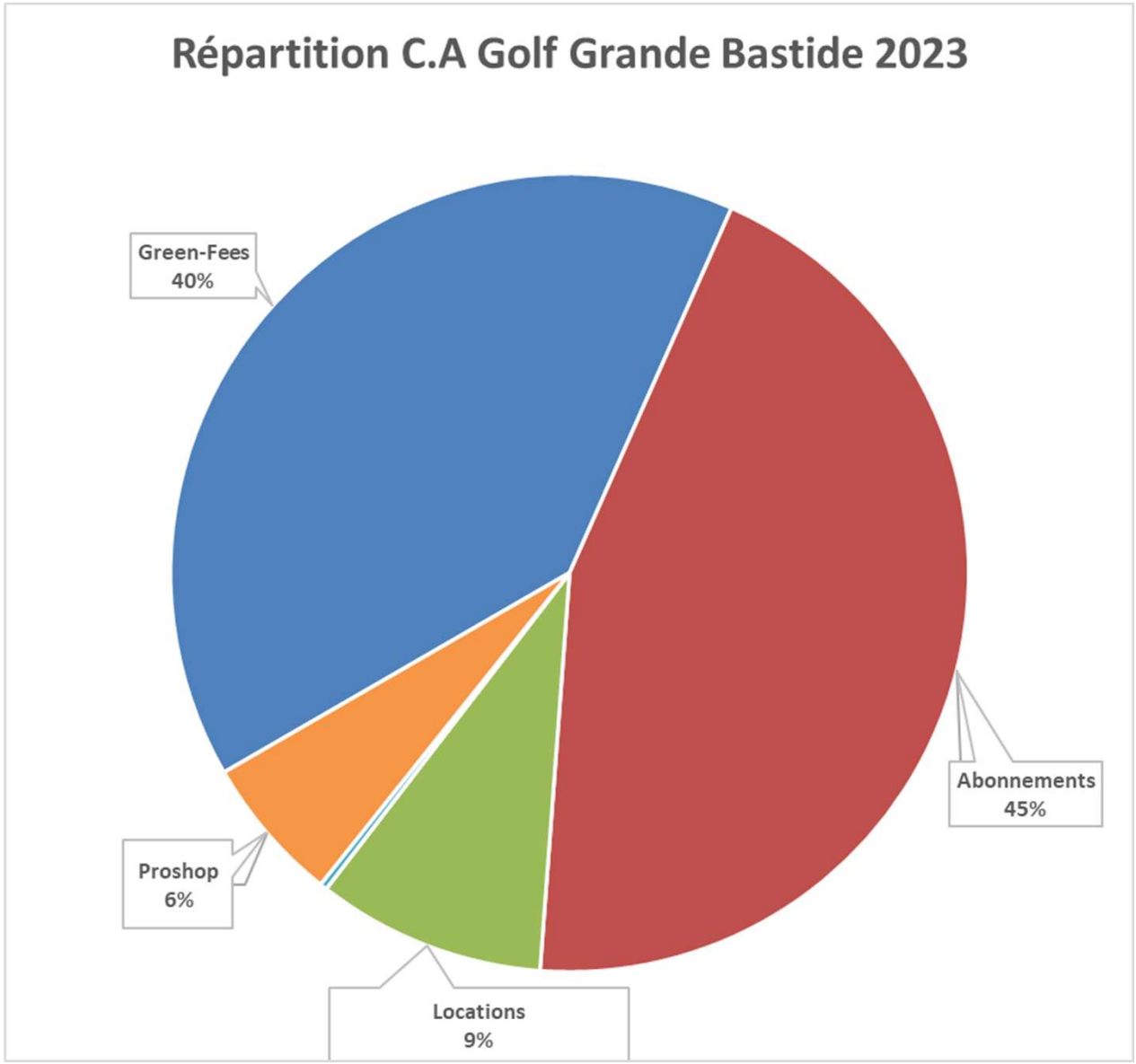
855 licenciés
+197 vs 2022

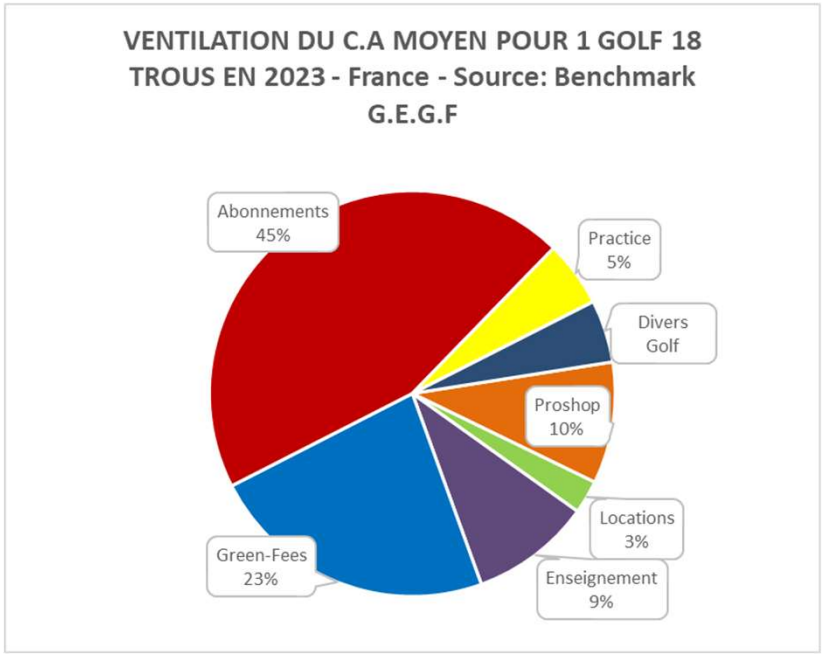
1er golf de la région et 5ème de France selon l'évolution des licences en valeur absolue

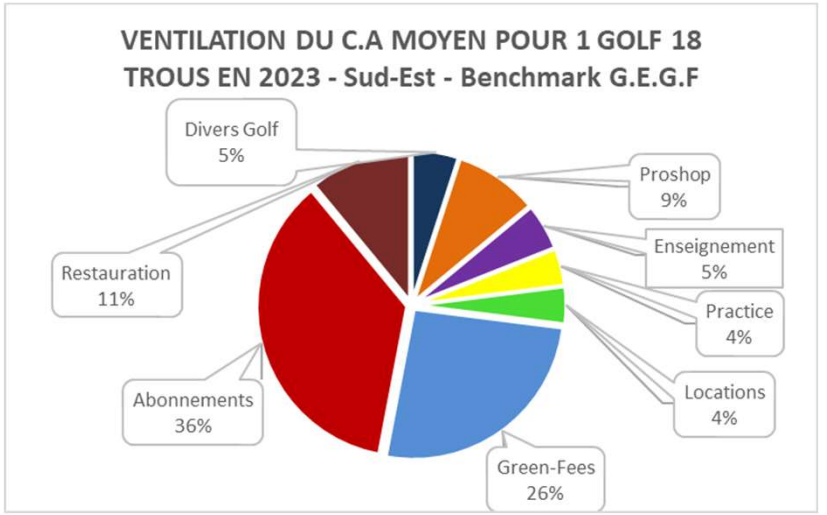
- Dans le contexte de la fermeture partielle par roulement du parcours durant les cinq premiers mois de l'année et les nuisances autour et dans le club house à partir du mois de novembre 2023, les personnels recrutés ont permis de limiter la diminution en valeur de 4 % du C.A G-fees et seulement une baisse du prix moyen de 0,8 points. Dans le même temps, l'équipe du golf a réussi à fidéliser un solde net de 93 nouveaux abonnés soit une croissance de **24,7%** du nombre d'**abonnés** entre 2022 et 2023. Cette croissance provient de la fidélisation de nouveaux golfeurs et de nos produits d'appel, de la variété des offres d'abonnement proposées et de la matérialisation des travaux engagés.
- **Le nombre de licenciés s'est accru de 29,9 % en 2023 par rapport à 2022.** Leur moyenne d'âge est passé en un an de 62,2 à 60 ans (58 ans pour les abonnés) et les abonnés résident en moyenne par la route à 21 minutes.
- **Enseignement – Initiations :** l'absence de practice et les campagnes de travaux a limité les journées découvertes. Cependant ces journées ont permis à **92 résidants locaux** de découvrir gracieusement le golf lors d'une initiation de 2H et **27** personnes ont souscrit un abonnement à notre programme Golf Pass Académie.
- **Compétitions**: **36** épreuves comptant pour l'index ont pu être enregistrées dont 3 sur 9T malgré les travaux qui n'ont pas permis l'homologation du parcours avant le mois de juin.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2. Indicateurs clés - Golf







Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

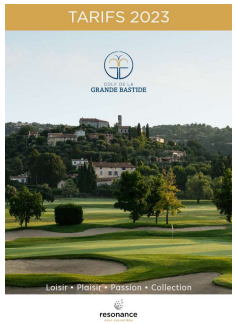
2. Indicateurs clés – Réservations 2023

- Le délai moyen de réservation est relativement court et s'établit en moyenne à **1,4** jours avant le départ (1,2 pour les abonnés) dont près de **34,3**% réservent le jour même.
- Le nombre moyen de réservations a sensiblement augmenté passant de 109 à 132,2 départs en moyenne par jour entre 2022 et 2023. Cet indicateur est homogène quel que soit le jour de la semaine à l'exception des mardis qui accueillent un pic moyen de 150 golfeurs.
- Les créneaux horaires les plus consommés se situent **entre 08h00 et 11h30** et le flux de départs se répartit désormais de manière homogène jusqu'à 13H30 avec un pic à 14H associé aux abonnés disposant d'un accès l'après-midi uniquement. A noter l'ouverture dès 06H30 durant la canicule afin de s'adapter aux conditions climatiques.
- L'Opio Valbonne Classic (18ème édition) poursuit son développement avec des partenaires prestigieux (John Taylor, Alpine…) et un nombre de participants (200) nécessitant l'ouverture d'une liste d'attente.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3 – Tarifs – Abonnements 2023



Memberships* 2023

Golf de la Grande Bastide

Être membre Resonance Golf Collection, c'est se donner l'opportunité d'adhérer à une collection de golfs d'exception et de bénéficier de multiples privilèges.

Grâce à notre large palette de produits et de services, vous pouvez dès à présent choisir le MEMBERSHIP* qui répondra à toutes vos attentes et envies que ce soit sur un golf ou sur l'ensemble de la collection Resonance Golf Collection.



Ces tarifs TTC ne sont pas contractuels et peuvent être modifiés sans préavis

COTISATIONS 2023	LOISIR	PLAISIR	PASSION		COLLECTION
	MONO GOLF	MONO GOLF	MONO GOLF	RIVIERA	FRANCE
	PACK 1	PACK 2	PACK 3		
PLEIN TEMPS INDIVIDUEL	181 €/mois 2 100 €	225 €/mois 2 600 €	270 €/mois 3 150 €	320 €/mois 3 750 €	385 €/mois 4 600 €
PLEIN TEMPS COUPLE	275 €/mois 3 200 €	365 €/mois 4 250 €	440 €/mois 5 150 €	505 €/mois 5 900 €	640 €/mois 7 500 €
SEMAINIER INDIVIDUEL			245 €/mois 2 850 €		
SEMAINIER COUPLE			399 €/mois 4 660 €		
LADIES ET JEUNES ACTIFS (26 - 39 ANS)			231 €/mois 2 700 €		
PLEIN TEMPS ETUDIANT MOINS DE 26 ANS			75 €/mois 880 €	95 €/mois 1 100 €	
PLEIN TEMPS JUNIOR MOINS DE 18 ANS				43,50 €/mois 500 €	
ACCÈS PARCOURS APRÈS 13H INDIVIDUEL	154 €/mois 1 785 €	190 €/mois 2 210 €			
ACCÈS PARCOURS APRÈS 13H COUPLE	234 €/mois 2 720 €	311 €/mois 3 615 €			

*Membership = Adhésion

Membership Passion - Riviera = les golfs de la Grande Bastide, Roquebrune et Opio-Valbonne Golf Resort
Membership Loisir valable sur une durée de 12 mois uniquement - selon disponibilités sur une année glissante (de date à date)

(1) Les membres des packs 2 et 3 ont la possibilité de réserver leur départ par téléphone ou à l'accueil directement. Si le nombre maximum de parties réservées est atteint tous les golfs concernés confondus, il est impossible de réserver une autre partie tant qu'au moins une des parties déjà réservée n'a pas été jouée.

(2) Selon la clause «assurance de jeu» prévue dans le contrat de membre.

(3) Les parties non jouées dans l'année et la date limite de la cotisation sont non reportables.

(4) Les remises sont consenties pour des green-fees 18 Trous et sur les green-fees 9 trous des parcours 9 trous que sont Le Manoir et Les Tilleuls. Les membres 5/7 ne bénéficiant de leurs avantages qu'en semaine hors jours fériés. Les membres après 13h bénéficiant de leurs avantages à partir de 13h tous les jours de la semaine.

NB : Frais de dossier inclus dans les tarifs membership et règlement en 12 mensualités.

PRIVILÈGES	LOISIR	PLAISIR	PASSION		COLLECTION
	MONO GOLF	MONO GOLF	MONO GOLF	RIVIERA	FRANCE
	PACK 1	PACK 2	PACK 3		
RÉSERVATION – Mode de réservation des départs Membre (1)	En ligne obligatoire	En ligne recommandée	En ligne recommandée		
RÉSERVATION – Délai de réservation possible en amont de votre partie (en nombre de jours)	2	3	3		
RÉSERVATION – Nombre de réservations possibles sur l'espace membre	1 réservation maxi à la fois	2 réservations maxi à la fois	3 réservations maxi à la fois		
JUNIOR – Nombre de parties incluses dans la cotisation/année (3) (5)	60	Illimité	Illimité		
Assurance garantie interruption de jeu (2)	✓	✓	✓		
Accès à la vie sportive du club (cotisation AS non comprise)	✓	✓	✓		
Fête du club annuel (animation et dîner)	✓ (payant)	✓ (inclus)	✓ (inclus)		
50 % de remise sur les GF des golfs présents en doré sur la carte - base tarif public (4)		✓	✓	Green Fees gratuits	
25 % de remise sur les GF des golfs partenaires en noir sur la carte - base tarif public (4)		✓	✓		
Offres exclusives et remises sur séjours hôtels partenaires participants		✓	✓		
Badge de sac et cadeau d'accueil		✓	✓		
Avantage tarifaire sur la location de voiturettes (5)		✓	✓		
Avantage au(x) restaurant(s) des golfs (5)		✓	✓		
Remises Pro shop et accès aux ventes privées (5)		✓	✓		
Nombre de green Fees invités à -50% (5)		4	8		
Avantage tarifaire practice		50% de remise sur les cartes de 20 seaux Opio-Valbonne	2 cartes de 20 seaux offertes par an et par membre 50% de remise sur les cartes de 20 seaux Opio-Valbonne		
Accès aux réciprocités avec les Golfs et AS voisins (selon chaque golf)			✓		
Location de chariot manuel gratuit (5)			✓		
Casier sac/chariot nominatif caddy store (7)			Prioritaire		
Casier vestiaire annuel nominatif (7)			Prioritaire		
Green-fees invités offerts (5)			2		
Conciergerie Resonance Golf Collection hotline téléphone et mails (6)			✓		
Tarifs exclusifs sur les golfs European Tour destinations			✓		

Membership Passion - Riviera = les golfs de la Grande Bastide, Roquebrune et Opio Valbonne-Golf Resort
Membership Loisir valable sur une durée de 12 mois uniquement - selon disponibilités sur une année glissante (de date à date)

(5) Du ou des golfs inclus dans la cotisation et éventuellement selon disponibilité en ayant respecté les contraintes de réservation. Les green-fees invités à -50% et les green-fees offerts sont valables uniquement dans le Golf où la cotisation est achetée sans report possible en fin de validité du Membership et ne sont pas inclus dans les cotisations « Etudiant Moins de 26 ans » et « Junior Moins de 18 ans ».

(6) Pour vos réservations de séjours/stages et demandes spéciales chez Resonance Golf Collection

(7) Dans le golf où la cotisation est achetée, sous réserve de disponibilité.

NB : Les conditions et services indiqués ci-dessus peuvent varier selon les golfs - se renseigner auprès du club auquel vous souhaitez adhérer.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3. Tarifs – Green fees

Tarifs 2023

Golf de la Grande Bastide

GREEN-FEES

Green-fee 18 trous	48 € à 95 €
Green-fee 9 trous	49 €
Green-fee étudiant/junior *(moins de 26 ans et sur présentation de la carte étudiant)*	-50 %
Professionnel ou enseignant de golf (à partir de 12h00)	20 €
Carnet de 10 green-fees 18 trous (valable 1 an)	720 €
Carnet de 10 green-fees 9 trous (valable 1 an)	430 €

Ladies Day le lundi : 1 green-fee acheté = 1 green-fee offert*
**Pour deux dames qui jouent ensemble, soit 95€ pour deux joueuses.*

PRACTICE ET LOCATIONS

1 seau de 25 balles	3€
Voiturette (GPS & port USB)	42€ (18 trous), 32€ (9 trous)
Carnet de 10 voiturettes (valable 1 an)	330€ (18 trous), 265€ (9 trous)
Abonnement voiturette annuel	950€ (18 trous)(1), 1100€ (36 trous)(2)
Chariot	8€ (manuel), 18€ (éléctrique)
Série complète de clubs	40€ (18 trous), 20€ (9 trous)
Casier / Caddy Master	115€/an
Grand Casier/Caddy Master (avec prise électrique)	250€/an

GOLF PASS DÉCOUVERTE (3)
Uniquement pendant les journées découvertes pour les joueurs n'ayant jamais eu de licence F.F.G

Forfait comprenant 40H de cours collectifs (balles de practice inclus durant les cours géré par l'enseignant), accès au parcours de la Grande Bastide dès 16H dans le mois précédant le passage obligatoire de la carte verte, 1 demi-série de clubs, accès au parcours de la Grande Bastide dès 14H après l'obtention de la carte verte et accès également au parcours d'Opio Valbonne à partir de 14H dès le 9ème mois avec un index égal ou inférieur à 53.

Individuel Golf Pass découverte	129€/mois (4) ou 1 499 €

GOLF PASS PERFECTIONNEMENT (3)
Uniquement pour les personnes ayant bénéficié d'un Golf Pass Découverte l'année précédente

Forfait comprenant 20 séances de 1h30 en cours collectif de perfectionnement (balles de practice inclus durant les cours gérés par l'enseignant) et un accès illimité au parcours du Golf de la Grande Bastide après 13 heures toute l'année

Individuel Objectif Index 36 Après 13h	195€/mois (4) ou 2 285 €
Couple Objectif Index 36 Après 13h	325€/mois (4) ou 3 720 €

Ces tarifs ne sont pas contractuels et peuvent être modifiés sans préavis
(1) Grande Bastide - (2) Grande Bastide et Opio-Valbonne
(2) Membership hors package LOISIR, PLAISIR, PASSION, COLLECTION, ne peut bénéficier des privilèges membres
(3) Après le 1er règlement, prélèvement de onze mensualités le 5 du mois.

Réservez au meilleur tarif en ligne

Ci-dessous les tarifs 2024 transmis aux autorités concédantes par e-mail le 2 novembre 2023 et qui n'ont pas fait l'objet d'observations:

Meilleur tarif en ligne ! À partir de 55€

GREEN-FEES	
À l'unité • 18 trous • 9 trous	 97€ 55€
Moins de 26 ans	-50%
Groupe (à partir de 12 personnes)	75€
Carnet de 10 green-fees (valable 1 an) • 18 trous • 9 trous	 750€ 440€
PRACTICE	
1 jeton	4€
LOCATIONS	
Voiturette (GPS & port USB) • 18 trous • 9 trous	 42€ 32€
Carnet de 10 voiturettes (valable 1 an) • 18 trous • 9 trous	 330€ 275€
Abonnement annuel voiturette • Mono golf • Bi golf (Grande Bastide & Opio-Valbonne)	 990€ 1200€
Série complète de clubs • 18 trous • 9 trous	 40€ 20€
Chariot • Manuel • Électrique	 8€ 20€
Casier / Caddy Master	115€/an
Grand Casier / Caddy Master (avec prise électrique)	250€/an



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4. Compte de résultat - Synthèse

Golf de la Grande Bastide EUR " 000 - H.T	2022	2023
C.A Total Green-fees	**839**	**807**
C.A Abonnements & Dts de jeu	**734**	**899**
C.A Voiturettes	90	96
C.A Practice	7	6
C.A Locations, Dt compet. & Divers	37	43
C.A Enseignement	1	0
C.A Proshop	77	120
Marge sur ventes licences	4	5
Sous-Total Golf	**1 801**	**1 999**
Bar - Snacking	**195**	**213**
Total Produits d'exploitation	**1 996**	**2 212**
Frais de personnel - Total	**(935)**	**(1 018)**
E.T.P (équivalent Temps Plein)	**18,22**	**19,92**
Engrais, phyto, sables etc	(93)	(80)
Frais de gestion	**(731)**	**(770)**
Loyers voiturettes	(15)	(25)
Impôts & taxes	*(33)*	*(48)*
Administration, comptabilité et frais de siège	*(65)*	*(65)*
Charges d'exploitation	**(1 780)**	**(1 926)**
Résultat Brut d'Exploitation (R.B.E)	**216**	**286**
Loyer - redevance fixe	**(166)**	**(109)**
Loyer - redevance variable	**(7)**	**(13)**
Résultat d'exploitation après loyers	**50**	**177**
Dotations d'exploitation	**(8)**	**(65)**
Résultat Net avant impôt & frais fi.	**42**	**112**
Résultat Financier	**(3)**	**(51)**
Impôts sur les bénéfices	**(6)**	**(21)**
Résultat Exceptionnel	**(13)**	**22**
Résultat Net	**19,4**	**61,9**

- Les **ratios** Achats/Chiffre d'Affaires 2023:
  - Proshop: marge brute de **40,9**
  - Bar – snacking : **43,4 %** - mise en place d'une solution de frigo connecté « Foodles » avec des plats préparés pour les salariés et la clientèle individuelle et recours systématique aux traiteurs pour l'accueil des groupes jusqu'à la livraison du nouveau club house prévu pour l'automne **2024.**

- **Masse salariale / Chiffre d'affaires**: **46 %**.
  - Golf: **42,5** % du C.A Golf
  - Bar - Snacking : **78,8** % du C.A

- **Résultat net** positif de **61,9** K€ (2,8% du C.A) incluant un loyer variable de **13**K€ conformément au contrat de D.S.P.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4. Compte de résultat détaillé – Format dossier D.S.P

Golf de la Grande Bastide EUR " 000 - H.T	2022	2023
C.A Total Green-fees	**839**	**807**
Nombre G-fees	18 584	18 017
Prix Moyen G-fees en € H.T	45,15	44,79
C.A Abonnements & Dts de jeu	**734**	**899**
Nbre Abonnés (hors débutants & jeunes)	376	469
Prix Moyen Abonnement en € H.T	1 953	1 916
Nombre de Départs Abonnés	26 260	33 560
C.A Voiturettes	90	96
Nbre de voiturettes	13	14
C.A Practice	7	6
C.A Locations, Dt compet. & Divers	37	43
C.A Enseignement	1	0
C.A Proshop	77	120
Recettes diverses golf	2	2
Autres	11	22
Marge sur ventes licences	4	5
Sous-Total Golf	**1 801**	**1 999**
Bar - Snacking	**195**	**213**
Nombre de couverts	4 077	4 077
Prix moyen par couvert T.T.C	24	26
Total Produits d'exploitation	**1 996**	**2 212**
Accueil/Proshop/Caddy master	(255)	(270)
Greenkeeping - Jardiniers	(323)	(361)
Admin/Directeur - Autres	(209)	(219)
Personnel - Sous-total Golf	**(787)**	**(851)**
Enseignement	-	-
Restauration	(148)	(168)
Frais de personnel - Total	**(935)**	**(1 018)**
E.T.P (équivalent Temps Plein)	**18,22**	**19,92**

Golf de la Grande Bastide EUR " 000 - H.T	2022	2023
Engrais, phyto, sables etc	(93)	(80)
Petits matériels, outils & pièces	(50)	(85)
Energie	(17)	(28)
Eau, Arrosage	(15)	(9)
Sous-total Entretien Terrain	**(175)**	**(202)**
Autres achats et charges directes Terrain	(23)	(42)
Autres charges directes Enseignement	-	-
Achat Restauration	**(117)**	**(92)**
Autres charges directes Restauration / clubh	(68)	(113)
Achat Proshop	**(79)**	**(71)**
Autres charges directes Proshop	-	(0)
Autres charges d'exploitation accueil golf	(160)	(145)
Autres charges d'exploitation administration	(109)	(105)
Frais de gestion	**(731)**	**(770)**
Loyers voiturettes	(15)	(25)
Loyers matériel terrain		
Impôts & taxes	*(33)*	*(48)*
Administration, comptabilité et frais de siège	*(65)*	*(65)*
Charges d'exploitation	**(1 780)**	**(1 926)**
Résultat Brut d'Exploitation (R.B.E)	**216**	**286**
Loyer - redevance fixe	**(166)**	**(109)**
Loyer - redevance variable	**(7)**	**(13)**
Résultat d'exploitation après loyers	**50**	**177**
Dotations d'exploitation	**(8)**	**(65)**
Résultat Net avant impôt & frais fi.	**42**	**112**
Résultat Financier	**(3)**	**(51)**
Impôts sur les bénéfices	**(6)**	**(21)**
Résultat Exceptionnel	**(13)**	**22**
Résultat Net	**19,4**	**61,9**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4. Compte de résultat – Commentaires complémentaires

La S.A.S du Golf de la Grande Bastide a connu un **second exercice** en léger excédent dans un contexte de poursuite des travaux grâce à une forte demande d'adhésion qui se caractérise par un solde de **93** abonnés supplémentaires et un loyer minoré tel que prévu contractuellement. Toutefois la fréquentation des joueurs de passages a été en léger repli aussi bien en quantité (-**3**%) qu'en prix moyen (-0,8% à 44,79 € H.T le green-fee) du fait desdits travaux. A noter également le contexte inflationniste qui a pesé dans nos charges (+**4,9**% selon l'Insee).

Avec une croissance de **11**% du **chiffre d'affaires** global, l'ensemble des activités ont été dans cette dynamique haussière à l'exception des green-fees du fait des travaux.

S'agissant des **charges d'exploitation**, vous relèverez une forte variation des achats restauration (-25K€ H.T) alors que l'activité est en croissance de **9** points et dans le même temps une hausse de +45K€ des autres achats directes restauration. Ces variations sont liées à la **reclassification** entre l'exercice 2022 et 2023 des dépenses de logistique et de location de frigo connecté reclassés en autres charges et qui ne sont pas des consommables.

Le **résultat exceptionnel** intègre une quote-part de la subvention obtenue auprès de l'agence de l'eau R.M.C. qui avait rendu un avis favorable au projet de création de système d'arrosage. La subvention a été décaissée en intégralité sur l' exercice 2023 selon l'avancée du projet engagé depuis le 17 octobre 2022. Chaque année une **subvention d'investissement** sera ainsi comptabilisée afin d'amortir ladite subvention sur la durée de la délégation : **21,7** K€ au titre de 2023.

Le **résultat financier** (-51 K€) résulte principalement des charges d'intérêts sur l'**emprunt** contracté afin de réaliser le système d'arrosage (-41,5K€) et de l'apport en **compte courant d'associés** afin d'accompagner le financement de travaux réalisés aussi bien sur le parcours que ceux lancés au club house (-20K€).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5. Bilan marketing et évènementiel (1/5)

L'amélioration de la **notoriété** du golf , de la **destination** et les objectifs de ventes sont au cœur de notre politique marketing et évènementielle dans un contexte de mutation par les travaux engagés et dont l'exercice 2023 aura été au cœur de la livraison de la 1ère phase (juin 2023 réception système arrosage, nouvel ordonnancement du parcours…) et début de la seconde phase en novembre (Club house & stationnements)

Quelques faits marquants pour l'exercice 2023 :

- **62** compétitions officielles organisées dont le **18ème** Opio Valbonne Classic, évènement golfique leader Azuréen du premier week-end d'été joué sur deux parcours avec 200 participants.

- Recrutement au mois de septembre d'un étudiant en alternance (IDRAC 4ème année) dédié au Marketing et la Communication, avec la mise en place régulière de publications sur les réseaux sociaux, de newsletters, l'alimentation du site internet, et la recherche active de partenaires permettant le rayonnement du Golf de la Grande Bastide.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

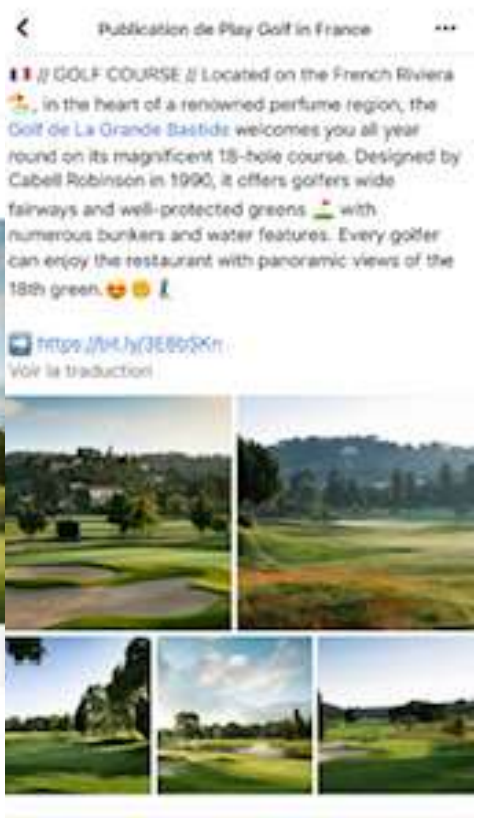
5. Bilan marketing et évènementiel (2/5)

- Accueil d'une équipe de la **FF Golf** afin de réaliser des vidéos avec l'enseignante Laurène Ulivieri, de journalistes internationaux et venue d'influenceurs pour **promouvoir le Golf et son territoire**,
- Accueil de différents **Tour-Opérateurs** en vue de générer de nouveaux visiteurs CSP+ notamment Scandinaves et d'Europe du Nord avec la signature de contrats pour 2024 à l'issue de la rénovation du Club house pour l'accueil de groupes avec leur enseignant,
- Actions locales lors **d'initiations gratuites** au printemps et à l'automne auprès de **92** participants et création de **27** nouveaux pratiquants,
- Partenariat avec **l'Association Sportive** afin d'accompagner l'image du Golf, la société de gestion a intensifié son investissement dans l'accompagnement de l'A.S.











Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5. Bilan marketing et évènementiel (3/5)

- Participation aux **salons Professionnels** tel que l'**I.G.T.M (International Golf Travel Market)** à Lisbonne,
- Accueil des **Jeux de Sophia** - différents C.E des entreprises du département réunis à la Grande Bastide et dont l'amicale regroupant l'ensemble des C.E représentant près de 1400 joueurs organisera leur 30ème anniversaire en 2024 au Golf de la Grande Bastide (2 golfs du Var et 2 Golfs des Alpes-Maritimes ont été sélectionnés),
- Mise en place de nouveaux services sur le parcours avec la livraison sur commande de boissons fraiches et snack grâce aux outils technologiques,
- Installation d'un **écran de communication** au départ du trou 1 avec insertions publicitaires, départs, possibilité de validation de départ de façon autonome montrant l'évolution positive en cours de l'établissement,
- Modification complète du mobilier et de la signalétique du parcours plus moderne, original et haut de gamme aux couleurs du club et du groupe.











Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8. Bilan marketing et évènementiel (4/5)

Vidéos & Photos

[redacted]



Influenceur



Added Value





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8. Bilan marketing et évènementiel (5/5)

Créations digitales et print

DIGITAL

Réseaux sociaux





Newsletter



Bannière permanente sur les newsletters golf et siège + insertion dans la NL Golf Planète

Signature de mail



Bannière permanente pour le siège et intermittente pour les golfs en fonction d'autres opérations (JD, offres etc.)

Vidéos 2 formats



Mise en ligne sur :
- réseaux sociaux
- sites web
- bornes Neocom

PRINT

Affiche A3



Affichage dans les golfs

- **Actions « On line » :** articles sites du Groupe et Golf, charte signature e-mail, bannière newsletter mensuelle, mail de confirmation lors de réservation rappelant la réservation en ligne, publication réseaux sociaux, campagne Golf & Resonance Golf Collection dans média Meta + Google Ads, bannière via accords commerciaux (Golf Planète, Ffgolf),
- **Actions « Off Line » :** affiche sur site, message d'absence et prédécroché proposant la réservation en ligne, QR code pour accéder à la réservation sur l'ensemble des supports de communication, affichage vidéo sur écrans du golf.

=> **Les ventes en lignes** ont connu une croissance substantielle entre 2022 et 2023 tant en quantité (**2 728** joueurs +**34**%) qu'en valeur (**154K€** H.T +**41**%)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6. Bilan social (1/2)

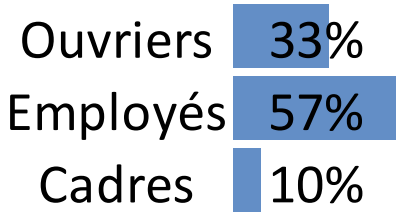
- **19,92** équivalents temps plein au 31 décembre 2022.
- **21** salariés présents dans les effectifs en C.D.I à la clôture de l'exercice 2022.

- Les faits marquants s'agissant de la situation du personnel sont :
  - **2 Apprentis** ont rejoint au second semestre 2023 l' équipe :
    - Une étudiante BTSA Gestion et maîtrise de l'eau (Antibes) pour le suivi du nouveau système d'arrosage du parcours.
    - Un étudiant en 4ème à l'IDRAC « Manager de la stratégie commerciale » pour l'accompagnement dans la communication auprès de la clientèle et prospection afin d'accompagner la société dans la mutation des structures.
  - 1 recrutement en cours de saison passée en C.D.I afin de renforcer l'équipe d'entretien du parcours.

Répartition des Effectifs 2023



Répartition des effectifs





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6. Bilan social (2/2)

- **Formations :**

  Des sessions ont été organisées pour **10** collaborateurs du greenkeeping, de la restauration ainsi que les personnels en charge de la relation client :

  - « Service client » (Personnels accueils, commercial et direction avec le Pacte d'accompagnement de la FF Golf),
  - Un détachement pour la Ryder Cup à Rome en Italie sur ses heures de travail de l'Adjoint Greenkeeper afin de parfaire ses connaissances dans le cadre du plus grand évènement international,
  - Gestion sportive (2 collaborateurs du service Clientèle),
  - Journées Achats (Intendant, Adjoint & Directeur) fin juin et fin novembre.



- **Ventilation de la masse salariale et des effectifs :**

  L'exploitation a privilégié l'embauche en C.D.I d'un nouveau collaborateur en restauration et de deux apprentis (+1,7 E.T.P pour 2023) afin d'accompagner le service client et le développement commercial attenant à la transformation des infrastructures. Recours à un contrat de remplacement afin de pallier aux congés payés estivaux (0,25 E.T.P).

Golf de la Grande Bastide	2022	2023	E.T.P 2023
Accueil/Proshop/Caddy master	(255)	(270)	6,1
Greenkeeping - Jardiniers	(323)	(361)	7,4
Admin/Directeur - Autres	(209)	(219)	2,3
Personnel - Sous-total Golf	**(787)**	**(851)**	**15,9**
Enseignement	-	-	-
Restauration	(148)	(168)	4
Frais de personnel - Total	**(935)**	**(1 018)**	**19,92**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7. Bilan Qualité & environnemental (1/6)

Qualité du Service Client – enquête client mystère chaque trimestre :

Le golf de la Grande Bastide poursuit sa démarche d'**audit qualité** avec la société spécialisée 59 Club. Ces audits sont basés sur des visites mystères d'auditeurs indépendants qui contrôlent la qualité sur 300 points factuels. Expérience, Emotion, Excellence, Le détail, Le « Wow » sont scrutés pour améliorer l'expérience client et le professionnalisme des collaborateurs.

Dans le cadre des quatre visites réalisées durant l'année 2023, dont certaines durant les travaux (mai, juin, juillet & octobre), une note globale de **66** a été obtenue soit une progression de **6** points malgré plus de **7** mois de travaux cumulés entre parcours et club house dont 2 enquêtes réalisées pendant des travaux.

59 Club	Réservation de l'horaire de départ	Confirmation de réservation	Vestiaires	Pro-Shop	Aire de practice	Services sur le parcours	Présentation du parcours	Bar & Restauration	**Global**
2023	66,6%	70,6%	42,2%	74,7%	25,1%	42,2%	78,0%	81,9%	**66%**
2022	51,9%	30,7%	51,0%	62,4%	34,0%	31,8%	77,9%	77,4%	**60%**

La présentation du parcours parvient à maintenir dans un contexte délicat post sous-solage un excellent score de 78 sur l'année alors même que la première visite s'est déroulée alors que les travaux n'étaient pas achevés et pour les suivantes alors même que des restrictions préfectorales d'arrosage pouvaient induire à une dégradation des zones de jeu.
Sans nul doute que la rénovation du Club House et donc des vestiaires et le projet de création de practice permettront d'améliorer sensiblement l'expérience client comme en atteste les visites de clients mystère.
Le bar/snacking et clubhouse ont atteint un excellent score de 81,9% grâce à nouveaux à des salariés très impliqués dans l'accueil pour des limonades et un snacking de dépannage et alors même que les infrastructures viennent altérer l'expérience des clients mystères.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7. Bilan Qualité & environnemental (2/6)

- **Préservation de la ressource en eau :** création d'un système **d'irrigation** achevé en juin 2023,
- Le raccordement en vue de l'utilisation de la **R.E.U.T** de la Step de Châteauneuf se trouve ralenti par les études que doivent coordonner la C.A.S.A et l'opérateur délégataire (incertitude dans la reconduction du délégataire et les 6 mois de prélèvements en sortie de station sont des freins à l'avancement du projet),
- Implantation de la culture de **plantes à parfum** – les sols sont en préparation et il était prématuré au sortir des restrictions préfectorales d'envisager l'implantation sur les parcelles sanctuarisées d'autant que les plantes pressentis n'étaient pas livrables en conséquence pour l'automne 2023 – report de **l'implantation à l'automne 2024,**
- **Conversion** de **flore** (cynodon – bermuda grass) – la D.D.T.M 06 a tardé à communiquer son accord (début août – trop tard pour réaliser une telle opération et qui plus est avec une surface trop limitée rendant non viable cette conversion – le projet de conversion permettant de réduire encore nos consommations d'eau sera à l'étude au 1er trimestre 2024 avec l'appui de l'Agence de bassin ayant retenu le projet de la filière à laquelle le Golf est moteur dans le cadre d'un A.M.I. Une réunion et des essais avaient été réalisés début juillet 2023 à la Grande Bastide entre l'ensemble des golfs de la filière de la Côte d'Azur et les entreprises mettant à disposition des matériels indispensables à la conversion.





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

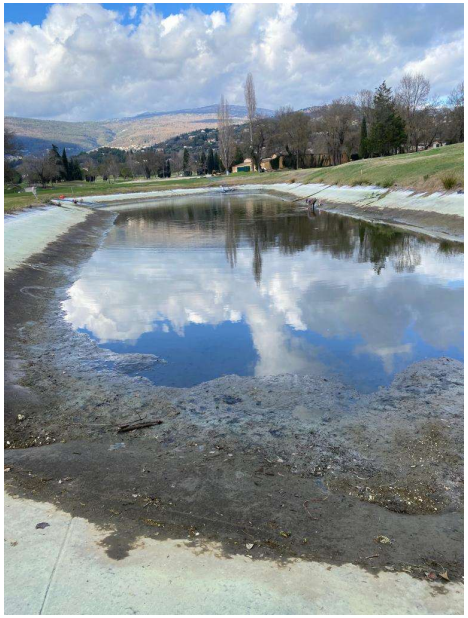
7. Bilan Qualité & environnemental (3/6)

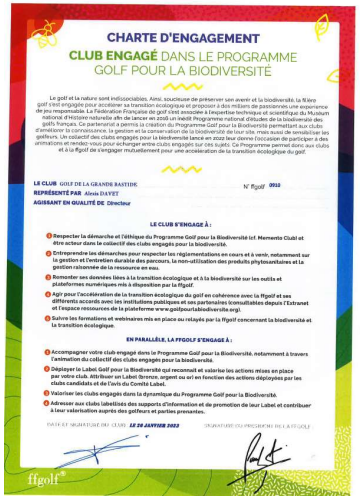
- **Renaturation** : enlèvement d'un liner et reconfiguration d'un bassin afin de permettre à la fois le retour dans les sous-sols de l'eau de pluie et permettre le développement d'une biodiversité en renaturant progressivement les rives de la nouvelle pièce d'eau sans liner désormais.

- **Intérêt général**: **optimisation de la Z.E.C** projetée avec aménagement d'une aire d'entrainement et **reconstitution** d'une trame verte propice à la **biodiversité** le long de la Brague. Après la restitution et présentation aux services de l'état de l'étude hydrologique mettant en exergue l'intérêt du projet, la décision a été reportée à la transmission d'une étude 4 saisons faune flore (étude commandée dès février 2023).

- **Labélisation** « Golf pour la biodiversité » avec la mise en place d'un indicateur de qualité écologique I.Q.E – Le Golf de la Grande Bastide s'est inscrit en 2023 en vue de l'obtention de cette labellisation au niveau Argent. En décembre 2023, nous avons obtenu le rapport de l'étude 4 saisons et allons établir pour 2024 le plan d'action associé.

Liner historique datant de la création du golf 1990




CHARTE D'ENGAGEMENT

CLUB ENGAGÉ DANS LE PROGRAMME GOLF POUR LA BIODIVERSITÉ

LE CLUB GOLF DE LA GRANDE BASTIDE N° ffgolf 0910
REPRÉSENTÉ PAR Alexis DAYET
AGISSANT EN QUALITÉ DE Directeur

LE CLUB S'ENGAGE À :

1. Respecter la démarche et l'éthique du Programme Golf pour la Biodiversité (cf. Memento Club) et être acteur dans le collectif des clubs engagés pour la biodiversité.
2. Entreprendre les démarches pour respecter les réglementations en cours et à venir, notamment sur la gestion et l'entretien durable des parcours, la non-utilisation des produits phytosanitaires et la gestion raisonnée de la ressource en eau.
3. Remonter ses données liées à la transition écologique et à la biodiversité sur les outils et plateformes numériques mis à disposition par la ffgolf.
4. Agir pour l'accélération de la transition écologique du golf en cohérence avec la ffgolf et ses différents accords avec les institutions publiques et ses partenaires (consultables depuis l'Extranet et l'espace ressources de la plateforme www.golfpourlabiodiversite.org).
5. Suivre les formations et webinaires mis en place ou relayés par la ffgolf concernant la biodiversité et la transition écologique.

EN PARALLÈLE, LA FFGOLF S'ENGAGE À :

1. Accompagner votre club engagé dans le Programme Golf pour la Biodiversité, notamment à travers l'animation du collectif des clubs engagés pour la biodiversité.
2. Déployer le Label Golf pour la Biodiversité qui reconnait et valorise les actions mises en place par votre club. Attribuer un Label Bronze, argent ou or) en fonction des actions déployées par les clubs candidats et de l'avis du Comité Label.
3. Valoriser les clubs engagés dans la dynamique du Programme Golf pour la Biodiversité.
4. Adresser aux clubs labellisés des supports d'information et de promotion de leur Label et contribuer à leur valorisation auprès des golfeurs et parties prenantes.

DATE ET SIGNATURE DU CLUB LE 26 JANVIER 2023 SIGNATURE DU PRÉSIDENT DE LA FFGOLF

ffgolf

Juin 2023 après enlèvement du liner, reconfiguration du bassin et des berges et nouveau tracé du parcours



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7. Bilan Qualité & environnemental (4/6)

Dans le cadre des nombreux projets précédemment listés, le Golf poursuit ses participations à différents ateliers, réunions, colloques, groupes de travail auprès des services de l'état, agglomération mais aussi au sein de la filière golf du 06 et sur le plan national).

Dès janvier 2023 en préfecture, participation à la restitution des fiches actions sous l'égide du préfet des Alpes-Maritimes.

S'en est suivi une étroite collaboration afin que l'ensemble des golfs de la filière du département et la DDTM afin de mieux encadrer et garantir notre activité au regard des contraintes de l'évolution climatique.



Dans le cadre des travaux réalisés sur le parcours, implantation raisonnée de plantes tel que dans l'exemple illustrée ci-dessous de Stipa prospérant au vent, en plein soleil et sans soin)







Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7. Bilan Qualité & environnemental (5/6)

- **Diagnostic écologique :**

L'étude réalisée sur les 4 saisons de l'année 2023 a permis de réaliser un inventaire de la faune et de la flore du golf et ainsi permettre à notre équipe de bâtir un plan d'action autour de ce diagnostic. Il en résulte au total pour la **flore 97** espèces qui ont pu être observées dont **14** espèces **envahissantes** qui devront faire l'objet d'une attention particulière quant à leur prolifération. Côté **faunistique**, sur l'ensemble du secteur d'étude, **92** espèces d'oiseaux ont été inventoriés. Ce chiffre constitue une biodiversité très importante avec de **nombreuses espèces patrimoniales**.

Extrait du rapport de 91 pages restitué le 21 décembre 2023 par le cabinet Auddicé

1.1 Contexte et objectifs de l'étude

Le Golf de Grande Bastide dans les Alpes Maritimes (06) est situé entre Cannes, Nice et Grasse. Le golf a pour projet de supprimer un plan d'eau afin de créer un practice qui servira également de bassin de rétention en cas d'inondations de la Brague.

Auddicé environnement a été missionné en 2023 par le Golf de Grande Bastide afin de réaliser un diagnostic écologique 4 saisons de l'ensemble du golf afin d'évaluer les enjeux écologiques.

L'étude a mobilisé différents écologues qui ont ainsi réalisé des inventaires botaniques, ornithologiques, entomologiques, herpétologiques, mammologiques en comprenant les chiroptères.

Ce rapport présente le diagnostic écologique du secteur d'étude et se base sur les données bibliographiques et les investigations de terrain de 2023. Cette étude a donc pour objectif de servir de base solide de réflexion pour sélectionner une variante du projet compatible avec la protection de la biodiversité.

auddicé environnement

- **Campagne nationale relayée par le Golf de la Grande Bastide :**











Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7. Bilan Qualité & environnemental (6/6)

Qualité des installations – suivi des normes et mise en conformité:

- **Installation électrique:**

Le contrôle périodique est réalisé par l'APAVE. Les observations sont levées au fur et à mesure. La rénovation du club house qui a débuté le 20 novembre 2023 permettra de faire disparaître toute observation.

- **Cabane au départ du 1 :**



Création d'une cabane de starter pour l'accueil des joueurs, stockage du matériel locatif et afin de disposer d'un point de rassemblement additionnel en cas d'orage avec des matériaux permettant de faire face aux variations de températures et un éclairage par détecteur de présence afin de limiter nos coûts énergétiques.

- **Extincteurs:**

Une revue périodique est réalisée de l'ensemble des extincteurs par la société Tracfeu.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8. Bilan sportif – compétitions (1/3)

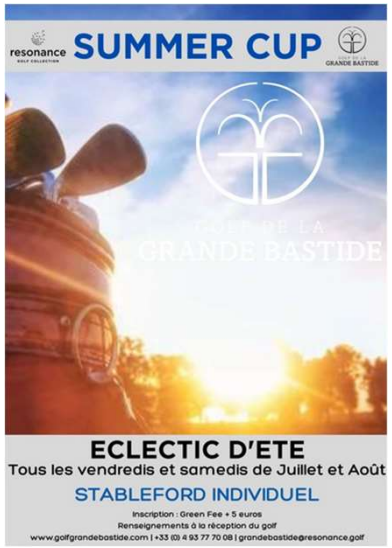
Conviviales, festives, sportives pures, avec défis dans le temps, locales ou nationales, sur 1 ou 2 tours, pour les amateurs confirmés et pour les débutants, mais aussi les joueurs professionnels ou un mixte amateurs/professionnels… en simple ou en équipe. Un bel échantillon en images ci-dessous des différentes formules et des différents publics visés proposés tout au long de l'année.

Coupe des Rois ou Crêpes Party, 3 Rounds Challenge ou Summer Cup – eclectic d'été, fin de session pour les néo-golfeurs au terme de leur première année, Resonance Golf Tour, Win Tour pour les Professionnels et les annuels Match-Play sont organisés afin que les membres comme les joueurs locaux itinérants ou visiteurs plus lointains puissent trouver leur bonheur dans les animations de la Grande Bastide.

Interclubs et épreuves fédérales viennent clôturer la longue liste d'épreuves pour le plus grand plaisir des membres et visiteurs!













Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8. Bilan sportif – Equipes & débutants (2/3)

Une contribution financière de près de 4 K€ a été versée afin de financer les actions de l'association sportive auprès du développement des équipes sportives (8 équipes engagées en Championnats Régionaux et Nationaux, 4 maintiens, 3 descentes et une montée en division supérieure).

A l'issue de 6 mois de pratique, les débutants locaux du club passent leur carte verte, sésame leur permettant de jouer sereinement sur les parcours et se retrouvent autour du 19ème trou pour fêter leur 1er diplôme golfique.









Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8. Bilan sportif – Ecole de Golf « Groupe compétition » (3/3)

Malgré l'absence de practice le club poursuit l'accompagnement de jeunes avec le concours de deux enseignants. François Morel a rejoint Laurène Ulivieri et transféré son école de golf sur le site à la rentrée de septembre 2023/2024 en l'absence de possibilité de poursuite au Golf du Claux-Amic. 4 jeunes ont participé aux phases finales des championnats de France et 5 jeunes (3 filles et 2 garçons) sont classés au Mérite Jeunes 2023 soit 2 de plus qu'en 2022.

Echauffements





Les jeunes de la Grande Bastide aux championnats d'Europe US Kids en Ecosse





Tournage FF Golf jeunes



François Morel - Enseignant



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements (1/16)

- L'année 2023 aura connu deux grandes périodes : la fin de la première phase de travaux sur le parcours et le début des travaux du club house, des stationnements et de la zone d'entrainement.

- **Lors du 1er semestre 2023 ont été livrés successivement:**
  - Remplacement d'un filet pare-balles devant le tennis municipal de la ville d'Opio
  - Dépose du Liner et création des départs de l'ex 8-9 devenus trous n°2 et 17
  - Les départs de l'ex-trou n°17 devenu trou n°1 et la création de drainage
  - La création du nouveau trou n°16 : départs, bunkers et le green
  - L'achèvement du système d'arrosage et sa mise en service
  - La livraison du plateau administratif et commercial avec le câblage réseau
  - L'installation de mobilier et signalétique du parcours (marques de départ, distances, mobilier, totem de communication, signalétique, laves-balles).
  - La réfection et création de cheminement sur 1100 m linéaires
  - La réfection de bunker de l'ex-trou n°7 devenu 15
  - La création d'un bunker de l'ex-trou n°1 devenu 10
  - L'installation d'une crépine auto-nettoyante dans le lac de la station
  - La mise en œuvre du diagnostic écologique 4 saisons

- **Lors du second semestre 2023 :**
  - Livraison de la réhausse du filet jouxtant la propriété du trou n°1
  - Le désamiantage des coursives du club house
  - La création d'une zone d'entrainement de plus de 4 500 m2
  - Le lancement des travaux d'aménagement du parking et de réaménagement du Club House
  - L'acquisition d'un véhicule de transport pour atteler la remorque et le transport de voiturettes et machines

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements (2/16)

- **1 756 K€ H.T d'investissements ont été immobilisés** et sont en cours d'amortissement par la SAS Golf de la Grande Bastide y compris la livraison du système d'arrosage débuté en 2022.
- Les immobilisations en cours au 31 décembre représentent **656,9 €** :
  - 445,7 K€ H.T de travaux de réfection du club house (création d'un nouvel accueil, d'une nouvelle boutique, d'un nouveau restaurant…) qui seront achevés d'ici l'été 2024
  - 211,2 K€ pour la zone d'entrainement jouxtant le club house en lieu et place de l'ancien trou n°16
- Au total **2,4 M€** ont été engagés et la valeur nette comptable au 31/12/2023 représente **2 340,6 K€**.
- A noter que l'ensemble des travaux engagés pour la rénovation et modernisation du club house et des parcs de stationnement représente honoraires compris un budget de l'ordre de 1 843,7 K€ H.T au 31 décembre 2023.
- En résumé, avec le lancement de la rénovation du club house ce n'est pas moins de 3,6M€ qui ont été engagés par la S.A.S.

Désignation	Valeur acquisition (€)	dotations de l'exercice	V.N.C (€)
Agencements & Aménag. Terrains	357 047,98	10 775,75	346 272,23
Installation Technique Golf	22 188,56	2 218,86	19 316,37
Arrosage	1 236 742,03	34 806,17	1 201 935,86
Bâtiments du Parcours	8 148,58	454,96	7 693,62
AAI du Restaurant	3 462,00	1 154,00	1 487,38
AAI des Bureaux	19 037,30	1 110,51	17 926,79
Voies de Terre	38 254,00	2 135,85	36 118,15
Matériel & Outillage Terrain	18 213,69	4 553,42	9 106,85
Equipement Arrosage	6 950,56	1 042,58	5 907,98
Matériel & Outillages Golf	1 033,32	344,44	540,58
Matériel & Outillage Bar-Restaurant	5 957,90	1 191,58	3 853,60
Matériel de transport	18 000,00	1 610,00	16 390,00
Matériel Informatique	3 476,22	1 158,74	1 461,30
Mobilier	16 563,23	2 358,82	13 796,07
Mobilier - Parcours	1 193,40	238,68	821,46
Total Immobilisations au 31/12/2023	**1 756 269 €**	**65 154 €**	**1 682 628 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

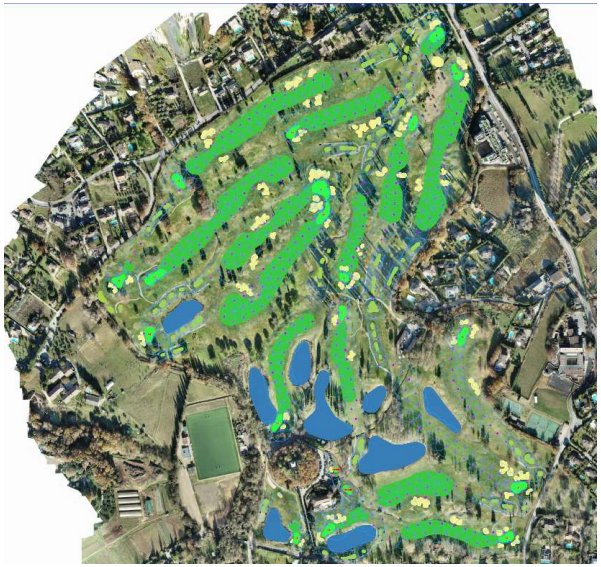
9. Travaux et investissements - Arrosage (3/16)

Préservation de la ressource en eau avec la création d'un nouveau système d'arrosage. **Réception du chantier** débuté le 17 octobre 2022**,** livré le 23 juin 2023 dont les réserves ont été levées par procès-verbal le 17 juillet 2023.

Nouvel ordonnancement du parcours – Mise en service juin 2023 après étalonnage fédéral réalisé fin avril 2023



Implantation des arroseurs départs, greens et fairways uniquement soit 12 des 50 ha



Récupération des anciens arroseurs qui seront vendus au gré de la demande



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – Départs (4/16)

Rénovation de 4 départs au nouveau Trou n°1 et création des départs du nouveau Trou n°16 mais aussi des trous n°10 et 17. 20 plateformes neuves sont désormais opérationnelles en 2023.



Tee rouge 1



Tee bleus et jaune 1



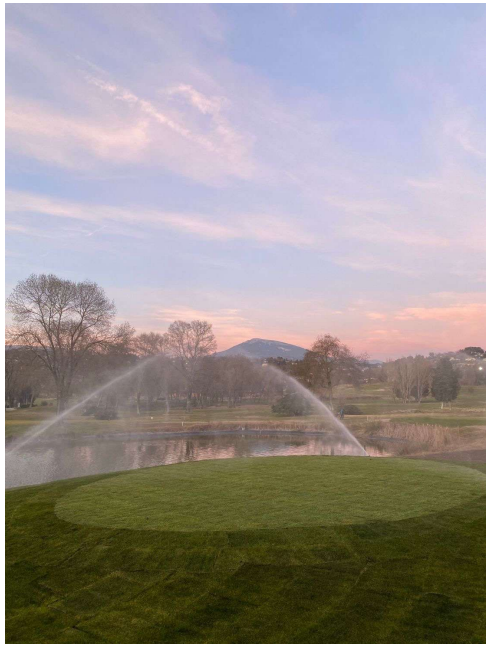
Tee blanc 1 et suppression bunker du 18



Tees du 17



Back tee du nouveau 16



Back tee du nouveau 1



Plaquage nouveau 17 et vue aérienne des départs du 10



Back tee du nouveau 10

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – illustration chantier irrigation (5/16)

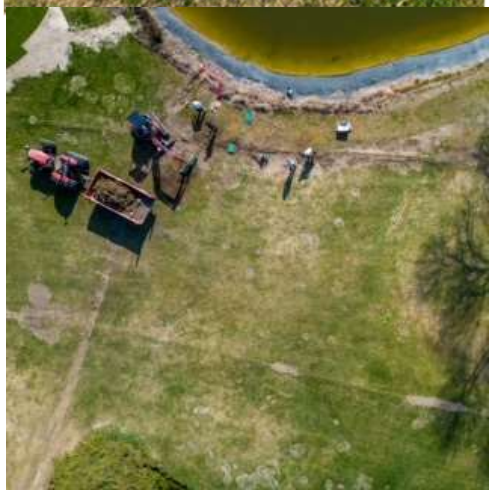
Malgré les nuisances, le parcours est resté ouvert au public et les zones abimés ont pu être ensemencées avant l'été 2023

















Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – création trou n°16 (6/16)

Création du nouveau trou n°16 – Départs, bunkers, green, abords…avec mise en service juin 2023

Préparation des sols pour départs, bunkers et green







Plaquage des tours de bunker



hydroseeding





Sablage et semis entre départs et green



Plaquage des départs et semi des greens et autres surfaces enherbées



Juin 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – Liner (7/16)

Dépose d'un liner et création d'une nouvelle pièce d'eau à des fins de renaturation de la zone jouxtant le parcours. Alimentation par eaux de pluies et la percolation permet l'écoulement progressif de l'eau dans les nappes souterraines.













Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – cheminements (8/16)

Création de cheminements de circulation et rénovations de pistes endommagées sur 1 100 m linéaire.

Avant





Préparation de la piste du 1



Ancienne piste allant du club house au tee n° 1



Préparation piste du 17

Installation buse passage du 9 au 10

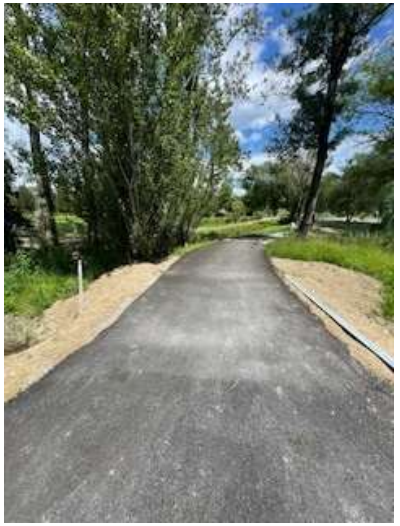


Après









Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – drainage et cabane starter (9/16)









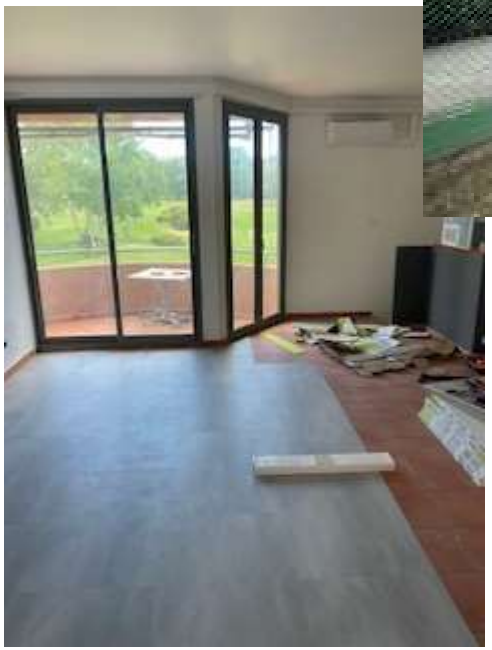


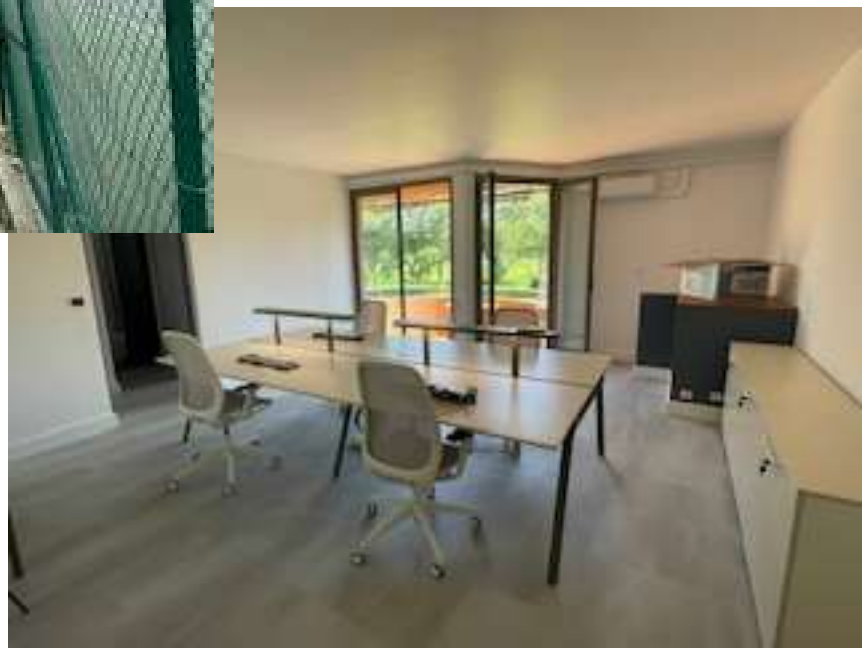
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements - divers(10/16)

Nouveau filet de protection afin de remplacer celui obsolète jouxtant le tennis municipal d'Opio et aménagement d'une plateforme administrative et commerciale (câblage réseau, mobilier, peintures, électricité et sols)







Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements - bunkers (11/16)

Création de 3 nouveaux bunkers au trou n°16 et au trou n°10 ainsi que la rénovation du bunker de green frontal du 15 en Capillary :











Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements (12/16)

Photos aériennes prise fin juin 2023 à l'issue de la fin des travaux entrepris sur le parcours dès octobre 2022:













Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – zone d'entrainement (13/16)

Réaménagement de l'ancien trou n°16 avec la reconfiguration d'un putting green naturel en lieu et place de l'ancien et création d'une zone d'entrainement en gazon artificiel répondant à la fois à des problématiques de jeu intensif et au contexte climatique et environnemental (ressource en eau et restriction des prélèvements ou bien encore la réglementation sur l'usage des produits phytosanitaires).















Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – Club House (14/16)

Lancement des travaux de rénovation et modernisation du Club house le **20 novembre 2023** – phase démolition :












Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements – Club House (15/16)

Lancement des travaux de rénovation et modernisation du Club house – phase démolition, construction cage ascenseur, reprise des toitures et isolations,…









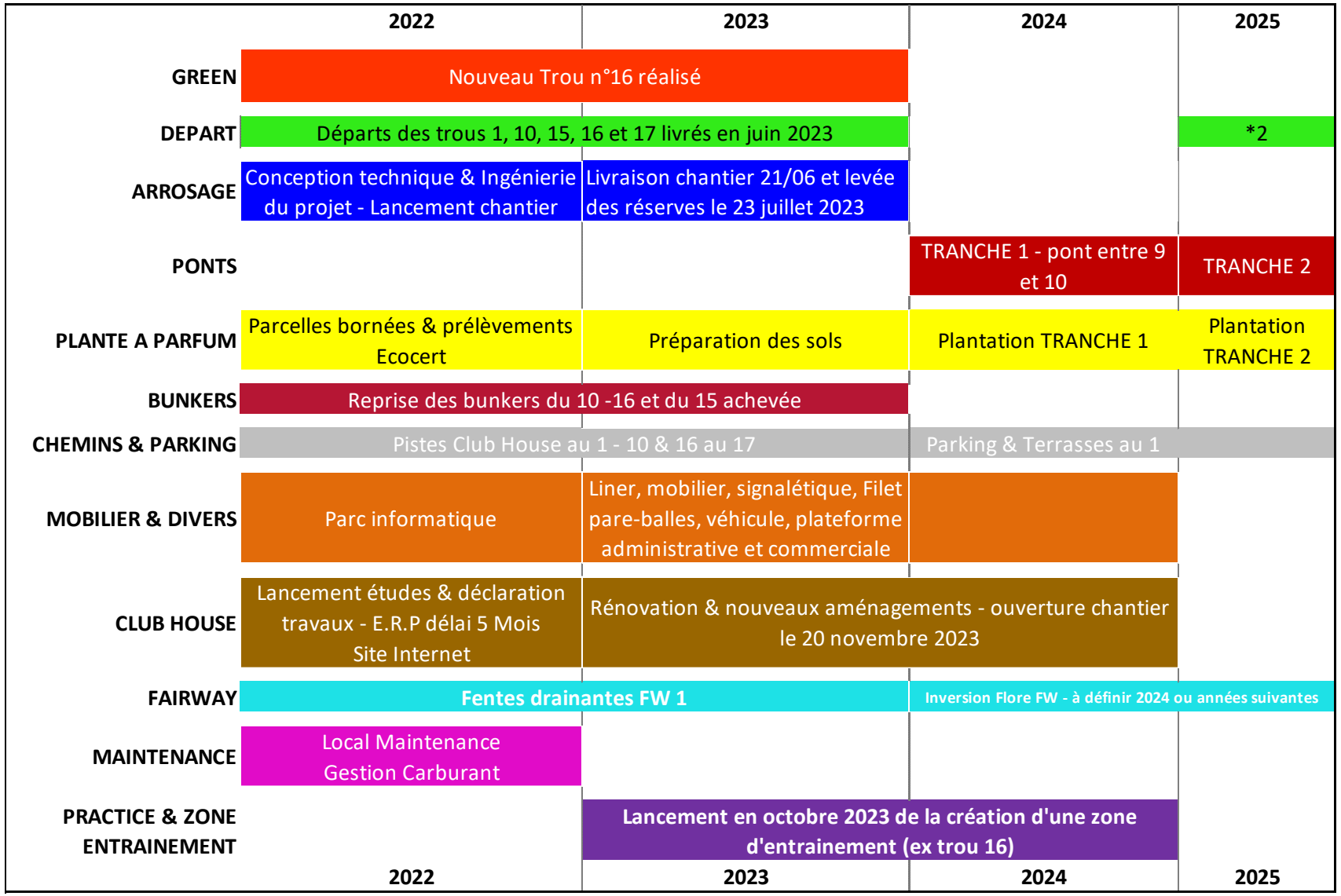





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9. Travaux et investissements (16/16)

SYNTHESE PLANNING DES INVESTISSEMENTS REALISES & EN COURS AU 31/12/2023



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

10. Perspectives et objectifs (1/2)

Pour 2024, l'objectif sera de poursuivre les **investissements** au même rythme qu'en 2023 tout en garantissant une expérience client de qualité dans la conduite de l'activité. L'intention sera également de disposer de la livraison des travaux du Club House, restaurant & accès d'ici l'été et lancer la commercialisation du restaurant au plus tôt afin de nous permettre l'accueil de groupes de golfeurs qui se rendront chez nos confrères le temps de la réalisation des travaux.

Le recrutement du personnel pour le futur restaurant en pleine saison sera un enjeu et nous serons attentif aux dates de livraison des phases du chantier lancé le 20 novembre 2023 du club house et des abords pour maximiser la rentabilité des recrutements à opérer.

En étroite collaboration avec les services de l'état (D.D.T.M 06) et le service GEMAPI de la C.A.S.A nous avions mené une étude Hydraulique avec le bureau d'étude CEREG et réalisé durant l'exercice le diagnostic écologique. Ce dernier a été restitué le 21 décembre par le cabinet Auddicé et devra être instruit par la DREAL et la DDTM06 courant de l'année 2024 afin de conduire à la réalisation du **practice** et à l'optimisation de la zone d'expansion des crues (**Z.E.C**). Ce projet est structurant pour le développement d'une école de golf, la création de joueurs et d'emplois. Sans accord dans un délai devant être nécessairement raisonnable la viabilité économique d'un tel investissement sur la durée de la concession pourrait être remis en cause. En effet, 24 mois se sont déjà écoulés, depuis le 1er jour de la concession, les équipes du golf sont mobilisées et travaillent sans relâche pour l'instruction de ce dossier. A date, ce sont près de 40 K€ H.T d'études qui ont déjà été dépensés à cet effet, avec une probabilité forte que des études complémentaires soient exigées par les autorités en charge.

Une zone d'entrainement de plus de 4500 m2 sera livrée en 2024 afin de permettre d'améliorer l'expérience client d'une part et accompagner les enseignants dans la création et le perfectionnement à la pratique du golf d'autre part.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

10. Perspectives et objectifs (2/2)

Dans le cadre de nos perspectives et objectifs illustrés en page précédente, relevons que la poursuite de ce programme d'investissement doit pouvoir se réaliser dans le contexte économique actuel sans modifier l'équilibre économique du contrat. Le lancement des **travaux du club house, restaurant et des parcs de stationnement** qui devait débuter fin août 2023 a été retardé pour in fine débuter le 20 novembre le temps de (re)consulter les entreprises les mieux disantes. **Entre le dépôt de notre projet initial au printemps 2021 et l'été 2023** les entreprises les mieux disantes ont connu une **inflation** et les surcoûts significatifs des matières premières et des prestations pour la réalisation des rénovations et modernisation du Club house se sont révélés avec **une hausse globale du projet initial de près de** (**+27,5%**) – pour rappel le projet initial prévoyait des investissements détaillés de l'ordre de 1 446 K€ H.T contractuellement et le projet final au 31 décembre 2023 représenterait à minima sans « surprises » de chantier un investissement global de l'ordre de 1 843,7 K€ H.T.

La livraison du parcours va permettre de (re)conquérir de nouveaux clients et ainsi de poursuivre la progression du nombre de membres et d'adhérents à l'Association Sportive.

Dès l'automne 2024 nous devrions pouvoir réaliser la première tranche de **plantation des plantes à parfum** – les terres ont été préparées durant l'année 2023 et les plantes ont été commandées pour nous assurer leur implantation sur la période convenue.

Poursuivre et accélérer l'ambition de **diminution des prélèvements dans la ressource en eau** pourra passer par le projet de **R.E.U.T** : le projet est à l'instruction avec le service assainissement de la C.A.S.A sous l'impulsion de la mairie de Châteauneuf de Grasse, l'accompagnement du bureau d'étude CEREG et l'opérateur Suez. Cependant au 31 décembre 2023 aucun retour sur les analyses d'eau sortie de station indispensable au préalable, aucune visibilité sur l'éventuel impact économique pour l'exploitation et aucune visibilité de rétroplanning alors que le système d'arrosage sera livré au printemps.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Annexes

Conformément à l'article 36 « Rapport annuel », en complément du rapport d'activité vous trouverez en annexes les pièces :

22-S16 Arrêté de Permis de construire.pdf	4 641 Ko
22-S16 DOC déposée en Mairie.pdf	2 342 Ko
22-S16 suivi levée réserves au 24-06-24 du 11-04-24.pdf	182 Ko
GGB - Liasse Complète au 17.05.24.pdf	1 316 Ko
GGB - Plaquette 2023.pdf	1 105 Ko
GGB - PV Levée des Reserves - 17.07.23.pdf	115 Ko
Reception & factures Irrigation Golf Grande Bastide 210623.pdf	1 123 Ko
Factures investissements 2023 immo & en cours.zip	53 474 Ko

Sas Golf Grande Bastide
761 chemin des Picholines
06740 Châteauneuf
0493123712

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2023

GOLF DE LA GRANDE BASTIDE

Téléphone :

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Bilan

© Sage

Bilan Actif

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Sas Golf Grande Bastide

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ	125 000		125 000	125 000
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 100		1 100	1 100
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**1 100**		**1 100**	**1 100**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	1 684 880	54 130	1 630 750	24 177
Installations techniques, matériel et outillage industriel	32 155	12 746	19 409	19 590
Autres immobilisations corporelles	39 233	6 764	32 469	5 533
Immobilisations en cours	656 917		656 917	828 309
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**2 413 186**	**73 641**	**2 339 545**	**877 610**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	554		554	554
TOTAL immobilisations financières :	**554**		**554**	**554**
ACTIF IMMOBILISÉ	**2 414 840**	**73 641**	**2 341 199**	**879 264**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	76 997		76 997	84 984
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	60 823	7 371	53 452	31 577
TOTAL stocks et en-cours :	**137 820**	**7 371**	**130 449**	**116 561**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	112 297		112 297	122 966
Autres créances	153 160		153 160	180 799
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**265 457**		**265 457**	**303 765**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				600 000
Disponibilités	310 289		310 289	423 003
Charges constatées d'avance	1 252		1 252	4 970
TOTAL disponibilités et divers :	**311 540**		**311 540**	**1 027 972**
ACTIF CIRCULANT	**714 818**	**7 371**	**707 447**	**1 448 299**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**3 254 657**	**81 012**	**3 173 645**	**2 452 562**

© Sage

Bilan Passif

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Sas Golf Grande Bastide

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	125 000	250 000	250 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			19 376	
Résultat de l'exercice			61 917	19 376
		TOTAL situation nette :	**331 293**	**269 376**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			381 629	
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**712 921**	**269 376**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
		AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			1 050 437	1 204 159
Emprunts et dettes financières divers			608 614	118 053
		TOTAL dettes financières :	**1 659 051**	**1 322 212**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS			3 000	78 788
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			192 780	408 216
Dettes fiscales et sociales			205 881	169 857
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			7 128	
Autres dettes			272 463	24 053
		TOTAL dettes diverses :	**678 252**	**602 126**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			120 421	180 061
		DETTES	**2 460 724**	**2 183 186**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**3 173 645**	**2 452 562**

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Compte de Résultat

© Sage

Compte de Résultat (Première Partie)

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
Ventes de marchandises	119 751		119 751	76 410
Production vendue de biens	8 365		8 365	
Production vendue de services	2 113 682		2 113 682	1 931 697
Chiffres d'affaires nets	**2 241 798**		**2 241 798**	**2 008 107**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			833	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			2 309	2 976
Autres produits			1 735	855
PRODUITS D'EXPLOITATION			**2 246 675**	**2 011 939**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			96 070	72 039
Variation de stock de marchandises			(19 286)	(1 566)
Achats de matières premières et autres approvisionnements			208 733	240 967
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			7 987	7 557
Autres achats et charges externes			730 971	683 827
TOTAL charges externes :			**1 024 476**	**1 002 825**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			36 495	32 841
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			802 677	722 919
Charges sociales			207 203	191 104
TOTAL charges de personnel :			**1 009 880**	**914 023**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			65 154	8 486
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			(2 588)	9 959
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			**62 566**	**18 446**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			4 828	4 635
CHARGES D'EXPLOITATION			**2 138 246**	**1 972 770**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**108 429**	**39 169**

© Sage

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**108 429**	**39 169**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 634	942
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	11 634	**942**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	61 760	3 475
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	61 760	**3 475**
RÉSULTAT FINANCIER	**(50 126)**	**(2 533)**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**58 303**	**36 636**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	21 683	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	24 683	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	323	10 627
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		173
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	323	**10 801**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**24 360**	**(10 801)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	20 747	6 459
TOTAL DES PRODUITS	**2 282 992**	**2 012 881**
TOTAL DES CHARGES	**2 221 075**	**1 993 505**
BÉNÉFICE OU PERTE	**61 917**	**19 376**

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Détail des comptes

© Sage

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600699-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Bilan Actif (2050)

	Brut	Amortissements	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
Capital souscrit non appelé (I)	125 000,00		125 000,00	125 000,00		
ACTIF IMMOBILISÉ						
Immobilisations incorporelles						
Concessions, brevets et droits similaires	1 100,00		1 100,00	1 100,00	0,00	
20540000 Marque GGB	1 100,00		1 100,00	1 100,00		
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	1 684 880,45	54 130,05	1 630 750,40	24 176,61	1 606 573,79	6645,16
Inst. tech., matériel et out. industriels	32 155,47	12 746,46	19 409,01	19 590,47	-181,46	-0,93
21510000 Matériel & Outillage Terrain				18 213,69	-18 213,69	-100,00
21550000 Matériel & Outillages Golf				1 033,32	-1 033,32	-100,00
21555000 Matériel & Outillage Bar-Resta				5 957,90	-5 957,90	-100,00
28151000 Amort. Matériel & Outillage Ter				-4 553,42	4 553,42	100,00
28155000 Amort. Outillage Golf				-148,30	148,30	100,00
28155500 Amort. Matériel & Outillage Re				-912,72	912,72	100,00
Autres immobilisations corporelles	39 232,85	6 764,02	32 468,83	5 533,43	26 935,40	486,78
21820000 Matériel de transport	18 000,00		18 000,00		18 000,00	
21832000 Matériel Informatique	3 476,22		3 476,22	3 476,22		
21840000 Mobilier	16 563,23		16 563,23	2 261,59	14 301,64	632,37
21843000 Mobilier - Parcours	1 193,40		1 193,40	1 193,40		
28182000 Amort. Matériel de transport		1 610,00	-1 610,00		-1 610,00	
28183200 Amort. Mat.Informatique		2 014,92	-2 014,92	-856,18	-1 158,74	-135,34
28184000 Amort. Mobilier		2 767,16	-2 767,16	-408,34	-2 358,82	-577,66
28184300 Amort. Mobilier - Parcours		371,94	-371,94	-133,26	-238,68	-179,11
Immobilisations en cours	656 916,73		656 916,73	828 309,06	-171 392,33	-20,69
23120000 Terrain en Cours	211 254,59		211 254,59	744 944,06	-533 689,47	-71,64
23130000 Construction en cours	445 662,14		445 662,14	83 365,00	362 297,14	434,59
Immobilisations financières						
Autres immobilisations financières	554,00		554,00	554,00	0,00	
27500000 Dépôt & Cautionnement	554,00		554,00	554,00		
TOTAL (II)	**2 414 839,50**	**73 640,53**	**2 341 198,97**	**879 263,57**	**1 461 935,40**	**166,27**
ACTIF CIRCULANT						
Stocks						
Matières premières, approvisionnements	76 996,78		76 996,78	84 984,21	-7 987,43	-9,40
31010000 Stock Economat	858,13		858,13	201,95	656,18	324,92
31012000 Stock Cave	861,04		861,04	1 357,67	-496,63	-36,58
31013000 Stock Bar	1 501,63		1 501,63	1 839,82	-338,19	-18,38
32020000 Stock Engrais & Phytos	22 170,52		22 170,52	36 438,45	-14 267,93	-39,16
32021000 Stock Lubrifiants	1 235,59		1 235,59	3 566,23	-2 330,64	-65,35
32021400 Stock Semences	1 232,99		1 232,99		1 232,99	
32021700 Stock Combustibles	5 689,78		5 689,78	9 480,71	-3 790,93	-39,99
32021800 Stock Sable et Terre	2 757,05		2 757,05		2 757,05	
32023000 Stock Produits Entretien	985,71		985,71		985,71	
32024000 Stock Fournitures Arrosage				1 790,78	-1 790,78	-100,00
32025000 Stock Fournitures Atelier	39 704,34		39 704,34	30 308,60	9 395,74	31,00
Marchandises	60 822,83	7 371,06	53 451,77	31 577,09	21 874,68	69,27
37100000 Stock ProShop	60 822,83		60 822,83	41 536,44	19 286,39	46,43
39710000 Prov. Dépréciation Stock ProS		7 371,06	-7 371,06	-9 959,35	2 588,29	25,99
Créances						
Clients et comptes rattachés	112 297,09		112 297,09	122 966,39	-10 669,30	-8,68
41100000 ### Collectif Clients	112 297,09		112 297,09		112 297,09	

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Bilan Actif (2050)

	Brut	Amortissements	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
Autres créances	153 160,37		153 160,37	180 798,75	-27 638,38	-15,29
40100000 ### Collectif Fournisseur	64 973,51		64 973,51		64 973,51	
40960000 Fournisseurs - Emballages à r	457,00		457,00		457,00	
40980000 R.R.R. à obtenir, avoirs non r	8 365,25		8 365,25		8 365,25	
44566300 TVA Déductible 10 %	96,08		96,08		96,08	
44566400 TVA Déductible 20 %	204,49		204,49		204,49	
44566500 TVA Déductible 5.50 %	1,29		1,29		1,29	
44567000 Crédit de TVA à reporter	72 994,00		72 994,00		72 994,00	
44586000 TVA s/ Fact. à Recevoir	4 869,49		4 869,49		4 869,49	
44586200 TVA s/ fact. à Rec. Immo	1 199,26		1 199,26		1 199,26	
Divers						
Valeurs mobilières de placement				600 000,00	-600 000,00	-100,00
50300100 D.A.T. BNP				600 000,00	-600 000,00	-100,00
Disponibilités	310 288,84		310 288,84	423 002,64	-112 713,80	-26,65
51210000 Crédit Agricole Omnium	10 047,18		10 047,18	7 109,64	2 937,54	41,32
51215000 Crédit Agricole Nord De France	288 648,91		288 648,91	191 532,53	97 116,38	50,70
51216000 Banque Bnp Paribas	20 674,46		20 674,46	251 751,28	-231 076,82	-91,79
51870000 Intérêts courus à recevoir	363,29		363,29	363,29		
53010000 Fond de Caisse Restaurant /	250,00		250,00	250,00		
53030000 Fond de Caisse Accueil	400,00		400,00	400,00		
53140000 Caisse pour monnaie	400,00		400,00	400,00		
58000000 Virements Internes				-3 526,50	3 526,50	100,00
58070000 Remise Prélèvements				-5 288,00	5 288,00	100,00
58090000 Virement reçus	-10 495,00		-10 495,00	-19 989,60	9 494,60	47,50
COMPTES DE RÉGULARISATION						
Charges constatées d'avances	1 251,66		1 251,66	4 969,81	-3 718,15	-74,81
48600000 Charges constatées d'avance	1 251,66		1 251,66	4 969,81	-3 718,15	-74,81
TOTAL (III)	**714 817,57**	**7 371,06**	**707 446,51**	**1 448 298,89**	**-740 852,38**	**-51,15**
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	3 254 657,07	81 011,59	3 173 645,48	2 452 562,46	721 083,02	29,40

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600699-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Bilan Passif (2051)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
CAPITAUX PROPRES				
Capital social ou individuel	250 000,00	250 000,00		
Report à nouveau	19 376,27		19 376,27	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	61 916,64	19 376,27	42 540,37	219,55
Subventions d'investissement	381 628,56		381 628,56	
13910000 Subventions D'Investissement	381 628,56		381 628,56	
TOTAL (I)	**712 921,47**	**269 376,27**	**443 545,20**	**164,66**
AUTRES FONDS PROPRES				
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES				
DETTES				
Emprunts et dettes auprès établ. de crédits	1 050 437,43	1 204 158,94	-153 721,51	-12,77
16400100 Emprunt	1 046 973,82	1 200 000,00	-153 026,18	-12,75
16884000 Intérets courus s/ Emprunt		2 894,22	-2 894,22	-100,00
51860000 Intérêts courus à payer	3 463,61	1 264,72	2 198,89	173,86
Emprunts et dettes financières divers	608 613,55	118 053,06	490 560,49	415,54
45500000 Compte Courant OMNIUM OPV	400 070,96		400 070,96	
45510000 Compte Courant OMNIUM RQB	208 542,59		208 542,59	
Avances et acomptes reçus sur cdes en cours	3 000,00	78 787,50	-75 787,50	-96,19
41910000 Clients - Arrhes,avances,acomptes	3 000,00		3 000,00	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 780,06	408 215,79	-215 435,73	-52,77
40100000 ### Collectif Fournisseur	141 538,83		141 538,83	
40800000 Fournisseurs - Fact. non parvenues	51 241,23		51 241,23	
Dettes fiscales et sociales	205 881,32	169 856,94	36 024,38	21,21
42100000 Personnel - Rémunérations dues		3 338,14	-3 338,14	-100,00
42820000 Provision Congés Payés	70 859,34	54 240,22	16 619,12	30,64
42830000 Provision 13è mois, Prime	36 664,66	32 774,41	3 890,25	11,87
43100000 URSSAF	13 199,00	15 107,68	-1 908,68	-12,63
43110000 MSA	6 771,30	7 694,49	-923,19	-12,00
43740000 Caisse de Retraite	3 367,16	3 904,68	-537,52	-13,77
43741000 Caisse de Prévoyance	1 027,00	3 647,89	-2 620,89	-71,85
43743000 GRAS SAVOYE Mutuelle	5 366,98	3 654,96	1 712,02	46,84
43820000 Charges sur Provision Congés Payés	24 677,84	19 570,86	5 106,98	26,09
43840000 Charges sur Provision Primes	14 400,95	13 045,64	1 355,31	10,39
44210000 Prélèvements à la Source	1 644,00	1 704,00	-60,00	-3,52
44400000 Etat impôts sur les bénéfices	20 747,00		20 747,00	
44570500 TVA Collectée 5.50 %		7,35	-7,35	-100,00
44572000 TVA Collectée 20 %		599,76	-599,76	-100,00
44712000 CVAE	4 731,00	2 252,00	2 479,00	110,08
44730000 Taxe d'apprentissage	681,09	481,86	199,23	41,35
44860000 Etat - Autres charges à payer	1 744,00	1 374,00	370,00	26,93
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 127,50		7 127,50	
40840000 Fournisseurs Immobilisation - F.N.P	7 127,50		7 127,50	
Autres dettes	272 462,77	24 053,31	248 409,46	1032,75
41100000 ### Collectif Clients	240 934,76		240 934,76	
46700200 Autres Débiteurs - Note de Frais		952,55	-952,55	-100,00
46701000 Produits Collectés pour Tiers	530,00	530,00		
46710000 Licences F.F.Golf	399,15	3 833,45	-3 434,30	-89,59
46711000 Assurance Abonnements		1 295,84	-1 295,84	-100,00
46720000 Association Sportive	4 000,00	7 715,50	-3 715,50	-48,16
46780000 Academy - GPA & Objectif 36	26 598,86	9 725,97	16 872,89	173,48
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Produits constatés d'avance	120 421,38	180 060,65	-59 639,27	-33,12
48700000 Produits constatés d'avance	120 421,38	180 060,65	-59 639,27	-33,12
TOTAL (IV)	**2 460 724,01**	**2 183 186,19**	**277 537,82**	**12,71**

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Bilan Passif (2051)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	**3 173 645,48**	**2 452 562,46**	**721 083,02**	**29,40**

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600699-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Compte de Résultat (2052)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	119 750,52	76 410,03	43 340,49	56,72
70710000 Ventes Proshop Accessoires	40 865,09	33 190,43	7 674,66	23,12
70720000 Ventes Proshop Textiles	51 696,80	29 241,72	22 455,08	76,79
70730000 Ventes Proshop Matériel	27 188,63	13 977,88	13 210,75	94,51
Production vendue de biens	8 365,25		8 365,25	
70900000 Rabais Remise Ristourne	8 365,25		8 365,25	
Production vendue de services	2 113 682,22	1 931 697,12	181 985,10	9,42
70610000 Abonnements	898 834,05	734 166,69	164 667,36	22,43
70612000 Gain sur Licences	5 310,05	3 973,01	1 337,04	33,65
70613000 Gains sur Compétitions	2 288,08	2 681,91	-393,83	-14,68
70620000 Green-Fee Passage	593 754,06	624 020,72	-30 266,66	-4,85
70621000 Green Fee Hôtels	19 619,59	35 287,22	-15 667,63	-44,40
70623000 Practice	5 770,76	6 947,82	-1 177,06	-16,94
70624000 Carnets	193 644,64	178 931,43	14 713,21	8,22
70628000 Stage & Enseignements		900,00	-900,00	-100,00
70630000 Location de chariots et clubs	25 421,61	20 032,21	5 389,40	26,90
70631000 Location Casiers & Vestiaires	14 841,24	14 234,46	606,78	4,26
70632000 Location Voiturettes	96 065,28	89 680,75	6 384,53	7,12
70633000 Frais de Dossier - Prélèvements	9 462,24	9 901,05	-438,81	-4,43
70638000 Golf, recettes diverses	17 070,84	6 483,33	10 587,51	163,30
70640000 Ventes Bar à Taux Plein	49 160,72	43 026,25	6 134,47	14,26
70641000 Ventes Bar à 5,5 %	23 623,75	21 874,47	1 749,28	8,00
70642000 Ventes Bar à Taux Réduit	27 108,46	21 488,43	5 620,03	26,15
70650000 Cave	18 779,95	19 928,41	-1 148,46	-5,76
70651000 Ventes Restauration à 20 %	898,13	1 151,49	-253,36	-22,00
70652000 Ventes Restauration à 5.5 %	1 414,70	1 834,76	-420,06	-22,89
70652100 Ventes Restauration	82 479,16	82 877,36	-398,20	-0,48
70658000 Location de Salle Restauration	9 333,33	4 083,33	5 250,00	128,57
70813000 Refacturation à 20 %	14 748,43	2 194,23	12 554,20	572,15
70814000 Refacturation à 10%	792,54	3 100,00	-2 307,46	-74,43
70820000 Refacturation Diverses	1 260,61	587,79	672,82	114,47
70821000 Refacturation Exo		310,00	-310,00	-100,00
70834000 Location Emplacement Pub	2 000,00	2 000,00		
Chiffres d'affaires nets	2 241 797,99	2 008 107,15	233 690,84	11,64
Subvention d'exploitation	833,33		833,33	
74100000 Sponsoring	833,33		833,33	
Reprises sur amort. et prov., transf. de ch	2 308,80	2 976,26	-667,46	-22,43
79100000 Transferts de charges exploitation		2 386,66	-2 386,66	-100,00
79110000 Avantage en Nature	2 308,80	589,60	1 719,20	291,59
Autres produits	1 734,89	855,16	879,73	102,87
75800000 Produits divers de gestion courante	903,63	147,11	756,52	514,25
75810000 Ecart de Caisse	761,86	321,90	439,96	136,68
75820000 Frais d'annulation Paiement Web	69,40	386,15	-316,75	-82,03
Total des produits d'exploitation (I)	**2 246 675,01**	**2 011 938,57**	**234 736,44**	**11,67**
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits douane)	96 070,04	72 038,99	24 031,05	33,36
60710150 Achats Textiles	39 549,98	40 188,15	-638,17	-1,59
60710900 Achats Accessoires	34 921,15	16 454,95	18 466,20	112,22
60711500 Achats Divers ProShop	33,25	51,68	-18,43	-35,66
60712000 Achats Matériel ProShop	21 254,25	15 192,29	6 061,96	39,90
60800000 Frais Accessoires d'achats	311,41	151,92	159,49	104,98
Variation de stock (marchandises)	-19 286,39	-1 565,53	-17 720,86	-1131,94
60371000 Variation Stock ProShop	-19 286,39	-1 565,53	-17 720,86	-1131,94
Achat mat. 1ère et autres appro.	208 733,40	240 967,03	-32 233,63	-13,38
60110000 Achats Economat Taux Réduit	49 979,87	45 725,95	4 253,92	9,30
60111000 Achats Economat Taux Plein	1 727,63	32 645,36	-30 917,73	-94,71
60112000 Achats Economat sans TVA	6,88	100,00	-93,12	-93,12
60113000 Achats Economat Taux Interm.		148,62	-148,62	-100,00
60121000 Achats Cave Taux Plein	6 191,08	9 912,20	-3 721,12	-37,54
60130000 Achats Bar à 5,5 %	17 815,13	14 001,22	3 813,91	27,24
60131000 Achats Bar Taux Plein	17 511,37	15 221,04	2 290,33	15,05
60210000 Achats Engrais	25 440,03	47 979,01	-22 538,98	-46,98

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Compte de Résultat (2052)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
60211000 Achats Plantations	470,00		470,00	
60212000 Achats Gazons, Graines et Semences	19 924,76	17 863,56	2 061,20	11,54
60213000 Achats Matériaux Terrain	17 743,37	6 948,78	10 794,59	155,35
60214000 Achats Phytosanitaire	5 394,84	10 257,88	-4 863,04	-47,41
60215000 Achats Fournitures Arrosage	354,01	2 448,62	-2 094,61	-85,54
60216000 Achats Fournitures Atelier	5 161,22	11 709,78	-6 548,56	-55,92
60217000 Achats Practice	3 392,00	490,45	2 901,55	591,61
60218000 Achats Fournitures Terrain	5 548,89	2 522,78	3 026,11	119,95
60219000 Achats Produits Entretien	4 194,09	2 646,13	1 547,96	58,50
60221000 Achats Gaz	158,16		158,16	
60223000 Achats Fuel Engins Agricole	14 779,39	8 550,97	6 228,42	72,84
60224000 Achats Essence	12 492,42	9 493,43	2 998,99	31,59
60225000 Achats Lubrifiants & Graisse	449,79	2 301,25	-1 851,46	-80,45
60910000 R.R.R. obtenus sur achats	-1,53		-1,53	
Variation de stock (mat. 1ère et autre appro.)	7 987,43	7 557,47	429,96	5,69
60310000 Variation Stock Economat	-656,18	125,98	-782,16	-620,86
60312000 Variation Stock Cave	496,63	-430,47	927,10	215,37
60313000 Variation Stock Bar	338,19	-653,21	991,40	151,77
60321000 Variation Stock Lubrifiant	2 330,64	-1 256,35	3 586,99	285,51
60321100 Variation Stock Engrais & Phyto	14 267,93	14 146,91	121,02	0,86
60321200 Variation Stock Fournitures Atelier	-9 395,74	380,12	-9 775,86	-2571,78
60321300 Variation Stock Arrosage	1 790,78	2 054,71	-263,93	-12,85
60321400 Variation Stock Semences	-1 232,99	1 735,20	-2 968,19	-171,06
60321700 Variation Stock Combustible	3 790,93	-2 985,60	6 776,53	226,97
60321800 Variation Stock Sable & Terre	-2 757,05	-5 559,82	2 802,77	50,41
60323000 Variation Stock Produits Entretien	-985,71		-985,71	
Autres achats et charges externes	730 971,36	683 826,61	47 144,75	6,89
60613000 Eau Domestique	28 897,50	14 754,49	14 143,01	95,86
60614000 EDF Golf	32 118,54	33 294,54	-1 176,00	-3,53
60631000 Décoration ProShop	7,56		7,56	
60632000 Petit Outillage Golf	12 447,18	4 038,50	8 408,68	208,21
60633000 Petit Outillage Accueil & ProShop	1 352,60	1 782,12	-429,52	-24,10
60633100 Renouvellement Matériel Restaurant	1 734,81	1 080,59	654,22	60,54
60634000 Petit Outillage Practice & Caddy	5 390,52	6 562,96	-1 172,44	-17,86
60635000 Renouvellement Matériel Divers	7 363,02	636,08	6 726,94	1057,56
60640000 Fournitures de Bureaux	1 929,27	2 783,95	-854,68	-30,70
60645000 Fournitures Accueil	2 527,75	5 919,78	-3 392,03	-57,30
60646000 Fournitures Restaurant	141,39	3,30	138,09	4184,55
60660000 Fleurs & Décoration	113,43	2 451,07	-2 337,64	-95,37
60680000 Vêtements de Sécurité & Uniformes	3 856,74	7 359,86	-3 503,12	-47,60
61100000 Traitements Informatiques	10 486,12	9 074,07	1 412,05	15,56
61120000 S/Traitance Nettoyage-Entretien	34 927,79	31 437,99	3 489,80	11,10
61130000 S/Traitance Convoyeurs de fonds	2 178,80	2 011,20	167,60	8,33
61140000 Sous Traitance Cofigolf	1 280,00	15 066,50	-13 786,50	-91,50
61320000 Location Immobilière	108 592,00	160 000,00	-51 408,00	-32,13
61330000 Location Matériel Divers	13 253,47	9 560,10	3 693,37	38,63
61336000 Location Sanitaire Service	1 300,92	2 073,59	-772,67	-37,26
61341000 Location Matériel Terrain	3 466,01		3 466,01	
61350000 Location Matériel Restauration		3 036,55	-3 036,55	-100,00
61351000 Location Voiturettes	25 978,00	15 246,00	10 732,00	70,39
61353000 Location Progidoc	1 913,40	1 913,58	-0,18	-0,01
61357000 Location Linge		55,49	-55,49	-100,00
61510000 Entretien Matériel de Bureaux	1 047,93	2 578,03	-1 530,10	-59,35
61511000 Entretien Matériel Informatique	679,25	8 724,65	-8 045,40	-92,21
61520000 Entretien Voiturettes	884,86	1 023,52	-138,66	-13,55
61530000 Entretien Matériel de Terrain	24 137,67	19 456,80	4 680,87	24,06
61540000 Entretien Bâtiments	25 896,22	5 768,34	20 127,88	348,94
61550000 Entretien Automobile	3 907,74	3 190,46	717,28	22,48
61551000 Entretien Mat. de Location	1 027,84		1 027,84	
61552000 Entretien Espaces Verts	1 290,46	1 468,11	-177,65	-12,10
61554000 Entretien Vêtement & Blanchissage		28,33	-28,33	-100,00
61555000 Entretien Matériel Restaurant	142,00	2 003,68	-1 861,68	-92,91
61558000 Entretien Installations	25 949,37	8 344,57	17 604,80	210,97
61559000 Entretien & Réparation Divers	16 197,42	15 297,42	900,00	5,88
61560000 Entretien Arrosage	4 024,68	5 454,84	-1 430,16	-26,22
61570000 Entretien Terrain	37 329,33	19 140,20	18 189,13	95,03
61580000 Entretien Practice	290,65	422,10	-131,45	-31,14
61610000 Assurances	13 024,53	15 745,58	-2 721,05	-17,28
61620000 Assurance Voiturettes		1 009,40	-1 009,40	-100,00
61670000 Charges de Propre Assureur	630,00		630,00	
61800000 Services Extérieurs Divers		10,00	-10,00	-100,00
61810000 Documentation Générale		30,00	-30,00	-100,00
62220000 Commission & Courtage sur Ventes	6 374,22	7 190,11	-815,89	-11,35
62230000 Commission Variable DSP	13 279,13	13 157,16	121,97	0,93

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600699-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Compte de Résultat (2052)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
62260000 Honoraires	25 001,80	50 116,56	-25 114,76	-50,11
62270000 Frais d'Actes et de Contentieux	15,00		15,00	
62310000 Publicité, Média, Divers	6 584,00	2 200,30	4 383,70	199,23
62324000 Sponsoring	3 160,00	3 210,00	-50,00	-1,56
62325000 Site Internet	2 160,00	3 160,00	-1 000,00	-31,65
62330000 Publicité, Matériel Divers logotés	1 219,13		1 219,13	
62340000 Cadeaux à la Clientèle	33 291,21	22 838,28	10 452,93	45,77
62360000 Cocktail		5 985,99	-5 985,99	-100,00
62360100 Catalogues & Imprimés	2 795,00	5 615,00	-2 820,00	-50,22
62370000 Pub affichage signalisation	8 497,61	3 644,96	4 852,65	133,13
62380000 Dons, Pourboires et Etrennes	30,00		30,00	
62410000 Port sur Achats ProShop	363,90	10,00	353,90	3539,00
62420000 Port sur Achats Terrain	1 062,89	302,33	760,56	251,57
62430000 Port sur Achats Divers	41,90	112,50	-70,60	-62,76
62440000 Port sur Achats Restaurant	4,90	52,50	-47,60	-90,67
62511000 Déplacement Direction	3 132,19	6 761,45	-3 629,26	-53,68
62512000 Déplacement Personnel	1 826,25		1 826,25	
62513000 Déplacement Siége	622,24	1 052,60	-430,36	-40,89
62514000 Déplacement Intervenant	1 247,50		1 247,50	
62560000 Missions Directions	5 195,83	7 124,52	-1 928,69	-27,07
62570000 Réceptions	8 600,43	8 571,26	29,17	0,34
62600000 Frais postaux	395,88	609,38	-213,50	-35,04
62610000 Téléphone & Fax	3 543,00	4 576,69	-1 033,69	-22,59
62610100 Téléphone Portable	1 700,46	1 659,32	41,14	2,48
62611000 Communication Internet	10 587,66	7 194,70	3 392,96	47,16
62700000 Services bancaires	8 210,81	11 031,02	-2 820,21	-25,57
62710000 Commissions sur Cartes Bancaires	11 854,96	10 984,78	870,18	7,92
62712000 Commission Paiement en Ligne	106,79	72,75	34,04	46,79
62720000 Commission sur Titres Restaurant		0,47	-0,47	-100,00
62780000 Autres Frais & Com. s/ Prest. Serv.		83,60	-83,60	-100,00
62810000 Cotisations	47 675,14	1 450,00	46 225,14	3187,94
62820000 Frais de Siège - OGC	64 674,76	65 220,04	-545,28	-0,84
Impôts, taxes et versements assimilés	36 494,88	32 841,44	3 653,44	11,12
63310000 Formation Professionnelle	6 429,79	5 684,15	745,64	13,12
63350000 Taxe apprentissage	4 339,28	3 641,21	698,07	19,17
63511100 CFE	7 894,00	5 997,00	1 897,00	31,63
63511200 CVAE	2 479,00	2 252,00	227,00	10,08
63512000 Taxe Foncière	15 350,00	14 786,00	564,00	3,81
63540000 Droits d'Enregistrement & Timbres	2,81	82,58	-79,77	-96,60
63580000 Impôts & Taxes Divers		398,50	-398,50	-100,00
Salaires et traitements	802 677,04	722 918,82	79 758,22	11,03
64110000 Salaires, appointements, commission	432 146,34	448 925,18	-16 778,84	-3,74
64110100 Salaires Terrain	205 939,53		205 939,53	
64110200 Indémnités Sécurité Sociale		-2 245,76	2 245,76	100,00
64110300 Indémnités Sécu Terrain		-1 771,54	1 771,54	100,00
64110400 Indemnité de Licenciement		5 455,98	-5 455,98	-100,00
64120000 Congés payés		45 209,88	-45 209,88	-100,00
64125000 Provision Congés Payés	11 392,41	657,19	10 735,22	1633,50
64125100 Provision Congés Payés Terrain	5 226,71		5 226,71	
64130000 Primes & gratifications	-7 380,05	71 227,05	-78 607,10	-110,36
64130100 Primes & gratifications Terrain	11 270,30	549,71	10 720,59	1950,23
64141000 Indémnités & Avantages Terrain	383,00		383,00	
64160000 Heures Supplémentaires		1 773,80	-1 773,80	-100,00
64170000 Avantage en nature		589,60	-589,60	-100,00
64171000 Titres Restaurant	16 128,38	12 534,39	3 593,99	28,67
64190000 Rémunération OPV - GGB	127 570,42	140 013,34	-12 442,92	-8,89
Charges sociales	207 203,43	191 104,44	16 098,99	8,42
64510000 Cotisations URSSAF	84 477,80	76 194,04	8 283,76	10,87
64511000 Cotisations MSA	50 611,14	33 763,39	16 847,75	49,90
64520000 Cotisations Mutuelles & Prevoyances	16 952,59	8 391,36	8 561,23	102,02
64530000 Cotisations Retraite	26 616,84	103,28	26 513,56	25671,53
64531000 *******Cot. Retraite ARRCO		23 171,74	-23 171,74	-100,00
64531100 *******Cot. Prévoyance Employés		1 168,45	-1 168,45	-100,00
64532100 *******Cot. Prévoyance Cadres		1 703,26	-1 703,26	-100,00
64540000 Cotisations POLE EMPLOI	18 152,38	16 023,94	2 128,44	13,28
64750000 Médecine du Travail - AMETRA 06	891,00	1 870,00	-979,00	-52,35
64775000 Pharmacie Personnel	4,93	4,38	0,55	12,56
64800000 Autre Frais Personnel	3 012,00	3 828,46	-816,46	-21,33
64810000 Formation Personnel	22,46	122,50	-100,04	-81,67
64820000 Charges sur Provision Congés Payés	3 722,97	10 125,92	-6 402,95	-63,23
64821000 Charges sur Prov. Congés Payés MSA	1 384,01	1 588,08	-204,07	-12,85
64840000 Charges sur Provision Primes	-2 557,29	13 045,64	-15 602,93	-119,60
64841000 Charges sur Prov. Prime Terrain	3 912,60		3 912,60	

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Compte de Résultat (2052)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
Dotation d'exploitation				
Sur immobilisations - dot. aux amort.	65 154,36	8 486,17	56 668,19	667,77
68112000 Dotation sur immob. corporelles	65 154,36	8 486,17	56 668,19	667,77
Sur actif circulant : dot aux prov.	-2 588,29	9 959,35	-12 547,64	-125,99
68173000 Provisions Dépréciation Stocks	-2 588,29	9 959,35	-12 547,64	-125,99
Autres charges	4 828,30	4 634,86	193,44	4,17
65100000 Frais Divers de Gestion	1 317,01	31,63	1 285,38	4063,80
65110000 Redevances, Brevets, Licences	2 888,00	3 716,50	-828,50	-22,29
65800000 Ecart de Caisse	623,29	886,73	-263,44	-29,71
Total des charges d'exploitation (II)	**2 138 245,56**	**1 972 769,65**	**165 475,91**	**8,39**
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**108 429,45**	**39 168,92**	**69 260,53**	**176,83**
Opérations en commun				
Produits financiers				
Autres intérêts et produits assimilés	11 633,52	942,40	10 691,12	1134,46
76380000 Revenus Intérêts des Cptes Courants	10 538,63		10 538,63	
764000000 Revenues VMP		363,29	-363,29	-100,00
76500000 Escomptes obtenus	1 094,89	579,11	515,78	89,06
Total des produits financiers (V)	**11 633,52**	**942,40**	**10 691,12**	**1134,46**
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées	61 759,77	3 475,48	58 284,29	1677,01
66100000 Charges d'intérêts	30,00		30,00	
66110000 Intérêts, emprunts et dettes	41 542,03	2 894,22	38 647,81	1335,34
66150000 Intérêt Cpte courant & dépôt crédit	20 187,74	581,26	19 606,48	3373,10
Total des charges financières (VI)	**61 759,77**	**3 475,48**	**58 284,29**	**1677,01**
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	**-50 126,25**	**-2 533,08**	**-47 593,17**	**-1878,87**
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	**58 303,20**	**36 635,84**	**21 667,36**	**59,14**

Détail des Comptes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20240924-2024144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 17.00

Compte de Résultat (2053)

	Net 31/12/2023	Net N-1 31/12/2022	Variation En valeur	Variation En %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits except. sur opérations de gestion	3 000,00		3 000,00	
77130000 Subvention diverses	3 000,00		3 000,00	
Produits except. sur opérations en capital	21 683,44		21 683,44	
77700000 Quote-part Subventions Invest.	21 683,44		21 683,44	
Total des produits exceptionnels (VII)	**24 683,44**		**24 683,44**	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges except. sur opérations de gestion	323,00	10 627,17	-10 304,17	-96,96
67120000 Pénalités,amendes fiscales et pénal	323,00	8 651,00	-8 328,00	-96,27
67180000 Autres charges exceptionnelles		1 976,17	-1 976,17	-100,00
Charges except. sur opérations en capital		173,40	-173,40	-100,00
67880000 Charges Exceptionnelles Diverses		173,40	-173,40	-100,00
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**323,00**	**10 800,57**	**-10 477,57**	**-97,01**
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**24 360,44**	**-10 800,57**	**35 161,01**	**325,55**
Impôts sur les bénéfices * (X)	20 747,00	6 459,00	14 288,00	221,21
69500000 Impôts sur les bénéfices	20 747,00		20 747,00	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**2 282 991,97**	**2 012 880,97**	**270 111,00**	**13,42**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**2 221 075,33**	**1 993 504,70**	**227 570,63**	**11,42**
5 - BÉNÉFICE OU PERTE	**61 916,64**	**19 376,27**	**42 540,37**	**219,55**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Annexe

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont ou ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :
- Constructions ans
- Agencements et aménagements des constructions ans
- Installations techniques ans
- Matériel et outillages industriel ans
- .... ans

PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS
Les stocks sont évalués suivant la méthode ...
La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.
Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks / sont éventuellement inclus.
Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CREANCES
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS
Les primes de remboursement sont amorties au prorata des intérêts courus/par fractions égales sur la durée de l'emprunt.

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PROVISIONS REGLEMENTEES
Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent..... et la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire / dégressif.
La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits
- exceptionnels pour les provisions ....
- d'exploitation pour les provisions ....
- financiers pour les provisions ....

OPERATIONS EN DEVISES
Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaleur à la date de l'opération.
Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaleur au cours de fin d'exercice.
La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Écart de conversion".
Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques,
en totalité / partiellement suivant les modalités suivantes ....

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Attestation (Modèle sans observation)

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise GOLF de la GRANDE BASTIDE pour l'exercice du 01/01/23 au 31/12/23
et conformément aux termes de ma lettre de mission en date du (conformément à nos accords), j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent pages, se caractérisent par les données suivantes

- total du bilan en € :	3 173 645,48
- chiffre d'affaires en € :	2 241 797,99
- résultat net comptable en € :	61 916,64

Fait à CHATEAUNEUF DE GRASSE

le

Signature ( )

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Attestation Modèle avec observation(s) (limitations)

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise GOLF de la GRANDE BASTIDE
pour l'exercice du 01/01/23 au 31/12/23
et conformément aux termes de ma lettre de mission en date du (conformément à nos accords), j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts comptables à l'exception de :

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, à l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans le paragraphe ci-dessus, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent pages, se caractérisent par les données suivantes

- total du bilan en € :	3 173 645,48
- chiffre d'affaires en € :	2 241 797,99
- résultat net comptable en € :	61 916,64

Fait à CHATEAUNEUF DE GRASSE

le

Signature ( )

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RAPPORT SANS RESERVE ET AVEC UN PARAGRAPHE D'OBSERVATIONS SOULIGNANT UNE INFORMATION DONNEE DANS L'ANNEXE

A la suite de la mission qui nous a été confiée et en notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué un examen limité des comptes de GOLF de la GRANDE BASTIDE relatifs à l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 , tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité de . Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cette mission d'examen limité selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes de GOLF de la GRANDE BASTIDE et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de l'exercice du 01012023 au 31122023 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice du 01012023 au 31122023 .

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note de l'annexe concernant

Fait à CHATEAUNEUF DE GRASSE

le

Signature ( )

© Sage

Immobilisations

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Sas Golf Grande Bastide

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 100		
TOTAL immobilisations incorporelles :	**1 100**		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	22 189		1 640 193
Constructions installations générales	3 462		19 037
Installations techniques et outillage industriel	25 205		6 951
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			18 000
Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 931		14 302
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	828 309		573 552
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**886 096**		**2 272 034**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	554		
TOTAL immobilisations financières :	**554**		
TOTAL GÉNÉRAL	**887 750**		**2 272 034**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établ. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 100	
TOTAL immobilisations incorporelles :			**1 100**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 640 193	
Constructions sur sol d'autrui			22 189	
Constructions installations générales			22 499	
Install. techn., matériel et out. industriels			32 155	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			18 000	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			21 233	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 743 387		656 917	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**1 743 387**		**2 413 186**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			554	
TOTAL immobilisations financières :			**554**	
TOTAL GÉNÉRAL	**1 743 387**		**2 414 840**	

© Sage

Amortissements

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Montant début exercice**	**Augmentations dotations**	**Diminutions reprises**	**Montant fin exercice**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	653	50 392		51 045
Constructions installations générales	821	2 265		3 085
Installations techn. et outillage industriel	5 614	7 132		12 746
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport		1 610		1 610
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 398	3 756		5 154
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**8 486**	**65 154**		**73 641**
TOTAL GÉNÉRAL	**8 486**	**65 154**		**73 641**

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Amortissements linéaires**	**Amortissements dégressifs**	**Amortissements exceptionnels**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Dotations**	**Reprises**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement et de développement		
Autres immobilisations incorporelles		
TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains		
Constructions sur sol propre		
Constructions sur sol d'autrui		
Constructions installations générales		
Installations techniques et outillage industriel		
Installations générales, agencements et divers		
Matériel de transport		
Matériel de bureau, informatique et mobilier		
Emballages récupérables et divers		
TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL		

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	**Montant net début exercice**	**Augmentations**	**Dotations de l'exercice aux amortissements**	**Montant net fin exercice**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

© Sage

Provisions Inscrites au Bilan

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours	9 959		2 588	7 371
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	**9 959**		**2 588**	**7 371**
TOTAL GÉNÉRAL	**9 959**		**2 588**	**7 371**

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	554		554
TOTAL de l'actif immobilisé :	**554**		**554**
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	112 297	112 297	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	79 365	79 365	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	73 796	73 796	
TOTAL de l'actif circulant :	**265 457**	**265 457**	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 252	1 252	
TOTAL GÉNÉRAL	**267 263**	**266 709**	**554**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 050 437	158 785	891 652	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	192 780	192 780		
Personnel et comptes rattachés	107 524	107 524		
Sécurité sociale et autres organismes	68 810	68 810		
Impôts sur les bénéfices	20 747	20 747		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 800	8 800		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	7 128	7 128		
Groupe et associés	608 614	608 614		
Autres dettes	272 463	272 463		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	120 421	120 421		
TOTAL GÉNÉRAL	**2 457 724**	**1 566 072**	**891 652**	

© Sage

Charges à Payer

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 241
Dettes fiscales et sociales	148 347
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 128
Disponibilités, charges à payer	3 464
Autres dettes	
TOTAL	**210 179**

© Sage

Produits à Recevoir

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	8 365
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	**363**
TOTAL	**8 729**

© Sage

Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Montant	Taux d'amortissem.
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
TOTAL		

© Sage

Charges et Produits Constatés d'Avance

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	1 252	120 421
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	**1 252**	**120 421**

© Sage

Composition du Capital Social

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice		
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice		

© Sage

Crédit-Bail

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine Amortissements : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

Mont. pris en charge dans l'exercice					

Rappel : Redevance de crédit bail	

© Sage

Engagements Financiers

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

TOTAL	

© Sage

Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23

Edition du 18/05/24

Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 046 974
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	**1 046 974**

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Etats de gestion

© Sage

Capacité d'Autofinancement

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 15/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	31/12/2023	31/12/2022	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**171 780**	**58 418**	**113 362**
+ Transfert de charges d'exploitation			
+ Autres produits d'exploitation	1 735	855	880
- Autres charges d'exploitation	4 828	4 635	193
+ Quote part de résultat sur opérations en commun			
+ Produits financiers	11 634	942	10 691
- Charges financières	61 760	3 475	58 284
+ Produits exceptionnels	3 000		3 000
- Charges exceptionnelles	323	10 801	(10 478)
- Participation des salariés			
- Impôts sur les bénéfices	20 747	6 459	14 288
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	**100 490**	**34 846**	**65 645**

© Sage

Soldes Intermédiaires de Gestion

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24

Sas Golf Grande Bastide

Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	%	Net (N-1) 31/12/2022	%
Ventes de marchandises	119 751	5,3417	76 410	3,8051
-Coût d'achat des marchandises	76 472	3,4112	70 322	3,5019
MARGE COMMERCIALE	**43 278**	**1,9305**	**6 088**	**0,3032**
Production vendue	2 122 047	94,6583	1 931 697	96,1949
+ Production stockée				
- Déstockage de production				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**2 122 047**	**94,6583**	**1 931 697**	**96,1949**
CHIFFRE D'AFFAIRES	**2 241 798**	**100,00**	**2 008 107**	**100,00**
- Consommation en provenance des tiers	948 004	42,2876	932 503	46,4369
VALEUR AJOUTÉE	**1 217 322**	**54,3012**	**1 005 283**	**50,0612**
+ Subventions d'exploitation	833	0,0372		
- Impôts et taxes	36 495	1,6279	32 841	1,6354
- Charges de personnel	1 009 880	45,0478	914 023	45,5167
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**171 780**	**7,6626**	**58 418**	**2,9091**
+ Reprises et transferts de charges	2 309	0,103	2 976	0,1482
+ Autres produits	1 735	0,0774	855	0,0426
- Dotations aux amortissements et provisions	62 566	2,7909	18 446	0,9186
- Autres charges	4 828	0,2154	4 635	0,2308
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**108 429**	**4,8367**	**39 169**	**1,9505**
+ Quote part opérations en commun				
+ Produits financiers	11 634	0,5189	942	0,0469
- Quote part opérations en commun				
- Charges financières	61 760	2,7549	3 475	0,1731
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**58 303**	**2,6007**	**36 636**	**1,8244**
Produits exceptionnels	24 683	1,1011		
- Charges exceptionnelles	323	0,0144	10 801	0,5378
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**24 360**	**1,0866**	**(10 801)**	**-0,5378**
- Participation des salariés				
- Impôt sur les bénéfices	20 747	0,9255	6 459	0,3216
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**61 917**	**2,7619**	**19 376**	**0,9649**
Produits de cession d'éléments d'actif				
- Valeur comptable éléments cédés				
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS				

© Sage

Emplois et Ressources

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N-1
Distribution mises en paiement au cours de l'exercice			Capacité d'autofinancement de l'exercice	100 490	34 846
Acquisit. d'élém. actif immobilisé					
- immobilisations incorporelles		1 100	Cessions ou réductions d'élém. de l'actif immobilisé		
- immobilisations corporelles	1 527 090	958 149			
- immobilisations financières		554	Cessions d'immobilisations:		
			- incorporelles		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			- corporelles		
			Cessions ou réductions d'immobilisations financières		
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)					
			Augment. des capitaux propres:		
			- capital ou apports		125 000
Remboursem. dettes financières	153 026		- autres capitaux propres	403 312	
			Augmentation dettes financières		1 200 000
TOTAL DES EMPLOIS	1 680 116	959 803	**TOTAL DES RESSOURCES**	503 802	1 359 846
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)		400 043	**Variation du fonds de roulement net global (emploi net)**	1 176 313	

© Sage

Variation du Besoin en Fonds de Roulement Détaillée

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/06/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	Exercice N			Exercice N-1	Variation
	Besoins	Dégagement	Solde	Solde	%
Variations EXPLOITATION					
Variations des actifs d'exploitation :					
- stocks et en-cours	11 299		(11 299)	(126 521)	-91,07
- avances et acompt. versés sur comm.					
- créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	126 539		(126 539)	(140 170)	-9,72
Variation des dettes d'exploitation :					
- avances et acomptes reçus sur commandes en cours				3 000	-100
- dettes fournisseurs, cpt. rattachés et autres dettes d'exploitation	8 166		(8 166)	747 437	-101,09
TOTAL	**146 004**				
VARIATION NETTE EXPLOITATION I			**(146 004)**	**483 746**	**-130,18**
Variations HORS EXPLOITATION					
Variations des autres débiteurs		691 068	691 068	(691 068)	-200
Variations des autres créditeurs		25 996	25 996	33 407	-22,18
TOTAL		**717 064**			
VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION II			**717 064**	**(657 662)**	**-209,03**
TOTAL DES VARIATIONS NETTES (I + II)					
Besoins de l'exercice en fonds de roulement				(173 915)	-100
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice			571 060		
Variations TRÉSORERIE					
Variations des disponibilités		131 023	131 023	(451 807)	-129
Var. concours banc. et solde crédit.	16 110		(16 110)	30 069	-153,58
TOTAL	**16 110**	**131 023**			
VARIATION NETTE TRÉSORERIE III			**114 913**	**(421 738)**	**-127,25**
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL					
TOTAL DES VARIATIONS NETTES (I + II + III)					
Emploi net				**(595 653)**	**-100**
Ressource nette			**685 972**		

© Sage

Tableau de contrôle de la variation de trésorerie

Sas Golf Grande Bastide

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 18/05/24
Devise d'édition

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-2-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ACTIF	Ouverture	Clôture	Variation
Valeur mobilières de placement	600 000		(600 000)
Disponibilités	451 807	320 784	(131 023)
Total I	**1 051 807**	**320 784**	**(731 023)**

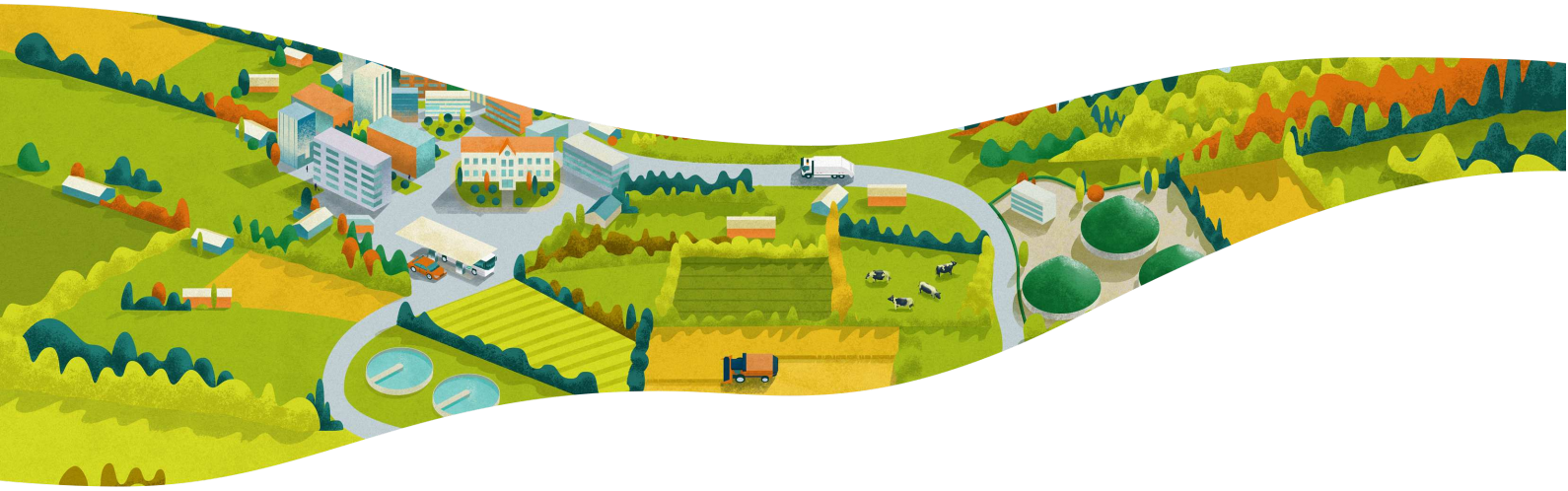
PASSIF	Ouverture	Clôture	Variation
Effets escomptés non échus			
Concours bancaires courants	28 804	10 495	(18 309)
Total II	**28 804**	**10 495**	**(18 309)**

TOTAL (I - II)	**1 023 003**	**310 289**	**(712 714)**

© Sage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

GRASSE
2023



L'activité de GRDF sur votre concession

7 632
NOMBRE DE CLIENTS DU RÉSEAU

168 km
LONGUEUR TOTALE DES CONDUITES

2030
ANNÉE D'ÉCHÉANCE DU CONTRAT

2 291 k€
RECETTES ACHEMINEMENT ET HORS ACHEMINEMENT

11 375 k€
VALEUR NETTE RÉÉVALUÉE DU PATRIMOINE

551 k€
INVESTISSEMENTS RÉALISÉS SUR LA CONCESSION

174 GWh
QUANTITÉS DE GAZ ACHEMINÉES

58 GWh
QUANTITÉS DE BIOMÉTHANE INJECTÉES (RÉGION)

208
NOMBRE D'INTERVENTIONS DE SÉCURITÉ GAZ

GRASSE
2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le biométhane, un gaz renouvelable incontournable au mix énergétique français.

La production de gaz vert atteint déjà en France la puissance de 2 réacteurs nucléaires (plus de 12 TWh/an) et dépasse largement les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie fixés à 6 TWh/an en 2023. Au côté de la filière méthanisation qui a atteint sa maturité, d'autres filières de gaz renouvelables émergent (pyrogazéification, gazéification hydrothermale, méthanation) et GRDF ambitionne de multiplier par 5 la production de gaz verts à horizon 2030.

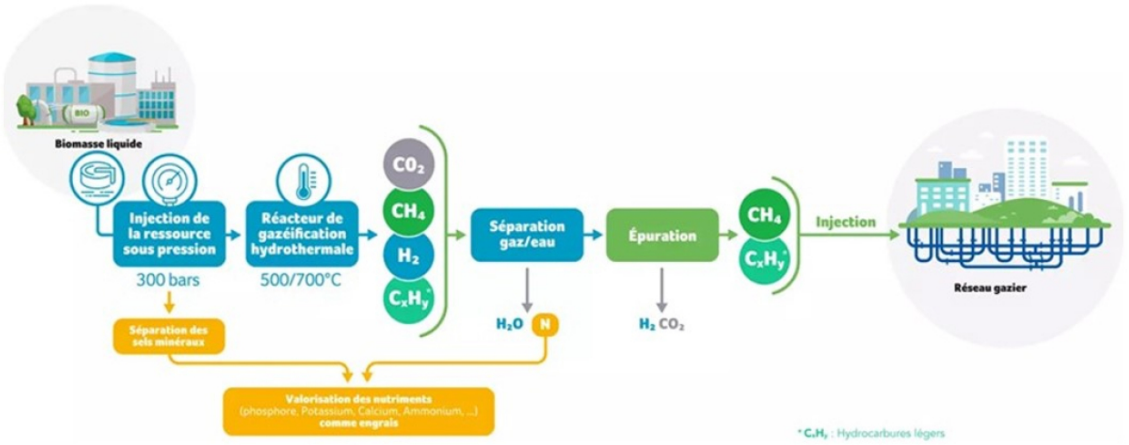
Indépendance énergétique, création d'emplois, production d'engrais naturel…produire du gaz renouvelable, c'est plus que produire de l'énergie !



Un procédé innovant pour produire du gaz renouvelable dans les Alpes-Maritimes: la Gazéification Hydrothermale

La Gazéification Hydrothermale est un procédé de conversion thermochimique qui exploite les propriétés de l'eau en conditions supercritiques pour dégrader la matière organique en un gaz riche en biométhane et en Hydrogène. Le procédé permet de traiter les déchets liquides comme les boues de station d'épuration ou les effluents industriels. Il répond à la problématique des exutoires en éliminant pratiquement totalement ces déchets en bout de procédé.

Les collectivités et les industriels sont fortement intéressés par cette solution de traitement de déchets liquides. Les premières installations industrielles devraient être mises en services dans les Alpes-Maritimes d'ici 2 à 3 ans.



Le saviez-vous ? 22 000 logements sociaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur consomment du gaz vert

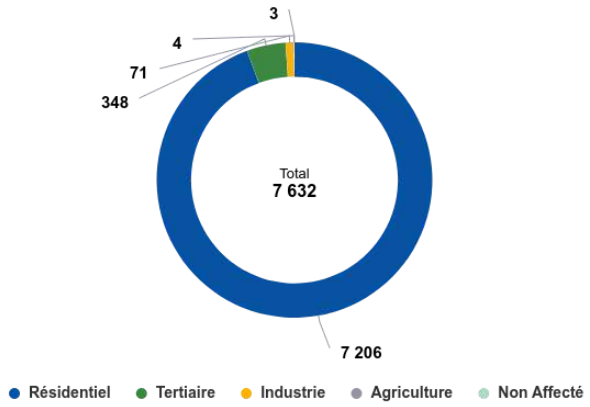
Grâce au réseau de gaz, propriété des collectivités locales, la décarbonation avance, à un coût maîtrisé puisque le réseau est déjà financé. Si vous souhaitez décarboner vos usages, pourquoi ne pas commencer par consommer du gaz vert dans vos bâtiments communaux par exemple ?

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Gestion de la clientèle sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente de gaz réalisée par le fournisseur d'énergie.

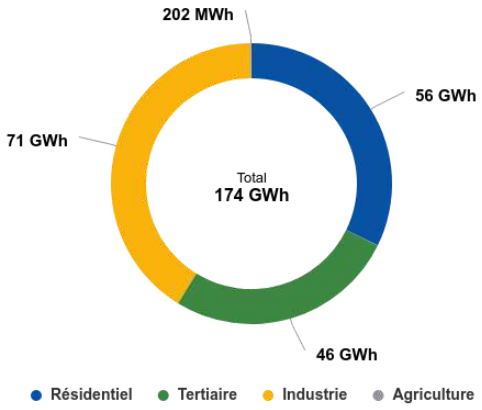
Clients par secteur en 2023



Évolution du nombre de clients

Secteurs	2021	2022	2023
Résidentiel	7 534	7 414	7 206
Tertiaire	315	343	348
Industrie	71	77	71
Agriculture	5	4	4
Non affecté	5	6	3
TOTAL	**7 930**	**7 844**	**7 632**

Quantités acheminées par secteur en 2023



Évolution des quantités acheminées (en MWh)

Secteurs	2021	2022	2023
Résidentiel	81 979	64 412	56 277
Tertiaire	57 338	50 264	46 260
Industrie	91 123	81 807	71 658
Agriculture	168	143	202
TOTAL	**230 608**	**196 626**	**174 397**

Compteurs communicants

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leurs consommations de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie. La réussite du projet, débuté à grande échelle en 2017 et qui se termine en 2023, passe également par la mobilisation des acteurs de l'écosystème de la maîtrise de l'énergie.

Depuis le début du déploiement sur votre concession, 7 352 compteurs ou modules communicants ont été installés dont 86 en 2023. De plus, 4 concentrateurs ont été installés depuis le début du déploiement.

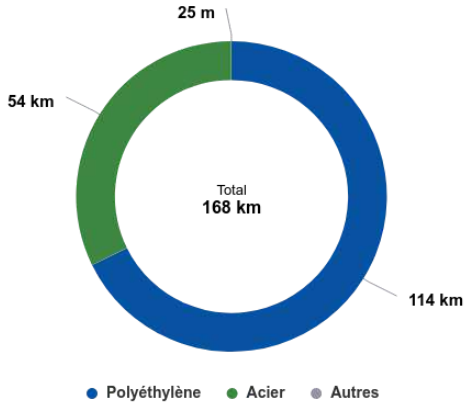
GRASSE
2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

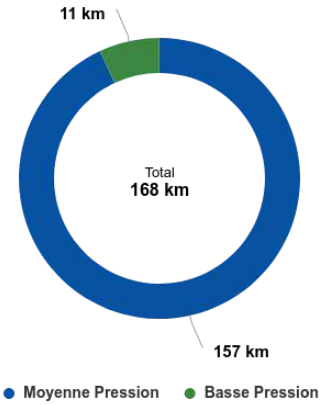
Votre patrimoine

Votre patrimoine est principalement composé des canalisations, des postes de détente réseau, des robinets de réseau ainsi que des branchements collectifs. Retrouvez ci-dessous deux répartitions des canalisations, l'une par matière et l'autre par pression, en 2023 à l'échelle de votre concession.

Canalisations par matière en 2023



Canalisations par pression en 2023



Les chantiers

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
TRAVERSE DU ROURE DE LA GÂCHE	28 m	0	1

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DES ROSES	100 m	3	1
IMPASSE DU PETIT PARIS	98 m	0	0
BOULEVARD GAMBETTA - TRAVERSE MURAOUR	15 m	0	1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	**748 850**	**891 543**	**551 387**
Raccordement et transition écologique	110 395	46 556	23 210
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	4 716	0	3 472
Adaptation et modernisation des ouvrages	351 400	285 363	385 990
Modernisation de la cartographie et inventaire	13 101	8 285	6 087
Comptage	139 763	440 645	29 925
Autres	129 476	110 694	102 704

Vers un réseau plus éco-responsable

GRDF innove en posant les premières canalisations fabriquées à partir de résidus de l'industrie forestière européenne. Elles possèdent les mêmes caractéristiques techniques que les canalisations en polyéthylène existantes, tout en permettant un gain sur l'impact environnemental grâce à l'origine végétale de la matière première. Elles répondent toujours aux plus hauts standards de sécurité.

Connaissez-vous l'enrubannage?

L'enrubannage de tuyaux consiste à protéger les réseaux en les recouvrant d'une gaine géotextile afin de les rendre prêts à être enterrés directement dans le sol, sans apport de sable dans la tranchée. Un fil traceur est intégré à cette gaine afin de la localiser dans l'espace et d'accroître la sécurité du réseau.

Cette technique permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre des chantiers en permettant le réemploi des déblais directement pendant la pose de la canalisation. Ainsi, l'utilisation de l'enrubannage des réseaux réduit les transports sur le chantier et évite l'achat de sable.



GRASSE
2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Demandes et prestations

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à la résiliation du contrat de fourniture…), et d'autres prestations payantes et identifiées dans le catalogue de prestations (interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux…).

Principales demandes de prestations réalisées sur la concession

	2021	2022	2023
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	872	812	694
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	566	664	607
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	23	61	32
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	763	516	393
1ère mise en service	58	25	13

La chaine d'intervention

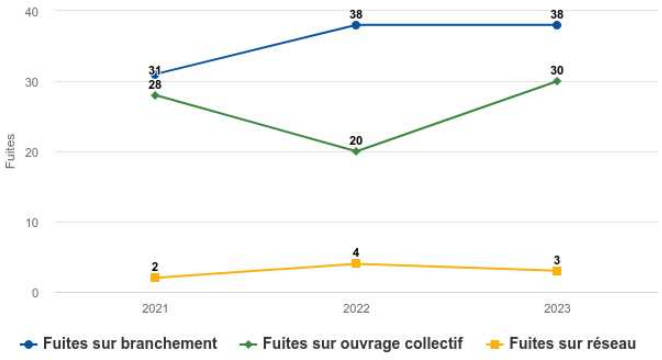
Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.

Dommages aux ouvrages

Dommages

	2021	2022	2023
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	3	3	1
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	535	602	555
Taux	0,56%	0,50%	0,18%

Évolution des fuites



Ouvrages et maintenance

Type d'ouvrages	Parc à fin d'année	Visites planifiées	Visites réalisées
Canalisations réseau	168 km	35 km	43 km
Postes de détente réseau	28	12	12
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	176	91	91
Branchements collectifs	1 188	103	103

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Compte d'exploitation

Pour un service de distribution péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Cependant il est important, pour chaque autorité concédante, de disposer d'un compte d'exploitation à son périmètre afin de pouvoir apprécier sa situation dans le système de péréquation national.

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2021	2022	2023
RECETTES D'ACHEMINEMENT	**2 523 001**	**2 294 297**	**2 163 669**
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	**1 227 258**	**1 216 041**	**1 280 286**
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	**1 171 473**	**1 266 563**	**1 311 569**
PRODUITS MOINS CHARGES	**124 270**	**-188 308**	**-428 186**
Impact climatique	48 350	-63 342	-39 323
Contribution à la péréquation	-54 043	94 195	-4 617
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	129 963	-219 161	-384 246

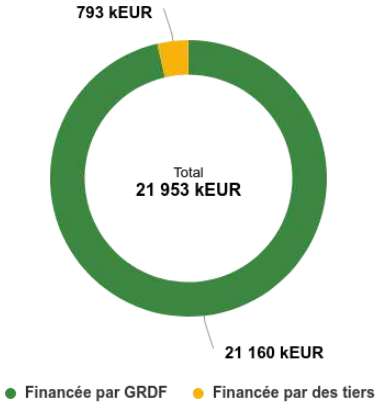
- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen,
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité national.

Valorisation du patrimoine

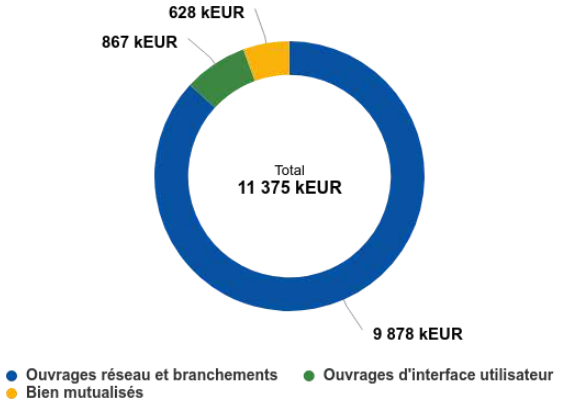
Les anneaux ci-dessous présentent à fin 2023 :

- D'une part qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages.
- D'autre part la valeur qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution.La valeur nette réévaluée de la part des ouvrages financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Origine de financement (valeur initiale)



Valeur Nette Réévaluée à fin 2023



GRASSE
2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

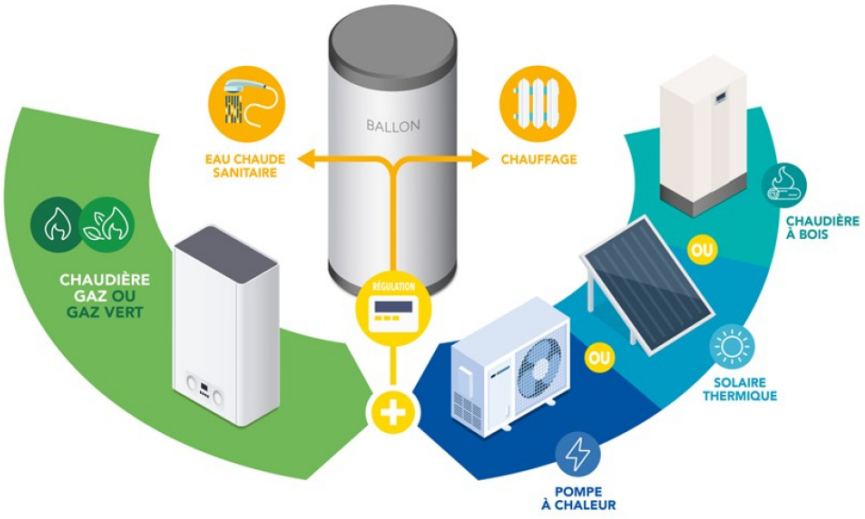
Le « Portail Collectivités »

Le Portail Collectivités, mis en service depuis 2021, est accessible sur grdf.fr. C'est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services et de données relatifs à l'activité de GRDF sur leur territoire pour répondre à leurs besoins. Votre code d'authentification est : **IBRSFBYY**. Vous avez accès à un espace privilégié et enrichi de tous les documents (contrats de concession, avenants, CRAC, courrier redevances…) et des jeux de données détaillées pour vous permettre de mieux contrôler l'activité de GRDF sur le périmètre de chaque commune composant votre territoire.

L'hybridation : une solution économique et bonne pour la planète

Un système hybride peut être utilisé en résidentiel (logement individuel ou collectif) ou en tertiaire (votre patrimoine). Il associe une chaudière gaz et un autre équipement comme la pompe à chaleur, le tout piloté par un système de régulation intelligent qui permet de bénéficier du meilleur des deux technologies.

Cette solution très performante - jusqu'à 60 % d'économie d'énergie - et bas carbone - jusqu'à 80 % de réduction de gaz a effet de serre - est compatible avec les dernières évolutions réglementaires, en neuf comme en rénovation, et déjà compatible gaz vert.



Votre interlocuteur territorial GRDF



SEBASTIEN LEBRUN
Délégué Territorial
06 82 82 64 65
sebastien.lebrun@grdf.fr

URGENCE SECURITE GAZ
N°Vert 0 800 47 33 33
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

SERVICE CLIENT
N°Cristal 09 69 36 35 34
APPEL NON SURTAXE

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ DE CONCESSION 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

GRASSE



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

01 **L'essentiel de votre concession** 6

Les chiffres clefs de votre concession 8
Vos interlocuteurs territoriaux 10
Votre contrat de concession 11

02 **L'activité au quotidien** 12

Les clients et leurs usages 14
Les services et les prestations 20
L'activité de comptage 23
L'écoute client 26
La chaine d'intervention 32
La sécurité du réseau 37

03 **Le patrimoine de votre concession** 44

Vos ouvrages 46
Les chantiers 53
Les investissements 56
La valorisation de votre patrimoine 61

04 **Le compte d'exploitation** 64

Le tarif de distribution - ATRD 66
La synthèse du compte d'exploitation 70
Les recettes 74
Les charges 76
L'équilibre financier 80

05 **La transition écologique** 82

Le gaz vert 84
La mobilité durable 89
Sobriété énergétique 90
Responsabilité sociétale de l'entreprise 91

06 **GRDF & Vous** 94

La distribution du gaz, une mission de service public 96
Une organisation à votre service 100
Les outils digitaux à votre disposition 103

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



L'édito

Mesdames, Messieurs, chères autorités concédantes, vous qui nous confiez l'exploitation de votre réseau, j'ai souhaité profiter du compte-rendu annuel d'activité de votre concession (CRAC) pour m'adresser à vous et vous remercier de votre confiance.

2023 a été une année symbolique pour le gaz et l'essor des gaz verts : nous avons atteint la capacité de 12 TWh/an de biométhane raccordée au réseau, bien au-delà des objectifs initiaux fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Aujourd'hui, plus de 650 méthaniseurs répartis sur les territoires fournissent une énergie équivalente à celle de deux réacteurs nucléaires. Cette réussite collective démontre une fois de plus le rôle clef que vous jouez dans la transition écologique de la France. Nous sommes convaincus que la réponse à apporter au défi climatique viendra des territoires et je tiens à vous assurer que nous serons à vos côtés pour y parvenir. Les éléments que vous retrouvez dans votre CRAC témoignent d'ailleurs de cet engagement continu.

En premier lieu, un engagement pour la sécurité, l'entretien et l'adaptation du réseau de gaz qui reste votre patrimoine industriel.
Ensuite, un engagement pour plus de proximité, d'écoute et de transparence. Le modèle de contrat de concession, construit avec la FNCCR et France urbaine, est d'ailleurs une expression concrète de cette volonté.
Enfin, un engagement pour accompagner la transition écologique de votre territoire.

Le réseau de gaz est un formidable atout stratégique : d'une part, la molécule de gaz stockable apporte la résilience dont le système énergétique a besoin, et d'autre part, avec le verdissement du gaz, le réseau collecte et distribue une énergie locale et renouvelable, créatrice d'activités et d'emplois non délocalisables.

Année après année, votre confiance nous honore et nous oblige. Notre mobilisation à vos côtés se veut à la hauteur des enjeux que nous partageons. La décarbonation est d'ailleurs maintenant au cœur du projet de GRDF.

Vous pouvez donc compter sur nos équipes pour une gestion de votre réseau de distribution en toute sécurité, performante, et facilitant la décarbonation de votre territoire pour soutenir la transition écologique.

Je vous renouvelle mes remerciements et vous souhaite une bonne lecture.

Laurence Poirier-Dietz
Directrice générale

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

01 L'essentiel de votre concession

1.1 Les chiffres clefs de votre concession 8

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux 10

1.3 Votre contrat de concession 11

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle

7 632
Nombre de clients

13
Nombre de premières mises en service clients

174 GWh
Quantités de gaz acheminées

94,8%
Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)

51
Nombre de réclamations

94,8%
Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat

2030
Année d'échéance du contrat

30
Durée du contrat

13/12/2000
Date d'entrée en vigueur du contrat

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Économie

27 k€
Redevance R1

551 k€
Investissements réalisés sur la concession

2 291 k€
Recettes acheminement et hors acheminement

Maintenance et sécurité

121%
Taux d'atteinte de l'objectif de surveillance du réseau

100%
Taux de visites réalisées sur les postes de détente réseau

100%
Taux de visites réalisées sur les robinets

100%
Taux de visites réalisées sur les branchements collectifs

208
Nombre d'interventions de sécurité gaz

132
Nombre d'incidents

Patrimoine

168 km
Longueur totale des conduites

7 090
Nombre de compteurs domestiques actifs

28 m
Longueur de réseau développé

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux



SEBASTIEN LEBRUN
Délégué Territorial
06 82 82 64 65
sebastien.lebrun@grdf.fr



MARCELLO VALENZA
Directeur Territorial
06 30 11 34 58
marcello.valenza@grdf.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

Date d'entrée en vigueur du contrat : 13/12/2000

Durée d'application : 30 ans

Pour accéder aux informations détaillées du CRAC

Vous pouvez compléter votre lecture et votre analyse du CRAC en utilisant :

- Le « Guide de lecture », lorsque vous voyez « Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC ». Ce document est disponible sur le site GRDF.fr, à la rubrique Collectivités, ou à l'adresse suivante :https://docgaz.grdf.fr/docs/crac_guide_de_lecture.pdf.
- La « Plateforme de Données Concession (PDC) », qui vous donne accès directement à toutes les données détaillées présentées dans le CRAC. Elle est accessible sur le site GRDF.fr via le « Portail Collectivités ».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

02 L'activité au quotidien



2.1 Les clients et leurs usages 14
2.2 Les services et les prestations 20
2.3 L'activité de comptage 23
2.4 L'écoute client 26
2.5 La chaine d'intervention 32
2.6 La sécurité du réseau 37

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte et complémentaire de la vente de gaz réalisée par le fournisseur d'énergie.

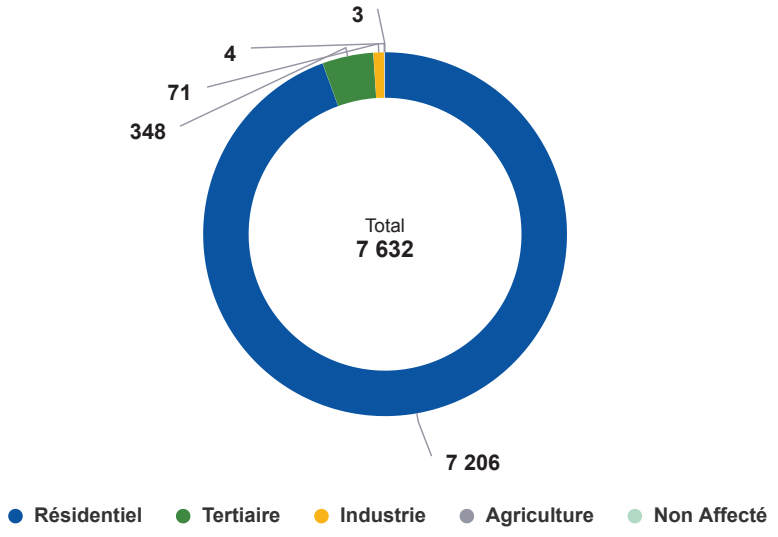
À la suite d'une année 2020 marquée par une baisse sensible des consommations des professionnels due à la crise sanitaire, le niveau des consommations en 2021 était revenu à un niveau similaire aux années précédant la crise COVID. La consommation de gaz en France s'oriente de nouveau à la baisse depuis 2022. Ainsi, en 2023, les consommations corrigées de l'impact climatique sont inférieures d'environ 14% à celles de 2019.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les clients et la consommation par secteur d'activité

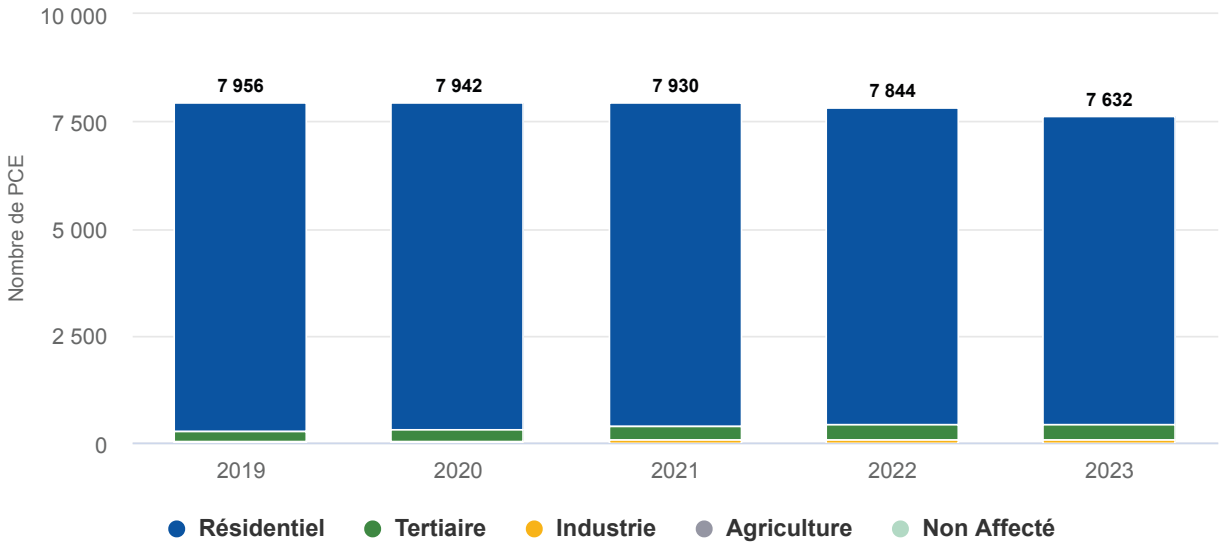
Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

Répartition du nombre de clients par secteur d'activité en 2023

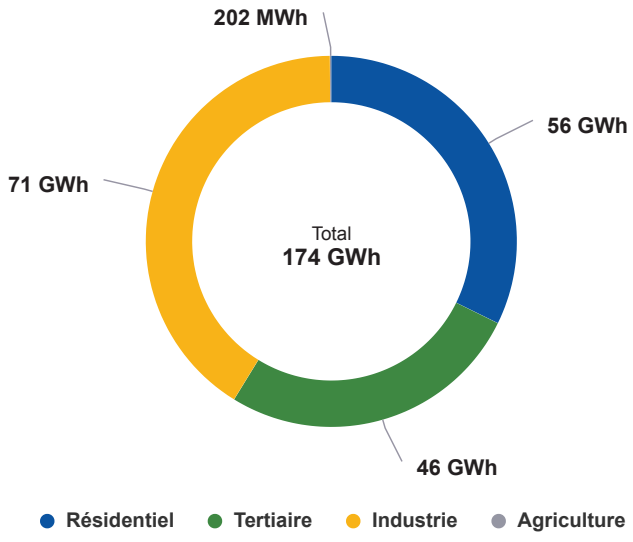


Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Évolution du nombre de clients par secteur d'activité

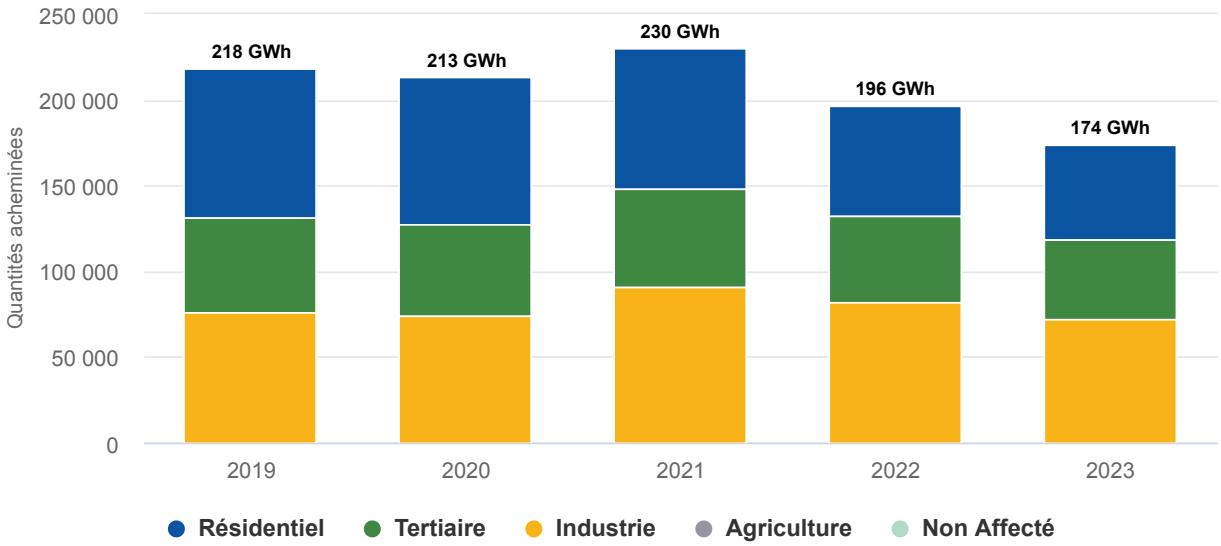


Répartition des quantités acheminées par secteur d'activité en 2023



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Évolution des quantités acheminées par secteur d'activité



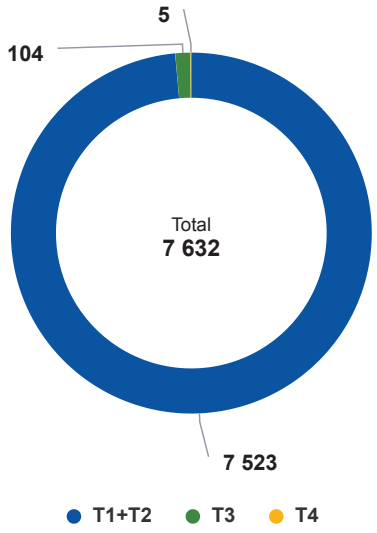


Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

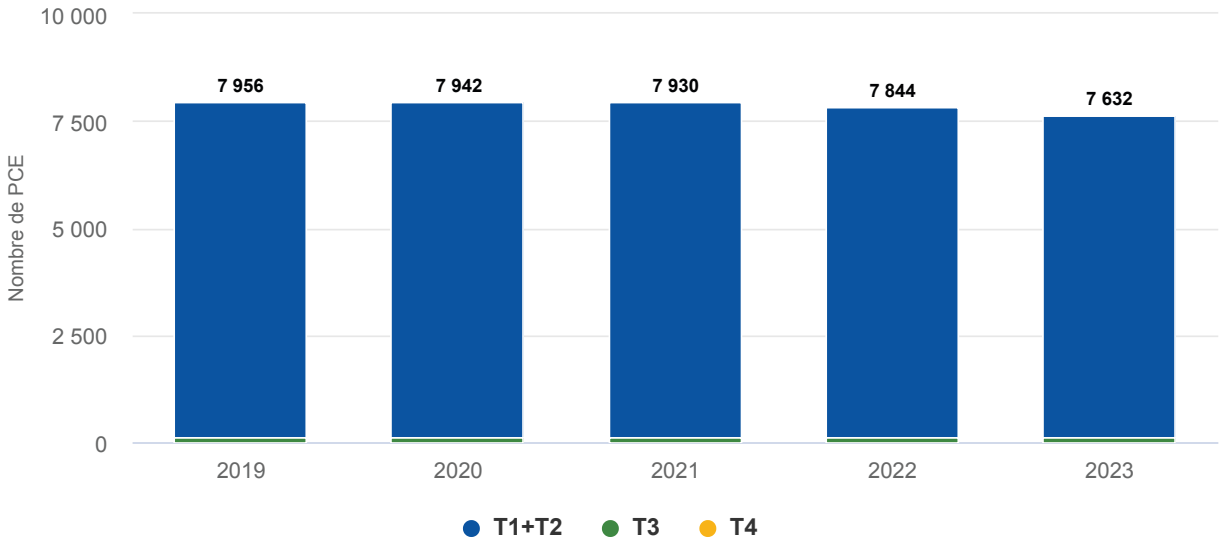
Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Répartition du nombre de clients par tarif en 2023

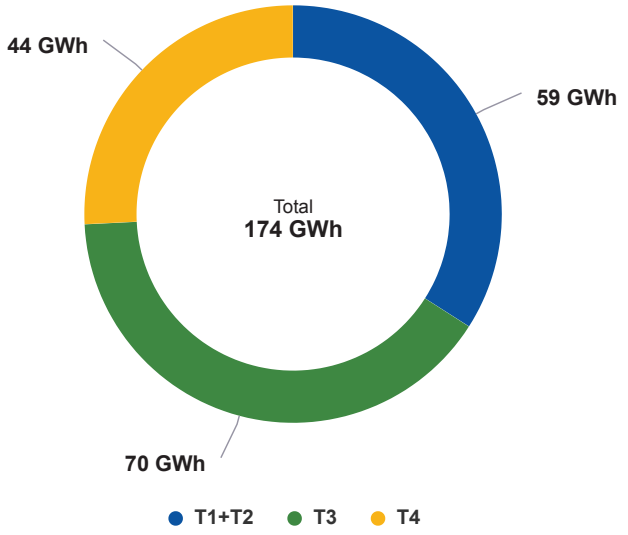


Évolution du nombre de clients par tarif

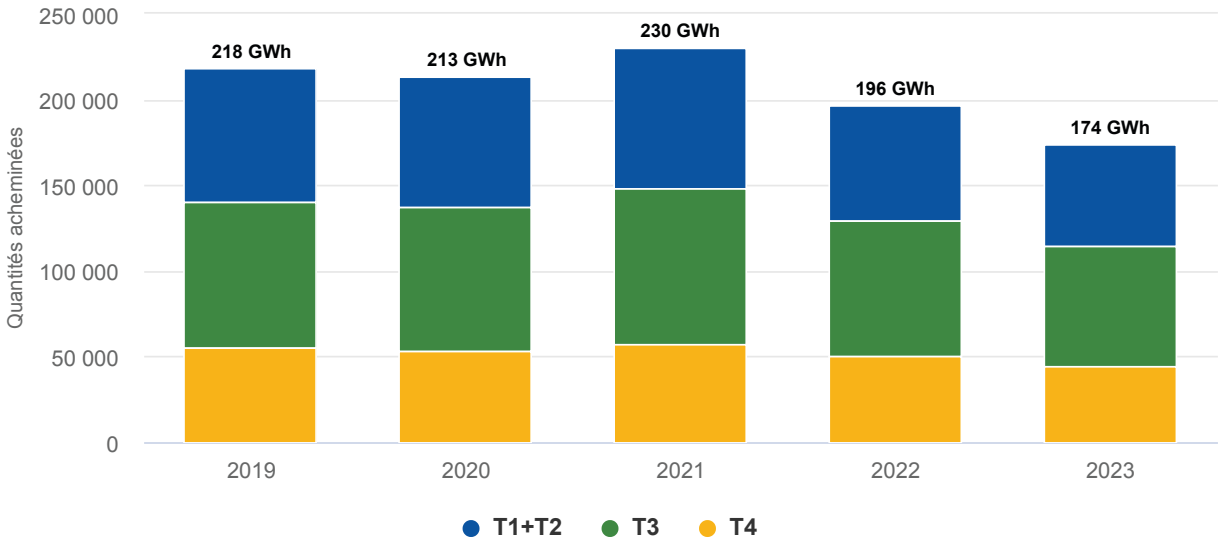


Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Répartition des quantités acheminées par tarif en 2023



Évolution des quantités acheminées par tarif



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les données de consommation sont désormais organisées en secteurs d'activités conformément aux dispositions du décret n°2020-196 et de l'arrêté du 6 mars 2020 :

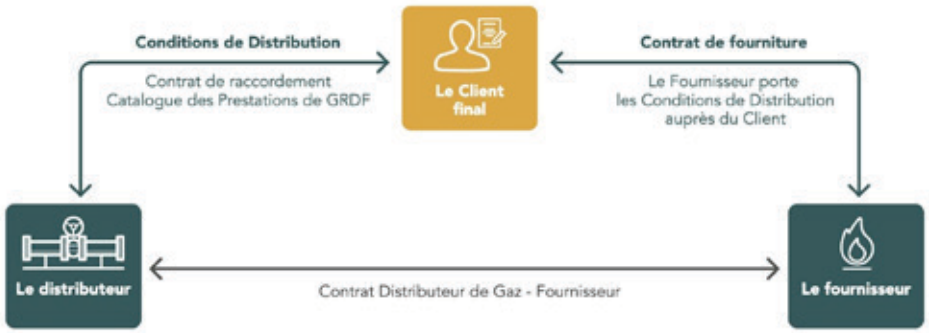
- les secteurs d'activités « tertiaire », « industrie » et « agricole » des clients professionnels (quel que soit le tarif d'acheminement) sont déterminés et répartis selon leur code NAF (sauf 68.32A). Pour les tarifs d'acheminement T3, T4 et TP cette attribution est plus détaillée car réalisée selon le deuxième niveau de la nomenclature NAF (88 secteurs).
- le secteur d'activité « résidentiel » correspond aux points de livraison (PDL) ayant des tarifs T1 ou T2, dont le code NAF est soit 68.32A, soit non renseigné.
- enfin, un traitement spécifique est fait sur les PDL T3, T4 et TP sans code NAF pour permettre une affectation à un secteur d'activité, sinon ils sont rattachés à « non affecté ».

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, liant le distributeur au client, qui permet de décrire la nature des prestations réalisables à la demande des clients. Ce catalogue des prestations est validé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) et mis à jour tous les ans. Il est disponible sur le site de GRDF : www.grdf.fr/institutionnel/actualite/publications/catalogue-prestations.



Les principales prestations réalisées

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz, GRDF réalise ainsi :

- Des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture…).
- Des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux…), identifiées dans le catalogue de prestations.

Les principales évolutions du catalogue 2023 publié le 1er juillet 2023 ont notamment porté sur :

- la mise en conformité de certaines prestations, afin d'harmoniser la terminologie à la suite de la délibération de la CRE du 7 juillet 2022 :
  - remplacement du terme « biométhane » par « gaz renouvelable » dans tout le catalogue afin d'y inclure d'autres sources de production de gaz pouvant être injecté dans le réseau de distribution de gaz que celle issue de la méthanisation.
- la création, modification et suppression de certaines prestations :
  - la prestation n°303 « Fréquence de relevé supérieure à la fréquence standard » est supprimée compte tenu de l'état d'avancement du déploiement des compteurs Gazpar et des solutions proposées aux consommateurs rencontrant des difficultés à avoir accès au dispositif de communication permis par Gazpar,
  - la prestation n°32 « Communication à un Client de données de consommation gaz au point de livraison, de données techniques du PCE et de données contractuelles » en précisant les justificatifs attendus d'un consommateur pour une demande de transmission par mail ou courrier,
  - les prestations n°531/532 « Vérification de données de comptage sans

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

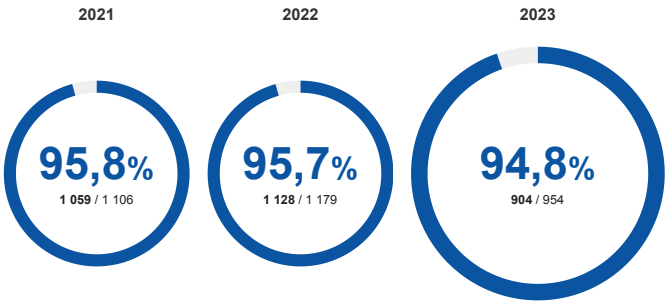
déplacement », n°541/542 « Vérification de données de comptage avec déplacement » en clarifiant les canaux de contestation des index,
    - les prestations n°841/942 « Enquête » en précisant les actes réalisés lors d'une enquête,
    - la prestation n°125 « Mise à jour des capacités d'injection sur demande (prestation expérimentale) » est créée afin de répondre à un besoin exprimé par les acteurs étudiant la faisabilité d'un raccordement au gaz renouvelable,
    - la prestation n°214 « Réalisation de raccordement d'un producteur de biométhane » en apportant une précision réglementaire.
- l'évolution de l'ensemble des tarifs au 1er juillet 2023 est basée sur un indice de prix des matières premières, qui a augmenté de +5,3%.
- pour l'évolution des tarifs des prestations annexes des GRD de gaz au 1er juillet 2023 et en raison de la crise menant à des pénuries de matières premières, la CRE considère qu'il n'est pas pertinent, pour cet exercice, d'appliquer la formule d'indexation en vigueur. Par conséquent, la CRE la remplace, à titre exceptionnel pour l'année 2023 et pour l'ensemble des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD de gaz, par une formule d'indexation basée sur la variation moyenne de l'indice mensuel des prix à la consommation.

Principales demandes de prestations réalisées sur la concession

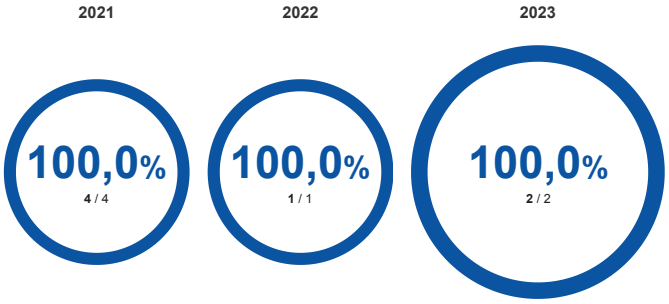
	2021	2022	2023
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	872	812	694
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	566	664	607
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	23	61	32
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	763	516	393
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	40	40	37
Déplacement vain ou annulation tardive facturés	28	23	18
1ère mise en service	58	25	13

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



Taux de raccordement dans les délais catalogue



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est organisé de manière différente entre les plus gros consommateurs (environ 105 000 relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (11 millions environ).

Sur ce second périmètre, pour les derniers cas où le compteur n'est pas encore communicant (moins de 5% des clients au niveau national à fin 2023), le relevé est organisé sur un rythme semestriel via des auto-relevés.

La qualité du relevé des comptages

Le « taux de relevés sur index réels télérelevés » est de 99,4% sur votre concession. Il correspond à la consolidation du télérelevé des nouveaux compteurs communicants.

Le « taux de relevés corrigés » est de 2,1% sur votre concession. Il correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Les corrections de relevés interviennent à la suite des contrôles des consommations relevées à pied, à des corrections sur des index estimés ou à des contestations d'index issues des réclamations clients ou des demandes fournisseurs.

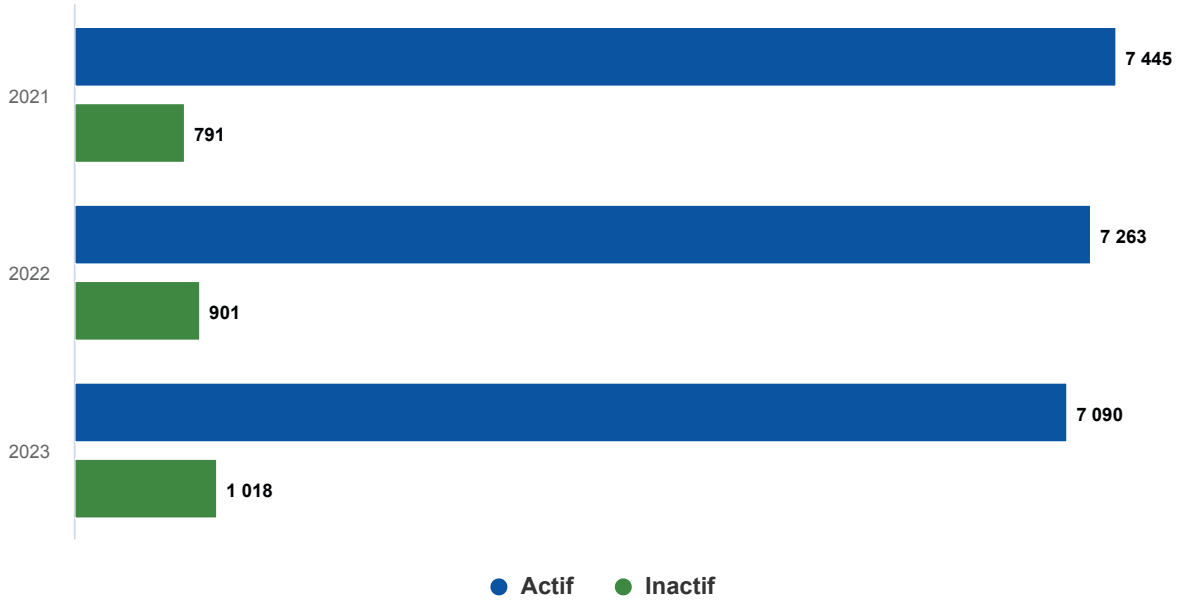
Le « taux de compteurs avec index lu au moins une fois dans l'année » est de 99,2% sur votre concession. Il correspond au ratio du nombre de compteurs dont l'index a pu être lu les 12 derniers mois sur le nombre total de compteurs. Il concerne tous les compteurs actifs, qu'ils soient communicants ou non communicants.

L'accessibilité des compteurs non communicants lors du relevé

Depuis 2020, afin d'accompagner le client tout au long de son parcours du relevé, GRDF a mis en place un service consistant en l'envoi de SMS aux clients qui n'auraient pu être présents, leur permettant d'envoyer leur index en autorelevé.

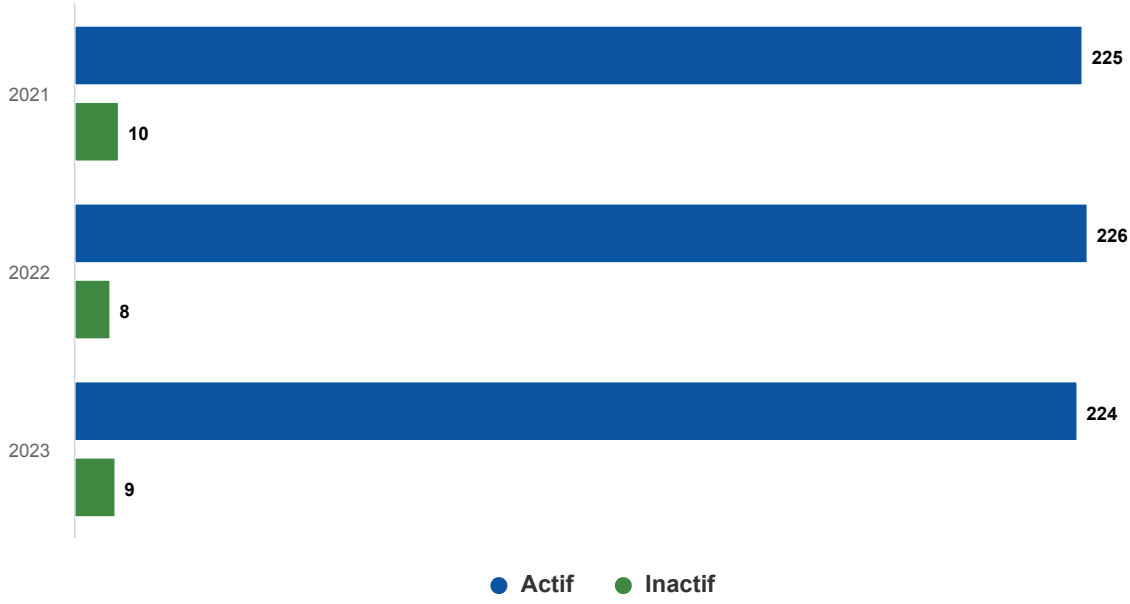
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Évolution des compteurs domestiques actifs et inactifs



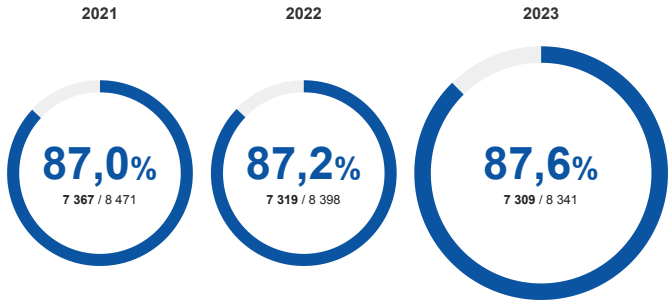
En 2023, sur votre concession le nombre de compteurs domestiques est de 8 108. En 2022, ce nombre était de 8 164 et de 8 236 en 2021.

Évolution des compteurs industriels actifs et inactifs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels



Le compteur communicant gaz au service de la transition écologique des territoires

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leurs consommations de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie.

Découvrez sur grdf.fr les bonnes raisons de créer votre Espace Client.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Depuis le début du déploiement sur votre concession, 7 352 compteurs ou modules communicants ont été installés dont 86 en 2023. De plus, 4 concentrateurs ont été installés depuis le début du déploiement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

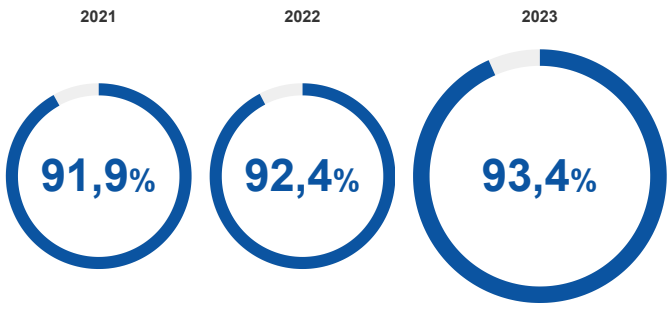
Le Service Client GRDF traite l'ensemble des demandes (hors Urgence Sécurité Gaz) concernant le raccordement, le conseil en matière de solutions gaz et l'ensemble des prestations réalisées par GRDF. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs d'énergie. Vous pouvez contacter nos conseillers sur notre site internet grdf.fr (rubrique Aide & contacts) ou par téléphone au 09 69 36 35 34 du lundi au vendredi de 8h à 17h (appel non surtaxé) avec un service dédié pour l'accueil des clients professionnels et des collectivités locales (en choisissant 3 lors de l'appel).



65 742

APPELS TOUS MOTIFS CONFONDUS SUR VOTRE RÉGION GRDF

Taux d'accessibilité du Service Client GRDF sur votre région GRDF



Satisfaction des collectivités locales

Comme chaque année, GRDF sollicite les collectivités locales et autorités concédantes pour mesurer leur niveau de satisfaction. Cette année 1 488 élus et fonctionnaires territoriaux, dans toutes les régions métropolitaines, ont répondu à cette enquête entre décembre 2023 et fin janvier 2024. En 2023, 99% des collectivités (97% en 2022) se déclarent satisfaites du respect par GRDF des obligations du contrat de concession et de la qualité de la relation.

Dans le détail, on observe notamment que 98% (97% en 2022) des autorités concédantes se déclarent confiantes dans la capacité de GRDF à fournir les données nécessaires, et 97% (96% en 2022) considèrent que le CRAC permet d'avoir une vision précise de l'activité de GRDF sur leur concession. Les attentes des élus et des fonctionnaires territoriaux restent fortes sur la coordination des programmes travaux ainsi que la présence de GRDF à leurs côtés et sur le terrain. GRDF s'engage à maintenir un haut

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

niveau de service, au plus près des besoins des collectivités locales, afin d'apporter au cœur des territoires une énergie sûre, abordable et de plus en plus renouvelable.

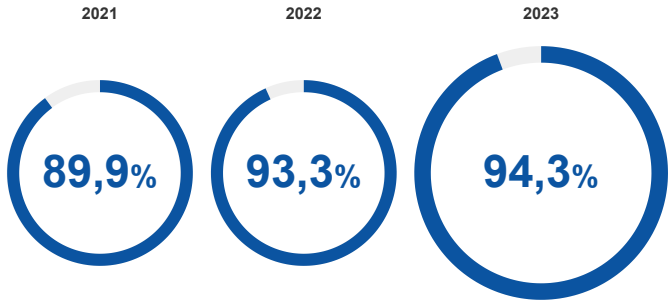
Satisfaction des clients particuliers et professionnels

Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015. Il permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les différentes prestations de GRDF.

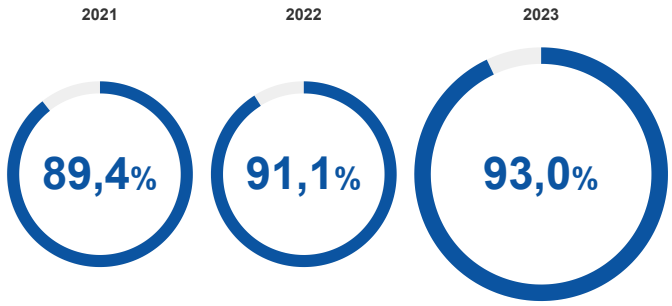
90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif sur votre région GRDF

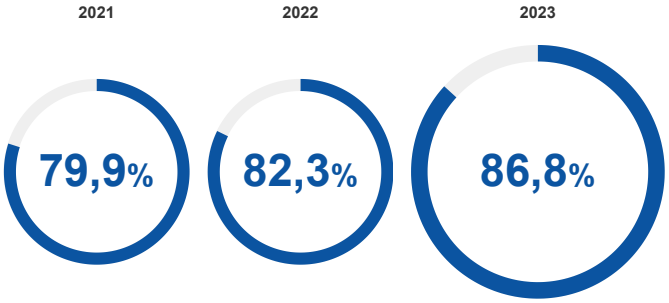


Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention sur votre région GRDF

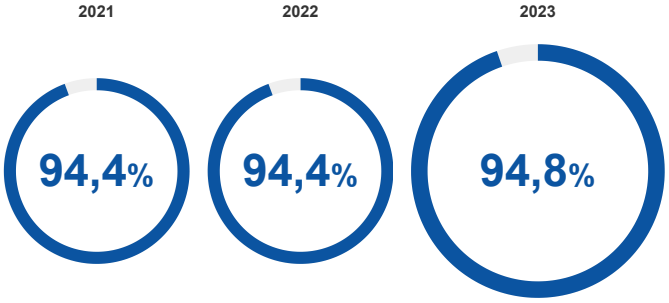


Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance sur votre région GRDF





La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

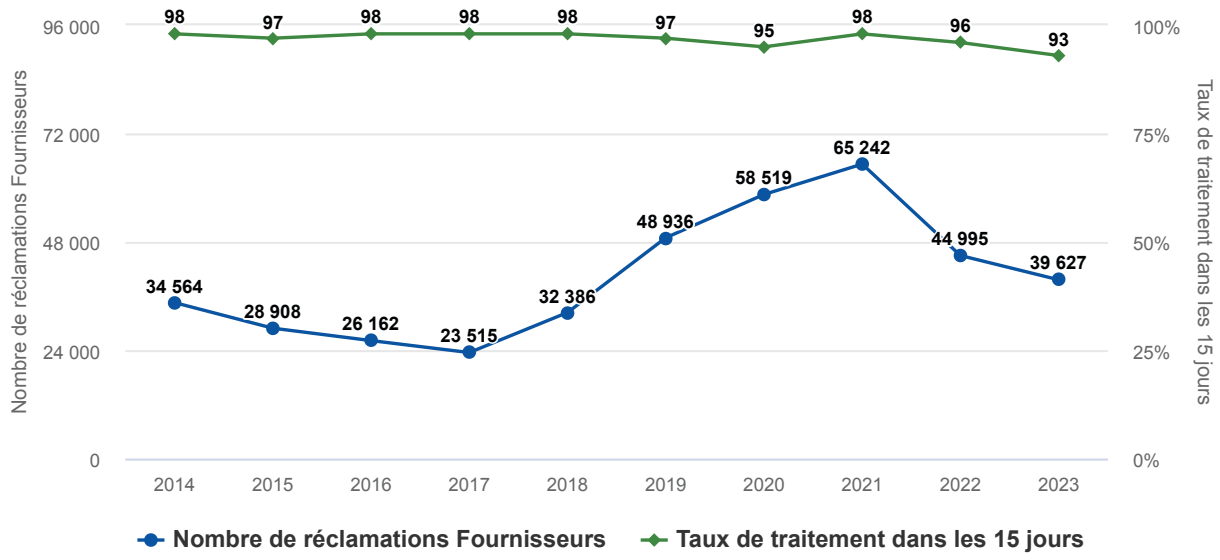
Après la baisse continue du nombre de réclamations émises par les fournisseurs d'énergie pour le compte des clients depuis l'ouverture des marchés, les années 2018-

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2021 ont été marquées par une augmentation des réclamations principalement liée à des anomalies de publication de données de consommation, ceci en lien avec le déploiement généralisé des compteurs communicants gaz et, de façon plus globale, avec les évolutions des systèmes d'information associés à la mise à disposition des données de consommation aux fournisseurs.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution des réclamations Fournisseurs courantes au niveau national



En 2023 sur votre région GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes dans les 15 jours atteint 94,0%.

La gestion des réclamations directement émises par les clients

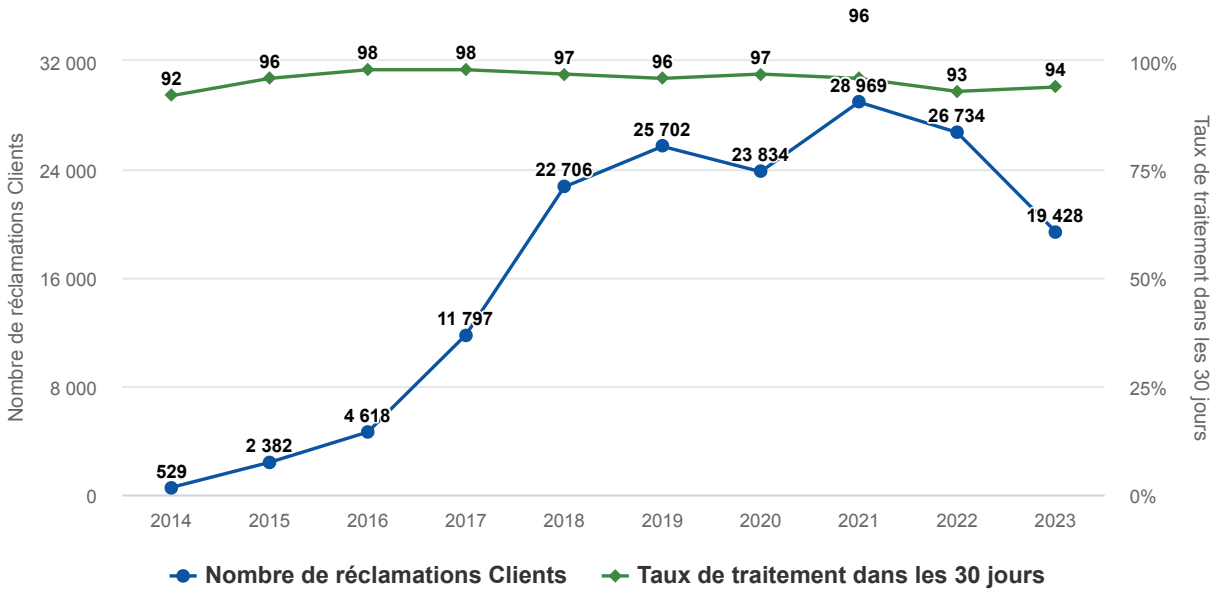
Le volume des réclamations émises directement par les clients a diminué depuis 2022 (18 750 en 2023 contre 26 750 en 2022), grâce aux actions suivantes :

- GRDF a fait évoluer son Service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site grdf.fr, où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamation.
- GRDF a mieux qualifié les réclamations dans les outils de collecte, permettant d'en fiabiliser le dénombrement (des actions de sensibilisation de l'ensemble des acteurs sont d'ailleurs réalisées en continu depuis 2020).

On constate que le taux de traitement des réclamations dans les délais a tendance à remonter en 2023 passant de 95,7% en 2021 à 92,5% en 2022 et à 94,6% de réponses apportées dans les 30 jours en 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Évolution des réclamations Clients courantes au niveau national

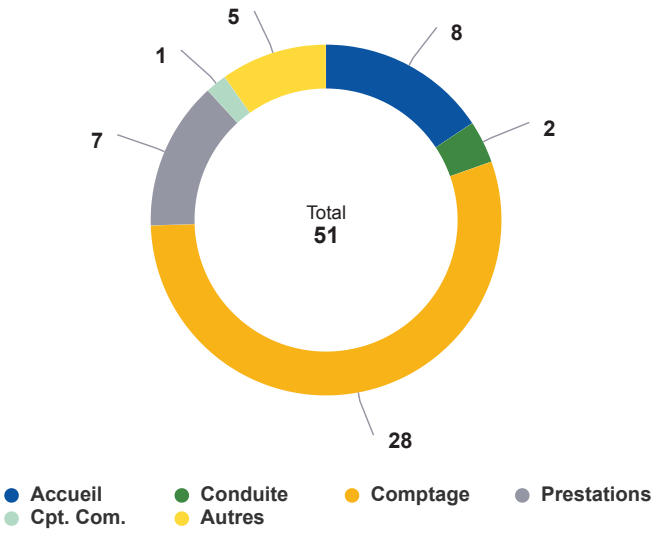


Les réclamations sur votre concession

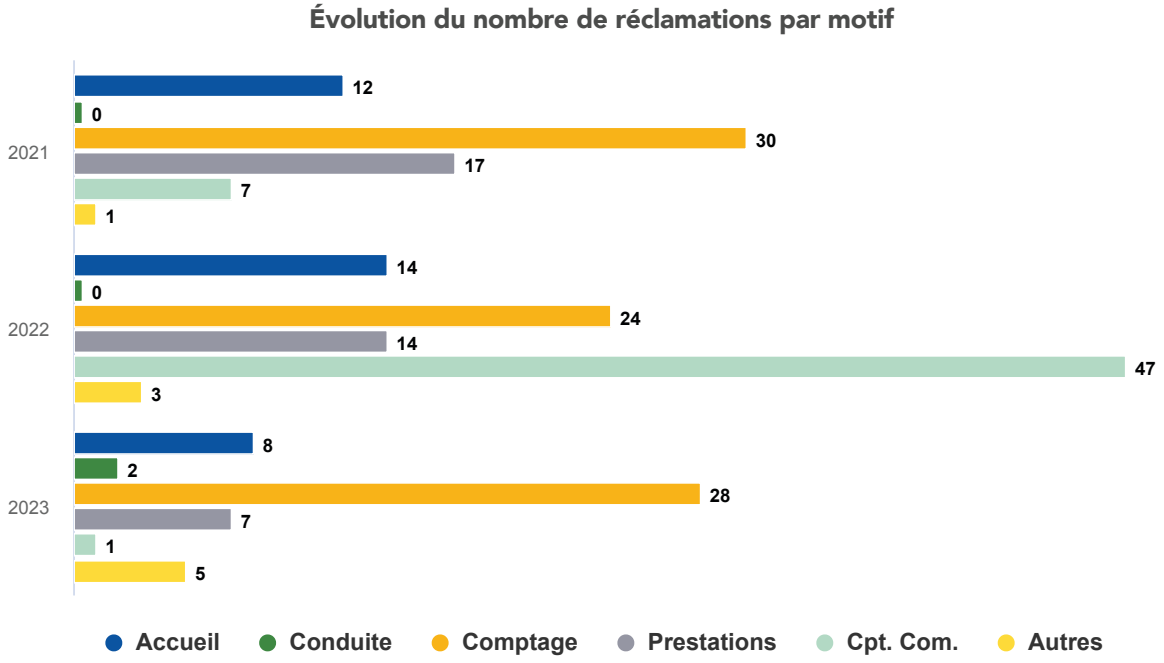
Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors pose de compteur communicant),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : opérations de pose des compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2023



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



En 2023 sur votre concession, le nombre total de réclamations est de 51. Ce nombre total était de 102 en 2022, et de 67 en 2021.

En 2023 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 96,1%.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.5 La chaine d'intervention

Les appels sur votre concession

Les appels reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Total des appels
(clients, pompiers, collectivités locales, GRDF…)

346 → **326**
en 2022 en 2023

Dépannage

164 → **118**
en 2022 en 2023

Manque de gaz	Autres dépannages
151 → **108**	13 → **10**

Intervention sécurité

182 → **208**
en 2022 en 2023

Fuite ou odeur	Incendie ou explosion	Autres motifs sécurité
138 → **160**	19 → **20**	25 → **28**

Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur votre département, le taux d'intervention avec une arrivée sur les lieux de l'incident en moins de 60 minutes est de 99,5%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Nombre total d'incidents

112 en 2022 → **132** en 2023

Incidents, par nature

Manque de gaz ou défaut pression sans fuite	Fuite de gaz sans incendie ni explosion	Incendie et/ou explosion	Autres natures
8 → **12**	80 → **98**	8 → **10**	16 → **12**

Incidents, par siège du défaut

Installations intérieures desservies par GRDF	Ouvrages exploités par GRDF	Autres sièges
23 → **25**	84 → **94**	5 → **13**

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par type d'ouvrage

Réseau	Branchement individuel ou collectif
4 → **4**	54 → **52**

CI, CM et branchement particulier	Poste de détente et protection cathodique
23 → **34**	1 → **0**

Autres ouvrages exploités par GRDF
2 → **4**

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par cause de l'incident

Dommages	Défaut de mise en œuvre
12 → **8**	19 → **27**

Défaillance d'installations à proximité	Incendie
0 → **0**	2 → **0**

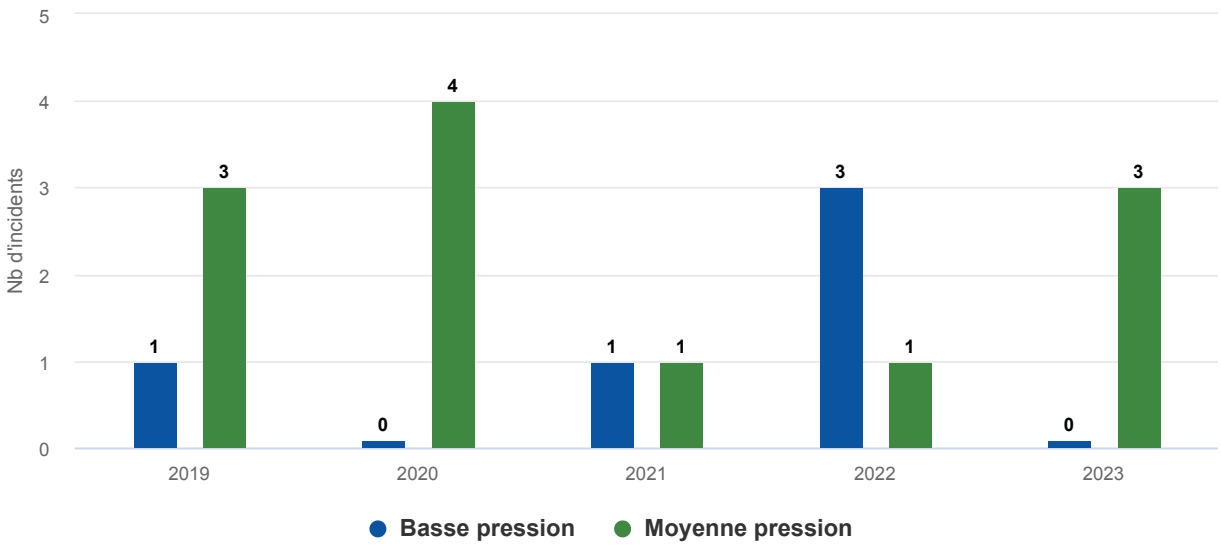
Environnement	Matériel
6 → **3**	45 → **56**

Clients concernés par une interruption de livraison suite à un incident

765 → **152**

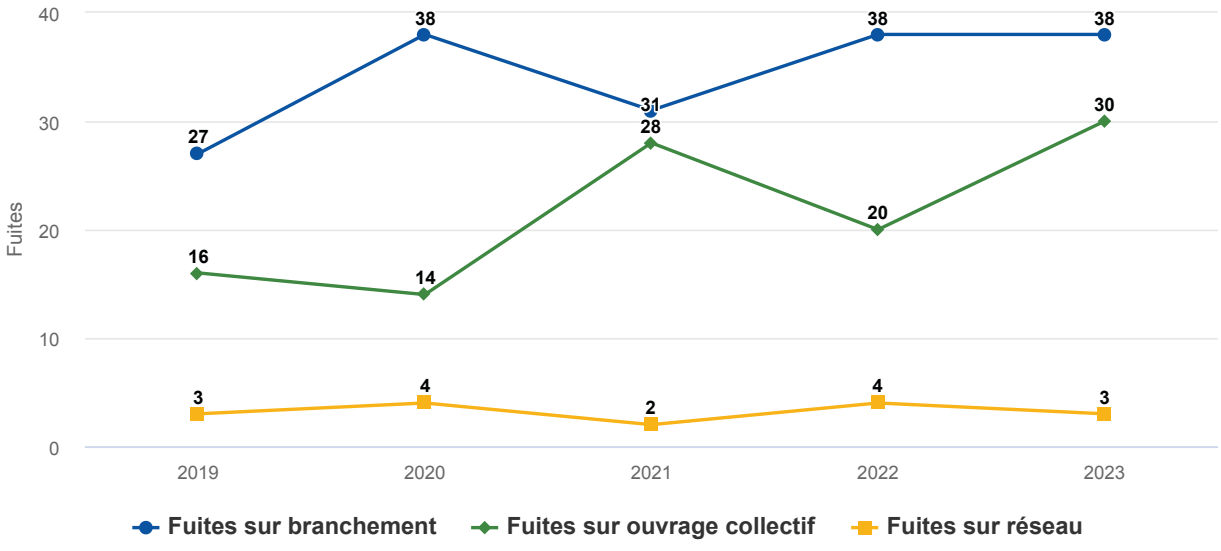
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Répartition des incidents sur le réseau par pression



Certains incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2023, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit:

Évolution des fuites par type d'ouvrage



Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

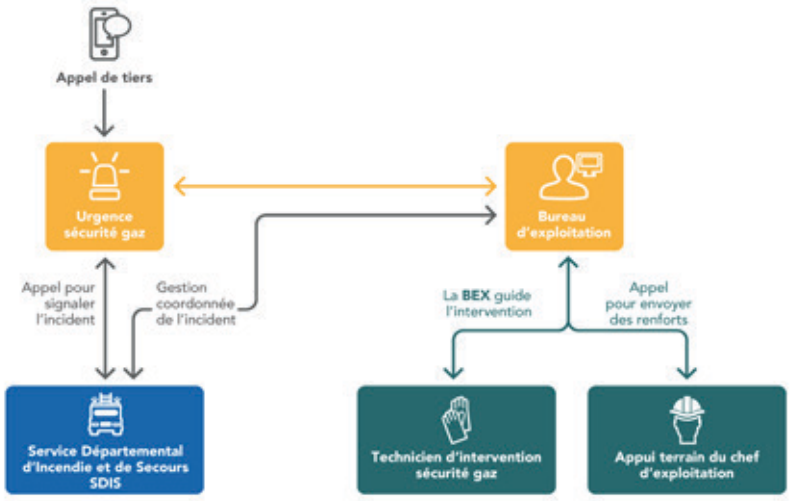
Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente moins de 2% des interventions de sécurité.



En 2023 sur votre concession, 3 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 208 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite traitée en Procédure Gaz Renforcée sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, et la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur votre département, le « délai d'interruption du flux gazeux » est de 64 minutes.

Plan Origaz : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé « Plan Origaz », permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz.

Le chef d'exploitation du bureau d'exploitation (BEX) assure la conduite du réseau sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Sur le département des Alpes-Maritimes, 1 plan ORIGAZ a été déclenché :

- Le 14 août 2023 à Cagnes-sur-Mer, le réseau de distribution de gaz a été endommagé par une fuite d'eau. La mise en sécurité des ouvrages par la fermeture de 3 robinets de réseau a entrainé l'interruption du flux gazeux de 949 clients. La mise en place du plan ORIGAZ a permis le déploiement de renforts le 15 août pour réaliser la remise en service des clients.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24sur le site infocoupure.grdf.fr.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.6 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

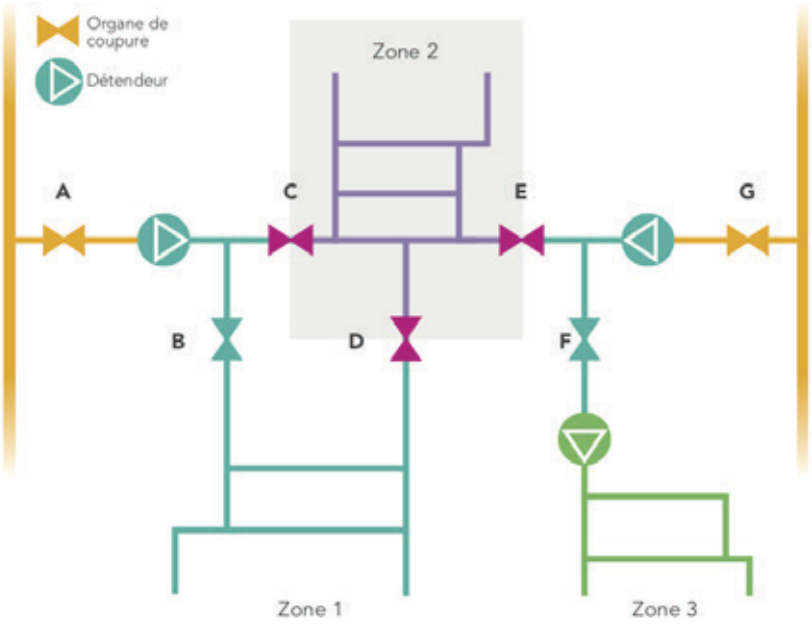
Le schéma de vannage définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau. Il permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Environ 110 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

Les postes de détente réseau les plus importants et les postes d'injection de biométhane sont équipés de dispositifs de télésurveillance permettant d'identifier les éventuels dysfonctionnements en temps réel.

L'organisation du réseau est progressivement réalisée selon les principes représentés dans le schéma ci-dessous :

- Des artères principales (ou réseaux « primaires »), en acier ou en polyéthylène, relient les postes de desserte transport/distribution (entre les points A et G). Ces artères sont maillées et séparables par des robinets (C et E) qui permettent d'isoler un tronçon, en cas de besoin, en limitant l'impact d'une coupure pour les clients, ainsi que le temps de décompression : c'est le schéma de vannage. Depuis quelques années, des postes d'injection biométhane sont raccordés sur ces artères principales afin d'alimenter le réseau en gaz vert.
- Des réseaux secondaires en MPB desservent des réseaux tertiaires (antenne B, D et F) en BP ou MPB alimentant l'ensemble des clients des zones 1 et 3. Chaque antenne tertiaire est isolable en cas de besoin par la fermeture d'un robinet.

Au fur et à mesure des extensions, renouvellements et/ou modifications de réseau, la structuration du réseau se poursuit selon ces principes, intégrant également l'impact du développement des gaz verts et de l'implantation de stations GNV.

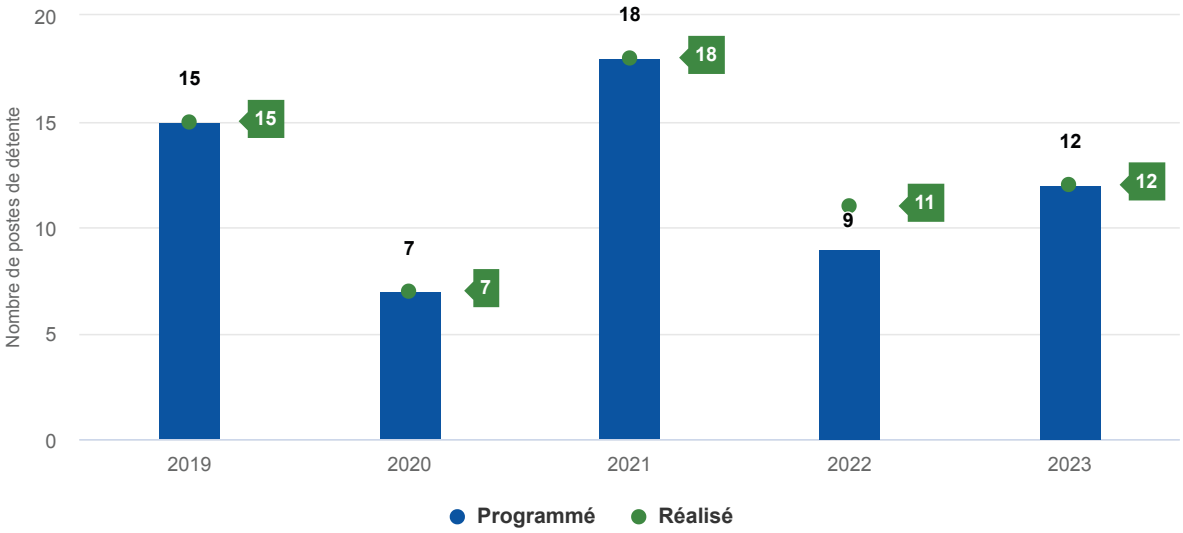


Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

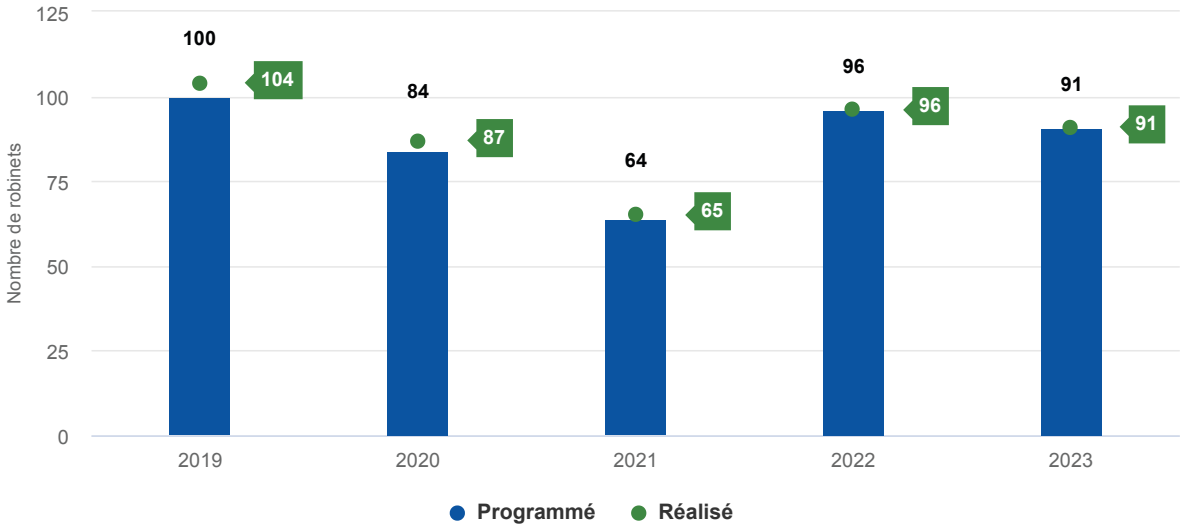
La politique de maintenance et de surveillance

La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés.

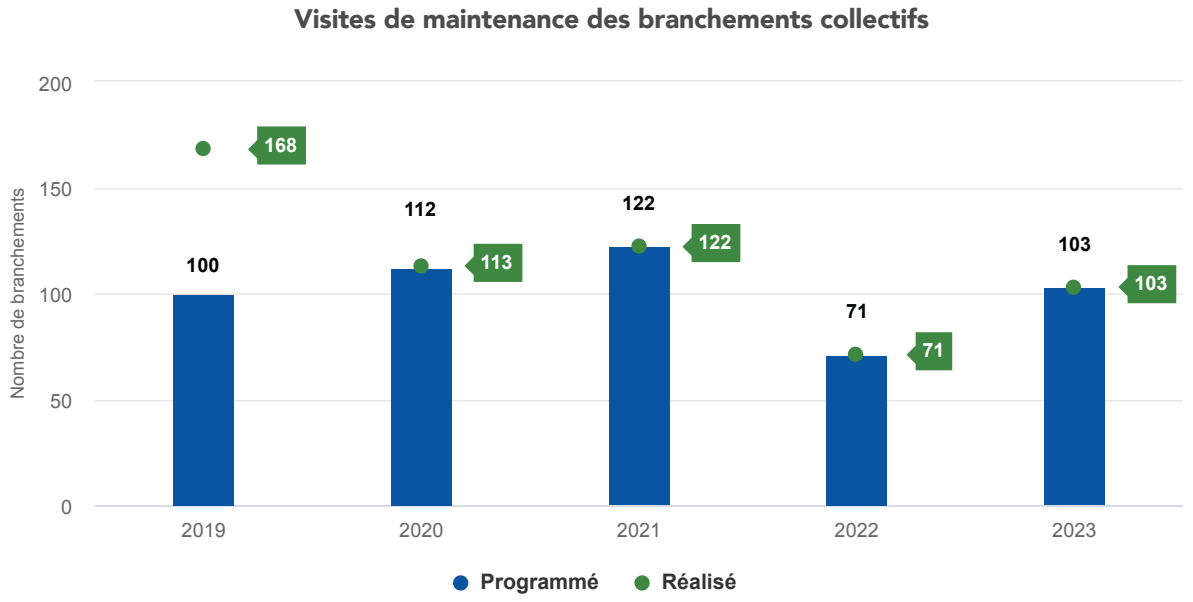
Visites de maintenance des postes de détente réseau



Visites de maintenance des robinets de réseau



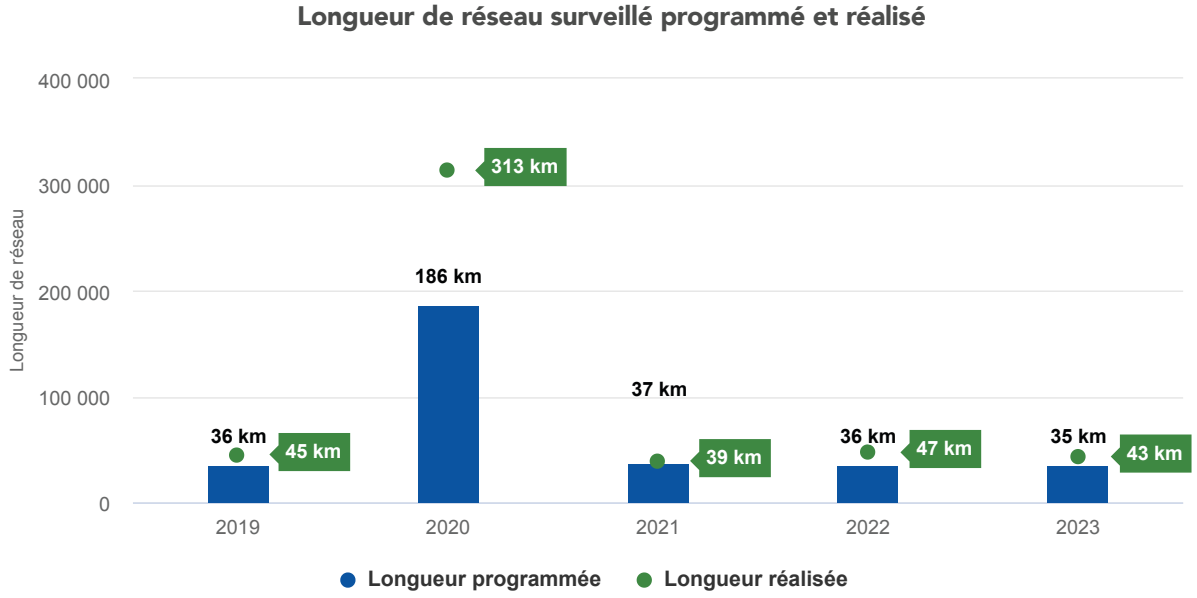
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention via l'Urgence Sécurité Gaz.

La périodicité de surveillance dépend des caractéristiques du réseau (nature, pression).



La sécurité des installations intérieures

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur cette partie des installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Clients Sédentaires », pour les clients qui occupent leur logement depuis plus de 12 ans et dont la chaudière a également plus de 12 ans,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Sécurité Gaz » sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF.

En 2023, sur votre concession :

- 100 diagnostics ont été réalisés à la suite de l'accord du client,
- 4 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les écogestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

La vérification des dispositifs de comptage

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et pose des compteurs

Type de compteur	Périodicité	2021	2022	2023
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	206	1 127	49
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	3	7	21
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	20	8	28

Le réglementation anti-endommagement et son évolution

Le cadre réglementaire dit anti-endommagement est applicable depuis plus de 10 ans. Il concerne tous les intervenants des chantiers, de la conception à la réalisation. Il permet à chaque acteur, responsable de projets et entreprise de travaux, avec la contribution des exploitants de réseaux, de renforcer la sécurité des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

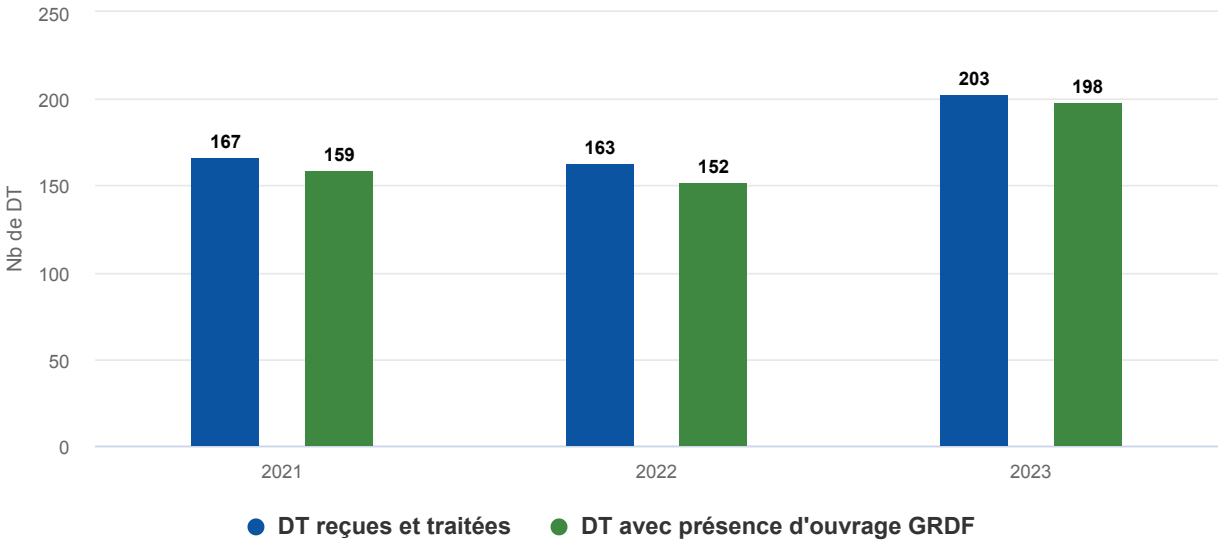
GRDF traite dans les délais réglementaires l'ensemble des déclarations de travaux reçues pour permettre des travaux en toute sécurité.

Ces déclarations peuvent être des DT (Déclarations de projet de Travaux) réalisées par les responsables de projet, des DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux) ou des Déclarations conjointes DT-DICT adressées par les exécutants de travaux en associant le responsable de projet pour des opérations élémentaires (les données annuelles qui vous sont transmises par GRDF précisent le nombre de déclarations par commune).

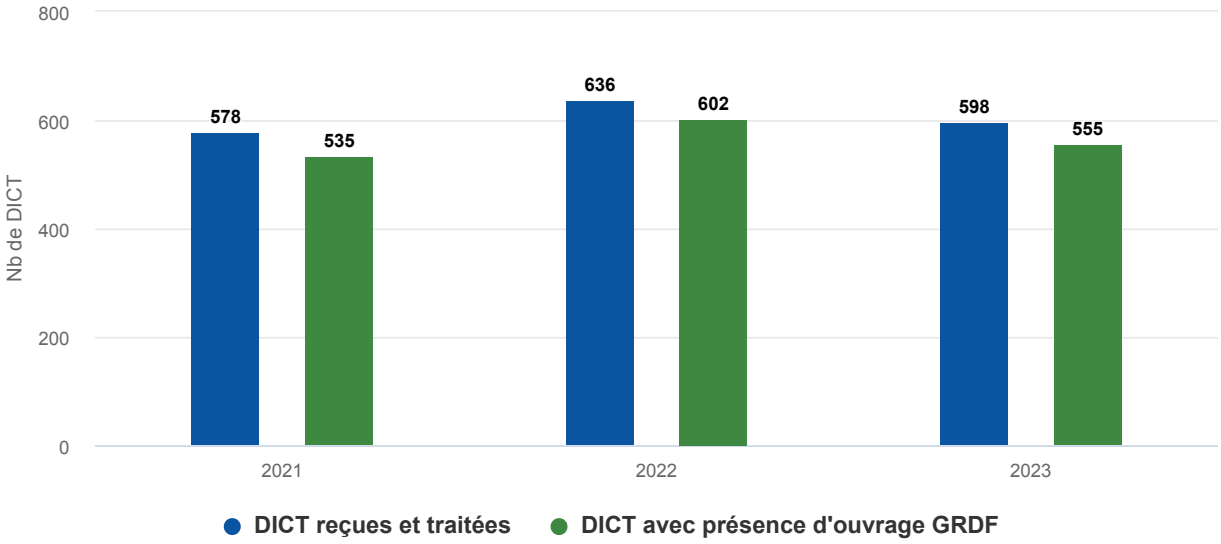
Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Évolution des Déclarations de Travaux



Évolution des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux



Les dommages aux ouvrages

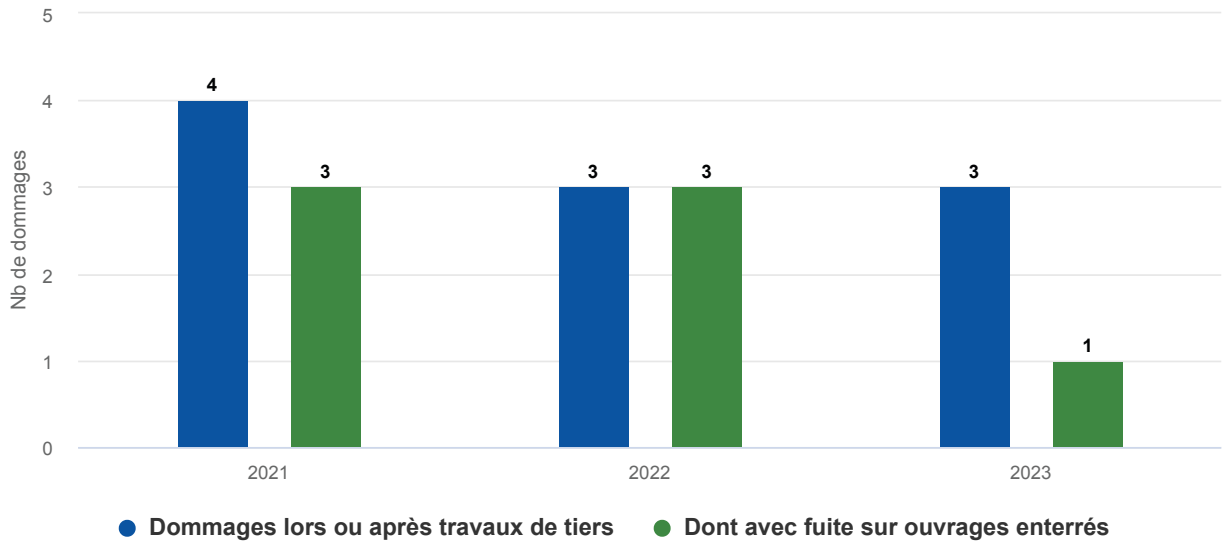
Quand un ouvrage de distribution de gaz est endommagé, les impacts sont multiples : sécurité des intervenants et potentiellement des tiers, aléas, retards et surcoûts pour le chantier, coupures d'alimentation en gaz des clients et nuisances environnementales.

Poursuivre la réduction des endommagements est une ambition qui doit être partagée par chaque intervenant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution du nombre de dommages aux ouvrages



Dommages

	2021	2022	2023
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	3	3	1
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	535	602	555
Taux	0,56%	0,50%	0,18%

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

03 Le patrimoine de votre concession

3.1 Vos ouvrages 46

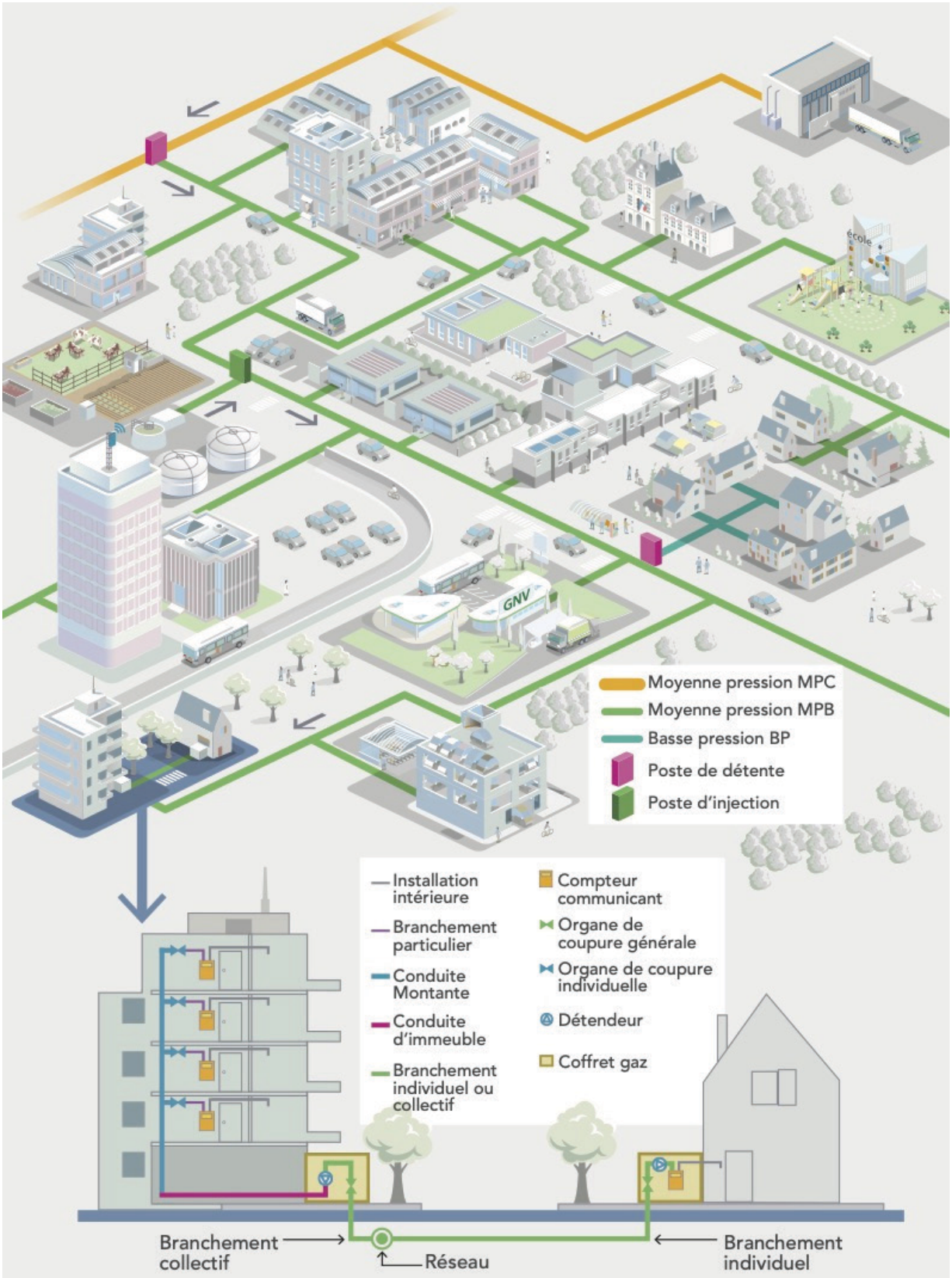
3.2 Les chantiers 53

3.3 Les investissements 56

3.4 La valorisation de votre patrimoine 61

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1 Vos ouvrages



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

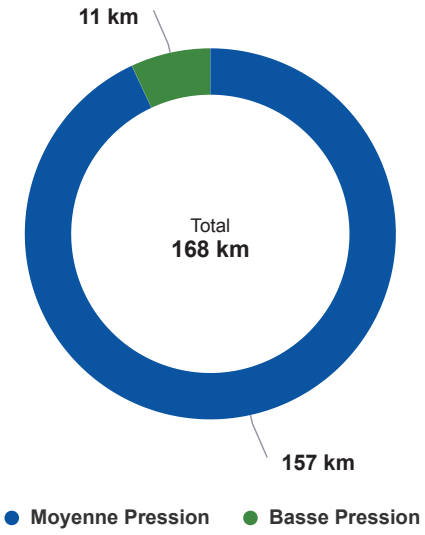
L'inventaire des canalisations

L'inventaire des canalisations par type de pression

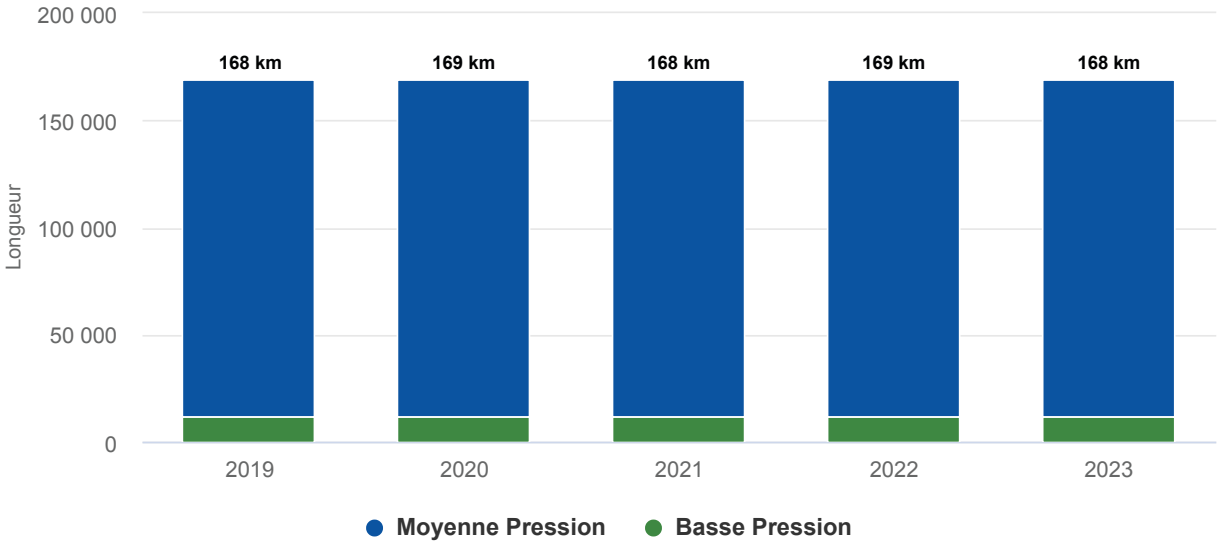
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par pression, pour l'année 2023,
- l'historique de la répartition par pression, sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par pression en 2023



Évolution des canalisations par pression



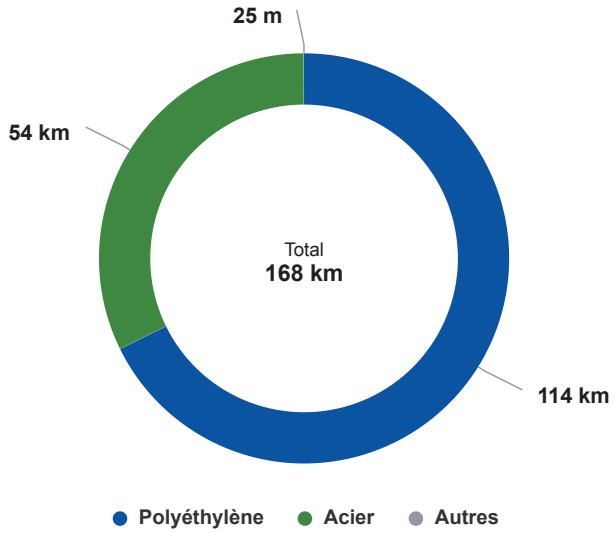
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

L'inventaire des canalisations par type de matière

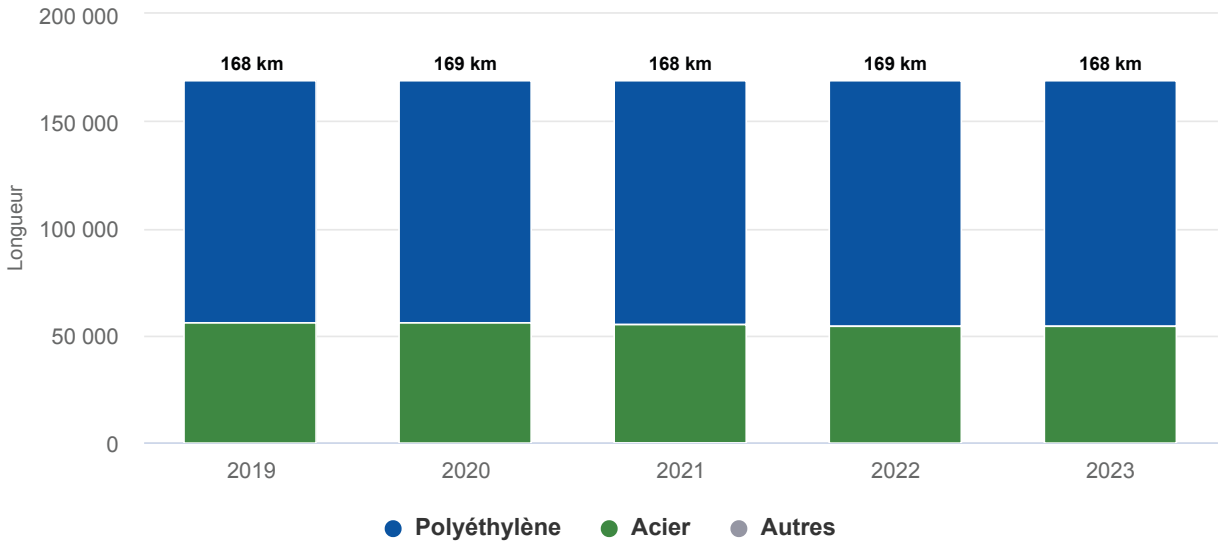
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2023,
- l'historique de la répartition par matière sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par matière en 2023



Évolution des canalisations par matière



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

L'inventaire des ouvrages

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage.
Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages

	2021	2022	2023
Postes de détente réseau	28	28	28
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	198	198	176
Branchements collectifs	1 198	1 191	1 188



L'amélioration des bases de données techniques des ouvrages gaz

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

GRDF a réalisé de 2004 à 2009 un inventaire de ses branchements collectifs en utilisant un référentiel unique et commun à toutes ses entités : ce référentiel a été appelé « Référentiel d'Inventaire d'Ouvrages » (RIO).

Entre 2015 et fin 2017, ce programme a consisté à visiter plus de 460000 adresses et a ainsi permis d'identifier 150000 branchements collectifs supplémentaires dans l'inventaire technique. Cette action a contribué à renforcer la sécurité industrielle en intégrant ces ouvrages supplémentaires dans le programme de maintenance.

Par ailleurs, à l'issue de la phase de recensement complémentaire du projet RIO2, GRDF a conduit fin 2018 une opération de recalage de l'inventaire comptable, dont les impacts financiers sur la valorisation de chaque concession sont très limités.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Depuis le 1er janvier 2018, tout ouvrage créé, renouvelé ou déposé fait l'objet d'une mise à jour coordonnée dans l'inventaire technique et l'inventaire comptable.

L'écart cumulé en nombre et en valeur absolue pour les branchements collectifs mesuré sur chaque commune sur le stock à fin 2023 est de 1,49% entre les deux bases patrimoniales.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment après des travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives.

En 2023, sur votre concession 31 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

GRDF améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plans « Grande Échelle ».

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par l'inventaire technique et l'inventaire comptable mis à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Les deux indicateurs « Connaissance des branchements individuels (report sur le plan) » (n° 4) et « Connaissance des branchements collectifs (report sur plan) » (n° 6), jusqu'à présent calculés à la maille nationale, sont depuis cette année calculés à la maille de chaque contrat.

Au national en 2023, l'indice de connaissance du patrimoine est de 90.

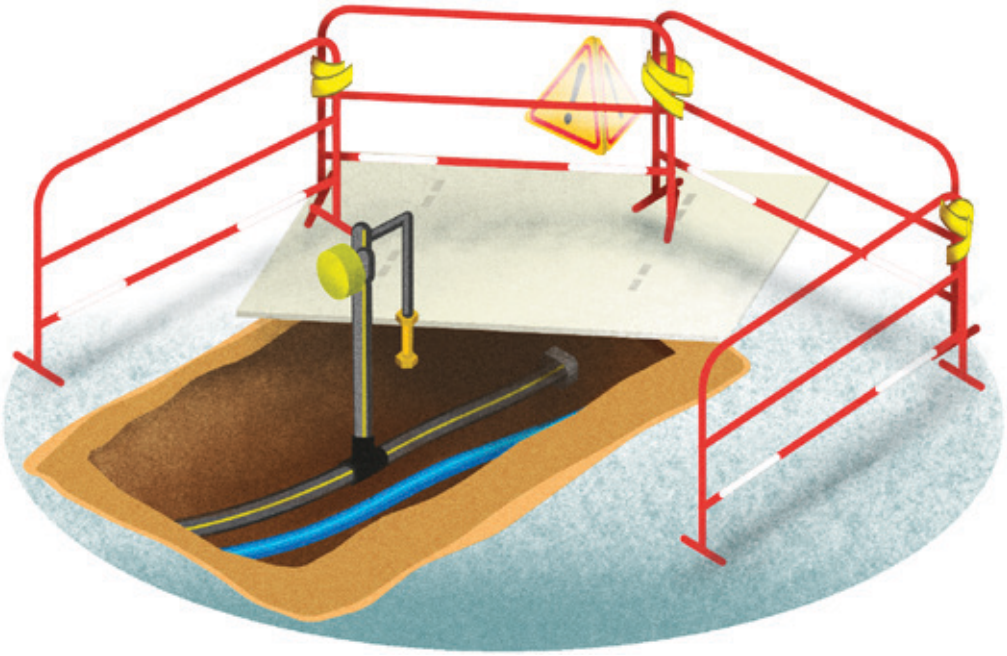
Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de votre concession.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Indice de connaissance du patrimoine

N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2023
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	3
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	2
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	8
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, >80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, >90% : Progressif	3
10	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
11	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	4
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, sur le Portail Collectivités GRDF, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
	TOTAL	**100**		**91**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.2 Les chantiers

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de raccordements et de transition écologique

Ces travaux concernent :

- Les raccordements de nouveaux clients et de stations GNV
    - Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local, la conjoncture économique ou les réglementations.
    - Pour les projets d'extension du réseau de gaz, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude technico-économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément à la réglementation et au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.
    - Le raccordement des stations GNV peut nécessiter des travaux de renforcement du réseau de distribution, car les débits demandés sont importants.
- Les investissements liés au développement des gaz verts (raccordement des unités de production, renforcements, maillages…)
    - Le raccordement des unités de production de biométhane peut nécessiter des travaux de maillage du réseau. Un maillage permet de réunir plusieurs zones de consommation pour absorber la production de gaz vert. Dans les territoires où sont exploitées plusieurs unités de méthanisation, il peut y avoir besoin de réalisation de chantiers de rebours qui permettent de compresser le biométhane injecté dans le réseau de distribution afin qu'il soit acheminé dans le réseau de transport.

GRDF adapte ses métiers pour permettre l'injection de 100% de gaz vert d'ici 2050. GRDF entreprend ainsi la définition d'un modèle d'exploitation du réseau visant à faciliter l'injection et l'acheminement des gaz verts, en prenant en compte les besoins des parties prenantes et en assurant un haut niveau de performance et de sécurité. En particulier, cela nécessite de gérer les interfaces avec les producteurs pour l'adaptation de l'injection en fonction de la pression sur le réseau et la modulation de la production de gaz vert, mais aussi avec les consommateurs prépondérants pour leurs prévisions de consommation.

En 2023, ces travaux ont représenté 28 m sur votre réseau.

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
TRAVERSE DU ROURE DE LA GÂCHE	28 m		1

Les principaux chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers

Dans la grande majorité des cas, les demandes de modification des ouvrages sont à l'initiative des collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, par exemple dans le cadre de grands projets urbains, ou à la demande d'autres occupants

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

du sous-sol, d'aménageurs ou de clients finals.

En 2023, il n'y a pas eu de chantier de modification d'ouvrages à la demande de tiers sur votre réseau.

Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

En 2023, GRDF a modernisé 232 m de votre réseau.

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DES ROSES	100 m	3	1
IMPASSE DU PETIT PARIS	98 m		
BOULEVARD GAMBETTA - TRAVERSE MURAOUR	15 m		1
CHEMIN DE SAINT CHRISTOPHE	5 m		
AVENUE ETIENNE CAREMIL	4 m		
AVENUE PIERRE SÉMARD	4 m		
BOULEVARD MARCEL PAGNOL	3 m		2
GRASSE	2 m		

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 40%).

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.3 Les investissements

La politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au niveau national, les investissements de GRDF ont atteint 967 M€ en 2023.

Près de la moitié des investissements totaux est consacrée à la modification, l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Un tiers environ est dédié aux investissements liés aux raccordements, à la transition écologique et aux compteurs communicants. Les autres investissements concernent les comptages (hors compteurs communicants), les investissements logistiques et le système d'information.

2023 est marquée par la finalisation du programme intensif de pose de compteurs communicants. Les investissements de modernisation du réseau enregistrent un nouvel accroissement. Le développement du biométhane et du GNV se poursuit, malgré un ralentissement conjoncturel lié aux conditions économiques des projets de méthanisation qui n'ont évolué qu'en juin 2023 avec les tarifs d'achat en guichet ouvert et qui seront complétés début 2024 par les tarifs d'achat en guichet fermé (appel d'offres) et la mise en place des Certificats de Production de Biogaz (les fournisseurs d'énergie seront incités financièrement à justifier un volume de Certificat de Production de Biogaz proportionnel à leur volume de gaz acheminé pour leur clients résidentiels et tertiaires). Dans la continuité de l'année 2022, les raccordements de clients affichent un retrait, après une année 2021 portée par les conversions fioul-gaz.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD6

Sur la période 2020-2023, la CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF. A l'instar de la période tarifaire précédente, les montants d'investissements prévisionnels augmentent significativement, portés par la poursuite du déploiement des compteurs communicants, le raccordement de sites d'injection de biométhane, ainsi que l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Les mécanismes de régulation incitative, mis en place dans le cadre de l'ATRD5, sont maintenus. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'accompagnement de la transition écologique (développement des gaz verts notamment), à l'exploitation et à la sécurité. Ainsi, sur la période ATRD6, en moyenne 290 millions d'euros sont consacrés aux investissements de raccordements et transition écologique et plus de 350 millions d'euros par an aux travaux de modification, d'adaptation et de modernisation des ouvrages.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Les clefs de lecture pour comprendre les tableaux d'investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages, adaptation et modernisation des ouvrages…) et non par famille de biens (conduites, branchements, postes de détente…). En revanche, les investissements réalisés peuvent être suivis selon ces deux approches.

Les investissements mis en service dans l'année correspondent à la valeur totale des biens mis en service en 2023.

Ils sont présentés en trois grandes familles :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc…)
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques…).

Cette présentation, permet de distinguer les investissements de GRDF au périmètre de votre concession, selon la fonction remplie par les biens concernés au sein de l'activité de distribution. Les tableaux présentent les investissements mis en service, la valorisation du patrimoine, l'origine de financement des biens, ainsi que les charges d'investissements.

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les deux tableaux ci-après présentent des synthèses de restitution des investissements :

- le premier tableau des mises en service dans l'année par famille de biens,
- le second tableau du flux de dépenses de l'année par finalité.

Vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens sur la « Plateforme de Données Concessions » accessible depuis le « Portail Collectivités », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz, sur le site grdf.fr.

Invest. réalisés par famille d'ouvrages (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	**863 944**	**972 091**	**420 652**
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	561 378	330 442	280 157
Premier établissement	165 184	198 240	67 362
Canalisations et distributions	132 651	132 542	46 514
Branchements	25 947	39 685	9 966
Branchements - Individuels	18 097	39 685	9 966
Ouvrages collectifs	7 851	0	0
Installations techniques	6 585	26 013	10 882
Postes de détente réseau	0	0	6 273
Protection cathodique	6 585	0	2 578
Autres installations	0	26 013	2 031
Renouvellement	396 194	132 203	212 795
Canalisations et distributions	247 366	78 039	150 982
Branchements	148 828	31 075	49 373
Branchements - Individuels	23 982	10 416	34 810
Ouvrages collectifs	124 846	20 659	14 563
Installations techniques	0	23 089	12 439
Postes de détente réseau	0	23 089	12 439
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	145 607	487 572	29 451
Compteurs et postes clients	145 607	487 572	29 451
Compteurs	108 292	395 021	26 432
Postes clients et équipements de télérelevé	37 315	92 551	3 019
BIENS MUTUALISÉS	156 959	154 077	111 045
Mobilier et immobilier	43 247	31 886	25 120
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	19 345	18 822	15 124
Aménagements	13 311	4 752	6 829
Autres équipements	10 592	8 312	3 168
Véhicules et engins d'exploitation	10 323	3 382	7 104
Immobilisations incorporelles	103 389	118 809	78 821
Projets informatiques	90 317	110 474	72 815
Autres immobilisations incorporelles	13 072	8 335	6 005

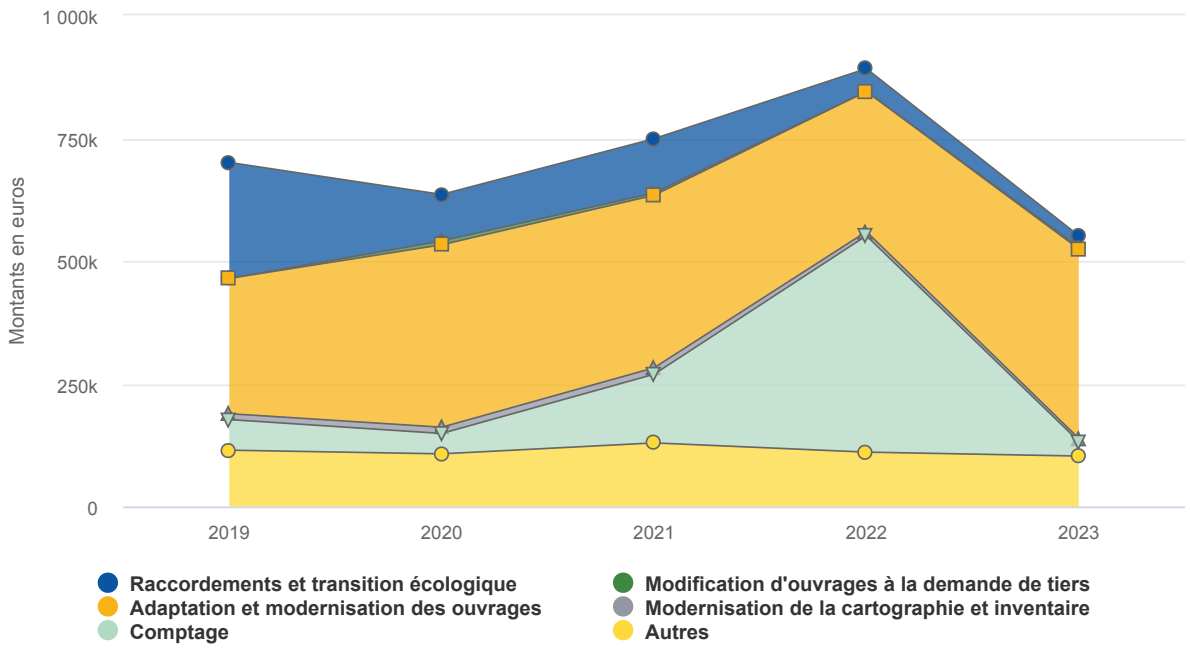
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	**748 850**	**891 543**	**551 387**
RACCORDEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE	110 395	46 556	23 210
Raccordements individuels et de pavillons et petits pros	28 775	42 598	16 953
Raccordements de clients importants	81 620	3 958	6 257
MODIFICATION D'OUVRAGES À LA DEMANDE DE TIERS	4 716	0	3 472
ADAPTATION ET MODERNISATION DES OUVRAGES	351 400	285 363	385 990
Investissements de structure des ouvrages	154 831	86 372	85 301
Dont restructurations et renforcements	82 429	1 512	37 661
Dont schéma de vannage	72 402	84 860	47 640
Modernisation des ouvrages	196 569	198 990	300 689
Dont branchements et ouvrages collectifs	89 331	64 176	165 751
Autres investissements de modernisation	107 238	134 814	134 938
MODERNISATION DE LA CARTOGRAPHIE ET INVENTAIRE	13 101	8 285	6 087
COMPTAGE	139 763	440 645	29 925
Projet Compteurs Communicants Gaz	137 395	429 765	11 232
Postes de livraison clients	2 160	254	4 602
Compteurs et télérelevé	208	10 627	14 091
AUTRES	129 476	110 694	102 704
Logistique	43 415	29 370	38 885
Véhicules	10 323	3 382	7 104
Immobilier	8 296	10 248	13 179
Autres (outillage, télécom, matériel informatique, ...)	24 796	15 740	18 601
Système d'information	86 061	81 324	63 819

Le patrimoine de votre concession

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Il s'agit de montrer qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages. Le tableau ci-dessous restitue l'origine de financement de tous les biens en service à fin 2023.

Origine de financement (en euros)

	Financée par GRDF	Financée par Autorité Concédante	Financée par des tiers
TOTAL	**21 160 231**	**0**	**793 161**
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	17 848 411	0	793 159
Canalisation de distribution	11 942 975	0	323 778
Branchements	5 304 788	0	469 381
Branchements individuels	1 618 946	0	89 003
Ouvrages collectifs	3 685 843	0	380 378
Installations techniques	600 647	0	0
Postes de détente réseau	256 836	0	0
Protection cathodique	207 018	0	0
Autres installations	136 793	0	0
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	1 515 052	0	0
Compteurs et postes clients	1 515 052	0	0
Compteurs	1 035 627	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	479 425	0	0
BIENS MUTUALISÉS	1 796 768	0	2
Mobilier et immobilier	435 823	0	2
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	150 141	0	0
Aménagements	211 865	0	0
Génie civil	3 316	0	2
Terrains	919	0	0
Autres équipements	69 583	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	89 963	0	0
Véhicules GNV	7 710	0	0
Autres véhicules	82 253	0	0
Immobilisations incorporelles	1 270 982	0	0
Projets informatiques	1 072 924	0	0
Autres immobilisations incorporelles	198 057	0	0

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



La valeur nette réévaluée de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la concession qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution (ATRD). En effet, la valeur nette réévaluée de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE, le remboursement et la rémunération des investissements financés par GRDF s'effectuent via une annuité constituée de l'amortissement sur la durée de vie économique des biens réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur (BAR : Base d'Actifs Régulés). Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Valorisation du patrimoine (en euros)

	VNR début d'année	VNR fin d'année	Remb. éco. réeval. de l'année	Coût de financement de l'année	Charges d'invest. de l'année
TOTAL	**11 773 525**	**11 375 395**	**807 737**	**503 832**	**1 311 569**
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	10 190 407	9 878 796	598 636	423 297	1 021 933
Canalisation de distribution	6 831 294	6 657 246	379 556	283 955	663 511
Branchements	3 046 979	2 907 694	197 481	126 072	323 553
Branchements individuels	1 007 252	987 702	63 183	42 173	105 355
Ouvrages collectifs	2 039 727	1 919 992	134 299	83 899	218 197
Installations techniques	312 133	313 857	21 598	13 271	34 869
Postes de détente réseau	160 565	171 440	7 836	6 963	14 799
Protection cathodique	119 205	110 696	11 087	4 940	16 027
Autres installations	32 364	31 720	2 675	1 368	4 043
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	915 094	867 645	70 773	50 178	120 952
Compteurs et postes clients	915 094	867 645	70 773	50 178	120 952
Compteurs	771 844	730 729	59 838	43 424	103 261
Postes clients et équipements de télérelevé	143 250	136 916	10 936	6 755	17 690
BIENS MUTUALISÉS	668 024	628 954	138 328	30 357	168 685
Mobilier et immobilier	209 682	195 732	34 145	10 148	44 294
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	69 459	65 804	15 820	3 082	18 902
Aménagements	66 684	58 312	14 214	2 833	17 047
Génie civil	1 091	1 010	81	45	126
Terrains	9 867	9 867	0	405	405
Autres équipements	62 580	60 738	4 030	3 783	7 814
Véhicules et engins d'exploitation	20 881	20 376	7 618	986	8 604
Véhicules GNV	128	85	43	5	48
Autres véhicules	20 753	20 292	7 575	981	8 556
Immobilisations incorporelles	437 461	412 846	96 564	19 223	115 787
Projets informatiques	376 123	357 106	85 089	16 598	101 687
Autres immobilisations incorporelles	61 338	55 740	11 476	2 625	14 101

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

04 Le compte d'exploitation

4.1 Le tarif de distribution - ATRD 66

4.2 La synthèse du compte d'exploitation 70

4.3 Les recettes 74

4.4 Les charges 76

4.5 L'équilibre financier 80

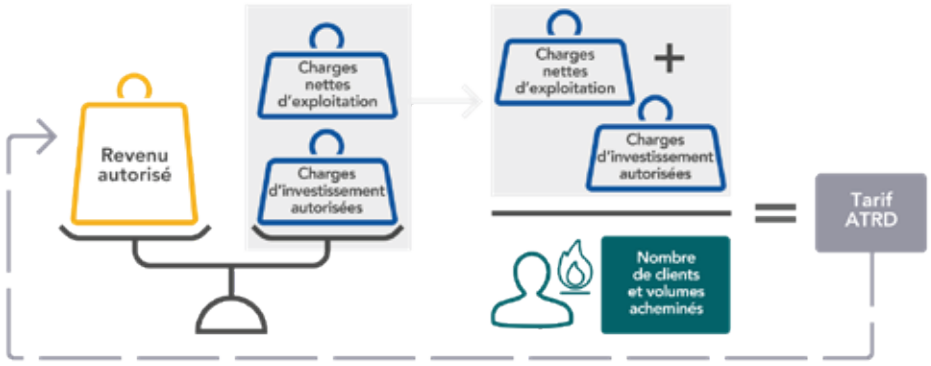
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.1 Le tarif de distribution - ATRD

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture de gaz d'autre part, le législateur a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (articles L452-1 à L452-3 du code de l'énergie).



Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. Le tarif est défini par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), tous les 4 ans, pour permettre à GRDF de couvrir les charges d'exploitation et de capital d'un distributeur efficace.

L'élaboration du tarif ATRD6 par la CRE

La Commission de Régulation de l'Energie a publié le 23 janvier 2020 sa délibération relative au tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit ATRD6. Ce tarif est entré en vigueur au 1er juillet 2020 pour une durée de quatre ans.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Modalités d'évolution du tarif en cours de période ATRD6

Chaque année, la grille tarifaire a évolué au 1er juillet de l'année N selon la formule d'indexation « $IPC_N + X + k_N$ » où :

- IPC_N est le taux d'inflation prévisionnel pour l'année N pris en compte dans le projet de loi de finances de l'année N,
- X est le facteur d'évolution annuel sur la grille tarifaire égal à -1,9% pour la période ATRD6,
- k_N est l'évolution de la grille tarifaire, en pourcentage, plafonnée à ±2%,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

correspondant à l'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) à la date du 1er janvier de l'année N.

Au 1er juillet 2023, le tarif a augmenté de 4,30%.

La grille applicable du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024 est la suivante :

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Prix proportionnel (par MWh)	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part inférieure à 500MWh/j	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part supérieure à 500MWh/j
T1	< 4 MWh/an	42,24 €	33,23 €		
T2	de 4 à 300 MWh/an	139,44 €	8,93 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	982,92 €	6,42 €		
T4	> 5 000 MWh/an	16 069,56 €	0,87 €	213,00 €	106,44 €

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j)	Terme annuel à la distance (par m)
TP	Tarif de proximité	38 262,96 €	106,20 €	69,72 €

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Bilan ATRD6

La période ATRD6 a été marquée par une série d'événements exceptionnels par leur ampleur, qu'il s'agisse de la crise sanitaire, de la flambée des prix de l'énergie et de l'inflation, de la guerre en Ukraine et des conséquences de plus en plus visibles du dérèglement climatique.

Sur la même période, la réglementation sur la place du gaz s'est fortement durcie générant une baisse des nouveaux raccordements accentuée notamment par les effets de la crise ukrainienne, dont les conséquences en termes d'efforts de sobriété et de maîtrise de l'énergie demandés se sont traduites par une baisse significative des volumes acheminés sur le réseau de distribution.

GRDF a ainsi connu une baisse sans précédent de la consommation corrigée du climat de -7% en 2022 par rapport à 2021, puis de -6,5% en 2023 par rapport à 2022.

La période tarifaire ATRD6 s'achève donc avec une réduction des consommations annuelles à climat de référence d'environ 37 TWh et du solde clients de moins

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

153 000 clients, par rapport au point de sortie ATRD6 initialement prévu.

Dans un tel contexte, GRDF a réussi à contenir en partie les pressions inflationnistes exceptionnelles et à assurer ses missions de sécurité et de continuité de service, tout en finalisant dans les délais et dans l'enveloppe budgétaire allouée le déploiement des compteurs communicants, en respectant les impératifs liés au projet changement de gaz, et en accompagnant le développement des gaz renouvelables, seule EnR à avoir atteint par anticipation les objectifs fixés dans la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie en vigueur, avec plus de 12 TWh injectés à fin 2023.

Sur la période 2020-2023, la combinaison de l'attrition du portefeuille clients, de la baisse des consommations (accentuée par la succession des aléas climatiques chauds) et de la hausse des dépenses non manœuvrables liée à la fin de l'apurement du CRCP de fin de période ATRD4, l'inflation, aurait dû conduire à des hausses tarifaires plus importantes que les évolutions annuelles obtenues par GRDF.

En effet, les mécanismes régulatoires décrits au paragraphe précédent ont limité les évolutions tarifaires à moins de 4% sur la période ATRD6, alors que l'inflation cumulée s'établit à plus de 12% sur la même période.

Dans ce contexte exceptionnel, la période ATRD6 s'achève donc avec :

- un solde du CRCP très élevé (estimé à 905 M€ au 31 décembre 2023), qui se reporte sur la période ATRD7,
- des hausses notables de tous les coûts liées à l'inflation,
- une dégradation du solde clients,
- une diminution sensible des volumes acheminés.

L'ensemble de ces facteurs se répercutent donc sur la période ATRD7.

Perspectives ATRD7 pour la période 2024-2027

Le 15 février 2024, la CRE a publié la délibération relative à la prochaine période tarifaire (n° 2024-40), dite ATRD7, qui débutera le 1er juillet 2024 pour une durée de 4 ans. Cette délibération fait suite aux discussions tarifaires qui se sont déroulées tout au long de l'année 2023, et ont donné lieu notamment à une consultation publique lancée par la CRE en octobre 2023.

Le nouveau tarif ATRD7 est en hausse de 27,5%, dont les trois-quarts sont un effet report dû aux aléas de la précédente période tarifaire (cf. ci-dessus), avec un tarif qui est resté stable dans une période marquée par la crise sanitaire, la crise énergétique majeure et l'accélération des aléas climatiques (avec pour conséquence un solde du CRCP de fin d'ATRD6 inédit, estimé à 905 M€).

Ainsi, la hausse moyenne des différents termes tarifaires au 1er juillet 2024 s'explique de la manière suivante :

- Prise en compte des effets hérités de la période tarifaire ATRD6 correspondant (+20%)
- Intégration des évolutions pour la période à venir (+7,5%)
    - 5,9% dus à la baisse estimée des consommations (recalage des trajectoires en entrée d'ATRD7)
    - 1,6% en raison de l'augmentation des charges à couvrir sur la période ATRD7

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pour déterminer les trajectoires de charges à couvrir, la CRE a retenu un taux de rémunération réel avant impôts des investissements de 4,0% pour GRDF (contre 4,1% pour l'ATRD6), et un arbitrage significatif sur les charges nettes d'exploitation de 740 M€ en cumul sur la période, soit environ -10% par rapport à la demande de GRDF.

Les mécanismes de régulation incitative liée à la qualité de service et à la maîtrise des dépenses d'investissements ont également été renforcés, avec notamment l'introduction d'un malus en cas de dépassement de l'enveloppe d'investissements allouée (hors investissements liés aux gaz verts).

Ce nouveau tarif, exigeant, nécessitera des efforts de performance encore accrus par rapport à la période précédente et contribuera ainsi à maintenir la compétitivité des solutions gaz pour ses 11 millions de clients.

Enfin, pour limiter les effets report d'une période tarifaire à l'autre, GRDF et la CRE ont travaillé de concert pour faire évoluer le cadre et la structure du nouveau tarif afin de préparer l'avenir et rendre le modèle régulatoire des infrastructures de distribution gaz plus résilient.

En tant que distributeur responsable et entreprise de service public, GRDF assurera pleinement ses missions essentielles au service des collectivités et de ses clients.

La sécurité et le verdissement du gaz restent les priorités de GRDF qui ne transigera pas sur ces engagements. Le tarif ATRD7 donne les moyens à GRDF de contribuer à la transition écologique, notamment s'agissant des ressources allouées à l'accueil des gaz renouvelables et bas carbone dans les réseaux. L'objectif de GRDF reste inchangé : 20% de gaz vert dans les réseaux en 2030 et 100% en 2050, perspectives confirmées par le rapport récent de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières (« Avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050, dans un contexte d'atteinte de la neutralité carbone », 2023).

GRDF jouera pleinement son rôle pour accompagner la décarbonation et préserver un mix énergétique équilibré et diversifié. Exigeante sur sa performance opérationnelle et sur le maintien de la qualité de service à ses clients, GRDF continuera de promouvoir des solutions d'efficacité énergétique et de sobriété.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.2 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans la « Plateforme de Données ».

Note sur les données 2022

La mission de contrôle sur la méthode d'élaboration des comptes d'exploitation des concessions réalisée par le Commissaire aux Comptes de GRDF sur les données publiées dans le CRAC 2022 a mis en lumière une anomalie significative sur les recettes d'acheminement. Cette anomalie a été causée par un problème informatique de synchronisation des tables utilisées par l'outil de GRDF en charge du calcul des recettes d'acheminement, et ne remet pas en cause la méthodologie retenue. Compte tenu de l'ampleur de l'anomalie (à la maille France, sous-estimation des recettes d'acheminement d'environ 55 M€), GRDF a décidé, afin de vous communiquer des données cohérentes, de corriger également les données de l'année 2022. Ainsi, les montants affichés dans le CRAC 2023 pour l'année 2022 peuvent être différents des montants 2022 publiés dans le CRAC 2022.

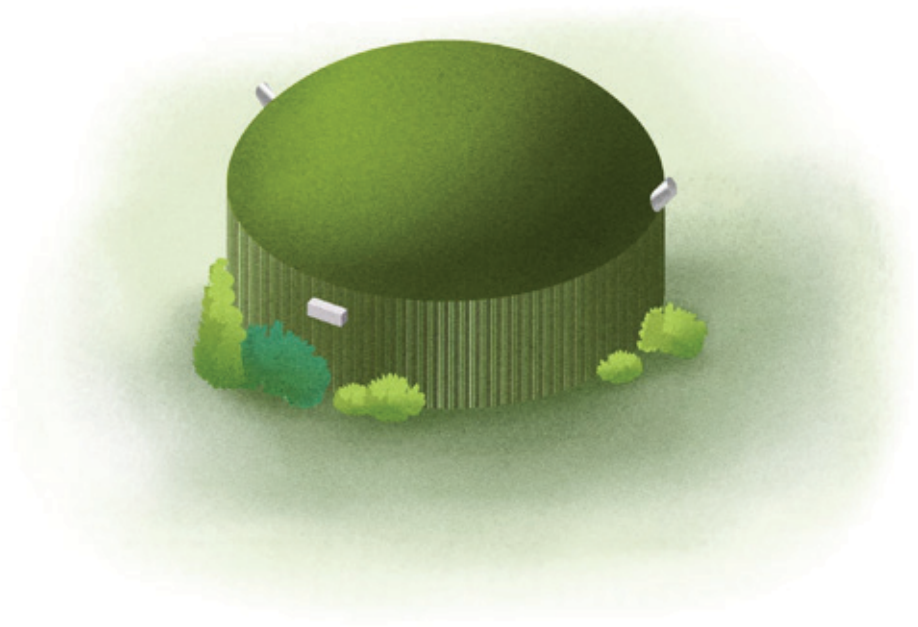
Quelques ajustements mineurs ont également été apportés sur d'autres données économiques.

Le principe de péréquation tarifaire

Conformément aux articles L. 452-1-1 à 452-3 du code de l'énergie, le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un gestionnaire de réseau efficace.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, la valeur des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation permet d'éviter des variations brutales de tarif à la maille de la concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Le compte d'exploitation

Le compte d'exploitation est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE

Dans un service public péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE. Disposer d'un compte d'exploitation au périmètre de chaque contrat permet à l'autorité concédante d'apprécier sa situation dans le système de péréquation nationale.

Pour la mettre en lumière dans un tel système, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les clients soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en les appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année.

Par ailleurs, certains aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire de l'année suivante, à la hausse ou à la baisse. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les écarts sur les charges d'investissement et la régulation incitative (bonus/malus). En 2023, le recalage de l'inflation et des prix de l'énergie à la hausse, ainsi que l'impact des efforts de sobriété sur la baisse des consommations, représentent également un impact très significatif pris en compte dans le CRCP.

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- l'impact du climat, ainsi que des efforts de sobriété et de maîtrise de l'énergie sur les recettes,
- la ligne « Autres », qui correspond à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique, les charges de la concession et la valeur de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique, et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

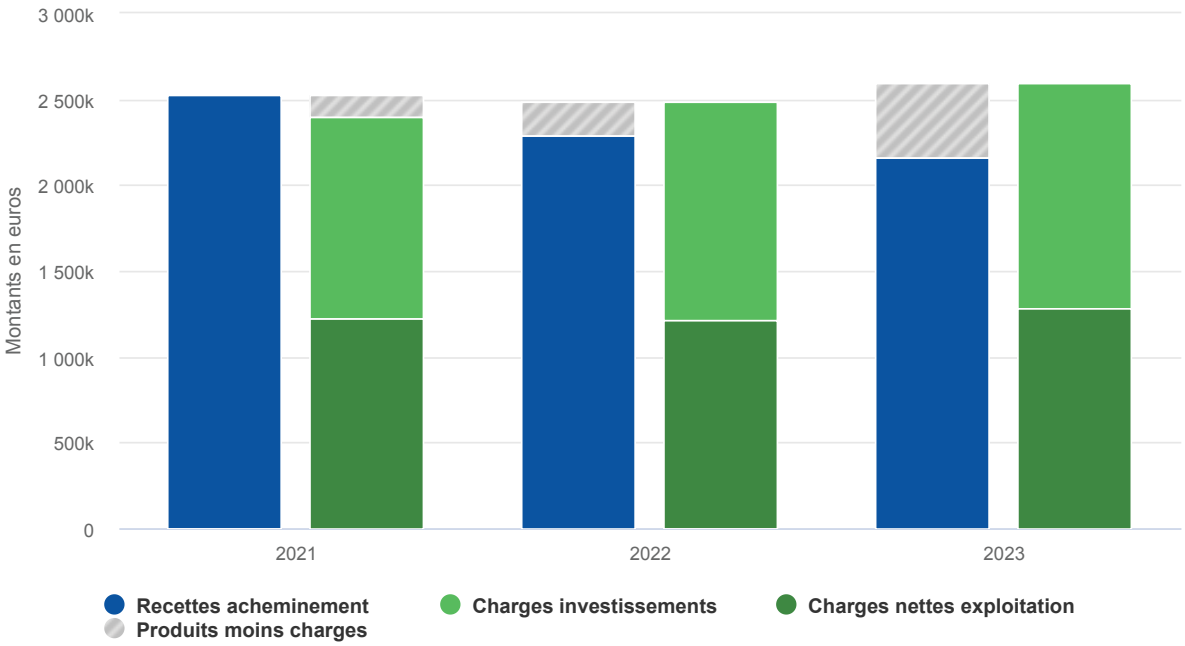
Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2021	2022	2023
RECETTES D'ACHEMINEMENT	**2 523 K€**	**2 294 K€**	**2 163 K€**
Part Abonnement	912 k€	889 k€	875 k€
Part Consommation	1 449 k€	1 245 k€	1 125 k€
Part Capacité (+Terme distance TP)	79 k€	76 k€	77 k€
Part commissionnement (reversé aux fournisseurs)	81 k€	83 k€	84 k€
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	**1 227 K€**	**1 216 K€**	**1 280 K€**
Charges d'exploitation brutes	1 374 k€	1 342 k€	1 408 k€
Recettes liées aux prestations complémentaires	-146 k€	-126 k€	-127 k€
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	**1 171 K€**	**1 266 K€**	**1 311 K€**
Remboursement économique	723 k€	782 k€	807 k€
Rémunération de la base d'actifs	448 k€	484 k€	503 k€
PRODUITS MOINS CHARGES	**124 K€**	**-188 K€**	**-428 K€**
Impact climatique	48 k€	-63 k€	-39 k€
Contribution à la péréquation	-54 k€	94 k€	-4 k€
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	129 k€	-219 k€	-384 k€

Rappels :

- L'impact climatique représente la différence entre les recettes réelles et les recettes calculées à climat de référence (ou « climat moyen ») selon un modèle statistique. Lorsque l'impact climatique est négatif, cela signifie que les recettes de GRDF liées à l'acheminement ont été inférieures à la prévision en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen ; à l'inverse, lorsqu'il est positif, les recettes d'acheminement ont été plus élevées en raison d'une année plus froide que la moyenne. En 2023, à l'échelle nationale, le climat a été plus chaud que le climat moyen (+1°C par rapport à la référence), générant un impact climatique négatif d'environ 115 millions d'euros.
- La contribution de la concession à la péréquation tarifaire est positive si la concession participe au système national de solidarité, elle est négative si la concession en bénéficie.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.3 Les recettes

Les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (en euros)

	2021	2022	2023
PRODUITS	**2 669 953**	**2 420 942**	**2 291 610**
Recettes liées à l'acheminement du gaz	2 523 001	2 294 297	2 163 669
Recettes liées aux prestations complémentaires	146 953	126 646	127 941
Prestations ponctuelles	27 548	22 592	19 668
Prestations récurrentes	101 778	94 438	94 161
Raccordements et autres travaux	17 627	9 616	14 112

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive.

Les recettes d'acheminement du gaz

Pour la très grande majorité des clients, dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Avec l'achèvement du déploiement intensif des compteurs communicants en 2023, la méthode d'élaboration des recettes d'acheminement repose donc désormais en quasi-totalité sur les consommations réelles.

Les recettes liées aux prestations complémentaires

Les recettes liées aux prestations complémentaires sont majoritairement constituées des recettes liées aux prestations du catalogue.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution), conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5.

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour la concession aval il s'agit d'une charge.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.4 Les charges

Les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	**1 374 211**	**1 342 687**	**1 408 227**
Main d'œuvre	704 075	652 703	694 252
Achats de matériel, fournitures et énergie	101 159	153 755	180 979
Sous-traitance	189 724	190 930	224 542
Redevances (contractuelle et occupation du domaine public)	33 706	34 196	35 477
Impôts et taxes	22 084	20 302	14 098
Autres charges d'exploitation	323 463	290 801	258 879
Dont immobilier	58 287	59 668	60 647
Dont informatique, poste et telecom	77 722	58 354	51 966
Dont assurances	58 429	39 895	5 754
Dont communication et animation de la filière gaz	22 283	13 371	14 916
Dont commissionnement	81 550	83 075	84 878
Dont autres	25 194	36 438	40 718

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (le remboursement des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un technicien d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les clefs opérationnelles et patrimoniales retenues

Les charges liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances dues), des charges affectées par des clefs opérationnelles ou patrimoniales, et enfin, de charges réparties selon une clef financière (elle-même déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession).

Plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clefs opérationnelles augmente.

Voici la répartition à la maille nationale des charges d'exploitation par type d'agence et par type de clef pour 2023.

Type d'agence	Affecté directement	Clef Opérationnelle	Clef Patrimoniale	Clef Financière	Total
Locale	0,0%	10,4%	7,2%	4,5%	**22,1%**
Régionale	2,5%	9,4%	16,7%	6,1%	**34,7%**
Nationale	5,1%	1,9%	27,9%	1,7%	**36,6%**
Siège	0,0%	0,8%	3,6%	2,2%	**6,6%**
Total	**7,6%**	**22,5%**	**55,4%**	**14,5%**	**100,0%**

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les charges d'investissement de la concession

La présentation des charges d'investissement distingue trois familles de biens, regroupés selon la fonction qu'ils remplissent dans le cadre de l'activité de distribution :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de distribution, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc…),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane,
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques…).

Dans les données détaillées mises à votre disposition sur la « Plateforme de Données Concession », vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Charges d'investissements (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	**1 171 473**	**1 266 563**	**1 311 569**
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	960 266	1 006 417	1 021 933
Canalisation de distribution	628 523	657 322	663 511
Branchements	302 527	317 575	323 553
Branchements individuels	94 694	101 410	105 355
Ouvrages collectifs	207 833	216 165	218 197
Installations techniques	29 216	31 519	34 869
Postes de détente	12 870	13 136	14 799
Protection cathodique	14 885	15 704	16 027
Autres installations	1 461	2 680	4 043
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	59 089	95 008	120 952
Compteurs et postes clients	59 089	95 008	120 952
Compteurs	53 360	81 621	103 261
Postes clients et équipements de télérelevé	5 729	13 387	17 690
BIENS MUTUALISÉS	152 118	165 139	168 685
Mobilier et immobilier	43 085	44 492	44 294
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	17 015	18 129	18 902
Aménagements	19 220	18 641	17 047
Génie civil	125	127	126
Terrains	374	394	405
Autres équipements	6 351	7 200	7 814
Véhicules et engins d'exploitation	10 087	9 396	8 604
Véhicules GNV	0	102	48
Autres véhicules	0	9 294	8 556
Immobilisations incorporelles	98 945	111 250	115 787
Projets informatiques	85 842	97 244	101 687
Autres immobilisations incorporelles	13 103	14 006	14 101

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les clients et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit majoritairement d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans le cas des ouvrages mutualisés, elles sont ventilées au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Pour la période ATRD6 2020-2023, la CRE a fixé le taux de rémunération à 4,1%.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution de la durée de remboursement de certains ouvrages

Dans le cadre de l'ATRD6, la durée de remboursement des branchements et conduites d'immeubles / conduites montantes a été réduite de 45 à 30 ans, à partir du 1er janvier 2020. Elle concerne les nouveaux investissements et les ouvrages mis en service à compter de 2005, et a été retenue par la CRE afin de limiter les risques de coûts échoués à moyen terme.

La réduction de cette durée régulatoire d'amortissement entraîne une augmentation des charges de capital normatives sur la période tarifaire à venir, toutes choses égales par ailleurs, mais contribue à accélérer la diminution de la base des actifs régulés (BAR).

Cette hausse des charges de capital normatives est compensée par la baisse concomitante du taux de rémunération de la BAR entre l'ATRD5 et l'ATRD6.

Pour les clients, cette évolution est neutre sur le long terme.

Pour les autorités concédantes, cette évolution se traduit, à partir des données 2020, par une diminution de la valeur nette du patrimoine (VNR et VNC) plus rapide par rapport à la situation précédente (impact global de l'ordre de 10 à 15% de la BAR au niveau national à l'échéance 2050).

La durée de remboursement économique des autres actifs reste inchangée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.5 L'équilibre financier

L'impact du climat sur les quantités de gaz acheminées sur le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Lorsque cet impact est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas perçu le niveau de recettes que la CRE avait estimé sur la base d'une température moyenne, ce qui constitue un manque à gagner pour GRDF (et inversement).

Le manque à gagner (respectivement, le trop-perçu) constaté sur les consommations de gaz (qu'il résulte des aléas climatiques ou du comportement des clients) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante, via le CRCP, de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des clients ces différents effets.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- Les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- La répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation et la valeur des ouvrages sur la concession.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais est sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation.
Ce montant est impacté par de nombreux paramètres, dont les principaux sont :

- L'apurement du CRCP de l'année précédente.
- L'impact des paramètres retenus par la CRE : coefficient de lissage (X=1,9%) et hypothèses d'inflation prévisionnelle.
- Les différences entre les trajectoires prévisionnelles (OPEX et CAPEX) et les montants effectivement réalisés.

Une partie des impacts constatés en année N seront réintégrés via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles au 1er juillet N+1, hors exercice de changement de tarif.

Ainsi le solde du CRCP 2023 sera pris en compte dans l'évolution tarifaire ATRD7 qui entrera en vigueur le 1er juillet 2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

05 La transition écologique



5.1 Le gaz vert 84

5.2 La mobilité durable 89

5.3 Sobriété énergétique 90

5.4 Responsabilité sociétale de l'entreprise 91

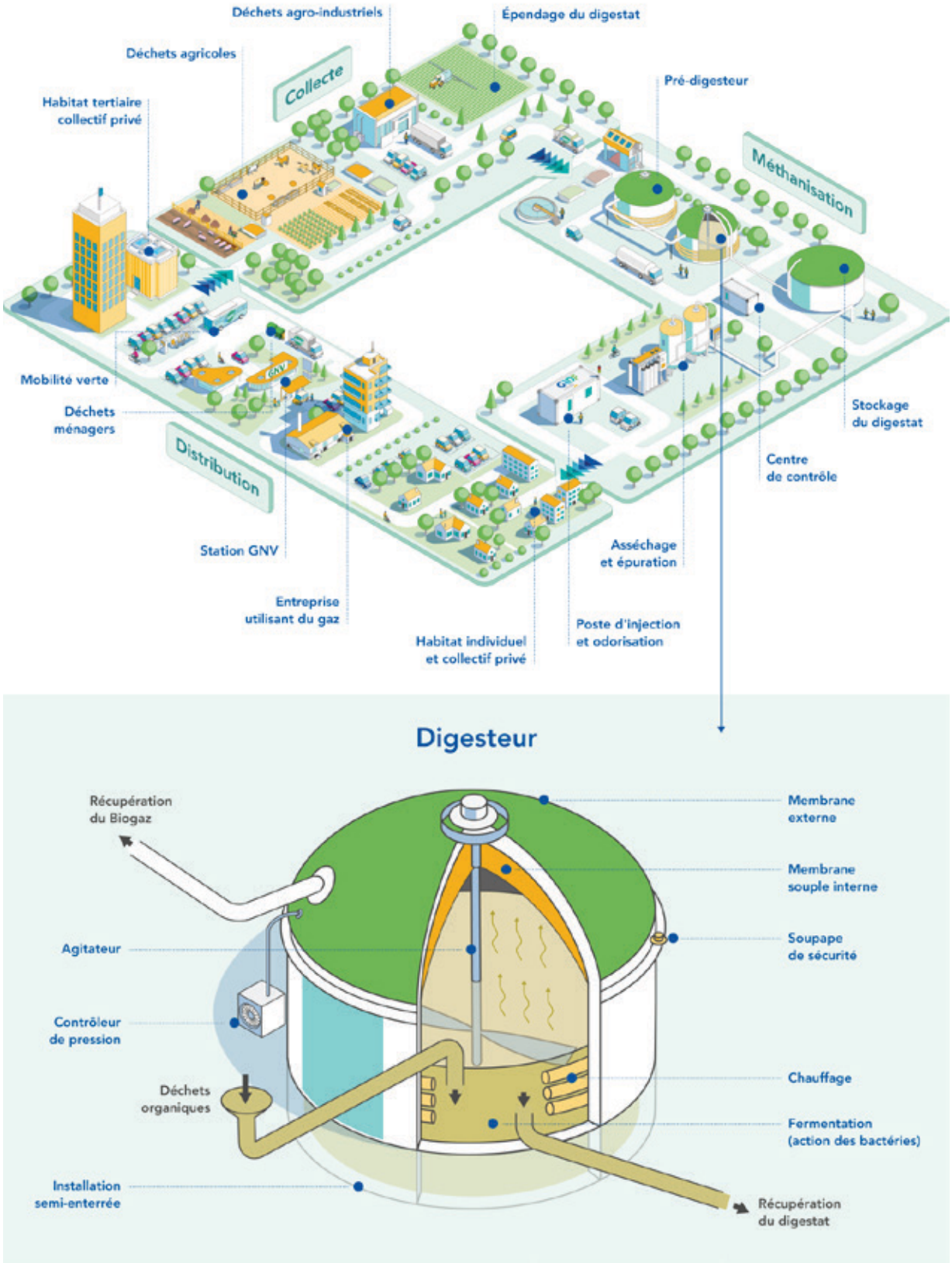
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1 Le gaz vert

Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le biogaz est un gaz 100% renouvelable produit localement et issu de la fermentation anaérobie (méthanisation) de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux et couvrir les besoins des clients en chauffage, cuisson, eau chaude sanitaire et carburant. On l'appelle alors biométhane. Utilisé comme carburant (BioGNV), il offre une solution économique et écologique pour le transport de marchandises et de personnes.

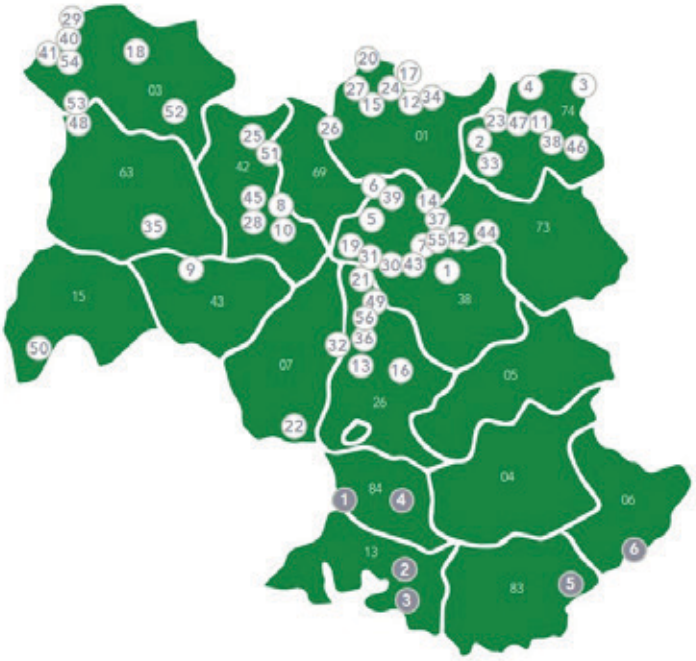
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Sur la région Sud-Est, **62 unités de méthanisation sont en service** et raccordées au réseau de distribution exploité par GRDF. Cela représente une **capacité d'injection en biométhane de 740 GWh par an**, soit l'**équivalent de la consommation annuelle en gaz d'environ 185 000 logements ou 2 960 bus roulant au bio-GNV.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Sites AURA

1 Aquapôle - Fontanil-Cornillon 38 - STEP
2 Sila Annecy - Cran-Gevrier 74 - STEP
3 Terragr'eau - Vinzier 74 - AGR
4 Meuhvelec - Veigy-Foncenex 74 - AGR
5 Vienne Condrieu Agglo - Reventin-Vaugris 38 - STEP
6 La Feyssine - Villeurbanne 69 - STEP
7 Méthanisère - Aprieu 38 - AGR
8 Méthamoly - St-Denis-sur-Coise 42 - AGR
9 Agri Briva Métha - St-Laurent-Chabreuge 43 - AGR
10 Furania - La Fouillouse 42 - STEP
11 Pays Rochois Arvea - Arenthon 74 -STEP
12 SAS du Solnan - Domsure 01 - AGR
13 Méthavéore - Etoile-sur-Rhône 26 - AGR
14 SAS Vert Energie - St-Victor-de-Morestel 38 - AGR
15 SAS Chand'energie - Vandeis 01 - AGR
16 Mourrière Méthanisation - Vaunaveys-la-Rochette 26 - AGR
17 Jugnon Biogaz - Viriat 01 - AGR
18 SAS Besson Bio Energie - Besson 03 - AGR
19 Méthavarèze - Auberives-sur-Varèze 38 - AGR
20 Trivigaz Vert - St-Trivier-de-Courtes 01 - AGR
21 Méthabiotech - Albon 26 - AGR
22 Bourdary - St-Etienne-de-Fontbellon 07 - STEP
23 Green Gas Viry - Viry 74 - AGR 25 Valoragri - St-Martin-la-Motte 42 - AGR
24 Bois D'arche Energie - Bresse-Vallons 01 - AGR
25 Valoragri - St-Martin-la-Motte 42 - AGR
26 Métha Val de Saone - Dracé 69 - AGR
27 Méthamode - St-Cyr-sur-Menthon 01 - AGR
28 SAS Pleine d'Energie - Précieux 42 - AGR
29 SAS 2F2B ENERGIE - Lételon 03 - AGR
30 Agriméthe du Pouloux - Beaurepaire 38 - AGR
31 Méthavald'Or - Bougé-Chambalud 38 - AGR
32 Sober - le Pouzin 07 - IND
33 Biométha'Verne - Bassy 74 - AGR
34 GAEC des Cours - Domsure 01 - AGR
35 MC Loche - Issoire 63 - AGR
36 Valence Mauboule - Valence 26 - STEP
37 Couleurs Métha - Les Avenières 38 - AGR
38 Scientrier - Scientrier 74 - STEP
39 Vial Biométhane - St-Quentin-Fallavier 38 - AGR
40 Bio Math - Vallon-en-Sully 03 - AGR
41 Biogaz Burgmayer - St-Etienne-de-St-Geoirs 38 - AGR
42 Cap Vert Bio Energie - Montvrison 42 - IND
43 Agri Méthabièvre - St-Etienne-de-St-Geoirs 38 - AGR
44 Chambéry - Chambéry 73 - STEP
45 Cap Vert Bio Energie - Montbrison 42 - IND
46 SIVOM Cluses - Marignier 74 - STEP
47 Biogaz Genevois - Neyders 74 - AGR
48 SAS Synergie des Combrailles - Poinsat 63 - AGR
49 Métha Collines - Geyssans 26 - AGR
50 CABA Station d'épuration Souleyrie - Arpajon 15 - STEP
51 Roanne BioEnergie - Roanne 42 - IND
52 Gaia - Cusset 03 - IND
53 Agri Combraille Bio Energie - Marcillat en Combraille 03 - AGR
54 Centrale Biométhane du val - Nassigny 03 - AGR
55 Métha 4 Agri - Pressins 38 - AGR
56 BIOTEPPES - Romans sur Isère 26 - AGR

Sites PACA

1 STEP d'Avignon - Avignon 84 - STEP
2 STEP de le Pioline - Aix-en-Provence 13 - STEP
3 STEP de Sormiou - Marseille 13 - STEP
4 Apturion - Apt 84 - STEP
5 STEP de Reyran - Fréjus 83 - STEP
6 STEP d'Aéris - Cagnes-sur-Mer 06 - STEP

Le réseau de distribution de gaz se prépare à accueillir l'hydrogène

L'hydrogène renouvelable ou bas-carbone est un vecteur énergétique qui présente de nombreux atouts : il peut être produit à partir de nombreuses sources d'énergies primaires renouvelables (EnR) ou bas-carbone, ainsi que stocké et transporté sur de grandes distances grâce notamment à des réseaux de distribution.
En complément du biométhane, il pourrait apporter de la flexibilité au système énergétique français et augmenter l'intégration des EnR.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

La plupart des grands pays industrialisés investissent massivement dans le développement de l'hydrogène, qui apparait comme une solution complémentaire au biométhane et à l'électricité pour décarboner certains secteurs industriels, la mobilité lourde, voire certaines typologies de bâtiments.

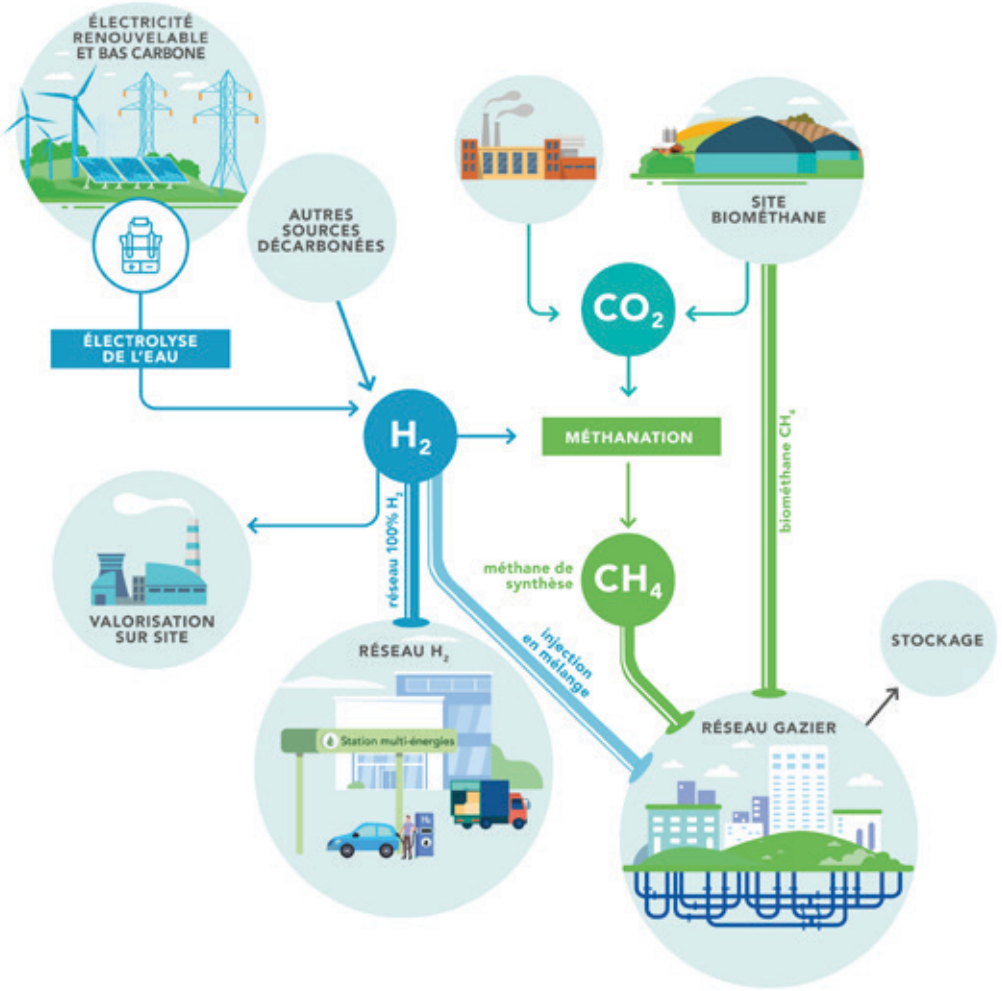
La France a publié en 2020 sa stratégie nationale hydrogène et a annoncé des subventions à hauteur de 10 milliards d'euros sur 10 ans, avec l'ambition d'être un leader dans le domaine, notamment sur la production d'hydrogène vert par électrolyse. Cette stratégie est en cours de révision et devrait mettre plus en valeur le besoin de développement d'infrastructures et l'intérêt d'une part d'importation d'hydrogène bas carbone pour couvrir l'ensemble des besoins projetés.

La conviction de GRDF est que les réseaux de distribution seront un accélérateur du développement de l'hydrogène, offrant une solution sûre, compétitive, à faible impact environnemental et sans nuisance pour acheminer l'hydrogène vers les clients plus diffus, au sein des écosystèmes territoriaux. Les premiers résultats de R&D et le benchmark international montrent la très forte compatibilité des matériaux utilisés aujourd'hui pour la distribution du gaz avec l'hydrogène, ouvrant ainsi des perspectives pour des réseaux neufs ou de la conversion à moindre coût.

GRDF se prépare d'ores et déjà à accueillir ce nouveau gaz, en réponse aux attentes des collectivités et des clients désireux d'inclure la brique hydrogène à leur feuille de route de décarbonation. Pour cela, un plan d'action ambitieux est mis en place visant à lever les derniers verrous techniques, réglementaires et économiques et à préparer des expérimentations sur le terrain à partir de 2026.

L'hydrogène viendra progressivement compléter la palette des gaz verts pour un mix 100% décarboné à l'horizon 2050. Vu d'aujourd'hui, le potentiel de production d'hydrogène est de 100 TWh à cette échéance.
Selon France Hydrogène, la filière représente à date plus de 5 800 emplois en France et a un potentiel de 100 000 emplois directs et indirects à l'horizon 2030.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.2 La mobilité durable

Le BioGNV/GNV, une solution de mobilité durable à l'échelle des territoires

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. Le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Sur votre région administrative, il y a 48 stations GNV raccordées au réseau GRDF, correspondant à une consommation de 181 GWh.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3 Sobriété énergétique

Croiser les données, un enjeu majeur de la transition écologique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clef dans la concrétisation de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique.

Les « données énergies » (i.e. consommation de gaz, production de gaz vert, positionnement du réseau de distribution de gaz, etcetera), croisées avec les autres données du territoire, constituent une base essentielle pour identifier les enjeux locaux et cibler les leviers d'actions correspondants

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et la Loi pour une République Numérique ont apporté des évolutions majeures pour la mise à disposition des données de consommation et de production d'énergie aux personnes publiques.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données de consommation de gaz et de production de gaz renouvelable en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

GRDF accompagne la maîtrise de la demande en énergie des clients particuliers

GRDF, en tant que principal distributeur de gaz en France, contribue activement à la maîtrise de la demande en énergie. Il joue ce rôle, attribué à ce jour, aux fournisseurs d'énergies et aux autres acteurs du marché.

En accord avec la CRE et les fournisseurs, GRDF a mis en place un plan spécifique sur la maîtrise de la demande en énergie (MDE) notamment grâce aux compteurs communicants gaz. Ces compteurs peuvent aider à maitriser la consommation grâce à une bonne exploitation des données fournies et leurs traductions en termes de consommation.

Le projet MDE pour les clients particuliers s'est déroulé en deux grandes phases. Une première phase sur l'hiver 2022-2023, où GRDF a contacté 500 000 clients propriétaires d'une maison individuelle présentant une consommation anormalement élevée pour les accompagner dans la maitrise de leur énergie. Au total, sur les 500 000 clients contactés, 30 000 ont été accompagnés. On a pu remarquer une baisse des consommations plus importantes des clients accompagnés par rapport aux clients non accompagnés. Une seconde phase sur l'hiver 2023-2024, a permis de contacter 350 000 clients propriétaires d'un appartement dont plus de 10 000 ont été accompagnés à fin 2023. La majorité des clients interrogés ont déclaré être satisfait des échanges avec les conseillers GRDF et ont trouvé le contenu de l'échange intéressant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.4 Responsabilité sociétale de l'entreprise

La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

Avec son projet d'entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz vert dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.

La politique RSE de GRDF est composée de 9 engagements forts, articulés autour de 3 axes stratégiques : « contribuer à la transition écologique », « des gazières et des gaziers acteurs de notre exemplarité sociale et environnementale » et « une entreprise ancrée localement pour participer à la création de valeur sur les territoires ».

Les actions lancées sont menées à deux niveaux :

- Au service de la collectivité, en proposant des solutions pour la transition énergétique des territoires : développement des gaz verts et de la mobilité durable, déploiement d'outils de performance énergétique et de maîtrise de l'énergie, transformation du réseau de distribution de gaz en outil de pilotage de la transition énergétique.
- Au service de la société civile, en mettant en œuvre au quotidien des actions locales de lutte contre la précarité énergétique, d'insertion sociale et professionnelle et de limitation des impacts environnementaux.

GRDF place l'exemplarité en matière de sobriété et de réduction des émissions de gaz à effet de serre au cœur de ses engagements.

Ainsi, l'entreprise s'est fixée comme ambition d'adopter une trajectoire de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre pour disposer d'une trajectoire de décarbonation de son empreinte carbone compatible avec l'accord de Paris correspondant à un scénario de réchauffement climatique inférieur à +2°C et s'approchant autant que possible d'un réchauffement de +1,5°C.

De plus, afin de réduire l'empreinte carbone de sa flotte, GRDF met en œuvre depuis plusieurs années un plan de verdissement qui comprend notamment le remplacement progressif des véhicules à carburation diesel par des modèles bioGNV/GNV. GRDF a également lancé un plan de sobriété énergétique de ses sites qui a permis de diminuer les consommations énergétiques de son parc immobilier d'environ 15% entre octobre 2022 et août 2023. Par ailleurs, les consommations d'énergie des bâtiments dont GRDF détient le bail et porte les contrats de fourniture d'énergie sont couverts par des contrats 100% biométhane et électricité renouvelable.

Fin 2023, GRDF s'est engagé dans une dynamique de refonte de sa politique RSE. Ce processus aboutira à l'été 2024 et permettra de tracer des lignes d'engagements renouvelées pour l'entreprise jusqu'en 2030.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Achats responsables : GRDF obtient l'unique label attribué par les pouvoirs publics en la matière

Représentant chaque année plus de 1,6 milliard d'euros, les achats de GRDF constituent un levier d'une importance considérable pour la transition écologique et sociale.

L'année 2023 a d'abord été marquée par la création de la fresque des achats responsables, outil de pédagogie ludique, interactif et opérationnel et le lancement d'une démarche chantiers responsables. Cette dernière a pour objectif la montée en compétence et l'outillage de tout l'écosystème achats de travaux de réseau). L'objectif est de sensibiliser ses prestataires et ses donneurs d'ordres autour de quatre domaines clefs : la réduction de l'impact carbone des chantiers grâce à une analyse en cycle de vie (ACV), la protection de l'environnement et de la biodiversité (en protégeant, par exemple, la faune locale), la promotion de l'inclusion et de l'accessibilité sociale sur les sites de construction et l'amélioration de la gestion des déchets en favorisant le recyclage ou le réemploi.

Sur le volet de l'inclusion, GRDF a alloué en 2023 plus de 3,2 millions d'euros d'achats au secteur protégé et adapté. Dans une logique de suivi et d'accompagnement des acteurs, GRDF s'est par ailleurs doté d'un tableau de bord interactif de ses dépenses inclusives et d'aide à l'identification de ces structures. En complément, de nouvelles clauses d'insertion sont intégrées dans certains contrats de travaux et services techniques.

En reconnaissance de son engagement dans la qualité de sa relation avec ses fournisseurs dans le domaine des achats, GRDF a maintenu en 2023 le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), l'unique label reconnu par l'État dans ce domaine.

L'efficacité énergétique du réseau

La sécurité du réseau et l'efficacité énergétique sont étroitement liées. Elles constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes. Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers lors de réalisation de travaux à proximité d'un réseau de gaz.

GRDF suit l'évolution des émissions de méthane du réseau de distribution au niveau national. En 2023, celles-ci ont baissé de près de 15% par rapport à 2022 (5% entre 2021 et 2022), en ligne avec la trajectoire de réduction et les engagements de GRDF au niveau national et international en matière de réduction de ses émissions. Ces très bons résultats en progrès montrent que le plan d'action volontaire de GRDF et des pouvoirs publics produit ses effets, s'appuyant en particulier sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de terrassement.

Par ailleurs, GRDF est membre depuis 2020 de l'« Oil & Gas Methane Partnership 2.0 » (OGMP 2.0), initiative engagée par le « Programme des Nations unies pour l'environnement » (PNUE) et la Commission européenne pour mobiliser les entreprises du secteur gazier et pétrolier dans la réduction de leurs émissions de méthane. Ce programme précise la stratégie pour atteindre les meilleurs niveaux de quantification et de suivi des émissions de méthane. En 2023, GRDF a obtenu le « Gold Standard » pour la troisième année consécutive.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

06 GRDF & Vous



6.1 La distribution du gaz, une mission de service public 96

6.2 Une organisation à votre service 100

6.3 Les outils digitaux à votre disposition 103

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

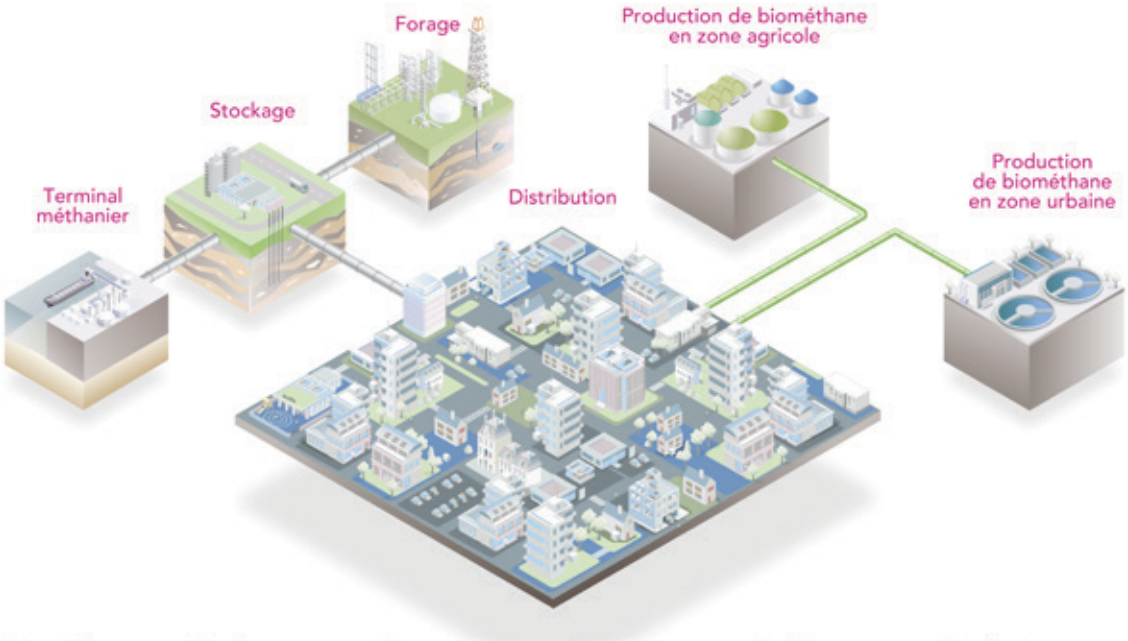
6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée des activités suivantes :

- la production (importation et désormais production locale),
- le stockage,
- l'acheminement (activités de « distribution » et de « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz, par les fournisseurs d'énergie.

La chaîne gazière



Terminal méthanier

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres et marins (offshore). Il est acheminé par voie maritime jusqu'aux terminaux méthaniers en France. Il est principalement importé d'Algérie et du Nigéria.

Stockage

Le gaz naturel est stocké dans les réservoirs souterrains à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Le stockage permet d'ajuster la distribution de gaz naturel à la demande des clients.

Forage

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres par forage et être acheminé par gazoduc. En France, il est importé principalement de Norvège, de Russie et des Pays-Bas.

Distribution

Le gaz est acheminé des points de stockage ou de production biométhane aux clients via un réseau de basse et de moyenne pression. GRDF gère ce réseau par délégation des collectivités, lequel est utilisé par l'ensemble des fournisseurs.

Production de biométhane en zone agricole

Le gaz vert peut être produit à partir de la méthanisation de matières agricoles ou de fumier. Triés et mélangés, ces intrants sont chauffés et transformés en biométhane.

Production de biométhane en zone urbaine

Le gaz vert peut être produit à partir de la valorisation des déchets urbains. Triés et mélangés, ces derniers sont chauffés et transformés en biométhane.

La triple autorité encadrant la distribution du gaz

Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- L'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une

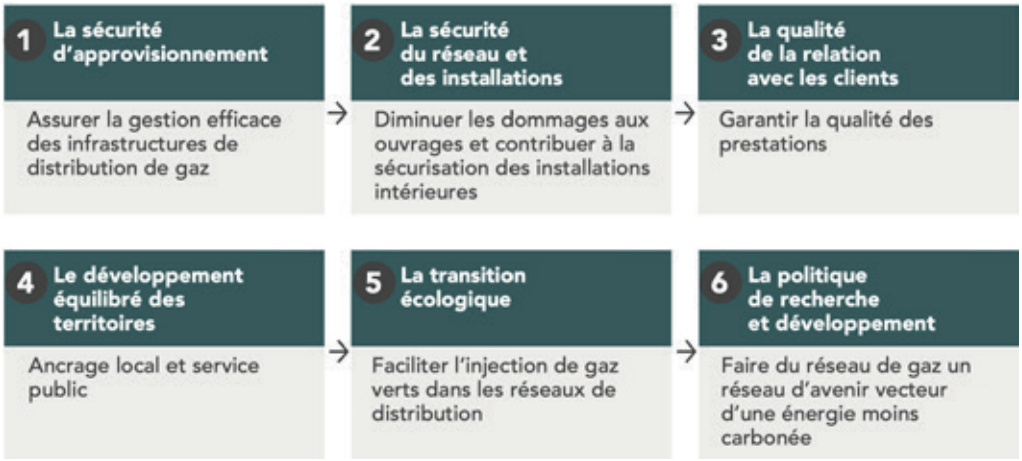
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

durée de 4 ans (2019-2023) et soumis à la réglementation régissant son activité.

- La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires des Catalogues des Prestations de chaque opérateur.
- L'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

Les missions de service public de GRDF

L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) pluriannuel conclu entre les deux parties, mettant un accent particulier sur la sécurité d'approvisionnement, la sécurité des réseaux et des installations, la qualité de la relation avec les clients, le développement équilibré des territoires, la transition écologique et la politique de recherche et de développement.



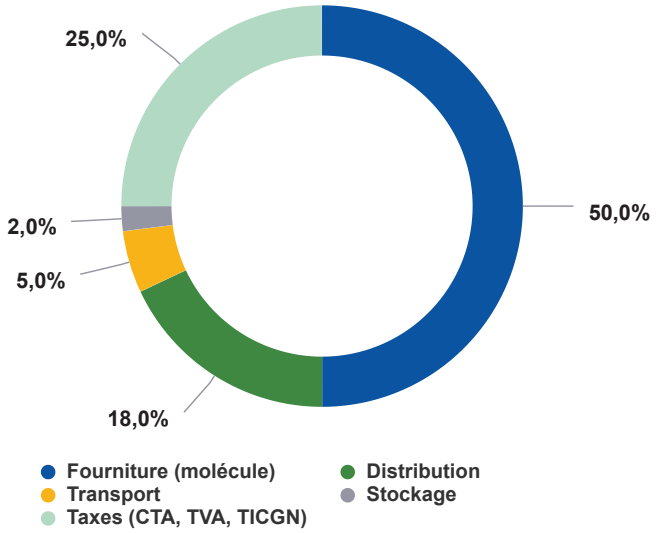
La facture type

Composantes de la facture d'un client résidentiel

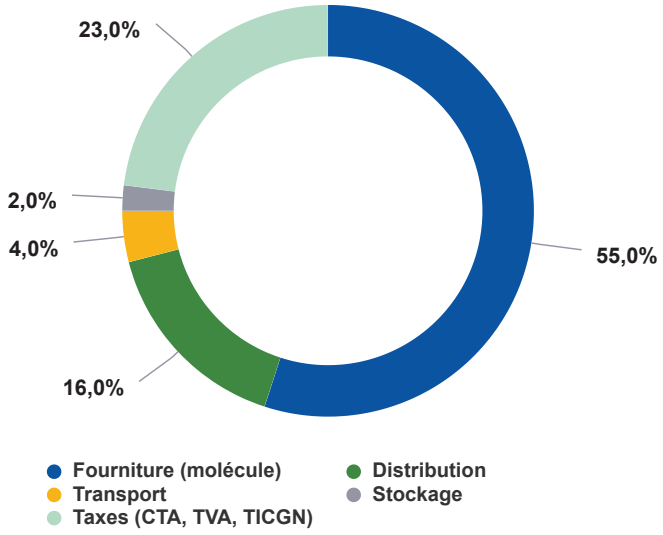
La facture de gaz est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz au tarif réglementé en 2022 et 2023 (source : site Internet CRE).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Facture type d'un client résidentiel au 2e trimestre 2022



Facture type d'un client résidentiel au 2e trimestre 2023



Le gaz, une énergie compétitive

Le gaz est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : www.grdf.fr/particuliers/evolution-prix-energies

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



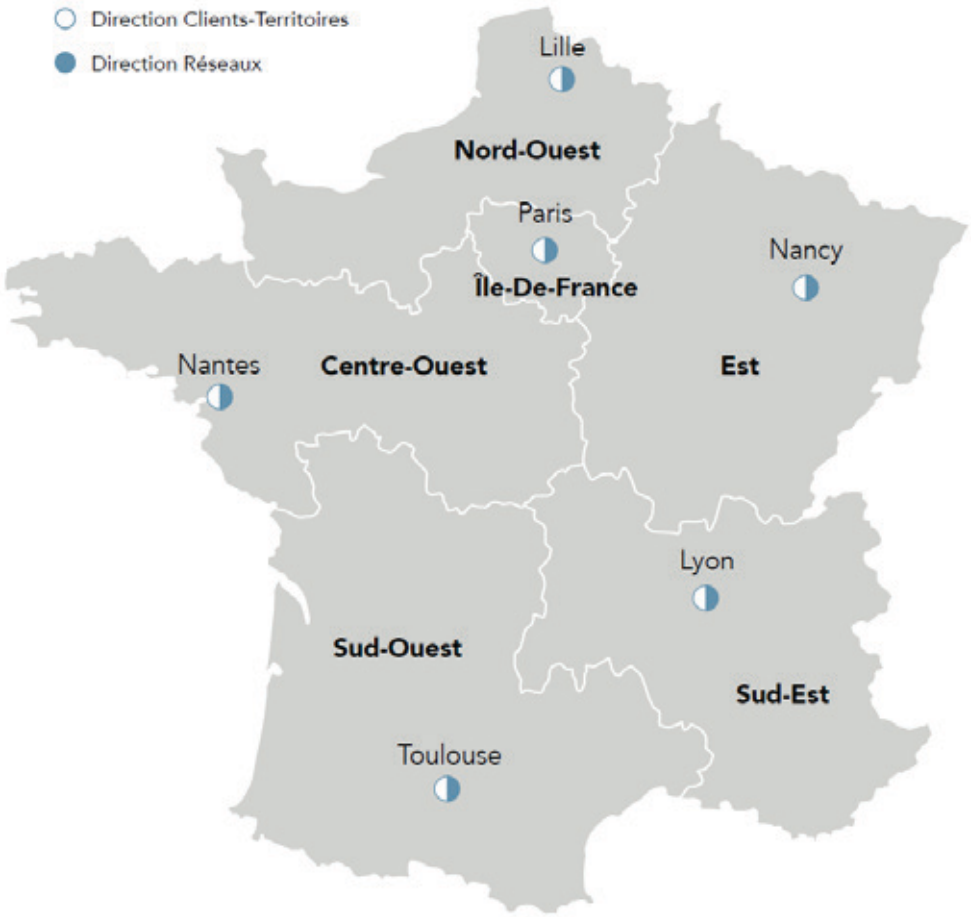
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, depuis le 1er janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI), la zone de desserte de GRDF est couverte par 63 AI.

Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales. Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



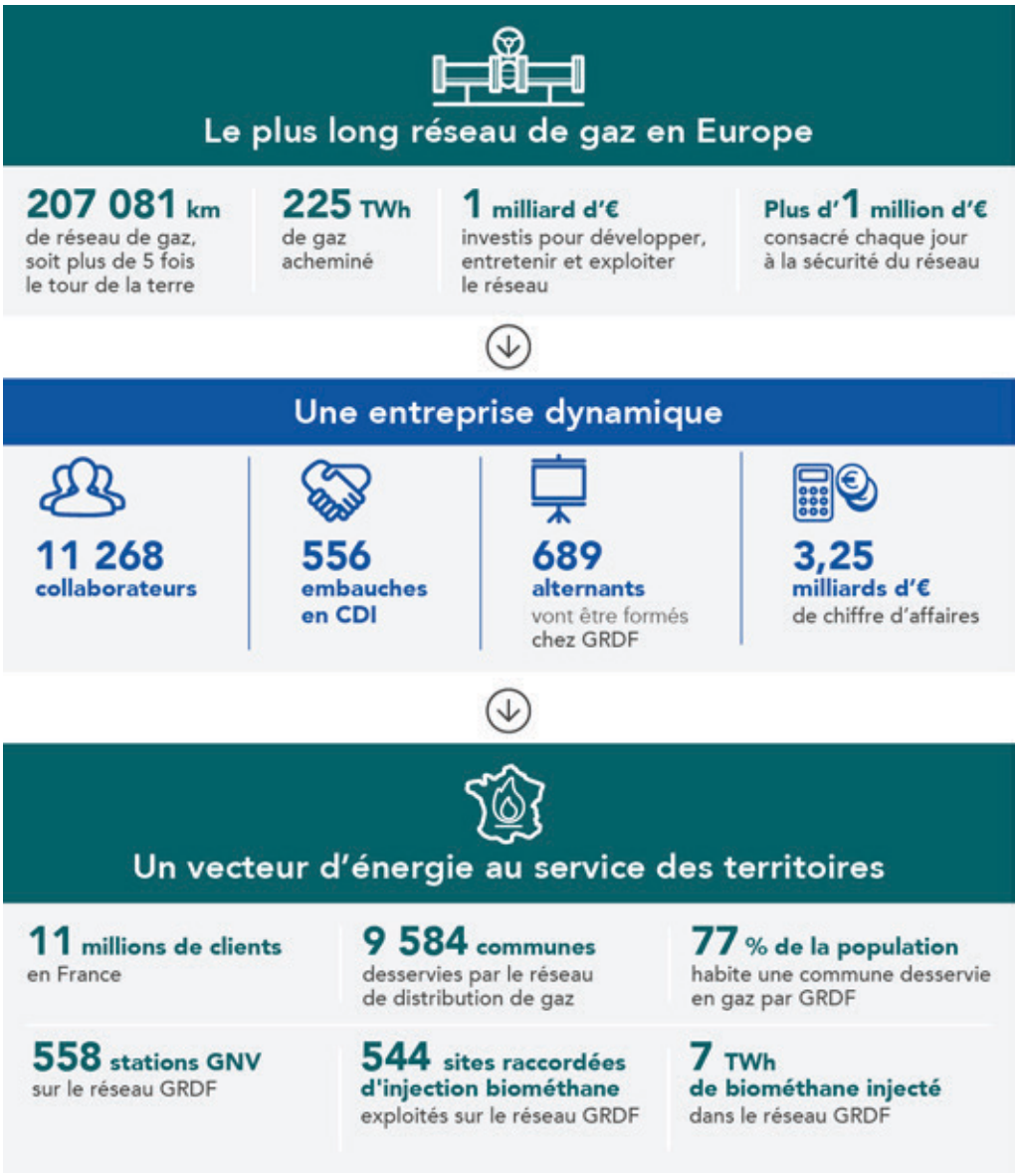
Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



Les chiffres clefs de GRDF

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.3 Les outils digitaux à votre disposition

Le Portail Collectivités : un espace digital à votre service

Le Portail Collectivités, mis en service depuis 2021, est accessible sur grdf.fr. C'est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services et de données relatifs à l'activité de GRDF sur leur territoire pour répondre à leurs besoins.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Lexique

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Branchement
Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au poste de livraison ou, en son absence, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un «branchement collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « branchement individuel ».

Branchement particulier
Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de coursive, nourrice de compteur).

Catalogue des prestations
Liste des prestations disponibles pour les clients et les fournisseurs, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Compteur
Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du dispositif local de mesurage ou le constitue.

Compteur domestique
Compteur dont le débit nominal est strictement inférieur à 16 m^3/h. Il s'agit donc des compteurs de type G4 (6 m^3/h) et G6 (10 m^3/h).

Compteur Industriel
Compteur dont le débit nominal est supérieur ou égal à 16 m^3/h. Il s'agit donc des compteurs de type G10 (16 m^3/h) et au-delà.

Concentrateur
Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)
Les conditions standard de livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Vous trouverez plus d'information dans le « Catalogue des prestations de GRDF » au chapitre « Conditions générales » disponible sur le site www.grdf.fr.

Conduite d'immeuble (CI)
La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)
La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Contrat d'acheminement
Contrat signé entre le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz vers le client final.

Contrat de fourniture
Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16 °C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à 0 la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4 °C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le gestionnaire du réseau de transport (GRT) communément désigné « transporteur ». Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finals par GRDF, le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Le GNV (gaz naturel pour véhicule) correspond à l'utilisation du gaz comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états ; liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuelle.

IRIS

Les IRIS (ilots regroupés pour l'information statistique) sont définis par l'INSEE et constituent la brique de base en matière de diffusion des données infra-communales. Il doit respecter des critères géographiques, démographiques et avoir des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

Normo mètre cube (Nm^3)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

PCE

Point de Comptage et d'Estimation (PCE)

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement les fonctions de détente et de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison.

Lexique

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pouvoir calorifique supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client lors du relevé et lorsque le compteur est inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au gestionnaire du réseau de distribution (GRDF) d'acheminer le gaz jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises, bâtiments tertiaires...).

Réseau BP

Le Réseau BP (basse pression). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 19 et 21 millibars.

Réseau MPA

Le Réseau MPA (moyenne pression de type a). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 50 millibars et 0,4 bar.

Réseau MPB

Le réseau MPB (moyenne pression de type b). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (moyenne pression de type c). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bars.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Compte rendu d'activité de concession 2023

GRASSE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JÉRÔME CHAMBIN

RÉDACTEURS : AUDE DALLE, EMILIO SOBA, VALENTINE THOMAS

Date de création : juin 2024
Compte rendu d'activité créé par la Solution PADDIX® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

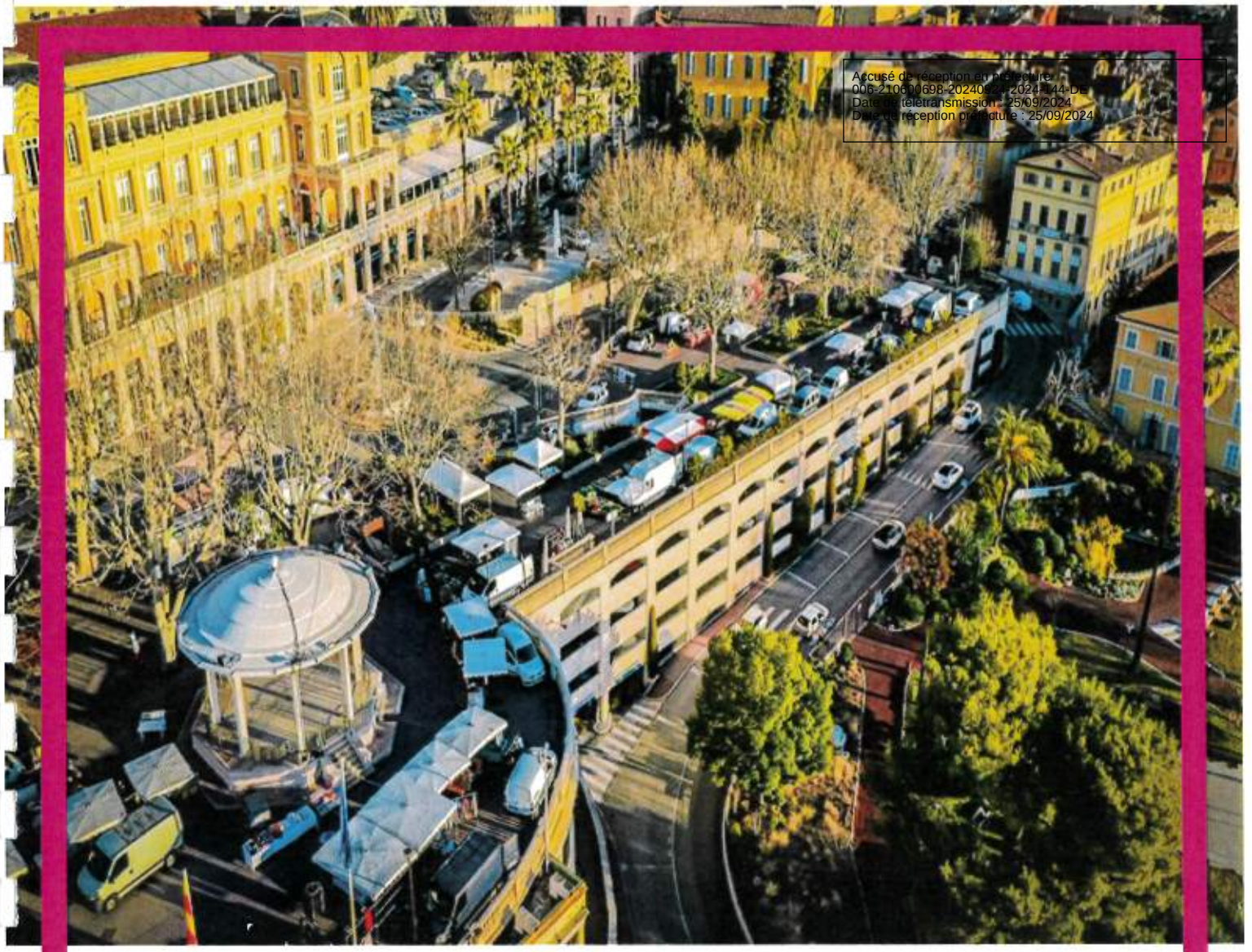
Choisir le gaz,
c'est aussi choisir l'avenir

Quel que soit votre fournisseur

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 835 695 000 euros.
Siège social : 6 rue Condorcet, 75009 Paris. RCS Paris 444 786 511



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Ville de Grasse

RAPPORT D'ACTIVITE 2023

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC

PARC HONORE CRESP

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
AVANT-PROPOS 4
PREAMBULE 5
1. PRESENTATION GÉNÉRALE 6
1.1. LE GROUPE 7
1.2. L'ORGANISATION FRANCE 8
1.3. NOS METIERS 9
1.4. NOTRE RAISON D'ETRE 11
1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE 12
1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO 14
1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX 15
2. LE CONTRAT 16
2.1. FICHE D'IDENTITE 17
3. DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION 19
3.1. PARC HONORE CRESP 20
3.2. OPERATIONS COMMERCIALES 23
3.3. VANDALISME 24
4. MAINTENANCE ET TRAVAUX 25
4.1. MAINTENANCE 26
4.2. TRAVAUX 27
5. ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION 28
5.1. L'ORGANISATION LOCALE 29
5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE 31
5.3. SERVICE RELATION CLIENTS 32
5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE 34
5.5. LES SERVICES 36
6. ANALYSES 38

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1. PARC HONORE CRESP 39
7. BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE 44
7.1. COMPTE DE RESULTAT PARC HONORE CRESP 45
7.2. PATRIMOINE PARC HONORE CRESP 46
8. ANNEXES 47
8.1. NOTE FINANCIERE 48

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

AVANT-PROPOS

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions du code de la commande publique (Article L3131-5, et R 3131-2 à R3131-5). Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers. Il intègre désormais en annexe une note d'information sur les moyens mis en œuvre par le Groupe Indigo permettant de veiller au respect des principes d'égalité des usagers devant le service public, de neutralité et de laïcité du service public (loi n°2021-1109 du 24/08/2021, loi confortant le respect des principes de la République).

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journellement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PREAMBULE

Ces dernières décennies ont été marquées par la prise de conscience de problématiques environnementales à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.

Groupe Français leader du stationnement, INDIGO participe activement à l'évolution du stationnement et de la mobilité en ville et souhaite s'intégrer durablement dans ce nouveau paysage urbain. Face à l'évolution des attentes de nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citadins, de nos clients collectivités locales ou privés, notre groupe s'est interrogé pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. C'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.

PRESENTATION GÉNÉRALE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.1. LE GROUPE

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

INDIGO construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.

Nous développons des solutions sur mesure, sur tous les segments de clients (ville, aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, gares, espaces de loisires...). De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adoptée aux enjeux de demain.
Pour répondre aux besoins de chacun et aux défis auxquels les villes font face, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaire à la voiture : Vélos Partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

« Le groupe Indigo a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain. »



SÉBASTIEN FRAISSE, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU GROUPE INDIGO

2 600 parkings dans le monde

+500 villes

1,4M de places de stationnement gérées

2 250 km de voirie urbaine gérée

9 pays

9 500 collaborateurs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.2. L'ORGANISATION FRANCE

Indigo propose des solutions sur-mesure à l'ensemble de ses clients amont : collectivités territoriales, sites culturels, de loisirs ou touristiques, hôpitaux, centres commerciaux, aéroports et gares. Le groupe met un point d'honneur à proposer des lieux accueillants, propres et sécurisés sur l'ensemble de son réseau.

Véritable laboratoire d'innovations, Indigo en France pense, développe et exporte un éventail de solutions qui contribuent à fluidifier la circulation urbaine et améliorer la mobilité individuelle.

En plus de proposer une offre de stationnement simplifiée et personnalisée, Indigo enrichit l'expérience du stationnement en repensant le parcours client. Accompagné dans toutes les étapes de mobilité, l'utilisateur profite mieux de sa ville, de sa destination.

C'est en France qu'ont été développés une grande partie de nos dispositifs pilotes – outils d'exploitation, offres tarifaires, outils de gestion – qui dessinent le parking de demain. Ces innovations font du parking du futur, plus qu'un lieu de stationnement mais des lieux d'échanges et d'informations, connectés à leurs environnements et reliés à la ville.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi sur la dépénalisation du stationnement, de nombreuses collectivités ont confié à la société Streeteo, filiale à 100% du groupe Indigo, de réaliser des missions de contrôle du stationnement payant, de collecte des forfaits post-stationnement et de gestion des contestations

La direction d'INDIGO a choisi la mise en place d'une organisation décentralisée. Indigo est le seul exploitant de parkings à pouvoir rapprocher le pouvoir de décision au plus près du terrain et des réalités locales si importantes en matière de stationnement. Cette organisation permet d'avoir une réactivité optimale en accord avec les attentes des usagers, de ses clients amont et des différents interlocuteurs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3. NOS METIERS

1.3.1. STATIONNEMENT EN OUVRAGE ET EN VOIRIE

Nous opérons sous toutes les formes contractuelles et pour une grande diversité de clients publics et privés : centres-villes, gare et aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, université, bureaux, espaces de loisirs et événementiels... Nous réalisons de nouveaux projets, du financement à la conception jusqu'à la construction et l'exploitation de parkings en superstructure et souterrains. Nous disposons également de toute l'ingénierie pour faire évoluer les parcs de stationnement : analyse des besoins, conception, rénovation et suivi des travaux. Nous prenons en charge la mise en services des parkings, leur exploitation et leur entretien.

Chez Indigo, nous mettons un point d'honneur à offrir à nos usagers une expérience de qualité basée sur nos piliers fondamentaux : accueil, maintenance, propreté et sécurité, tout en développant des services pour faciliter leur quotidien.

Plus qu'un lieu de stationnement, le parking Indigo est imaginé comme un pôle de services : services aux véhicules, aux utilisateurs, à la mobilité et même aux quartiers pour rendre l'expérience client toujours plus satisfaisante

Pour le stationnement en voirie, nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des

Riverains. Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers.

En matière d'exploitation, nous proposons des équipements dernière génération pour la voirie avec des modes de paiement digitalisés pour une expérience usager plus fluide.

1.3.2. MOBILITES DOUCES ET RECHARGES ELECTRIQUE

Pour fluidifier les déplacements et contribuer à une ville plus apaisée, INDIGO fait de la mobilité douce un axe de développement et d'accompagnement de ses clients, notamment, en favorisant la pratique du vélo et en déployant des bornes de recharge pour véhicules électriques dans ses lieux de stationnement. INDIGO imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde : déploiement d'espaces de stationnement sécurisés et services pour les vélos « Cyclopark », partenariat avec Bouygues Energies & Services et Electra pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, mise en place de flotte de vélos pour les entreprises et solutions de vélos partagés privatives avec bornes de recharge et de sécurisation... En complément, INDIGO est actionnaire de l'opérateur de mobilité partagée Smovengo, en charge des Vélib' de la Métropole du Grand Paris.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3.3. DIGITAL ET EXPERIENCE CLIENT

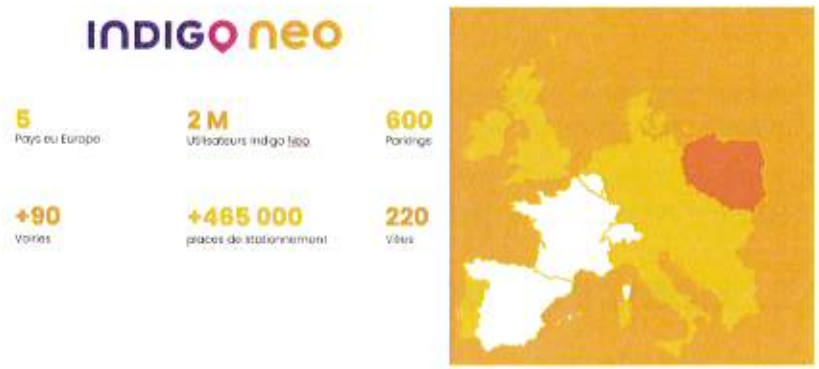
Indigo Neo centralise et fusionne son savoir-faire digital avec celui d'Indigo Group pour offrir progressivement à ses clients une expérience complète, enrichie et optimale.

UN CONTEXTE : CITADINS, FUYONS !

Dans l'esprit de ses habitants, la ville a cessé d'être l'endroit où il fait bon vivre.
Les difficultés de circulation (et la pollution qui en est une des conséquences) y participent amplement. Si la mobilité retrouvée post-COVID réconcilie l'automobiliste avec sa voiture, elle permet également de ranimer la flamme entre le citadin et la ville.
Indigo Neo, en harmonie avec le groupe INDIGO, est non pas tant du côté de la voiture, que du côté de la ville. Une ville qu'elle aime et qu'elle veut rendre aimable à nouveau à tous ses habitants.

UNE MISSION : REDONNER GOÛT À LA VILLE.

Refaire de la ville un endroit où il fait bon vivre, en supprimant ces temps morts dans nos déplacements qui nous empêchent de vivre tout ce qu'elle a à offrir. Refaire de la ville l'endroit où ça bouge parce que paradoxalement on peut à nouveau s'y arrêter.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.4. NOTRE RAISON D'ETRE



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE

1.5.1. ENVIRONNEMENT

En tant que partenaire des territoires et acteur de la mobilité, INDIGO prend en considération l'impact environnemental et social de son activité. Très tôt, le groupe a adopté une stratégie RSE, devenue stratégie ESG, préparant l'intégration des nouvelles normes européennes au sens de la directive du 5 janvier 2023, dite CSRD.



En outre, INDIGO contribue activement à quatre des dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies. À l'instar de sa raison d'être : « créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement », INDIGO apporte, grâce à ses activités, un meilleur équilibre entre empreinte environnementale, coût de déplacement, qualité de vie des villes et confort des habitants. Dans le droit fil des Accords de Paris sur le climat, le groupe s'est engagé en 2021 à réduire et compenser ses émissions de gaz à effet de serre à travers le plan Go for climate, avec un objectif de neutralité carbone sur ses scopes 1 et 2 à l'horizon 2025.

- ✓ 67 % des parkings INDIGO équipés d'éclairage basse consommation
- ✓ 8,2 M€ investis pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- ✓ 44 Cyclopark installés dans les parkings INDIGO

1.5.2. GO FOR CLIMATE CHANGE

Afin de communiquer sur ses engagements en faveur de l'environnement et présenter son plan d'entreprise « GO for Climate », INDIGO lance une compagne interne et externe et affiche ses ambitions de neutralité carbone à horizon 2025.

INDIGO Group s'engage fortement pour l'environnement, en partant du cadre des Accords de Paris et du concept de neutralité carbone.



Dès 2025, nous visons la neutralité carbone de ce sur quoi nous avons une prise directe :

- Sur nos émissions directes correspondant aux énergies fossiles consommées dans le cadre de nos opérations (véhicules de services, chauffage…)
- Sur nos émissions énergétiques passant par l'achat d'électricité, le plus gros poste étant l'éclairage de nos parkings.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Ensuite, nous avons pour ambition de contrôler tout ce que l'on peut émettre indirectement : nos achats opérationnels, nos investissements, nos déplacements professionnels et domicile-travail, les émissions de nos clients au sein des parcs etc...

1.5.3. LA FONDATION INDIGO

Le Groupe est un mécène engagé depuis de nombreuses années et soutient des actions au service de l'intérêt général au cœur de ses territoires. Associations, sites culturels, structures sportives, événements... le Groupe propose son soutien sous différentes formes comme le don de droits de stationnement en parking, le don financier ou encore le don de visibilité (affiches, messages radio...). Afin de gagner en cohérence et renforcer ses engagements dans les territoires, le Groupe a créé en 2022 la Fondation INDIGO. Abritée par la Fondation de France, elle a pour mission d'agir pour une ville plus solidaire, plus agréable et plus durable dans plusieurs domaines :

Le sport et la solidarité, en accompagnant des projets qui :

- ✓ S'appuient sur la pratique et les valeurs du sport pour favoriser l'épanouissement, l'insertion et la création de lien social ;
- ✓ Renforcent les solidarités de proximité et luttent contre l'exclusion en ville.

La culture et le patrimoine, en encourageant la création et le développement de projets qui visent à préserver, faire vivre et mettre en valeur le patrimoine local, culturel (matériel ou immatériel) et naturel, qui forge l'identité des territoires. La Fondation INDIGO s'appuie sur l'engagement historique d'INDIGO au service des villes et incarne la raison d'être du groupe « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ».

Véritable outil d'engagement des équipes INDIGO, la Fondation INDIGO soutient uniquement des projets proposés par ses collaboratrices et ses collaborateurs.

Un comité exécutif a été mis en place pour orienter la stratégie de la Fondation INDIGO et sélectionner les projets soutenus ainsi que les montants des dons alloués. Il comprend deux personnalités qualifiées dans ses grands domaines d'intervention (Sport, culture et patrimoine).

En décembre 2023, la Fondation INDIGO a déjà donné 250 000€ au cœur des territoires. Elle opère dans 4 pays, 20 villes et soutient 24 projets.

1.5.4. LA NOTATION EXTRA FINANCIERE

L'agence de notation extra-financière Sustainalytics, un leader mondial dans l'analyse des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG), a estimé en novembre 2022 que le Groupe présentait un « faible risque » de subir des impacts financiers liés aux facteurs ESG. L'évaluation prend en compte les risques ESG spécifiques au secteur d'activité des entreprises évaluées et comment l'entreprise gère ces risques. Indigo s'est vu attribué une note de 16,6.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO

1.6.1. L'HUMAIN AU CŒUR D'INDIGO

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Afin de valoriser nos équipes et les métiers du stationnement, nous réalisons une série de portraits représentatifs de nos fonctions terrain. Celle-ci remplit plusieurs objectifs, à la fois internes (diffusion sur Inwego (site intranet d'INDIGO, sur le parcours d'accueil des nouveaux arrivants...) mais aussi de marque employeur (Linkedin, plateformes d'emplois, rubrique carrière du site corporate...).

1.6.2. LE CAMPUS INDIGO

Les collaborateurs bénéficient dès leur arrivée et tout au long de leur carrière d'un accompagnement aux besoins de nos métiers et à la prise en main des nouveaux outils de l'entreprise. Indigo conçoit et organise des formations autour des activités propres aux métiers du stationnement.
Qualité de service, propreté, relation client, sécurité, management d'équipe... pour assurer un service exemplaire, Indigo innove et investit continuellement dans la formation de ses équipes expertes du stationnement qui voient ainsi leur parcours professionnel enrichi.



Les programmes permettent de consolider les savoirs de base acquis par l'expérience tout en donnant accès à des cycles qualifiants.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX

1.7.1. FAVORISER L'INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP

Depuis 2021, Indigo a lancé une campagne de prévention et de sensibilisation sur le handicap au travail.

Le groupe travaille à l'amélioration de la prise en compte des travailleurs handicapés. Il accompagne notamment ses salariés handicapés dans leurs démarches de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et leur renouvellement.

Aussi en partenariat avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation. Notamment lors de la journée du DUODAY qui a lieu lors de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées.

En 2020 le taux d'emploi des personnes en situation d'handicap était de 2.74% (contre 2.43 en 2021).

1.7.2. LUTTER CONTRE LE HARCELEMENT

INDIGO a mis en plus plusieurs outils pour lutter contre les différentes formes de harcèlement. Deux référents harcèlements pour le groupe ont été nommés. Une formation E-learning est disponible. Un affichage dans les locaux a aussi été fait.

1.7.3. DEVELOPPER LA MIXITE

En 2021, INDIGO s'est fixé l'objectif d'atteindre au moins 25 % d'effectifs féminins en 2025, dans la plupart des pays ; il en comptait alors 22,4 %. En 2022, INDIGO dépasse ses objectifs, avec plus de 26 % notamment, grâce au rachat de Parebem au Brésil. À présent, chaque filiale du groupe doit se rapprocher des 25 %. À ce titre, la campagne Women@Indigo promeut les métiers du stationnement auprès des femmes en donnant la parole aux collaboratrices du groupe. D'après une enquête interne réalisée en France en 2022, 87 % des salariées recommanderaient INDIGO comme employeur à une autre femme, dans leur entourage.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.

LE CONTRAT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1. FICHE D'IDENTITE

La ville de Grasse a conclu un contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs Honoré Cresp, La Foux et Hôtel de Ville Cathédrale.

Signature du contrat : **04/09/1971**
Echéance du contrat : **31/12/2044**
Date du dernier avenant : **04/11/2019**

Société titulaire du contrat : **SPS 8EME**
Société exploitante : **Indigo Park**

2.1.1. VOS INTERLOCUTEURS

2.1.1.1. PILOTES DE LA RELATION COMMERCIALE

PIERRE BONNABAUD – DIRECTEUR REGIONAL

Responsable de la région Sud-Est, Pierre BONNABAUD travaille en étroite collaboration avec le Directeur de Secteur qui, lui, veille à la bonne application de la politique qualité et commerciale d'Indigo, entretiennent des relations régulières avec le client et aide son équipe sur le terrain à déployer les offres commerciales.

PIERRE GERAUD – DIRECTEUR DE SECTEUR

Il gère la relation contractuelle et l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du secteur en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir

- Pilote l'activité du secteur Provence côte d'azur en supervisant les résultats financiers (contrôle des flux financiers, gestion budgétaire des frais de fonctionnement et des investissements) et la réalisation des contrats,
- Identifie les produits et services à développer dans le cadre d'actions commerciales sur le secteur,
- Gère les moyens humains, matériels et techniques (travaux courants de rénovation, grandes rénovations, etc.) nécessaires à l'exploitation dans le respect des normes et réglementations en vigueur ;
- Est votre interlocuteur au quotidien dans les relations avec, partenaires locaux, les services support d'INDIGO et est force de proposition, participe à la définition et garantit la mise en application de la politique d'exploitation de la Direction Régionale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1.1.2. PILOTES DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

SEBASTIEN DELVAUX - RESPONSABLE DE DISTRICT

Sous la responsabilité du Directeur de Secteur, Sébastien gère l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du district en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir, assure auprès des interlocuteurs et partenaires locaux une représentation et des liens privilégiés au quotidien, un rôle de conseil ou d'assistance.

EDDY FENNIRI - RESPONSABLE DE SITE

Il gère et veille à l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage de la ville de Grasse, sous la responsabilité du Responsable de District.
Il fait la relation avec son équipe, pour la mise en place des nouvelles directives instaurées par Indigo, dans le respect de la Convention de Délégation de Service Public.

2.1.2. LA BOUTIQUE

La boutique INDIGO est située au parking Honoré Cresp

Parking Honoré Cresp
17 Boulevard Fragonard
06130 GRASSE

Horaires d'ouverture de la Boutique
Du lundi au Vendredi de 10h00 à 12h00



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1. PARC HONORE CRESP

3.1.1. DESCRIPTIF

Descriptif	
Niveaux	4
Places	375
PMR	9
Covoiturage	0
BRVE/IRVE	2
Famille	0
En amodiation	0
Cyclopark	0
Péage	Orbility
Caisse	2



Moyens de paiements : Carte bancaire, Espèces, Liber'T, Total GR, AMEX, Application INDIGO, Internet

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1.2. TARIFICATION

Temps en minutes	Tarif en vigueur	Temps en minutes	Tarif en vigueur
15 minutes	0.00 €	7 heures	11.10 €
30 minutes	0.00 €	7h15	11.30 €
45 minutes	1.00 €	7h30	11.50 €
1 heure	2.00 €	7h45	11.70 €
1h15	3.00 €	8 heures	11.90 €
1h30	3.90 €	8h15	12.10 €
1h45	4.40 €	8h30	12.30 €
2 heures	4.90 €	8h45	12.50 €
2h15	5.50 €	9 heures	12.70 €
2h30	6.00 €	9h15	12.80 €
2h45	6.50 €	9h30	12.90 €
3 heures	7.00 €	9h45	13.00 €
3h15	7.50 €	10 heures	13.10 €
3h30	7,90 €	10h15	13.20 €
3h45	8,20 €	10h30	13.30 €
4 heures	8.50 €	10h45	13.40 €
4h15	8,80 €	11 heures	13.50 €
4h30	9.10 €	11h15	13.60 €
4h45	9.30 €	11h30	13.70 €
5 heures	9.50 €	11h45	13.80 €
5h15	9.70 €	12 heures	13.90 €
5h30	9.90 €	12h à 24h	13.90 €
5h45	10.10 €	Ticket perdu	13.90 €
6 heures	10.30 €	Forfait soirée 19h à 8h	2.00 €
6h15	10.50 €		
6h30	10.70 €		
6h45	10.90 €		

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Abonnement permanent	
Mensuel 24h/24 et 7j/7	104.00€
Trimestriel 24h/24 et 7j/7	302.00€
PMA 24/24 et 7j/7	89.25€
PMA Nuit et Week end	34.65€
Mensuel nuit et week-end	50.00€
Trimestriel nuit et week-end	140.70€
Annuel nuit et week-end	535.50€
Mensuel moto	57.10€

3.1.3. BORNES DE RECHARGE DE VEHICULE ELECTRIQUE

Le parc possède 2 stations de recharge de véhicule électrique mises en service le 1er novembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.2. OPERATIONS COMMERCIALES

Du 25 aout au 30 septembre, nous avons lancé une campagne de rentrée avec 2 objectifs :

Un objectif d'**ACQUISITION** permettant d'acquérir de nouveaux abonnés en faisant la promotion du tarif annuel mensualisé par rapport au tarif mensuel.

Un objectif de **CONVERSION** permettant de convertir nos abonnés actuels à INDIGO Neo en proposant le tarif d'abonnement le plus intéressant.

Nous avons réalisé cette opération sans promotion sur les tarifs en vigueur avec le même succès que les précédentes opérations.





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.3. VANDALISME

Durant l'année 2023, nous avons eu à déplorer quelques actes de vandalisme.
Il s'agit principalement de portes piétonnes et des portes basculantes qui ont été vandolisées dans le parc.
Celles-ci sont occasionnées le plus souvent par des jeunes squattant dans le parking.
Les réparations de ces équipements ont été pris en charge par INDIGO.
Des dégradations ont aussi eu lieu sur différents équipements des parcs de la ville de Grasse, tel que des barrières de péage dans le cadre de fraudes ou des portes d'accès lors de tentatives d'intrusion.
Des dépôts de plainte ont été déposés auprès des services de police lorsqu'il était possible d'identifier un tiers responsable.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.

MAINTENANCE ET TRAVAUX

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.1. MAINTENANCE

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	OSP HOLDING	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle		Périodicité	Trimestrielle
		Borne d'entrée	2	
		Borne de sortie	2	
		Caisse automatique	2	
		Barrières	4	
		Caisse manuelle	1	
		Lecteur véhicule nuit	2	
		Lecteur piéton	2	
		Unité centrale de gestion	1	
Interphonie	Marque	Commend	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	GE300	Périodicité	Trimestrielle
Vidéosurveillance	Marque	HIKVISION	Contrat de maintenance	Oui
			Périodicité	Annuelle
		Caméras	21	
		Enregistreur	1	
Détection Incendie	Marque : CHUBB		Contrat de maintenance	Oui
	Modèle : Type A		Périodicité	Semestrielle
			Qui	CHUBB
Extincteurs			Contrat de maintenance	Oui
	Type : eau + additif		Périodicité	Annuel
			Qui	EUROFEU
Boitiers bris de glage	Marque : CHUBB			
Ascenseurs	Marque : OTIS		Contrat de maintenance	Oui
	Type : Electrique		Périodicité	Trimestrielle
	Nb de niveaux : 4		Qui	OTIS
	Charge en kg	450kg		
Portes Automatiques	Marque : KONE		Contrat de maintenance	Oui
	Nb	3	Périodicité	Semestrielle
			Qui	KONE
Borne de rechargement électrique	Marque	HAGER	Contrat de maintenance	Oui
	Nb :	2	Périodicité	Annuel
			Qui	BOUYGUES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.2. TRAVAUX

4.2.1. TRAVAUX PARC HONORE CRESP

- Reprise étanchéité et joints poteaux et murs du niveau 1: 44 665 €
- Remplacement ascenseur : 81 903 €
- Réparations des portails : 6 953 €
- Remplacement canalisations + curages : 9 897 €
- Installation gabarit d'entrée : 1635 €
- Sécurisation de la boutique : 6 587 €
- Remplacement des 2 BRVE : 3 669 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.

ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1. L'ORGANISATION LOCALE

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

- L'entretien des ouvrages et des équipements
- L'accueil des clients
- La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

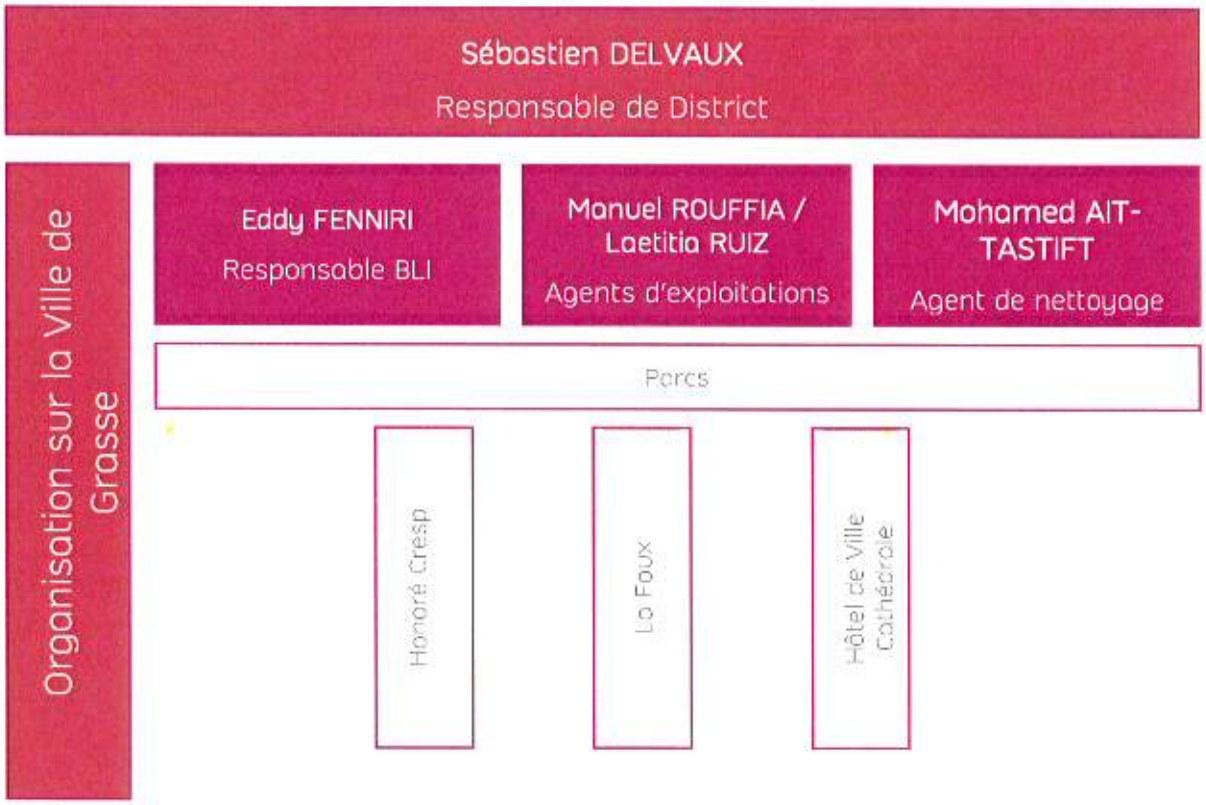
Un Responsable de District, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.

Un Responsable de sites, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
En charge également d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.

Un Technicien d'exploitation, en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain avec pour mission de piloter la commercialisation des abonnements sur les points de vente et en ligne, d'assurer le suivi des demandes et réclamations clients, et de manager les équipes en charge de l'accueil.

Deux Agents d'exploitation, avec pour mission de gérer l'ensemble des flux

1 Agent d'exploitation dédié au nettoyage des parcs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1.1. FORMATION DE NOS COLLABORATEURS

Au cours de l'année 2023, plusieurs de nos collaborateurs ont pu bénéficier de formation, aussi bien en présentiel qu'en distanciel.
Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel.

Sur les parcs de Grasse, 2 collaborateurs ont été formés en 2023.

Collaborateurs	Poste	Formation
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Sécurité incendie
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Gérer les situations de conflits
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Accueil handicapés
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Agressions et violences

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).
Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis la BLI ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.
De même la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie,).
L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.
Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.



Le Centre National de Télé-Opération et d'assistance (CNTO), une exclusivité Indigo issue de sa démarche innovation, garantit une sécurité maximale des clients.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).
Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3. SERVICE RELATION CLIENTS

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.
Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société INDIGO s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.



Notre Raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisé en mouvement ». Cette vision doit guider notre action au quotidien et oriente la stragtégie de l'entreprise sur le long terme. Elle engage pleinement le groupe INDIGO en tant qu'acteur de la ville de demain.C'est pour cela qu'en 2022 INDIGO mets un place la compagne « Promesse client ». Un E-learning accessible à tous, des affichages









Des questionnaires satisfactions clients, vidéos témoignages de nos clients sont utilisés lors des réunions internes pour améliorer la qualité de nos services.

NOS CLIENTS PEUVENT EN EFFET NOUS CONTACTER PAR :

- Courrier : INDIGO - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Mail : service.clients@group-indigo.com
- Téléphone : 0 810 26 3000 du lundi au samedi de 09h à 20h.
- Directement par formulaire depuis le site web fr.parkindigo.com ou depuis l'application mobile

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3.1. RELATION CLIENTS PARC HONORE CRESP

Le parc Honoré Cresp a, pour l'année 2023 a été l'objet de 216 demandes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE

Depuis plusieurs années, Indigo s'engage en toute transparence à faire progresser la qualité de service au sein de ses parkings et dans sa relation client. Cette démarche s'articule autour de quatre critères clés qui permettent d'obtenir une vision à 360° de la qualité :

1. LA QUALITE DU PARCOURS CLIENT

AUTOCONTROLE ET EVALUATION RIGOUREUSE

Deux visites mystère par an, réalisées par un organisme indépendant, analysent chaque étape du parcours client, en voiture et à pied, dans chaque parking. Une grille d'analyse précise permet d'évaluer l'ensemble des points de contact, de l'entrée à la sortie, en passant par les zones de circulation, les places de stationnement, les ascenseurs, les bornes de recharge et les points de vente.

SUIVI ET AMELIORATION CONTINUE

Les rapports détaillés de ces visites servent de base aux équipes pour identifier les points d'amélioration et mettre en place des actions correctives concrètes.

2. LA VOIX DU CLIENT

L'ECOUTE ATTENTIVE DES AVIS

Indigo accorde une grande importance aux avis des clients exprimés sur Google. Chaque commentaire est systématiquement analysé et reçoit une réponse personnalisée du service client en collaboration avec l'équipe du parking concerné.

PRISE EN COMPTE DES REMARQUES

Les remarques et suggestions des clients sont étudiées avec attention par l'équipe locale, qui s'engage à apporter les solutions adéquates pour améliorer l'expérience client.

3. LA QUALITE DE LA RELATION CLIENT

ÉVALUATION RIGOUREUSE ET INDEPENDANTE

Deux appels et deux mailings mystère par an, réalisés par un organisme externe, évaluent la qualité du traitement des demandes clients dans chaque boutique Indigo.

SUIVI ET ACTIONS CORRECTIVES

Les résultats de ces audits font l'objet de rapports transmis aux équipes, permettant d'identifier les points d'amélioration et de mettre en place des actions correctives.

4. LA SATISFACTION CLIENT AU CŒUR DE LA STRATEGIE

CENTRALISATION ET ANALYSE DES DEMANDES

Chaque demande client, quel que soit le canal d'entrée (email, téléphone, rendez-vous, application mobile, réseaux sociaux), est tracée et centralisée dans un outil dédié.

ENQUETE DE SATISFACTION SYSTEMATIQUE

Après chaque traitement de demande, le client reçoit une enquête de satisfaction lui permettant d'évaluer la qualité de la prise en charge et de formuler ses commentaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

REACTIVITE ET AMELIORATION CONTINUE

Les remarques des clients sont analysées quotidiennement par l'équipe locale, qui s'engage à apporter des réponses concrètes et à améliorer continuellement la satisfaction client.

ÉVALUATION GLOBALE ET PLANS D'ACTION

Chaque critère est noté pour établir une note qualité globale permettant de comparer chaque parking et d'évaluer son évolution. Cette évaluation est présentée deux fois par an à la direction générale pour définir des plans d'action, des investissements et des formations adaptés.

INTEGRATION A LA REMUNERATION

Il est important de souligner que la qualité de service est un élément central de la rémunération variable de chaque manager à tous les niveaux de l'entreprise.

CONCLUSION

En s'engageant résolument dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de service, Indigo s'affirme comme un acteur de référence dans le domaine du stationnement, soucieux de répondre aux attentes et de garantir la satisfaction de ses clients.

En 2023, 1 visite a été réalisée sur le parking Honoré Cresp qui a obtenu la note de 83.3% de satisfaction.

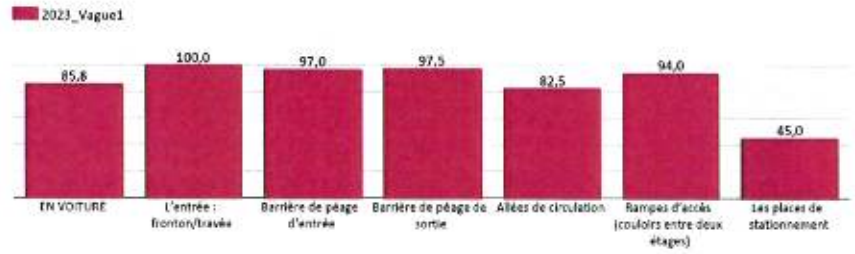
INDIGO ORPHÉE

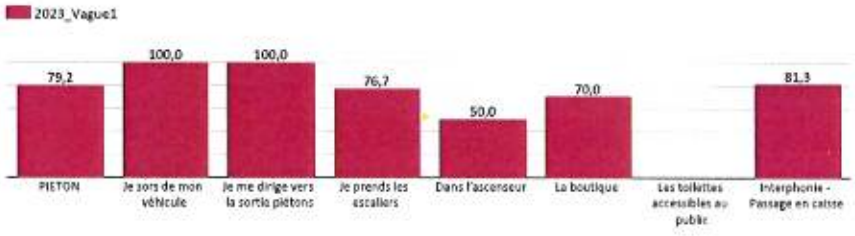
AUDIT MYSTERE 2023



Parking : Honoré Cresp_60101

Votre Score Global
2022 V1 : / 100
2022 V2 : / 100
2023 V1 : 83,3 / 100





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5. LES SERVICES

5.5.1. SOUSCRIPTION PAR INTERNET

INDIGO propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet https://fr.indigoneo.fr/, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.
Le site INDIGO fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins.



5.5.2. INDIGO NEO

INDIGO Neo, est la 1ère application qui permet de bénéficier de l'accès « mains libres » dans les parcs de stationnement INDIGO, grâce à la technologie de lecture de plaque, de payer son stationnement à l'avance, de stationner à la demande ou encore de souscrire et gérer ses abonnements. En voirie, elle offre la possibilité de payer et renouveler son stationnement de façon dématérialisée, sans prise de ticket aux horodateurs et de réaliser ses démarches de souscriptions. Elle s'adresse aussi bien aux visiteurs qu'aux résidents et professionnels, en proposant tous les tarifs disponibles dans chaque ville.





Cette nouvelle plateforme INDIGO Neo viendra s'enrichir de nouvelles fonctionnalités au service de la Ville de Honfleur et de nos clients : l'accessibilité et la réservation des bornes de recharge électriques de nos parkings, le stationnement vélo sécurisé dans nos Cyclopark, les solutions pour les professionnels et gestionnaires de flottes d'entreprises... pour une mobilité toujours plus simple et plus facile.

Le service est 100% mobile, l'usager doit commencer par télécharger l'application smartphone sur iOS ou Android. Une fois son compte créé, il peut activer la géolocalisation pour l'aider à trouver l'emplacement de son stationnement, sinon, il peut utiliser la barre de recherche pour entrer son adresse.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5.3. SERVICE DE PROXIMITÉ

RADIO INDIGO

Radio INDIGO est la radio diffusée 24h/24 dans nos parkings. Produite par des professionnels de la radio, elle informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.
Radio INDIGO propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

ZONE DEUX ROUES MOTORISÉES

Grace à ses systèmes de péage performants, INDIGO détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.
Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.
Afin d'améliorer le confort des motards, INDIGO propose dans ses parcs des consignes de casques en accès gratuit. Par mesure de sécurité, les portes de ces consignes sont transparentes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.

ANALYSES

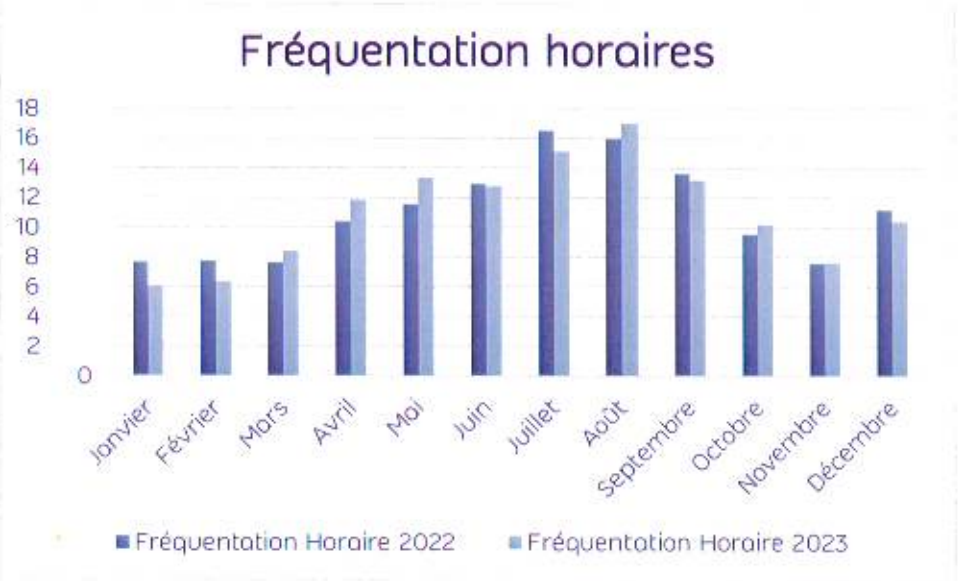
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1. PARC HONORE CRESP

Les données ci-dessous figurant également dans les annexes sont issues de nos rapports de péage et ne tiennent pas compte des retraitements comptables. Ces données peuvent donc présenter des légers écarts avec les comptes du délégataire présentés au chapitre 7 du présent rapport.

6.1.1. FREQUENTATION HORAIRES

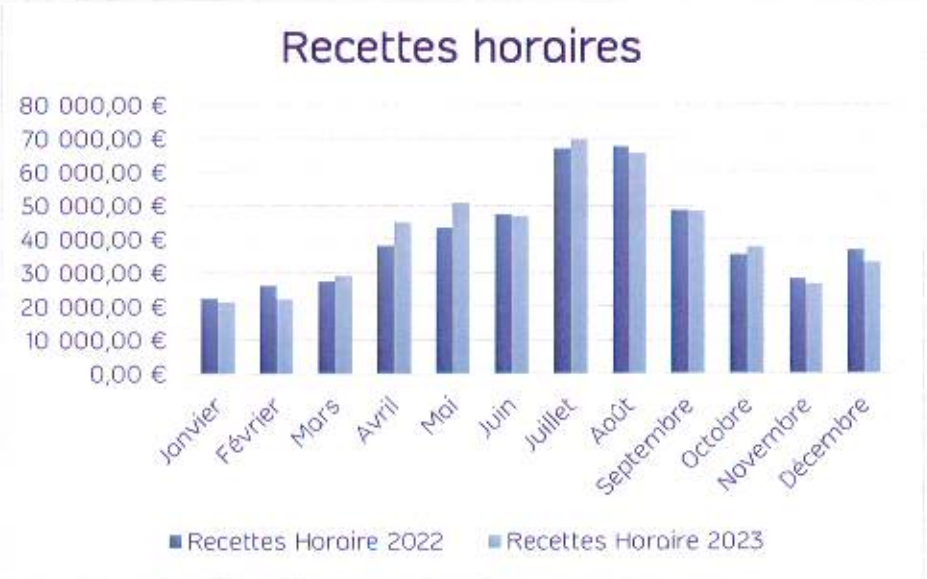
	Fréquentation Horaire 2022	Fréquentation Horaire 2023	Ecart %
Janvier	7 681	6 079	-21%
Février	7 743	6 389	-17%
Mars	7 656	8 424	10%
Avril	10 405	11 844	14%
Mai	11 572	13 346	15%
Juin	12 924	12 777	-1%
Juillet	16 526	15 123	-8%
Août	15 961	17 036	7%
Septembre	13 626	13 185	-3%
Octobre	9 568	10 222	7%
Novembre	7 584	7 661	1%
Décembre	11 190	10 412	-7%
Total	132 436	132 498	0%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.2. RECETTES HORAIRES

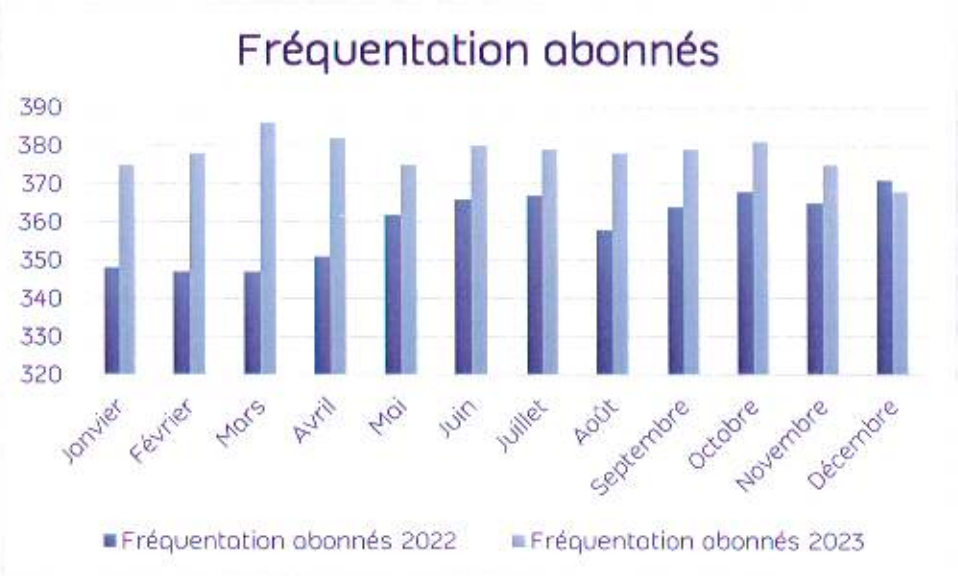
	Recettes Horaire 2022 HT	Recettes Horaire 2023 HT	Ecart %
Janvier	22 602,33 €	21 278,75 €	-6%
Février	26 198,75 €	22 220,75 €	-15%
Mars	27 554,64 €	29 113,67 €	6%
Avril	38 088,92 €	45 026,83 €	18%
Mai	43 533,01 €	50 905,08 €	17%
Juin	47 467,63 €	46 941,08 €	-1%
Juillet	67 139,95 €	69 662,85 €	4%
Août	67 628,48 €	65 782,83 €	-3%
Septembre	48 676,04 €	48 433,75 €	0%
Octobre	35 517,83 €	37 815,33 €	6%
Novembre	28 277,42 €	26 754,33 €	-5%
Décembre	36 875,00 €	33 164,75 €	-10%
Total	489 560,00 €	497 100,00 €	2%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.3. NOMBRE D'ABONNES ET LOCATIONS

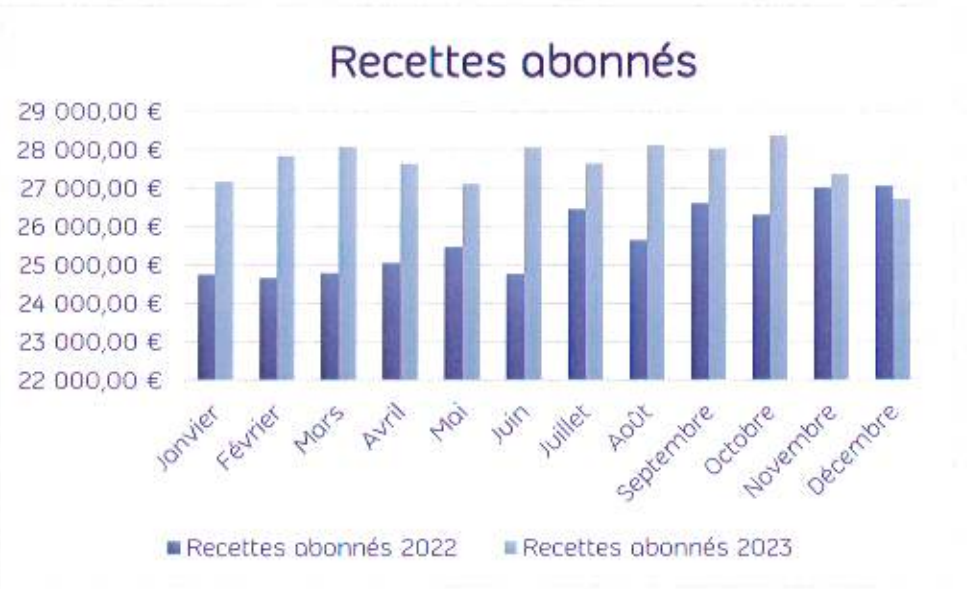
	Fréquentation abonnés 2022	Fréquentation abonnés 2023	Ecart %
Janvier	348	375	8%
Février	347	378	9%
Mars	347	386	11%
Avril	351	382	9%
Mai	362	375	4%
Juin	366	380	4%
Juillet	367	379	3%
Août	358	378	6%
Septembre	364	379	4%
Octobre	368	381	4%
Novembre	365	375	3%
Décembre	371	368	-1%
Moyenne	359	378	5%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.4. RECETTES ABONNES ET LOCATIONS

	Recettes abonnés 2022 HT	Recettes abonnés 2023 HT	Ecart %
Janvier	24 755,55 €	27 190,24 €	10%
Février	24 664,78 €	27 849,08 €	13%
Mars	24 795,65 €	28 089,11 €	13%
Avril	25 059,18 €	27 646,47 €	10%
Mai	25 485,50 €	27 114,39 €	6%
Juin	24 770,66 €	28 070,63 €	13%
Juillet	26 457,60 €	27 647,47 €	4%
Août	25 651,63 €	28 137,00 €	10%
Septembre	26 611,48 €	28 043,67 €	5%
Octobre	26 307,73 €	28 381,26 €	8%
Novembre	27 008,22 €	27 363,78 €	1%
Décembre	27 051,44 €	26 715,41 €	-1%
Total	308 619,42 €	332 248,51 €	8%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.5. CONCLUSION

Analyse sur l'activité 2023

Malgré une fréquentation 2023 équivalente à celle de 2022, la recette horaire progresse de + 2 %.
Ceci est dû à un allongement de la durée de stationnement de la clientèle horaire.
Une belle progression du nombre de clients abonnés s'est fait ressentir en 2023. Cela est dû à l'ouverture de liste d'attente du parc Honoré Cresp.
Celui-ci arrive maintenant quasi à saturation sur ce point.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7.

BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7.1. COMPTE DE RESULTAT PARC HONORE CRESP

PARC DE STATIONNEMENT :	Grasse Honoré Cresp
DELEGANT :	VILLE DE GRASSE
DELEGATAIRE :	SOC_15224-SPS BEMIE

En EUR HT	REEL 2022	REEL 2023	Var 2023/2022	Var 2023-2022 en %
PL11110-Horaires parcs	489 362	497 115	8	1,5%
PL11120-Abonnés parcs	308 646	332 249	24	7,6%
PL11130-Voirie				
PL11140-Garantie de recettes villes				
PL11150-Prestation de services				
PL11160-Activité de Contrôle				
PL11170-Appels de charges amodiataires				
PL11180-Activités annexes	7 267	8 462	1	16,4%
PL11190-Ajustement Consolidation Chiffre d'Affaires				
PL11199-Sous Total Chiffre d'Affaires	805 475	837 826	32	4,0%
PL11210-Subventions d'exploitation				
PL11220-Autres Produits		0	0	
PL11230-Ajustement conso Autres Produits				
PL11299-Sous Total Autres Produits		0	0	
PL11949-Total Produits d'Exploitation	805 475	837 826	32	4,0%
PL12110-Personnel Interne Au Groupe VF (Yc Personnel Technique)	-169 775	-135 628	34	-20,1%
PL12130-Autre Personnel externe et Frais Divers	-10 724	-5 136	6	-51,9%
PL12140-Personnel Intérimaire d'Exploitation	-27 094	-35 793	-9	32,1%
PL12150-Prestations de Nettoyage		-195	-0	
PL12160-Prestations de Gardiennage				
PL12199-Sous Total Frais de Personnel	-207 592	-176 772	31	-14,8%
PL12210-Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-16 331	-19 433	-3	19,0%
PL12220-Entretien : Contrats	-12 332	-10 271	2	-16,7%
PL12230-Electricité, Fluides	-12 251	-28 121	-16	129,5%
PL12240-Autres Prestations Sous Traitées				
PL12250-Frais de Télécommunication	-10 726	-10 112	1	-5,7%
PL12260-Location Matériel d'Exploitation	-4 503	-929	4	-79,4%
PL12299-Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-56 142	-68 866	-13	22,7%
PL12310-Actions Commerciales	-564	-1 889	-1	235,1%
PL12320-Collecte de Fonds et Commissions	-11 799	-20 701	-9	75,4%
PL12330-Frais Administratifs et Divers	-771	-926	-0	20,2%
PL12399-Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-13 134	-23 517	-10	79,1%
PL12948-Total Charges Directes d'Exploitation	-276 868	-269 154	8	-2,8%
PL13110-Police d'Assurances	-5 383	-5 121	0	-4,9%
PL13120-Sinistres	-10 466	-18 921	-8	80,8%
PL13130-Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-4 027	-4 273	-0	6,1%
PL13140-Redevances Aux Concédants	-4 373	-5 027	-1	14,9%
PL13150-Taxes et Versements Assimilés	-65 318	-65 836	-1	0,8%
PL13160-Autres Charges et Provisions Courantes	38	-627	-1	-1 736,3%
PL13170-Charges de Gros Entretien	-2 661	-3 509	-1	31,9%
PL13180-Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-14 176	-13 238	1	-6,6%
PL13190-Frais Généraux Siège	-56 625	-61 999	-5	9,5%
PL13200-Ajustement Consolidation Charges d'exploitation				
PL13299-Total Autres Charges d'Exploitation	-162 993	-178 552	-16	9,5%
PL13948-Total Autres Charges d'Exploitation	-162 993	-178 552	-16	9,5%
PL13949-Total Charges d'Exploitation	-439 861	-447 706	-8	1,8%
PL13950-EBITDA Parc	365 614	390 120	25	6,7%
PL14110-Autres Charges Non Courantes				
PL14120-Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-333		0	-100,0%
PL14130-Dotations aux amortissements d'Exploitation	-100 509	-99 007	7	-6,2%
PL14140-Autres Provisions Non Courantes				
PL14150-Ajustement consolidation Amortissement				
PL14199-Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-105 842	-99 007	7	-6,5%
PL14210-Autres Produits et Charges Financières Opérationnels				
PL14299-Total autres produits et charges financières opérationnels				
PL14950-Total Charges Non Courantes	-105 842	-99 007	7	-6,5%
PL15110-Part des sociétés mises en équivalence				
PL15120-Ajustements Conso ROP				
PL15199-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15950-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15997-ROP Parc	259 772	291 113	31	12,1%
PL16110-Frais Financiers	-36 606	-29 040	8	-20,7%
PL16120-Ajustement Conso Cout de l'EFN				
PL16130-Ajustement Conso Autres Frais Financiers				
PL16948-Total Frais Financiers	-36 606	-29 040	8	-20,7%
PL16997-Total Frais Financiers	-36 606	-29 040	8	-20,7%
PL16998-Resultat Net avant Impot Parc	223 166	262 073	39	17,4%
PL17110-Impots Différés				
PL17199-Impots Différés				
PL17950-Impots Différés				
PL17999-Resultat Net Parc	223 166	262 073	39	17,4%
PL18950-Intérets minoritaires				
PL19000-Resultat Net Parc Part Groupe	223 166	262 073	39	17,4%
PL19110-Prestations Internes				
PL19199-Prestations Internes				
PL20000-Prestations Internes				
TOTAL PL-TOTAL Parc	223 166	262 073	39	17,4%

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7.2. PATRIMOINE PARC HONORE CRESP

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2023

Parc de stationnement Grasse Honoré Cresp

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2023	CUMUL AMORT A FIN 2023	VNC A FIN 2023
RETOUR	AAI EN CONCESSION	102 903 -	32 686	70 217
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	45 563 -	15 729	29 834
	BIENS DE RETOUR NON RENOUVELABLE	114 557 -	3 896	110 661
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	177 076 -	166 809	10 267
	LOGICIELS	360 -	88	272
	AGCTS AMEGMTS CONSTRUC SOL AUTRU	1 115 096 -	854 261	260 835
	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	689 585 -	548 012	141 573
Total RETOUR		**2 245 140 -**	**1 621 481**	**623 659**
REPRISE	MOBILIER DE BUREAU ET DE MAGASIN	76 -	76	-
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	98 025 -	88 652	9 373
	MATERIEL DE BUREAU ET DE MAGASIN	4 297 -	4 297	-
	MATERIEL AUTOMOBILE	1 054 -	1 054	-
	MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU	11 995 -	11 995 -	0
	PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE SPEC	5 738 -	5 738	-
Total REPRISE		**121 185 -**	**111 812**	**9 373**
PROPRE	INST.GEN.,AGENC.AMENAG. DES CONS	1 462 -	1 462	-
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	138 350 -	138 350	-
Total PROPRE		**139 811 -**	**139 811**	**-**
Total général		**2 506 136 -**	**1 873 104**	**633 032**

Parc de stationnement Grasse Honoré Cresp

en euros H.T.	31/12/2023
Immobilisations Valeur Comptable Brute	2 506 136
Immobilisations Valeur Comptable Nette	633 032
Immobilisation en cours	186 071

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.1. NOTE FINANCIERE

Note sur l'établissement des comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
(données comptables – exercice 2023)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;

b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;

f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;

h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2023.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2023 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 – 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2024

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l 'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. <u>Produits et charges directs</u>

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. <u>Charges calculées</u>

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement[1] liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

---

[1] Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2023 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :
- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2023, il est appliqué un pourcentage de 4.8 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2023. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

* *
*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ANNEXE 1

INDIGO

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2023 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2016-07.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE
Exercice 2023

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.
Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.
Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.
Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.
La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.
Ainsi, concernant l'exercice 2023, l'affectation des frais de structure correspond à 8,96% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. <u>Exécution directe de l'activité</u>

- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. <u>Missions d'exploitation</u>

- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
- Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.

3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
- Prospection de marché,
- Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
- Etude des produits et tarifs.

4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
- Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
- Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient on non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
- Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
- Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
- Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.

5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
- Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
- Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
- Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
- Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
- Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
- Relations avec les Commissaires aux comptes,
- Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.

2. Stratégie, études, développement
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.

3. Financement
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.

4. Innovation
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5. Audit interne
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité délégante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de teletransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

INDIGO PARK
Direction Régionale Sud-Est
04 91 37 34 34

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Ville de Grasse

RAPPORT D'ACTIVITE 2023

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC

PARC LA FOUX

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
AVANT-PROPOS 4
PREAMBULE 5
1. PRESENTATION GÉNÉRALE 6
1.1. GROUPE 7
1.2. L'ORGANISATION FRANCE 8
1.3. NOS METIERS 9
1.4. NOTRE RAISON D'ETRE 11
1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE 12
1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO 14
1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX 15
2. LE CONTRAT 16
2.1. FICHE D'IDENTITE 17
3. DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION 19
3.1. PARC LA FOUX 20
3.2. OPERATIONS COMMERCIALES 23
3.3. VANDALISME 24
4. MAINTENANCE ET TRAVAUX 25
4.1. MAINTENANCE 26
4.2. TRAVAUX 27
5. ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION 28
5.1. L'ORGANISATION LOCALE 29
5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE 31
5.3. SERVICE RELATION CLIENTS 32
5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE 34
5.5. LES SERVICES 36

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6. ANALYSES 38
6.1. PARC LA FOUX 39
7. PERSPECTIVES 2024 44
8. BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE 46
8.1. COMPTE DE RESULTAT PARC LA FOUX 47
8.2. PATRIMOINE PARC LA FOUX 48
9. ANNEXES 49
9.1. NOTE FINANCIERE 50

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

AVANT-PROPOS

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions du code de la commande publique (Article L3131-5, et R 3131-2 à R3131-5). Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers. Il intègre désormais en annexe une note d'information sur les moyens mis en œuvre par le Groupe Indigo permettant de veiller au respect des principes d'égalité des usagers devant le service public, de neutralité et de laïcité du service public (loi n°2021-1109 du 24/08/2021, loi confortant le respect des principes de la République).

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journellement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PREAMBULE

Ces dernières décennies ont été marquées par la prise de conscience de problématiques environnementales à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.

Groupe Français leader du stationnement, INDIGO participe activement à l'évolution du stationnement et de la mobilité en ville et souhaite s'intégrer durablement dans ce nouveau paysage urbain. Face à l'évolution des attentes de nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citadins, de nos clients collectivités locales ou privés, notre groupe s'est interrogé pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. C'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.

PRESENTATION GÉNÉRALE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.1. GROUPE

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

INDIGO construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.

Nous développons des solutions sur mesure, sur tous les segments de clients (ville, aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, gares, espaces de loisires...). De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adaptée aux enjeux de demain.
Pour répondre aux besoins de chacun et aux défis auxquels les villes font face, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaire à la voiture : Vélos Partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

« *Le groupe Indigo a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !*

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.



SÉBASTIEN FRAISSE, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU GROUPE INDIGO

2 600 parkings dans le monde

+500 villes

1,4M de places de stationnement gérées

2 250 km de voirie urbaine gérée

9 pays

9 500 collaborateurs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.2. L'ORGANISATION FRANCE

Indigo propose des solutions sur-mesure à l'ensemble de ses clients amont : collectivités territoriales, sites culturels, de loisirs ou touristiques, hôpitaux, centres commerciaux, aéroports et gares. Le groupe met un point d'honneur à proposer des lieux accueillants, propres et sécurisés sur l'ensemble de son réseau.

Véritable laboratoire d'innovations, Indigo en France pense, développe et exporte un éventail de solutions qui contribuent à fluidifier la circulation urbaine et améliorer la mobilité individuelle.

En plus de proposer une offre de stationnement simplifiée et personnalisée, Indigo enrichit l'expérience du stationnement en repensant le parcours client. Accompagné dans toutes les étapes de mobilité, l'utilisateur profite mieux de sa ville, de sa destination.

C'est en France qu'ont été développés une grande partie de nos dispositifs pilotes – outils d'exploitation, offres tarifaires, outils de gestion – qui dessinent le parking de demain. Ces innovations font du parking du futur, plus qu'un lieu de stationnement mais des lieux d'échanges et d'informations, connectés à leurs environnements et reliés à la ville.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi sur la dépénalisation du stationnement, de nombreuses collectivités ont confié à la société Streeteo, filiale à 100% du groupe Indigo, de réaliser des missions de contrôle du stationnement payant, de collecte des forfaits post-stationnement et de gestion des contestations

La direction d'INDIGO a choisi la mise en place d'une organisation décentralisée. Indigo est le seul exploitant de parkings à pouvoir rapprocher le pouvoir de décision au plus près du terrain et des réalités locales si importantes en matière de stationnement. Cette organisation permet d'avoir une réactivité optimale en accord avec les attentes des usagers, de ses clients amont et des différents interlocuteurs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3. NOS METIERS

1.3.1. STATIONNEMENT EN OUVRAGE ET EN VOIRIE

Nous opérons sous toutes les formes contractuelles et pour une grande diversité de clients publics et privés : centres-villes, gare et aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, université, bureaux, espaces de loisirs et événementiels... Nous réalisons de nouveaux projets, du financement à la conception jusqu'à la construction et l'exploitation de parkings en superstructure et souterrains. Nous disposons également de toute l'ingénierie pour faire évoluer les parcs de stationnement : analyse des besoins, conception, rénovation et suivi des travaux. Nous prenons en charge la mise en services des parkings, leur exploitation et leur entretien.

Chez Indigo, nous mettons un point d'honneur à offrir à nos usagers une expérience de qualité basée sur nos piliers fondamentaux : accueil, maintenance, propreté et sécurité, tout en développant des services pour faciliter leur quotidien.

Plus qu'un lieu de stationnement, le parking Indigo est imaginé comme un pôle de services : services aux véhicules, aux utilisateurs, à la mobilité et même aux quartiers pour rendre l'expérience client toujours plus satisfaisante

Pour le stationnement en voirie, nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adoptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des

Riverains. Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers.

En matière d'exploitation, nous proposons des équipements dernière génération pour la voirie avec des modes de paiement digitalisés pour une expérience usager plus fluide.

1.3.2. MOBILITES DOUCES ET RECHARGES ELECTRIQUE

Pour fluidifier les déplacements et contribuer à une ville plus apaisée, INDIGO fait de la mobilité douce un axe de développement et d'accompagnement de ses clients, notamment, en favorisant la pratique du vélo et en déployant des bornes de recharge pour véhicules électriques dans ses lieux de stationnement. INDIGO imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde : déploiement d'espaces de stationnement sécurisés et services pour les vélos « Cyclopark », partenariat avec Bouygues Energies & Services et Electra pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, mise en place de flotte de vélos pour les entreprises et solutions de vélos partagés privatives avec bornes de recharge et de sécurisation... En complément, INDIGO est actionnaire de l'opérateur de mobilité partagée Smovengo, en charge des Vélib' de la Métropole du Grand Paris.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3.3. DIGITAL ET EXPERIENCE CLIENT

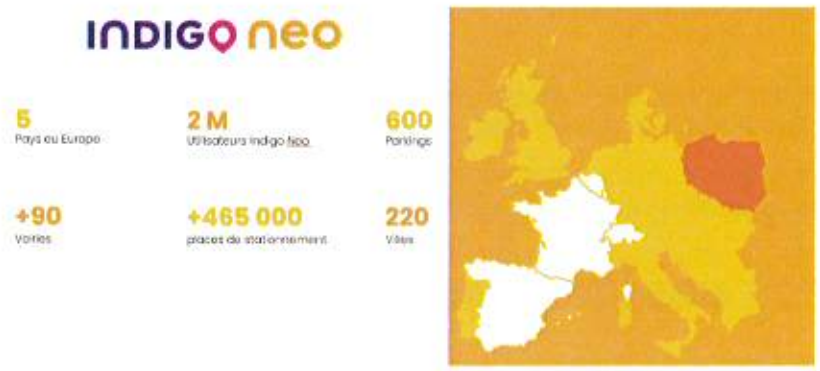
Indigo Neo centralise et fusionne son savoir-faire digital avec celui d'Indigo Group pour offrir progressivement à ses clients une expérience complète, enrichie et optimale.

UN CONTEXTE : CITADINS, FUYONS !

Dans l'esprit de ses habitants, la ville a cessé d'être l'endroit où il fait bon vivre.
Les difficultés de circulation (et la pollution qui en est une des conséquences) y participent amplement. Si la mobilité retrouvée post-COVID réconcilie l'automobiliste avec sa voiture, elle permet également de ranimer la flamme entre le citadin et la ville.
Indigo Neo, en harmonie avec le groupe INDIGO, est non pas tant du côté de la voiture, que du côté de la ville. Une ville qu'elle aime et qu'elle veut rendre aimable à nouveau à tous ses habitants.

UNE MISSION : REDONNER GOÛT À LA VILLE.

Refaire de la ville un endroit où il fait bon vivre, en supprimant ces temps morts dans nos déplacements qui nous empêchent de vivre tout ce qu'elle a à offrir. Refaire de la ville l'endroit où ça bouge parce que paradoxalement on peut à nouveau s'y arrêter.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.4. NOTRE RAISON D'ETRE



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE

1.5.1. ENVIRONNEMENT

En tant que partenaire des territoires et acteur de la mobilité, INDIGO prend en considération l'impact environnemental et social de son activité. Très tôt, le groupe a adopté une stratégie RSE, devenue stratégie ESG, préparant l'intégration des nouvelles normes européennes au sens de la directive du 5 janvier 2023, dite CSRD.



En outre, INDIGO contribue activement à quatre des dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies. À l'instar de sa raison d'être : « créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement », INDIGO apporte, grâce à ses activités, un meilleur équilibre entre empreinte environnementale, coût de déplacement, qualité de vie des villes et confort des habitants. Dans le droit fil des Accords de Paris sur le climat, le groupe s'est engagé en 2021 à réduire et compenser ses émissions de gaz à effet de serre à travers le plan Go for climate, avec un objectif de neutralité carbone sur ses scopes 1 et 2 à l'horizon 2025.

- ✓ 67 % des parkings INDIGO équipés d'éclairage basse consommation
- ✓ 8,2 M€ investis pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- ✓ 44 Cyclopark installés dans les parkings INDIGO

1.5.2. GO FOR CLIMATE CHANGE

Afin de communiquer sur ses engagements en faveur de l'environnement et présenter son plan d'entreprise « GO for Climate », INDIGO lance une campagne interne et externe et affiche ses ambitions de neutralité carbone à horizon 2025.

INDIGO Group s'engage fortement pour l'environnement, en partant du cadre des Accords de Paris et du concept de neutralité carbone.



Dès 2025, nous visons la neutralité carbone de ce sur quoi nous avons une prise directe :

- Sur nos émissions directes correspondant aux énergies fossiles consommées dans le cadre de nos opérations (véhicules de services, chauffage...)
- Sur nos émissions énergétiques passant par l'achat d'électricité, le plus gros poste étant l'éclairage de nos parkings.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Ensuite, nous avons pour ambition de contrôler tout ce que l'on peut émettre indirectement : nos achats opérationnels, nos investissements, nos déplacements professionnels et domicile-travail, les émissions de nos clients au sein des parcs etc...

1.5.3. LA FONDATION INDIGO

Le Groupe est un mécène engagé depuis de nombreuses années et soutient des actions au service de l'intérêt général au cœur de ses territoires. Associations, sites culturels, structures sportives, événements... le Groupe propose son soutien sous différentes formes comme le don de droits de stationnement en parking, le don financier ou encore le don de visibilité (affiches, messages radio...). Afin de gagner en cohérence et renforcer ses engagements dans les territoires, le Groupe a créé en 2022 la Fondation INDIGO. Abritée par la Fondation de France, elle a pour mission d'agir pour une ville plus solidaire, plus agréable et plus durable dans plusieurs domaines :

Le sport et la solidarité, en accompagnant des projets qui :

- ✓ S'appuient sur la pratique et les valeurs du sport pour favoriser l'épanouissement, l'insertion et la création de lien social ;
- ✓ Renforcent les solidarités de proximité et luttent contre l'exclusion en ville.

La culture et le patrimoine, en encourageant la création et le développement de projets qui visent à préserver, faire vivre et mettre en valeur le patrimoine local, culturel (matériel ou immatériel) et naturel, qui forge l'identité des territoires. La Fondation INDIGO s'appuie sur l'engagement historique d'INDIGO au service des villes et incarne la raison d'être du groupe « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ».

Véritable outil d'engagement des équipes INDIGO, la Fondation INDIGO soutient uniquement des projets proposés par ses collaboratrices et ses collaborateurs.

Un comité exécutif a été mis en place pour orienter la stratégie de la Fondation INDIGO et sélectionner les projets soutenus ainsi que les montants des dons alloués. Il comprend deux personnalités qualifiées dans ses grands domaines d'intervention (Sport, culture et patrimoine).

En décembre 2023, la Fondation INDIGO a déjà donné 250 000€ au cœur des territoires. Elle opère dans 4 pays, 20 villes et soutient 24 projets.

1.5.4. LA NOTATION EXTRA FINANCIERE

L'agence de notation extra-financière Sustainalytics, un leader mondial dans l'analyse des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG), a estimé en novembre 2022 que le Groupe présentait un « faible risque » de subir des impacts financiers liés aux facteurs ESG. L'évaluation prend en compte les risques ESG spécifiques au secteur d'activité des entreprises évaluées et comment l'entreprise gère ces risques. Indigo s'est vu attribué une note de 16,6.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO

1.6.1. L'HUMAIN AU CŒUR D'INDIGO

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Afin de valoriser nos équipes et les métiers du stationnement, nous réalisons une série de portraits représentatifs de nos fonctions terrain. Celle-ci remplit plusieurs objectifs, à la fois internes (diffusion sur Inwego (site intranet d'INDIGO, sur le parcours d'accueil des nouveaux arrivants...) mais aussi de marque employeur (Linkedin, plateformes d'emplois, rubrique carrière du site corporate...).

1.6.2. LE CAMPUS INDIGO

Les collaborateurs bénéficient dès leur arrivée et tout au long de leur carrière d'un accompagnement aux besoins de nos métiers et à la prise en main des nouveaux outils de l'entreprise. Indigo conçoit et organise des formations autour des activités propres aux métiers du stationnement.
Qualité de service, propreté, relation client, sécurité, management d'équipe... pour assurer un service exemplaire, Indigo innove et investit continuellement dans la formation de ses équipes expertes du stationnement qui voient ainsi leur parcours professionnel enrichi.



Les programmes permettent de consolider les savoirs de base acquis par l'expérience tout en donnant accès à des cycles qualifiants.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX

1.7.1. FAVORISER L'INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP

Depuis 2021, Indigo a lancé une campagne de prévention et de sensibilisation sur le handicap au travail.

Le groupe travaille à l'amélioration de la prise en compte des travailleurs handicapés. Il accompagne notamment ses salariés handicapés dans leurs démarches de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et leur renouvellement.

Aussi en partenariat avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation. Notamment lors de la journée du DUODAY qui a lieu lors de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées.

En 2020 le taux d'emploi des personnes en situation d'handicap était de 2.74% (contre 2.43 en 2021).

1.7.2. LUTTER CONTRE LE HARCELEMENT

INDIGO a mis en plus plusieurs outils pour lutter contre les différentes formes de harcèlement. Deux référents harcèlements pour le groupe ont été nommés. Une formation E-learning est disponible. Un affichage dans les locaux a aussi été fait.

1.7.3. DEVELOPPER LA MIXITE

En 2021, INDIGO s'est fixé l'objectif d'atteindre au moins 25 % d'effectifs féminins en 2025, dans la plupart des pays ; il en comptait alors 22,4 %. En 2022, INDIGO dépasse ses objectifs, avec plus de 26 % notamment, grâce au rachat de Parebem au Brésil. À présent, chaque filiale du groupe doit se rapprocher des 25 %. À ce titre, la campagne Women@Indigo promeut les métiers du stationnement auprès des femmes en donnant la parole aux collaboratrices du groupe. D'après une enquête interne réalisée en France en 2022, 87 % des salariées recommanderaient INDIGO comme employeur à une autre femme, dans leur entourage.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.

LE CONTRAT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1. FICHE D'IDENTITE

La ville de Grasse a conclu un contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs Honoré Cresp, La Foux et Hôtel de Ville Cathédrale.

Signature du contrat : **01/05/1986**
Echéance du contrat : **30/04/2046**
Date du dernier avenant : **04/11/2019 (avenant n°21)**

Société titulaire du contrat : **Indigo Infra**
Société exploitante : **Indigo Park**

2.1.1. VOS INTERLOCUTEURS

2.1.1.1. PILOTES DE LA RELATION COMMERCIALE

PIERRE BONNABAUD – DIRECTEUR REGIONAL

Responsable de la région Sud-Est, Pierre BONNABAUD travaille en étroite collaboration avec le Directeur de Secteur qui, lui, veille à la bonne application de la politique qualité et commerciale d'Indigo, entretiennent des relations régulières avec le client et aide son équipe sur le terrain à déployer les offres commerciales.

PIERRE GERAUD – DIRECTEUR DE SECTEUR

Il gère la relation contractuelle et l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du secteur en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir

- Pilote l'activité du secteur Provence côte d'azur en supervisant les résultats financiers (contrôle des flux financiers, gestion budgétaire des frais de fonctionnement et des investissements) et la réalisation des contrats,
- Identifie les produits et services à développer dans le cadre d'actions commerciales sur le secteur,
- Gère les moyens humains, matériels et techniques (travaux courants de rénovation, grandes rénovations, etc.) nécessaires à l'exploitation dans le respect des normes et réglementations en vigueur ;
- Est votre interlocuteur au quotidien dans les relations avec, partenaires locaux, les services support d' INDIGO et est force de proposition, participe à la définition et garantit la mise en application de la politique d'exploitation de la Direction Régionale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1.1.2. PILOTES DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

SEBASTIEN DELVAUX - RESPONSABLE DE DISTRICT

Sous la responsabilité du Directeur de Secteur, Sébastien DELVAUX gère l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du district en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir, assure auprès des interlocuteurs et partenaires locaux une représentation et des liens privilégiés au quotidien, un rôle de conseil ou d'assistance.

EDDY FENNIRI - RESPONSABLE DE SITE

Il gère et veille à l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage de la ville de Grasse, sous la responsabilité du Responsable de District.
Il fait la relation avec son équipe, pour la mise en place des nouvelles directives instaurées par Indigo, dans le respect de la Convention de Délégation de Service Public.

2.1.2. LA BOUTIQUE

La boutique INDIGO est située au parking Honoré Cresp

Parking Honoré Cresp
17 Boulevard Fragonard
06130 GRASSE

Horaires d'ouverture de la Boutique
Du lundi au Vendredi de 10h00 à 12h00



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1. PARC LA FOUX

3.1.1. DESCRIPTIF

Descriptif	
Niveaux	3
Places	200
PMR	4
Covoiturage	0
BRVE/IRVE	0
Famille	0
En amodiation	0
Cyclopark	0
Péage	Orbility
Caisse	1



Moyens de paiements : Carte bancaire, Espèces, Liber'T, Total GR, AMEX, Application INDIGO, Internet

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1.2. TARIFICATION

Temps en minutes	Tarif en vigueur
15 minutes	0.00 €
30 minutes	0.00 €
45 minutes	1.00 €
1 heure	1.90 €
1h15	2.80 €
1h30	3.30 €
1h45	3.80 €
2 heures	4.30 €
2h15	4.70 €
2h30	5.10 €
2h45	5.50 €
3 heures	5.90 €
3h15	6.20 €
3h30	6.50 €
3h45	6.80 €
4 heures	7.10 €
4h15	7.40 €
4h30	7.70 €
4h45	7.90 €
5 heures	8.10 €
5h15	8.30 €
5h30	8.50 €
5h45	8.70 €
6 heures	8.90 €
6h15	9.10 €
6h30	9.30 €
6h45	9.50 €

Temps en minutes	Tarif en vigueur
7 heures	9.70 €
7h15	9.90 €
7h30	10.10 €
7h45	10.30 €
8 heures	10.50 €
8h15	10.70 €
8h30	10.90 €
8h45	11.10 €
9 heures	11.30 €
9h15	11.50 €
9h30	11.70 €
9h45	11.90 €
10 heures	12.10 €
10h15	12.20 €
10h30	12.30 €
10h45	12.40 €
11 heures	12.50 €
11h15	12.60 €
11h30	12.70 €
11h45	12.80 €
12 heures	12.90 €
12h à 24h	12.90 €
Ticket perdu	12.90 €
Forfait soirée 19h à 8h	2.00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Abonnement permanent	
Mensuel 24h/24 et 7j/7	88.20€
Trimestriel 24h/24 et 7j/7	258.00 €
Mensuel Moto	57.00€
Mensuel nuit et week-end	50.00 €
Trimestriel nuit et week-end	140.70 €
Annuel nuit et week-end	535.50 €
Annuel mensualisé moto	45.50 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.2. OPERATIONS COMMERCIALES

Du 25 aout au 30 septembre, nous avons lancé une campagne de rentrée avec 2 objectifs :

Un objectif d'**ACQUISITION** permettant d'acquérir de nouveaux abonnés en faisant la promotion du tarif annuel mensualisé par rapport au tarif mensuel.

Un objectif de **CONVERSION** permettant de convertir nos abonnés actuels à INDIGO Neo en proposant le tarif d'abonnement le plus intéressant.

Nous avons réalisé cette opération sans promotion sur les tarifs en vigueur avec le même succès que les précédentes opérations.





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.3. VANDALISME

Durant l'année 2023, nous avons eu à déplorer quelques actes de vandalismes.
Il s'agit principalement de portes piétonnes et extincteurs qui ont été vandalisées dans le parc sans aucune raison.
Les réparations et remplacement de ces équipements ont été pris en charge par INDIGO.
Des dégradations ont aussi eu lieu sur différents équipements des parcs de la ville de Grasse, tel que des barrières de péage dans le cadre de fraudes ou des portes d'accès lors de tentatives d'intrusion.
Des dépôts de plainte ont été déposés auprès des services de police lorsqu'il était possible d'identifier un tiers responsable.
De nombreux tags sont également et malheureusement très souvent constatés dans le parc La Foux et nos équipes sont mobilisées quotidiennement sur le sujet.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.

MAINTENANCE ET TRAVAUX

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.1. MAINTENANCE

4.1.1. MAINTENANCE PARC LA FOUX

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	Orbility	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle		Périodicité	Trimestrielle
		Borne d'entrée	1	
		Borne de sortie	1	
		Caisse automatique	1	
		Barrières	2	
		Caisse manuelle	0	
		Lecteur véhicule nuit	2	
		Lecteur piéton	2	
		Unité centrale de gestion	1	
Interphonie	Marque	Commend	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	GE300	Périodicité	Trimestrielle
Vidéosurveillance	Marque	HIK Vision	Contrat de maintenance	Oui
		Caméras	11	
		Enregistreur	1	
Détection Incendie	Marque	ESSER	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	CMSI SENSES C8	Périodicité	Semestrielle
	Nb de déclencheurs manuels	6	Qui	CHUBB
Extincteurs	Nombre	15	Contrat de maintenance	Oui
	Type	Poudre	Périodicité	Annuelle
			Qui	EUROFEU
Pompes de relevage	Marque		Contrat de maintenance	Oui
	Nb	2	Périodicité	Semestrielle
			Qui	SARP
Portes Automatiques	Marque	KONE	Contrat de maintenance	Oui
	Nb	2	Périodicité	Semestrielle
			Qui	KONE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.2. TRAVAUX

4.2.1. TRAVAUX PARC LA FOUX

- Reprise fissure et peinture local EDF : 1960,00€
- Remplacement coque P entrée + signalétique : 1747,00€
- Reprise bordure sol niveau 1 : 1595,00€
- Remplacement porte coupe-feu niveau 1 : 3 965,00€
- Création robinets d'eaux dans les étages : 1342,00€
- Remplacement pompe de relevages : 4 400,00€

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.

ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1. L'ORGANISATION LOCALE

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

L'entretien des ouvrages et des équipements
L'accueil des clients
La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

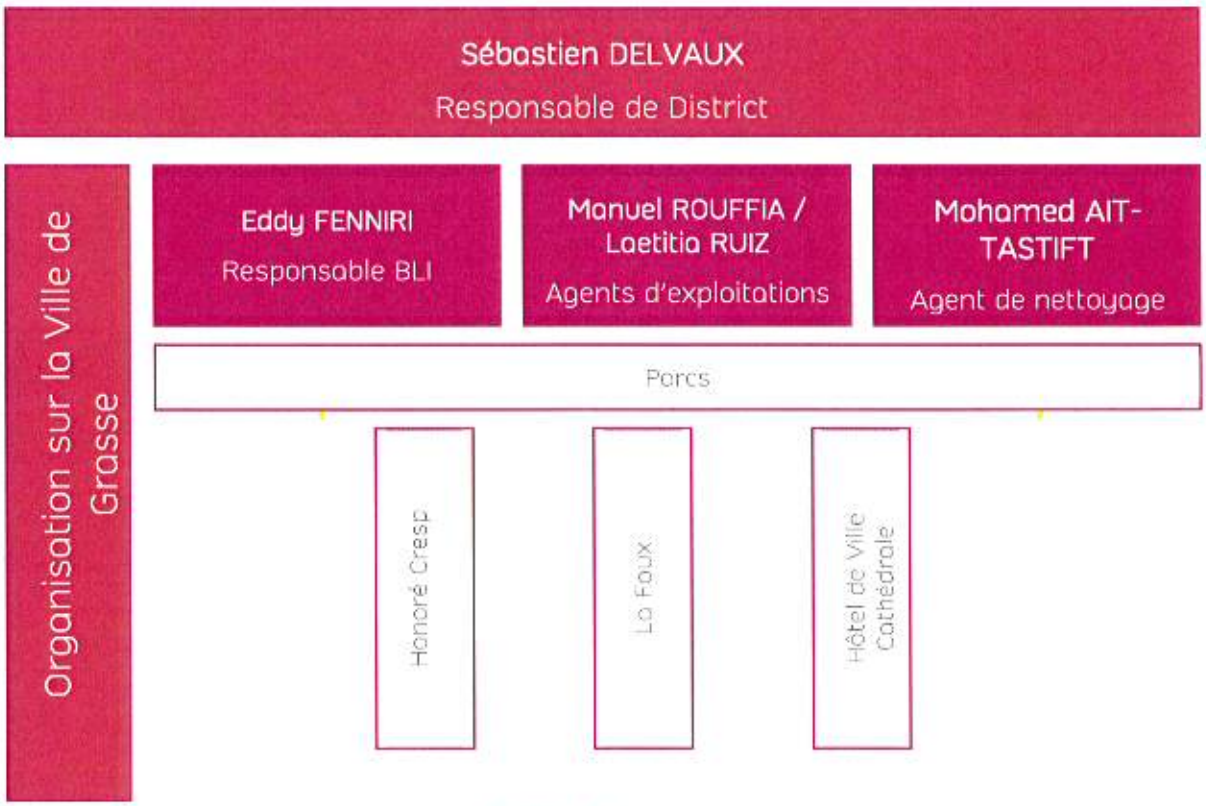
Un Responsable de District, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.

Un Responsable de sites, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
En charge également d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.

Un Technicien d'exploitation, en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain avec pour mission de piloter la commercialisation des abonnements sur les points de vente et en ligne, d'assurer le suivi des demandes et réclamations clients, et de manager les équipes en charge de l'accueil.

Deux Agents d'exploitation, avec pour mission de gérer l'ensemble des flux

1 Agent d'exploitation dédié au nettoyage des parcs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1.1. FORMATION DE NOS COLLABORATEURS

Au cours de l'année 2023, plusieurs de nos collaborateurs ont pu bénéficier de formation, aussi bien en présentiel qu'en distanciel.
Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel.

Sur les parcs de Grasse, 2 collaborateurs ont été formés en 2023.

Collaborateurs	Poste	Formation
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Sécurité incendie
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Gérer les situations de conflits
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Accueil handicapés
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Agressions et violences

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).
Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis la BLI ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.
De même la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie,).
L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.
Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.



LE CENTRE NATIONAL DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE (CNTO), UNE EXCLUSIVITE INDIGO ISSUE DE SA DEMARCHE INNOVATION, GARANTIT UNE SECURITE MAXIMALE DES CLIENTS.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).
Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3. SERVICE RELATION CLIENTS

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.
Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société INDIGO s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.



Notre Raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisé en mouvement », Cette vision doit guider notre action au quotidien et oriente la stragtégie de l'entreprise sur le long terme. Elle engage pleinement le groupe INDIGO en tant qu'acteur de la ville de demain.C'est pour cela qu'en 2022 INDIGO mets un place la campagne « Promesse client ». Un E-learning accessible à tous, des affichages









Des questionnaires satisfactions clients,videos témoignages de nos clients sont utilisés lors des réunions internes pour améliorer la qualité de nos services.

NOS CLIENTS PEUVENT EN EFFET NOUS CONTACTER PAR :

- Courrier : INDIGO - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Mail : service.clients@group-indigo.com
- Téléphone : 0 810 26 3000 du lundi au samedi de 09h à 20h.
- Directement par formulaire depuis le site web fr.parkindigo.com ou depuis l'application mobile

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3.1. RELATION CLIENTS PARC LA FOUX

Le parc La Foux a, pour l'année 2023 a été l'objet de 110 demandes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE

Depuis plusieurs années, Indigo s'engage en toute transparence à faire progresser la qualité de service au sein de ses parkings et dans sa relation client. Cette démarche s'articule autour de quatre critères clés qui permettent d'obtenir une vision à 360° de la qualité :

1. LA QUALITE DU PARCOURS CLIENT

AUTOCONTROLE ET EVALUATION RIGOUREUSE

Deux visites mystère par an, réalisées par un organisme indépendant, analysent chaque étape du parcours client, en voiture et à pied, dans chaque parking. Une grille d'analyse précise permet d'évaluer l'ensemble des points de contact, de l'entrée à la sortie, en passant par les zones de circulation, les places de stationnement, les ascenseurs, les bornes de recharge et les points de vente.

SUIVI ET AMELIORATION CONTINUE

Les rapports détaillés de ces visites servent de base aux équipes pour identifier les points d'amélioration et mettre en place des actions correctives concrètes.

2. LA VOIX DU CLIENT

L'ECOUTE ATTENTIVE DES AVIS

Indigo accorde une grande importance aux avis des clients exprimés sur Google. Chaque commentaire est systématiquement analysé et reçoit une réponse personnalisée du service client en collaboration avec l'équipe du parking concerné.

PRISE EN COMPTE DES REMARQUES

Les remarques et suggestions des clients sont étudiées avec attention par l'équipe locale, qui s'engage à apporter les solutions adéquates pour améliorer l'expérience client.

3. LA QUALITE DE LA RELATION CLIENT

ÉVALUATION RIGOUREUSE ET INDEPENDANTE

Deux appels et deux mailings mystère par an, réalisés par un organisme externe, évaluent la qualité du traitement des demandes clients dans chaque boutique Indigo.

SUIVI ET ACTIONS CORRECTIVES

Les résultats de ces audits font l'objet de rapports transmis aux équipes, permettant d'identifier les points d'amélioration et de mettre en place des actions correctives.

4. LA SATISFACTION CLIENT AU CŒUR DE LA STRATEGIE

CENTRALISATION ET ANALYSE DES DEMANDES

Chaque demande client, quel que soit le canal d'entrée (email, téléphone, rendez-vous, application mobile, réseaux sociaux), est tracée et centralisée dans un outil dédié.

ENQUETE DE SATISFACTION SYSTEMATIQUE

Après chaque traitement de demande, le client reçoit une enquête de satisfaction lui permettant d'évaluer la qualité de la prise en charge et de formuler ses commentaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

REACTIVITE ET AMELIORATION CONTINUE

Les remarques des clients sont analysées quotidiennement par l'équipe locale, qui s'engage à apporter des réponses concrètes et à améliorer continuellement la satisfaction client.

ÉVALUATION GLOBALE ET PLANS D'ACTION

Chaque critère est noté pour établir une note qualité globale permettant de comparer chaque parking et d'évaluer son évolution. Cette évaluation est présentée deux fois par an à la direction générale pour définir des plans d'action, des investissements et des formations adaptés.

INTEGRATION A LA REMUNERATION

Il est important de souligner que la qualité de service est un élément central de la rémunération variable de chaque manager à tous les niveaux de l'entreprise.

CONCLUSION

En s'engageant résolument dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de service, Indigo s'affirme comme un acteur de référence dans le domaine du stationnement, soucieux de répondre aux attentes et de garantir la satisfaction de ses clients.

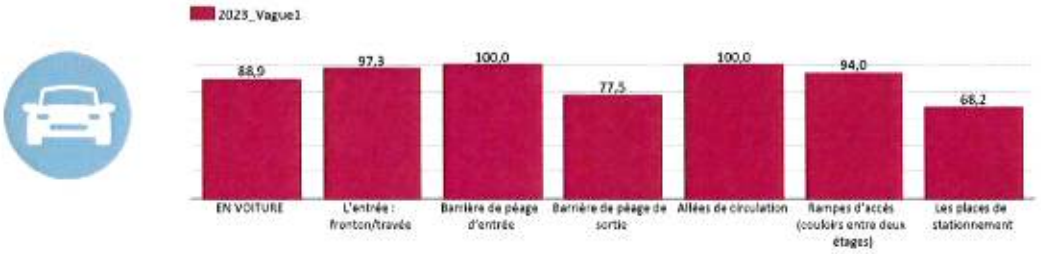
INDIGO ORPHÉE

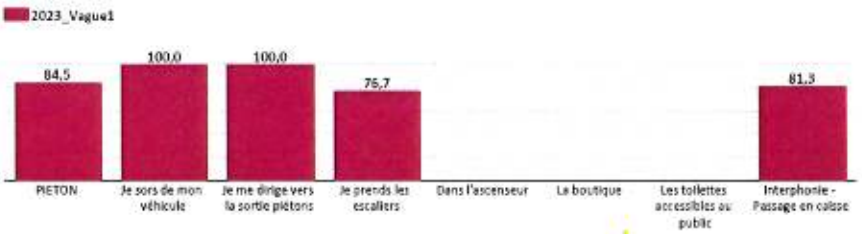
AUDIT MYSTERE 2023



Parking : La Foux_60104

Votre Score Global
2022 V1 : / 100
2022 V2 : / 100
2023 V1 : 87,4 / 100





1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5. LES SERVICES

5.5.1. SOUSCRIPTION PAR INTERNET

INDIGO propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet https://fr.indigoneo.fr/, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.
Le site INDIGO fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins.



5.5.2. INDIGO NEO

INDIGO Neo, est la 1ère application qui permet de bénéficier de l'accès « mains libres » dans les parcs de stationnement INDIGO, grâce à la technologie de lecture de plaque, de payer son stationnement à l'avance, de stationner à la demande ou encore de souscrire et gérer ses abonnements. En voirie, elle offre la possibilité de payer et renouveler son stationnement de façon dématérialisée, sans prise de ticket aux horodateurs et de réaliser ses démarches de souscriptions. Elle s'adresse aussi bien aux visiteurs qu'aux résidents et professionnels, en proposant tous les tarifs disponibles dans chaque ville.





Cette nouvelle plateforme INDIGO Neo viendra s'enrichir de nouvelles fonctionnalités au service de la Ville de Honfleur et de nos clients : l'accessibilité et la réservation des bornes de recharge électriques de nos parkings, le stationnement vélo sécurisé dans nos Cyclopark, les solutions pour les professionnels et gestionnaires de flottes d'entreprises... pour une mobilité toujours plus simple et plus facile.

Le service est 100% mobile, l'usager doit commencer par télécharger l'application smartphone sur iOS ou Android. Une fois son compte créé, il peut activer la géolocalisation pour l'aider à trouver l'emplacement de son stationnement, sinon, il peut utiliser la barre de recherche pour entrer son adresse.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5.3. SERVICE DE PROXIMITÉ

RADIO INDIGO

Radio INDIGO est la radio diffusée 24h/24 dans nos parkings. Produite par des professionnels de la radio, elle informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.
Radio INDIGO propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

ZONE DEUX ROUES MOTORISÉES

Grace à ses systèmes de péage performants, INDIGO détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.
Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.
Afin d'améliorer le confort des motards, INDIGO propose dans ses parcs des consignes de casques en accès gratuit. Par mesure de sécurité, les portes de ces consignes sont transparentes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.

ANALYSES

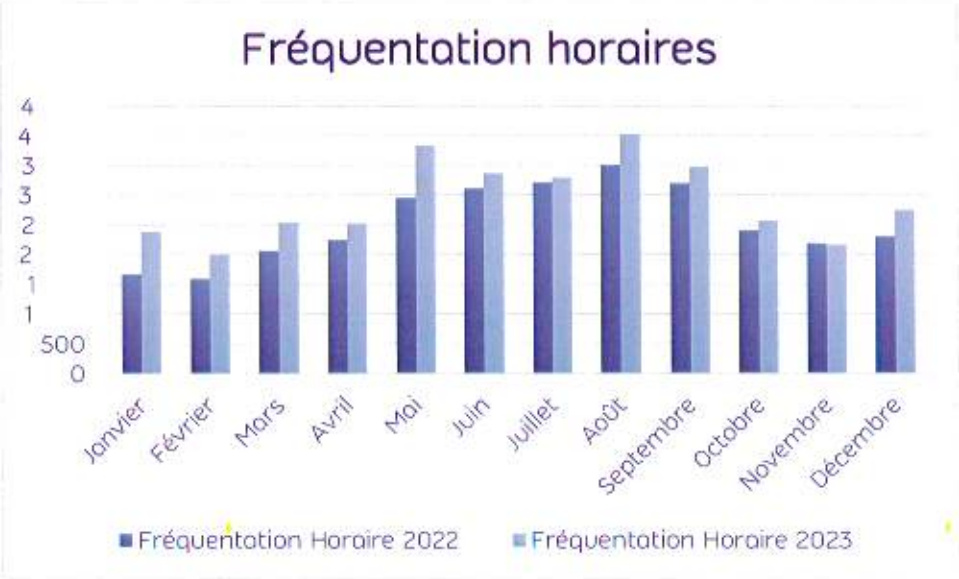
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1. PARC LA FOUX

Les données ci-dessous figurant également dans les annexes sont issues de nos rapports de péage et ne tiennent pas compte des retraitements comptables. Ces données peuvent donc présenter des légers écarts avec les comptes du délégataire présentés au chapitre 8 du présent rapport.

6.1.1. FREQUENTATION HORAIRES

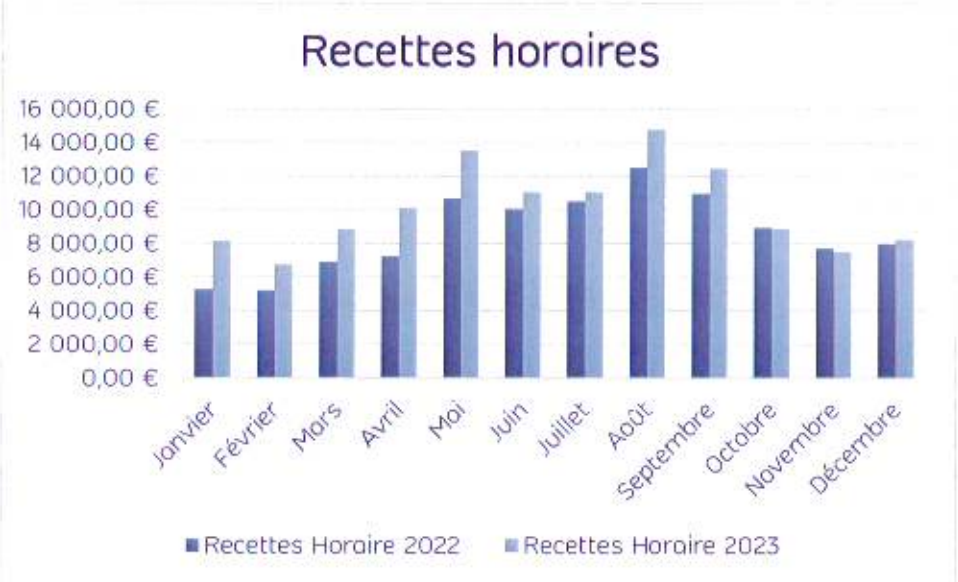
	Fréquentation Horaire 2022	Fréquentation Horaire 2023	Ecart %
Janvier	1 674	2 392	43%
Février	1 600	2 006	25%
Mars	2 071	2 548	23%
Avril	2 248	2 529	13%
Mai	2 954	3 836	30%
Juin	3 118	3 368	8%
Juillet	3 214	3 302	3%
Août	3 509	4 029	15%
Septembre	3 202	3 479	9%
Octobre	2 410	2 570	7%
Novembre	2 195	2 170	-1%
Décembre	2 305	2 749	19%
Total	30 500	34 978	15%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.2. RECETTES HORAIRES

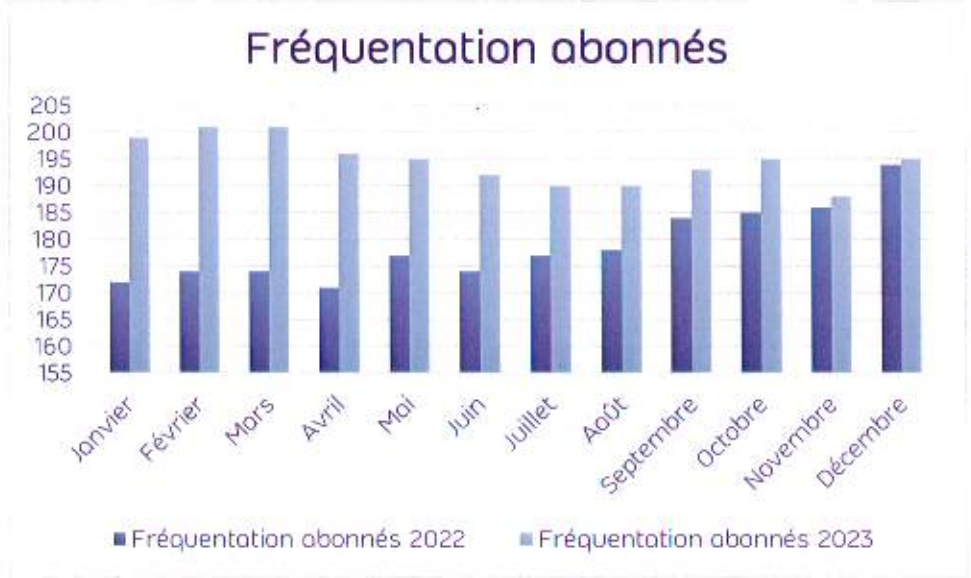
	Recettes Horaire 2022 HT	Recettes Horaire 2023 HT	Ecart %
Janvier	5 259,83 €	8 154,83 €	55%
Février	5 222,58 €	6 766,83 €	30%
Mars	6 933,58 €	8 897,33 €	28%
Avril	7 272,00 €	10 146,50 €	40%
Mai	10 707,50 €	13 546,25 €	27%
Juin	10 077,33 €	11 089,58 €	10%
Juillet	10 541,00 €	11 092,92 €	5%
Août	12 554,92 €	14 795,83 €	18%
Septembre	11 002,33 €	12 495,42 €	14%
Octobre	8 973,00 €	8 899,50 €	-1%
Novembre	7 738,67 €	8 336,08 €	7%
Décembre	7 988,42 €	8 254,75 €	3%
Total	104 271,16 €	122 475,82 €	17%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.3. NOMBRE D'ABONNES ET LOCATIONS

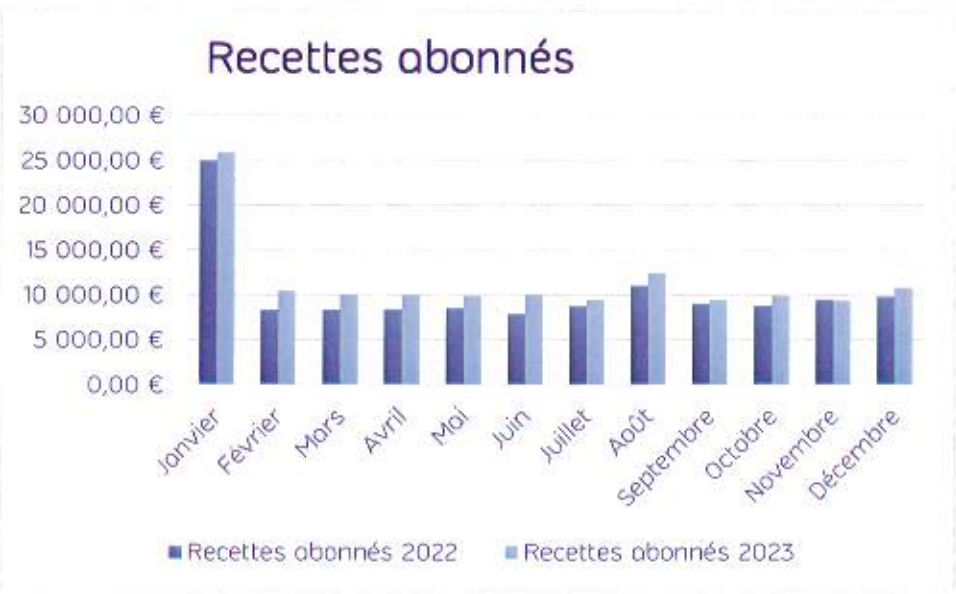
	Fréquentation abonnés 2022	Fréquentation abonnés 2023	Ecart %
Janvier	172	199	16%
Février	174	201	16%
Mars	174	201	16%
Avril	171	196	15%
Mai	177	195	10%
Juin	174	192	10%
Juillet	177	190	7%
Août	178	190	7%
Septembre	184	193	5%
Octobre	185	195	5%
Novembre	186	188	1%
Décembre	194	195	1%
Moyenne	179	194	8%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.4. RECETTES ABONNES ET LOCATIONS

	Recettes abonnés 2022 HT	Recettes abonnés 2023 HT	Ecart %
Janvier	24 996,67 €	25 893,96 €	4%
Février	8 354,36 €	10 471,86 €	25%
Mars	8 401,48 €	10 068,92 €	20%
Avril	8 419,57 €	10 007,85 €	19%
Mai	8 536,80 €	9 883,71 €	16%
Juin	7 909,42 €	10 037,71 €	27%
Juillet	8 739,58 €	9 521,78 €	10%
Août	11 055,54 €	12 461,69 €	13%
Septembre	9 011,63 €	9 522,28 €	8%
Octobre	8 845,13 €	9 912,15 €	12%
Novembre	9 505,71 €	9 375,25 €	-1%
Décembre	9 800,11 €	10 794,19 €	10%
Total	123 576,00 €	137 951,35 €	12%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.5. CONCLUSION

Analyse sur l'activité 2023

Une hausse de fréquentation en 2023 par rapport à 2022 a entraîné mécaniquement une augmentation de la recette horaire.
Un report de la clientèle abonnés s'est fait plus massivement en 2023. Ceci est dû à la saturation du parc Honoré Cresp.
Celui-ci peut encore répondre sur de la demande en abonnements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7.

PERSPECTIVES 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

L'année 2023 confirme la tendance à la hausse de 2022 et ce malgré un climat international tendu et une inflation marquée sur les derniers mois. Le parc demeure très attractif tant pour les résidents de Grasse et clients de passage qui ont du mal à stationner en voirie. Il est aussi une solution alternative à la saturation du parc Honoré Cresp pour les abonnés.
Des travaux de grande ampleur liés à l'hôtel des Parfums sont prévus en 2024.
Une évolution tarifaire est appliquée en 2024 puisque la grille tarifaire n'avait pas évolué depuis 2018.

INDIGO, CRÉATEUR D'ESPACE POUR UNE VILLE APAISÉE EN MOUVEMENT

Ville de Grasse
Délégation du service public pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage
Compte rendu d'activité 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.

BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.1. COMPTE DE RESULTAT PARC LA FOUX

PARC DE STATIONNEMENT :	Grasse La Foux
DELEGANT :	VILLE DE GRASSE
DELEGATAIRE :	SOC_15220-INDIGO INFRA

En EUR HT	REEL 2022	REEL 2023	Var 2023/2022	Var 2023-2022 en %
PL11110-Horaires parcs	106 701	122 454	16	14,8%
PL11120-Abonnés parcs	123 576	137 961	14	11,6%
PL11130-Voirie				
PL11140-Garantie de recettes villes				
PL11150-Prestation de services				
PL11160-Activité de Contrôle				
PL11170-Appels de charges amodiataires				
PL11180-Activités annexes	1 475	417	-1	-71,7%
PL11190-Ajustement Consolidation Chiffre d'Affaires				
PL11199-Sous Total Chiffre d'Affaires	231 752	260 831	29	12,5%
PL11210-Subventions d'exploitation				
PL11220-Autres Produits	1		-0	-100,0%
PL11230-Ajustement conso Autres Produits				
PL11299-Sous Total Autres Produits	1		-0	-100,0%
PL11948-Total Produits d'Exploitation	231 753	260 831	29	12,5%
PL12110-Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-57 350	-44 087	13	-23,2%
PL12130-Autre Personnel externe et Frais Divers	-2 573	-1 537	1	-40,3%
PL12140-Personnel Intérimaire d'Exploitation				
PL12150-Prestations de Nettoyage				
PL12160-Prestations de Gardiennage				
PL12199-Sous Total Frais de Personnel	-59 924	-45 574	14	-23,9%
PL12210-Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-2 584	-2 891	-0	11,9%
PL12220-Entretien : Contrats	-5 757	-5 928	-0	3,0%
PL12230-Electricité, Fluides	-8 459	-15 503	-7	83,3%
PL12240-Autres Prestations Sous Traitées				
PL12250-Frais de Télécommunication	-1 364	-1 486	-0	8,9%
PL12260-Location Matériel d'Exploitation	-920	-492	0	-46,5%
PL12299-Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-19 084	-26 302	-7	37,8%
PL12310-Actions Commerciales	-539	-1 023	-0	89,8%
PL12320-Collecte de Fonds et Commissions	-4 951	-5 636	-1	14,3%
PL12330-Frais Administratifs et Divers	-12		0	-100,0%
PL12399-Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-5 502	-6 681	-1	21,4%
PL12948-Total Charges Directes d'Exploitation	-84 510	-78 557	6	-7,0%
PL13110-Police d'Assurances	-1 391	-1 565	-0	12,6%
PL13120-Sinistres	-1 054		1	-100,0%
PL13130-Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-1 139	-1 339	-0	17,3%
PL13140-Redevances Aux Concédants	-3 009	-2 847	0	-5,4%
PL13150-Taxes et Versements Assimilés	-14 762	-14 977	-0	1,5%
PL13160-Autres Charges et Provisions Courantes	-1 352	-1 364	-0	0,9%
PL13170-Charges de Gros Entretien		-815	-1	
PL13180-Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-4 079	-4 121	-0	1,0%
PL13190-Frais Généraux Siège	-16 292	-19 301	-3	18,5%
PL13200-Ajustement Consolidation Charges d'exploitation				
PL13299-Total Autres Charges d'Exploitation	-43 096	-46 350	-3	7,6%
PL13948-Total Autres Charges d'Exploitation	-43 096	-46 350	-3	7,6%
PL13949-Total Charges d'Exploitation	-127 607	-124 907	3	-2,1%
PL13950-EBITDA Parc	104 147	135 924	32	30,5%
PL14110-Autres Charges Non Courantes				
PL14120-Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport				
PL14130-Dotations aux amortissements d'Exploitation	-69 973	-68 490	1	-2,1%
PL14140-Autres Provisions Non Courantes				
PL14150-Ajustement consolidation Amortissement				
PL14199-Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-69 973	-68 490	1	-2,1%
PL14210-Autres Produits et Charges Financières Opérationnels				
PL14299-Total autres produits et charges financières opérationnels				
PL14950-Total Charges Non Courantes	-69 973	-68 490	1	-2,1%
PL15110-Part des sociétés mises en équivalence				
PL15120-Ajustements Conso ROP				
PL15199-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15950-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15997-ROP Parc	34 174	67 434	33	97,3%
PL16110-Frais Financiers	-60 670	-49 548	11	-18,3%
PL16120-Ajustement Conso Cout de l'EFN				
PL16130-Ajustement Conso Autres Frais Financiers				
PL16948-Total Frais Financiers	-60 670	-49 548	11	-18,3%
PL16997-Total Frais Financiers	-60 670	-49 548	11	-18,3%
PL16998-Resultat Net avant Impot Parc	-26 497	17 886	44	-167,5%
PL17110-Impots Différés				
PL17199-Impots Différés				
PL17950-Impots Différés				
PL17999-Resultat Net Parc	-26 497	17 886	44	-167,5%
PL18950-Intérets minoritaires				
PL19000-Resultat Net Parc Part Groupe	-26 497	17 886	44	-167,5%
PL19110-Prestations Internes				
PL19199-Prestations Internes				
PL20000-Prestations Internes				
TOTAL_PL-TOTAL_Parc	-26 497	17 886	44	-167,5%

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.2. PATRIMOINE PARC LA FOUX

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2023

Parc de stationnement Grasse La Foux

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2023	CUMUL AMORT A FIN 2023	VNC A FIN 2023
RETOUR	AAI EN CONCESSION	349 239 -	284 076	65 163
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	120 317 -	94 401	25 917
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	16 689 -	12 846	3 844
	LOGICIELS	720 -	176	544
	AGCTS AMEGMTS CONSTRUC SOL AUTRU	32 007 -	19 206	12 801
	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	2 398 535 -	1 521 978	876 557
Total RETOUR		**2 917 508 -**	**1 932 683**	**984 826**
REPRISE	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	36 026 -	20 877	15 149
	MATERIEL DE BUREAU ET DE MAGASIN	1 059 -	1 059	-
	MATERIEL AUTOMOBILE	474 -	474	-
	PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE SPEC	2 135 -	2 135	-
Total REPRISE		**39 693 -**	**24 544**	**15 149**
Total général		**2 957 202 -**	**1 957 227**	**999 975**

Parc de stationnement Grasse La Foux

en euros H.T.	31/12/2023
Immobilisations Valeur Comptable Brute	2 957 202
Immobilisations Valeur Comptable Nette	999 975
Immobilisation en cours	37 180

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9.

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9.1. NOTE FINANCIERE

Note sur l'établissement des comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
(données comptables – exercice 2023)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;

b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;

f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;

h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2023.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2023 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 – 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2024

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l 'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. **Produits et charges directs**

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. **Charges calculées**

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement[1] liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

[1] Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2023 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :
- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2023, il est appliqué un pourcentage de 4.8 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2023. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

* *
*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ANNEXE 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2023 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2016-07.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE
Exercice 2023

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.
Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.
Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.
Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.
La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.
Ainsi, concernant l'exercice 2023, l'affectation des frais de structure correspond à 8,96% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. <u>Exécution directe de l'activité</u>

- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. <u>Missions d'exploitation</u>

- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
- Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.

3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
- Prospection de marché,
- Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
- Etude des produits et tarifs.

4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
- Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
- Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient on non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
- Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
- Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
- Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.

5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
- Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
- Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
- Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
- Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
- Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
- Relations avec les Commissaires aux comptes,
- Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.

2. Stratégie, études, développement
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.

3. Financement
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.

4. Innovation
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

5. Audit interne
   Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité délégante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de teletransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

INDIGO PARK
Direction Régionale Sud-Est
04 91 37 34 34

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Ville de Grasse

RAPPORT D'ACTIVITE 2023

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC

PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
AVANT-PROPOS 4
PREAMBULE 5
1. PRESENTATION GÉNÉRALE 6
1.1. LE GROUPE 7
1.2. L'ORGANISATION FRANCE 8
1.3. NOS METIERS 9
1.4. NOTRE RAISON D'ETRE 11
1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE 12
1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO 14
1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX 15
2. LE CONTRAT 16
2.1. FICHE D'IDENTITE 17
3. DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION 19
3.1. PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE 20
3.2. OPERATIONS COMMERCIALES 23
3.3. VANDALISME 24
4. MAINTENANCE ET TRAVAUX 25
4.1. MAINTENANCE 26
4.2. TRAVAUX 27
5. ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION 28
5.1. L'ORGANISATION LOCALE 29
5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE 31
5.3. SERVICE RELATION CLIENTS 32
5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE 34
5.5. LES SERVICES 36

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6. ANALYSES 38
6.1. PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE 39
7. PERSPECTIVES 2024 44
8. BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE 46
8.1. COMPTE DE RESULTAT HOTEL DE VILLE CATHEDRALE 47
8.2. PATRIMOINE PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE 48
9. ANNEXES 49
9.1. NOTE FINANCIERE 50

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

AVANT-PROPOS

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions du code de la commande publique (Article L3131-5, et R 3131-2 à R3131-5). Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers. Il intègre désormais en annexe une note d'information sur les moyens mis en œuvre par le Groupe Indigo permettant de veiller au respect des principes d'égalité des usagers devant le service public, de neutralité et de laïcité du service public (loi n°2021-1109 du 24/08/2021, loi confortant le respect des principes de la République).

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journellement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PREAMBULE

Ces dernières décennies ont été marquées par la prise de conscience de problématiques environnementales à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.

Groupe François leader du stationnement, INDIGO participe activement à l'évolution du stationnement et de la mobilité en ville et souhaite s'intégrer durablement dans ce nouveau paysage urbain. Face à l'évolution des attentes de nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citadins, de nos clients collectivités locales ou privés, notre groupe s'est interrogé pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. C'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.

PRESENTATION GÉNÉRALE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.1. LE GROUPE

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

INDIGO construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.

Nous développons des solutions sur mesure, sur tous les segments de clients (ville, aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, gares, espaces de loisires...). De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adaptée aux enjeux de demain.
Pour répondre aux besoins de chacun et aux défis auxquels les villes font face, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaire à la voiture : Vélos Partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

« *Le groupe Indigo a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !*

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.



SÉBASTIEN FRAISSE, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU GROUPE INDIGO

2 600 parkings dans le monde

+500 villes

1,4M de places de stationnement gérées

2 250 km de voirie urbaine gérée

9 pays

9 500 collaborateurs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.2. L'ORGANISATION FRANCE

Indigo propose des solutions sur-mesure à l'ensemble de ses clients amont : collectivités territoriales, sites culturels, de loisirs ou touristiques, hôpitaux, centres commerciaux, aéroports et gares. Le groupe met un point d'honneur à proposer des lieux accueillants, propres et sécurisés sur l'ensemble de son réseau.

Véritable laboratoire d'innovations, Indigo en France pense, développe et exporte un éventail de solutions qui contribuent à fluidifier la circulation urbaine et améliorer la mobilité individuelle.

En plus de proposer une offre de stationnement simplifiée et personnalisée, Indigo enrichit l'expérience du stationnement en repensant le parcours client. Accompagné dans toutes les étapes de mobilité, l'utilisateur profite mieux de sa ville, de sa destination.

C'est en France qu'ont été développés une grande partie de nos dispositifs pilotes – outils d'exploitation, offres tarifaires, outils de gestion – qui dessinent le parking de demain. Ces innovations font du parking du futur, plus qu'un lieu de stationnement mais des lieux d'échanges et d'informations, connectés à leurs environnements et reliés à la ville.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi sur la dépénalisation du stationnement, de nombreuses collectivités ont confié à la société Streeteo, filiale à 100% du groupe Indigo, de réaliser des missions de contrôle du stationnement payant, de collecte des forfaits post-stationnement et de gestion des contestations

La direction d'INDIGO a choisi la mise en place d'une organisation décentralisée. Indigo est le seul exploitant de parkings à pouvoir rapprocher le pouvoir de décision au plus près du terrain et des réalités locales si importantes en matière de stationnement. Cette organisation permet d'avoir une réactivité optimale en accord avec les attentes des usagers, de ses clients amont et des différents interlocuteurs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3. NOS METIERS

1.3.1. STATIONNEMENT EN OUVRAGE ET EN VOIRIE

Nous opérons sous toutes les formes contractuelles et pour une grande diversité de clients publics et privés : centres-villes, gare et aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, université, bureaux, espaces de loisirs et événementiels... Nous réalisons de nouveaux projets, du financement à la conception jusqu'à la construction et l'exploitation de parkings en superstructure et souterrains. Nous disposons également de toute l'ingénierie pour faire évoluer les parcs de stationnement : analyse des besoins, conception, rénovation et suivi des travaux. Nous prenons en charge la mise en services des parkings, leur exploitation et leur entretien.

Chez Indigo, nous mettons un point d'honneur à offrir à nos usagers une expérience de qualité basée sur nos piliers fondamentaux : accueil, maintenance, propreté et sécurité, tout en développant des services pour faciliter leur quotidien.

Plus qu'un lieu de stationnement, le parking Indigo est imaginé comme un pôle de services : services aux véhicules, aux utilisateurs, à la mobilité et même aux quartiers pour rendre l'expérience client toujours plus satisfaisante

Pour le stationnement en voirie, nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des

Riverains. Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers.

En matière d'exploitation, nous proposons des équipements dernière génération pour la voirie avec des modes de paiement digitalisés pour une expérience usager plus fluide.

1.3.2. MOBILITES DOUCES ET RECHARGES ELECTRIQUE

Pour fluidifier les déplacements et contribuer à une ville plus apaisée, INDIGO fait de la mobilité douce un axe de développement et d'accompagnement de ses clients, notamment, en favorisant la pratique du vélo et en déployant des bornes de recharge pour véhicules électriques dans ses lieux de stationnement. INDIGO imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde : déploiement d'espaces de stationnement sécurisés et services pour les vélos « Cyclopark », partenariat avec Bouygues Energies & Services et Electra pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, mise en place de flotte de vélos pour les entreprises et solutions de vélos partagés privatives avec bornes de recharge et de sécurisation... En complément, INDIGO est actionnaire de l'opérateur de mobilité partagée Smovengo, en charge des Vélib' de la Métropole du Grand Paris.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.3.3. DIGITAL ET EXPERIENCE CLIENT

Indigo Neo centralise et fusionne son savoir-faire digital avec celui d'Indigo Group pour offrir progressivement à ses clients une expérience complète, enrichie et optimale.

UN CONTEXTE : CITADINS, FUYONS !

Dans l'esprit de ses habitants, la ville a cessé d'être l'endroit où il fait bon vivre.
Les difficultés de circulation (et la pollution qui en est une des conséquences) y participent amplement. Si la mobilité retrouvée post-COVID réconcilie l'automobiliste avec sa voiture, elle permet également de ranimer la flamme entre le citadin et la ville.
Indigo Neo, en harmonie avec le groupe INDIGO, est non pas tant du côté de la voiture, que du côté de la ville. Une ville qu'elle aime et qu'elle veut rendre aimable à nouveau à tous ses habitants.

UNE MISSION : REDONNER GOÛT À LA VILLE.

Refaire de la ville un endroit où il fait bon vivre, en supprimant ces temps morts dans nos déplacements qui nous empêchent de vivre tout ce qu'elle a à offrir. Refaire de la ville l'endroit où ça bouge parce que paradoxalement on peut à nouveau s'y arrêter.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.4. NOTRE RAISON D'ETRE



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE

1.5.1. ENVIRONNEMENT

En tant que partenaire des territoires et acteur de la mobilité, INDIGO prend en considération l'impact environnemental et social de son activité. Très tôt, le groupe a adopté une stratégie RSE, devenue stratégie ESG, préparant l'intégration des nouvelles normes européennes au sens de la directive du 5 janvier 2023, dite CSRD.



En outre, INDIGO contribue activement à quatre des dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies. À l'instar de sa raison d'être : « créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement », INDIGO apporte, grâce à ses activités, un meilleur équilibre entre empreinte environnementale, coût de déplacement, qualité de vie des villes et confort des habitants. Dans le droit fil des Accords de Paris sur le climat, le groupe s'est engagé en 2021 à réduire et compenser ses émissions de gaz à effet de serre à travers le plan Go for climate, avec un objectif de neutralité carbone sur ses scopes 1 et 2 à l'horizon 2025.

- ✓ 67 % des parkings INDIGO équipés d'éclairage basse consommation
- ✓ 8,2 M€ investis pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- ✓ 44 Cyclopark installés dans les parkings INDIGO

1.5.2. GO FOR CLIMATE CHANGE

Afin de communiquer sur ses engagements en faveur de l'environnement et présenter son plan d'entreprise « GO for Climate », INDIGO lance une campagne interne et externe et affiche ses ambitions de neutralité carbone à horizon 2025.

INDIGO Group s'engage fortement pour l'environnement, en partant du cadre des Accords de Paris et du concept de neutralité carbone.



Dès 2025, nous visons la neutralité carbone de ce sur quoi nous avons une prise directe :

- Sur nos émissions directes correspondant aux énergies fossiles consommées dans le cadre de nos opérations (véhicules de services, chauffage…)
- Sur nos émissions énergétiques passant par l'achat d'électricité, le plus gros poste étant l'éclairage de nos parkings.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Ensuite, nous avons pour ambition de contrôler tout ce que l'on peut émettre indirectement : nos achats opérationnels, nos investissements, nos déplacements professionnels et domicile-travail, les émissions de nos clients au sein des parcs etc...

1.5.3. LA FONDATION INDIGO

Le Groupe est un mécène engagé depuis de nombreuses années et soutient des actions au service de l'intérêt général au cœur de ses territoires. Associations, sites culturels, structures sportives, événements... le Groupe propose son soutien sous différentes formes comme le don de droits de stationnement en parking, le don financier ou encore le don de visibilité (affiches, messages radio...). Afin de gagner en cohérence et renforcer ses engagements dans les territoires, le Groupe a créé en 2022 la Fondation INDIGO. Abritée par la Fondation de France, elle a pour mission d'agir pour une ville plus solidaire, plus agréable et plus durable dans plusieurs domaines :

Le sport et la solidarité, en accompagnant des projets qui :

- ✓ S'appuient sur la pratique et les valeurs du sport pour favoriser l'épanouissement, l'insertion et la création de lien social ;
- ✓ Renforcent les solidarités de proximité et luttent contre l'exclusion en ville.

La culture et le patrimoine, en encourageant la création et le développement de projets qui visent à préserver, faire vivre et mettre en valeur le patrimoine local, culturel (matériel ou immatériel) et naturel, qui forge l'identité des territoires. La Fondation INDIGO s'appuie sur l'engagement historique d'INDIGO au service des villes et incarne la raison d'être du groupe « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ».

Véritable outil d'engagement des équipes INDIGO, la Fondation INDIGO soutient uniquement des projets proposés par ses collaboratrices et ses collaborateurs.

Un comité exécutif a été mis en place pour orienter la stratégie de la Fondation INDIGO et sélectionner les projets soutenus ainsi que les montants des dons alloués. Il comprend deux personnalités qualifiées dans ses grands domaines d'intervention (Sport, culture et patrimoine).

En décembre 2023, la Fondation INDIGO a déjà donné 250 000€ au cœur des territoires. Elle opère dans 4 pays, 20 villes et soutient 24 projets.

1.5.4. LA NOTATION EXTRA FINANCIERE

L'agence de notation extra-financière Sustainalytics, un leader mondial dans l'analyse des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG), a estimé en novembre 2022 que le Groupe présentait un « faible risque » de subir des impacts financiers liés aux facteurs ESG. L'évaluation prend en compte les risques ESG spécifiques au secteur d'activité des entreprises évaluées et comment l'entreprise gère ces risques. Indigo s'est vu attribué une note de 16,6.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO

1.6.1. L'HUMAIN AU CŒUR D'INDIGO

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Afin de valoriser nos équipes et les métiers du stationnement, nous réalisons une série de portraits représentatifs de nos fonctions terrain. Celle-ci remplit plusieurs objectifs, à la fois internes (diffusion sur Inwego (site intranet d'INDIGO, sur le parcours d'accueil des nouveaux arrivants...) mais aussi de marque employeur (Linkedin, plateformes d'emplois, rubrique carrière du site corporate...).

1.6.2. LE CAMPUS INDIGO

Les collaborateurs bénéficient dès leur arrivée et tout au long de leur carrière d'un accompagnement aux besoins de nos métiers et à la prise en main des nouveaux outils de l'entreprise. Indigo conçoit et organise des formations autour des activités propres aux métiers du stationnement.
Qualité de service, propreté, relation client, sécurité, management d'équipe... pour assurer un service exemplaire, Indigo innove et investit continuellement dans la formation de ses équipes expertes du stationnement qui voient ainsi leur parcours professionnel enrichi.



Les programmes permettent de consolider les savoirs de base acquis par l'expérience tout en donnant accès à des cycles qualifiants.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1.7. ENGAGEMENTS SOCIAUX & SOCIETAUX

1.7.1. FAVORISER L'INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP

Depuis 2021, Indigo a lancé une campagne de prévention et de sensibilisation sur le handicap au travail.

Le groupe travaille à l'amélioration de la prise en compte des travailleurs handicapés. Il accompagne notamment ses salariés handicapés dans leurs démarches de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et leur renouvellement.

Aussi en partenariat avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation. Notamment lors de la journée du DUODAY qui a lieu lors de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées.

En 2020 le taux d'emploi des personnes en situation d'handicap était de 2.74% (contre 2.43 en 2021).

1.7.2. LUTTER CONTRE LE HARCELEMENT

INDIGO a mis en plus plusieurs outils pour lutter contre les différentes formes de harcèlement. Deux référents harcèlements pour le groupe ont été nommés. Une formation E-learning est disponible. Un affichage dans les locaux a aussi été fait.

1.7.3. DEVELOPPER LA MIXITE

En 2021, INDIGO s'est fixé l'objectif d'atteindre au moins 25 % d'effectifs féminins en 2025, dans la plupart des pays ; il en comptait alors 22,4 %. En 2022, INDIGO dépasse ses objectifs, avec plus de 26 % notamment, grâce au rachat de Parebem au Brésil. À présent, chaque filiale du groupe doit se rapprocher des 25 %. À ce titre, la campagne Women@Indigo promeut les métiers du stationnement auprès des femmes en donnant la parole aux collaboratrices du groupe. D'après une enquête interne réalisée en France en 2022, 87 % des salariées recommanderaient INDIGO comme employeur à une autre femme, dans leur entourage.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.

LE CONTRAT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1. FICHE D'IDENTITE

La ville de Grasse a conclu un contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs Honoré Cresp, La Foux et Hôtel de Ville Cathédrale.

Signature du contrat : **17/12/1993**
Echéance du contrat : **16/04/2033**
Date du dernier avenant : **28/03/2019 (avenant n°18)**

Société titulaire du contrat : **SPS 8ème**
Société exploitante : **Indigo Park**

2.1.1. VOS INTERLOCUTEURS

2.1.1.1. PILOTES DE LA RELATION COMMERCIALE

PIERRE BONNABAUD – DIRECTEUR REGIONAL

Responsable de la région Sud-Est, Pierre BONNABAUD travaille en étroite collaboration avec le Directeur de Secteur qui, lui, veille à la bonne application de la politique qualité et commerciale d'Indigo, entretiennent des relations régulières avec le client et aide son équipe sur le terrain à déployer les offres commerciales.

PIERRE GERAUD – DIRECTEUR DE SECTEUR

Il gère la relation contractuelle et l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du secteur en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir

- Pilote l'activité du secteur Provence Côte d'Azur en supervisant les résultats financiers (contrôle des flux financiers, gestion budgétaire des frais de fonctionnement et des investissements) et la réalisation des contrats,
- Identifie les produits et services à développer dans le cadre d'actions commerciales sur le secteur,
- Gère les moyens humains, matériels et techniques (travaux courants de rénovation, grandes rénovations, etc.) nécessaires à l'exploitation dans le respect des normes et réglementations en vigueur ;
- Est votre interlocuteur au quotidien dans les relations avec, partenaires locaux, les services support d' INDIGO et est force de proposition, participe à la définition et garantit la mise en application de la politique d'exploitation de la Direction Régionale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2.1.1.2. PILOTES DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

SEBASTIEN DELVAUX - RESPONSABLE DE DISTRICT

Sous la responsabilité du Directeur de Secteur, Sébastien DELVAUX gère l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du district en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir, assure auprès des interlocuteurs et partenaires locaux une représentation et des liens privilégiés au quotidien, un rôle de conseil ou d'assistance.

EDDY FENNIRI - RESPONSABLE DE SITE

Il gère et veille à l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage de la ville de Grasse, sous la responsabilité du Responsable de District.
Il fait la relation avec son équipe, pour la mise en place des nouvelles directives instaurées par Indigo, dans le respect de la Convention de Délégation de Service Public.

2.1.2. LA BOUTIQUE

La boutique INDIGO est située au parking Honoré Cresp

Parking Honoré Cresp
17 Boulevard Fragonard
06130 GRASSE

Horaires d'ouverture de la Boutique
Du lundi au Vendredi de 10h00 à 12h00



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1. PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

3.1.1. DESCRIPTIF

Descriptif	
Niveaux	3
Places	82
PMR	2
Covoiturage	0
BRVE/IRVE	2
Famille	0
En amodiation	0
Cyclopark	0
Péage	Orbility
Caisse	1



Moyens de paiements : Carte bancaire, Espèces, Liber'T, Total GR, AMEX, Application INDIGO, Internet

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.1.2. TARIFICATION

Temps en minutes	Tarif en vigueur
15 minutes	0.00 €
30 minutes	0.00 €
45 minutes	1.00 €
1 heure	2.00 €
1h15	3.00 €
1h30	3.80 €
1h45	4.60 €
2 heures	5.10 €
2h15	5.70 €
2h30	6,20 €
2h45	6.70 €
3 heures	7.20 €
3h15	7.70 €
3h30	8,10 €
3h45	8,50 €
4 heures	8.90 €
4h15	9.30 €
4h30	9.70 €
4h45	9.90 €
5 heures	10.10 €
5h15	10.30 €
5h30	10.50 €
5h45	10.70 €
6 heures	10.90 €
6h15	11.10 €
6h30	11.30 €
6h45	11.50 €

Temps en minutes	Tarif en vigeur
7 heures	11.70 €
7h15	11.90 €
7h30	12.10 €
7h45	12.30 €
8 heures	12.50 €
8h15	12.70 €
8h30	12.90 €
8h45	13.10 €
9 heures	13.30 €
9h15	13.50 €
9h30	13.70 €
9h45	13.90 €
10 heures	14.10 €
10h15	14.20 €
10h30	14.30 €
10h45	14.40 €
11 heures	14.50 €
11h15	14.60 €
11h30	14.70 €
11h45	14.80 €
12 heures	14.90 €
12h à 24h	14.90 €
Ticket perdu	14.90 €
Forfait soirée 19h à 8h	2.00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Abonnement permanent	
Annuel mensualisé 24h/24 et 7j/7	90.78€
Trimestriel 24h/24 et 7j/7	318.20 €
Annuel 24h/24 et 7j/7	1183.00 €

3.1.3. BORNES DE RECHARGE DE VEHICULE ELECTRIQUE

Le parc possède 2 stations de recharge de véhicule électrique mises en service le 1er novembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.2. OPERATIONS COMMERCIALES

Du 25 aout au 30 septembre, nous avons lancé une compagne de rentrée avec 2 objectifs :

Un objectif d'**ACQUISITION** permettant d'acquérir de nouveaux abonnés en faisant la promotion du tarif annuel mensualisé par rapport au tarif mensuel.

Un objectif de **CONVERSION** permettant de convertir nos abonnés actuels à INDIGO Neo en proposant le tarif d'abonnement le plus intéressant.

Nous avons réalisé cette opération sans promotion sur les tarifs en vigueur avec le même succès que les précédentes opérations.





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3.3. VANDALISME

Durant l'année 2023, nous avons eu à déplorer quelques actes de vandalisme.
Il s'agit principalement de vandalisme sur les portes piétonnes et portails basculants véhicules dans le parc sans aucune raison, rendant ouvert le parking la nuit.
Les réparations de ces équipements ont été pris en charge par INDIGO.
Des dégradations ont aussi eu lieu sur différents équipements des parcs de la ville de Grasse, tel que des barrières de péage dans le cadre de fraudes ou des portes d'accès lors de tentatives d'intrusion.
Des dépôts de plainte ont été déposés auprès des services de police lorsqu'il était possible d'identifier un tiers responsable.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.

MAINTENANCE ET TRAVAUX

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.1. MAINTENANCE

4.1.1. MAINTENANCE HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	Orbility	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle		Périodicité	Trimestrielle
		Borne d'entrée	1	
		Borne de sortie	1	
		Caisse automatique	1	
		Barrières	2	
		Caisse manuelle	0	
		Lecteur véhicule nuit	1	
		Lecteur piéton	1	
		Unité centrale de gestion	1	
Interphonie	Marque	Commend	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	GE800	Périodicité	Trimestrielle
Vidéosurveillance	Marque	Hikvision	Contrat de maintenance	Oui
			Périodicité	Annuelle
		Caméras	9	
		Enregistreur	1	
Détection Incendie	Marque	ESSER	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	CMSI Senses C8	Périodicité	Semestrielle
	Nb de têtes de détection	54	Qui	CHUBB
Extincteurs			Contrat de maintenance	Oui
	Type	Poudre AB	Périodicité	Annuel
			Qui	EUROFEU
Boitiers bris de glage	Marque	ESSER		
	Nb	4		
Pompes de relevage	Marque		Contrat de maintenance	Oui
	Nb	2	Périodicité	Semestrielle
			Qui	SARP
Portes Automatiques	Marque	KONE	Contrat de maintenance	Oui
	Nb	1	Périodicité	Semestrielle
			Qui	KONE
Borne de rechargement électrique	Marque	HAGER	Contrat de maintenance	Oui
	Nb	2	Périodicité	Annuelle
			Qui	BOUYGUES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4.2. TRAVAUX

4.2.1. TRAVAUX HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

- Remplacement centrale phonie : 7 093,51€
- Remplacement du portail : 8 161,80€
- Remplacement sono : 2 089,00€
- Remplacement plastron façade borne d'entrée : 716,84€
- Installation gabarit d'entrée 1.90m : 1 80300€
- Remplacement lisse de sortie : 559,81€

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.

ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1. L'ORGANISATION LOCALE

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

- L'entretien des ouvrages et des équipements
- L'accueil des clients
- La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

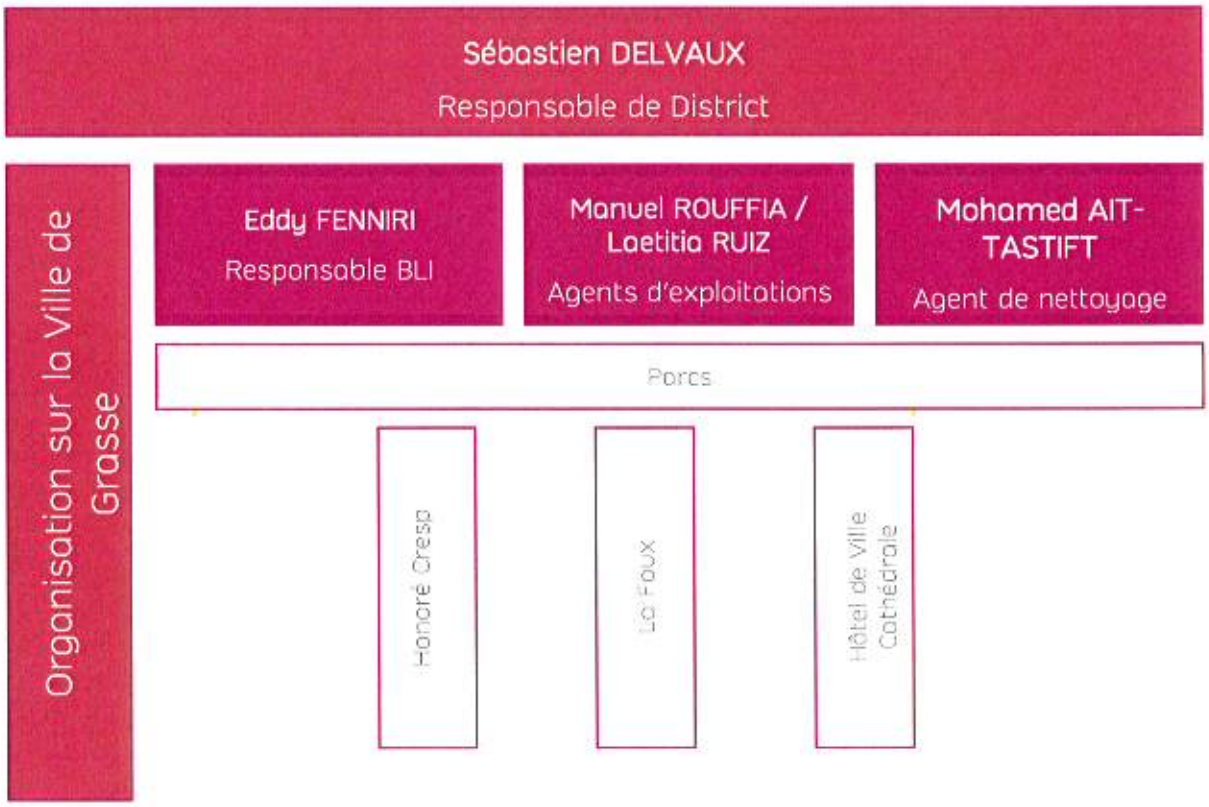
Un Responsable de District, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.

Un Responsable de sites, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
En charge également d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.

Un Technicien d'exploitation, en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain avec pour mission de piloter la commercialisation des abonnements sur les points de vente et en ligne, d'assurer le suivi des demandes et réclamations clients, et de manager les équipes en charge de l'accueil.

Deux Agents d'exploitation, avec pour mission de gérer l'ensemble des flux

1 Agent d'exploitation dédié au nettoyage des parcs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.1.1. FORMATION DE NOS COLLABORATEURS

Au cours de l'année 2023, plusieurs de nos collaborateurs ont pu bénéficier de formation, aussi bien en présentiel qu'en distanciel.
Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel.

Sur les parcs de Grasse, 2 collaborateurs ont été formés en 2023.

Collaborateurs	Poste	Formation
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Sécurité incendie
ROUFFIA Manuel	Agent d'exploitation	Gérer les situations de conflits
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Accueil handicapés
AIT-TASTIFT Mohamed	Agent de nettoyage	Agressions et violences

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).
Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis la BLI ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.
De même la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie,).
L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.
Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.



LE CENTRE NATIONAL DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE (CNTO), UNE EXCLUSIVITE INDIGO ISSUE DE SA DEMARCHE INNOVATION, GARANTIT UNE SECURITE MAXIMALE DES CLIENTS.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).
Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3. SERVICE RELATION CLIENTS

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.
Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société INDIGO s'est dotée d'un service de Relation Client interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.



Notre Raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisé en mouvement ». Cette vision doit guider notre action au quotidien et oriente la stragtégie de l'entreprise sur le long terme. Elle engage pleinement le groupe INDIGO en tant qu'acteur de la ville de demain.C'est pour cela qu'en 2022 INDIGO mets un place la compagne « Promesse client ». Un E-learning accessible à tous, des affichages









Des questionnaires satisfactions clients,videos témoignages de nos clients sont utilisés lors des réunions internes pour améliorer la qualité de nos services.

NOS CLIENTS PEUVENT EN EFFET NOUS CONTACTER PAR :

- Courrier : INDIGO - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Mail : service.clients@group-indigo.com
- Téléphone : 0 810 26 3000 du lundi au samedi de 09h à 20h.
- Directement par formulaire depuis le site web fr.parkindigo.com ou depuis l'application mobile

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.3.1. RELATION CLIENTS PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

Le parc Hôtel de Ville Cathédrale a, pour l'année 2023 a été l'objet de 41 demandes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.4. LA QUALITE DE SERVICE CHEZ INDIGO : UNE PRIORITE ABSOLUE

Depuis plusieurs années, Indigo s'engage en toute transparence à faire progresser la qualité de service au sein de ses parkings et dans sa relation client. Cette démarche s'articule autour de quatre critères clés qui permettent d'obtenir une vision à 360° de la qualité :

1. LA QUALITE DU PARCOURS CLIENT

AUTOCONTROLE ET EVALUATION RIGOUREUSE

Deux visites mystère par an, réalisées par un organisme indépendant, analysent chaque étape du parcours client, en voiture et à pied, dans chaque parking. Une grille d'analyse précise permet d'évaluer l'ensemble des points de contact, de l'entrée à la sortie, en passant par les zones de circulation, les places de stationnement, les ascenseurs, les bornes de recharge et les points de vente.

SUIVI ET AMELIORATION CONTINUE

Les rapports détaillés de ces visites servent de base aux équipes pour identifier les points d'amélioration et mettre en place des actions correctives concrètes.

2. LA VOIX DU CLIENT

L'ECOUTE ATTENTIVE DES AVIS

Indigo accorde une grande importance aux avis des clients exprimés sur Google. Chaque commentaire est systématiquement analysé et reçoit une réponse personnalisée du service client en collaboration avec l'équipe du parking concerné.

PRISE EN COMPTE DES REMARQUES

Les remarques et suggestions des clients sont étudiées avec attention par l'équipe locale, qui s'engage à apporter les solutions adéquates pour améliorer l'expérience client.

3. LA QUALITE DE LA RELATION CLIENT

ÉVALUATION RIGOUREUSE ET INDEPENDANTE

Deux appels et deux mailings mystère par an, réalisés par un organisme externe, évaluent la qualité du traitement des demandes clients dans chaque boutique Indigo.

SUIVI ET ACTIONS CORRECTIVES

Les résultats de ces audits font l'objet de rapports transmis aux équipes, permettant d'identifier les points d'amélioration et de mettre en place des actions correctives.

4. LA SATISFACTION CLIENT AU CŒUR DE LA STRATEGIE

CENTRALISATION ET ANALYSE DES DEMANDES

Chaque demande client, quel que soit le canal d'entrée (email, téléphone, rendez-vous, application mobile, réseaux sociaux), est tracée et centralisée dans un outil dédié.

ENQUETE DE SATISFACTION SYSTEMATIQUE

Après chaque traitement de demande, le client reçoit une enquête de satisfaction lui permettant d'évaluer la qualité de la prise en charge et de formuler ses commentaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

REACTIVITE ET AMELIORATION CONTINUE

Les remarques des clients sont analysées quotidiennement par l'équipe locale, qui s'engage à apporter des réponses concrètes et à améliorer continuellement la satisfaction client.

ÉVALUATION GLOBALE ET PLANS D'ACTION

Chaque critère est noté pour établir une note qualité globale permettant de comparer chaque parking et d'évaluer son évolution. Cette évaluation est présentée deux fois par an à la direction générale pour définir des plans d'action, des investissements et des formations adaptés.

INTEGRATION A LA REMUNERATION

Il est important de souligner que la qualité de service est un élément central de la rémunération variable de chaque manager à tous les niveaux de l'entreprise.

CONCLUSION

En s'engageant résolument dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de service, Indigo s'affirme comme un acteur de référence dans le domaine du stationnement, soucieux de répondre aux attentes et de garantir la satisfaction de ses clients.

En 2023, 1 visite a été réalisée sur le parking Hôtel de Ville Cathédrale qui a obtenu la note de 89.9% de satisfaction.

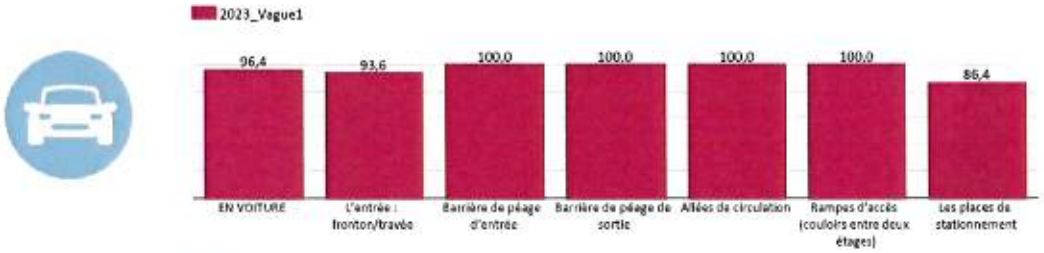
INDIGO ORPHÉE

AUDIT MYSTERE 2023



Parking : Hôtel de Ville - Cathédrale_60106

Votre Score Global
2022 V1 : / 100
2022 V2 : / 100
2023 V1 : 89,9 / 100





1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5. LES SERVICES

5.5.1. SOUSCRIPTION PAR INTERNET

INDIGO propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet https://fr.indigoneo.fr/, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.
Le site INDIGO fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins.



5.5.2. INDIGO NEO

INDIGO Neo, est la 1ère application qui permet de bénéficier de l'accès « mains libres » dans les parcs de stationnement INDIGO, grâce à la technologie de lecture de plaque, de payer son stationnement à l'avance, de stationner à la demande ou encore de souscrire et gérer ses abonnements. En voirie, elle offre la possibilité de payer et renouveler son stationnement de façon dématérialisée, sans prise de ticket aux horodateurs et de réaliser ses démarches de souscriptions. Elle s'adresse aussi bien aux visiteurs qu'aux résidents et professionnels, en proposant tous les tarifs disponibles dans chaque ville.





Cette nouvelle plateforme INDIGO Neo viendra s'enrichir de nouvelles fonctionnalités au service de la Ville de Honfleur et de nos clients : l'accessibilité et la réservation des bornes de recharge électriques de nos parkings, le stationnement vélo sécurisé dans nos Cyclopark, les solutions pour les professionnels et gestionnaires de flottes d'entreprises... pour une mobilité toujours plus simple et plus facile.

Le service est 100% mobile, l'usager doit commencer par télécharger l'application smartphone sur iOS ou Android. Une fois son compte créé, il peut activer la géolocalisation pour l'aider à trouver l'emplacement de son stationnement, sinon, il peut utiliser la barre de recherche pour entrer son adresse.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5.5.3. SERVICE DE PROXIMITÉ

RADIO INDIGO

Radio INDIGO est la radio diffusée 24h/24 dans nos parkings. Produite par des professionnels de la radio, elle informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.
Radio INDIGO propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.

ANALYSES

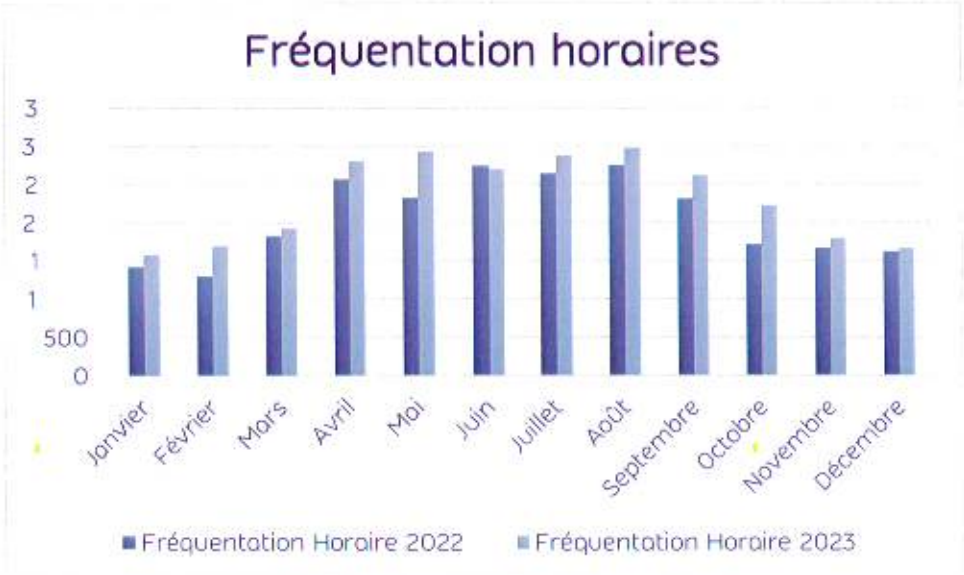
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1. PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

Les données ci-dessous figurant également dans les annexes sont issues de nos rapports de péage et ne tiennent pas compte des retraitements comptables. Ces données peuvent donc présenter des légers écarts avec les comptes du délégataire présentés au chapitre 8 du présent rapport

6.1.1. FREQUENTATION HORAIRES

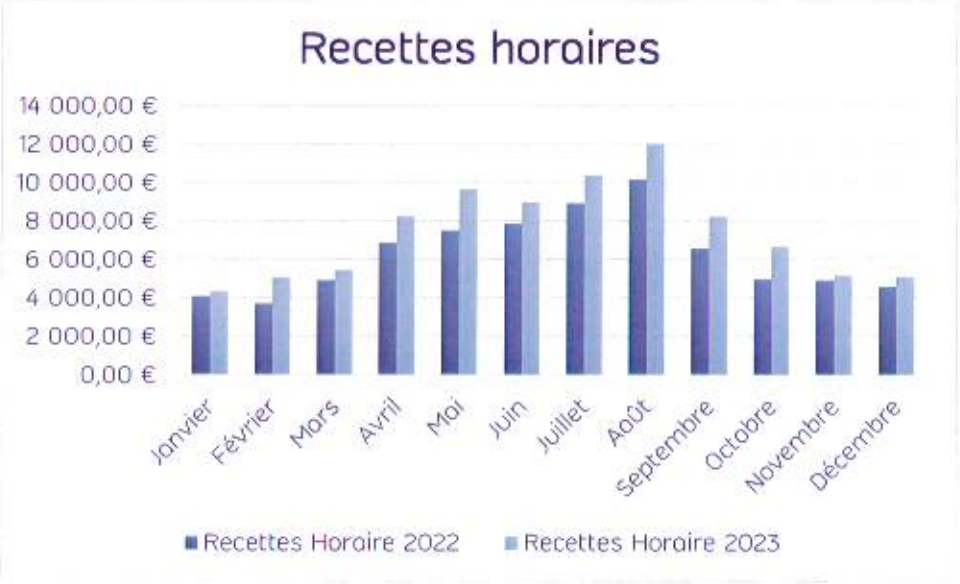
	Fréquentation Horaire 2022	Fréquentation Horaire 2023	Ecart %
Janvier	1 421	1 587	12%
Février	1 301	1 697	30%
Mars	1 823	1 925	6%
Avril	2 572	2 805	9%
Mai	2 331	2 929	26%
Juin	2 747	2 699	-2%
Juillet	2 648	2 881	9%
Août	2 759	2 973	8%
Septembre	2 315	2 623	13%
Octobre	1 722	2 227	29%
Novembre	1 668	1 801	8%
Décembre	1 624	1 663	2%
Total	24 931	27 810	12%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.2. RECETTES HORAIRES

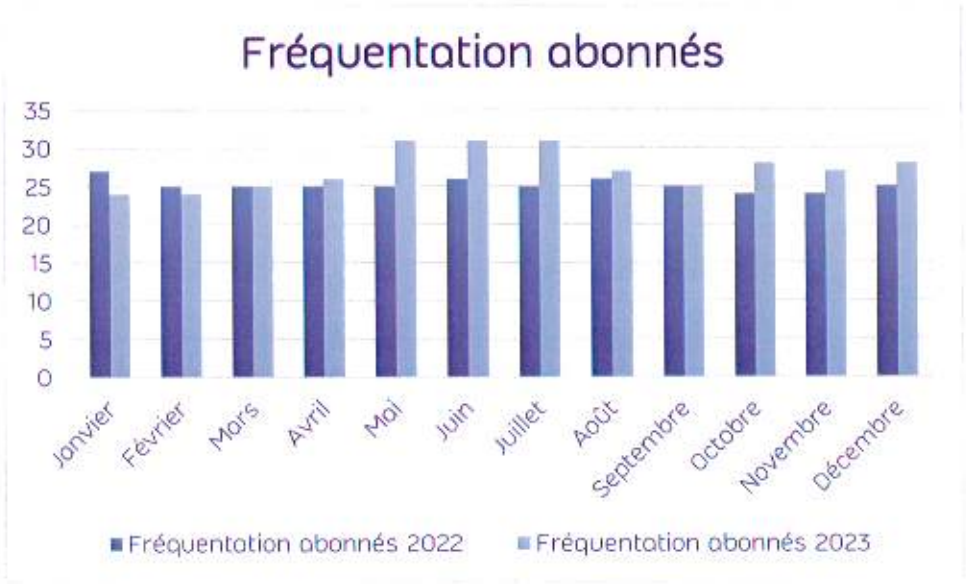
	Recettes Horaire 2022 HT	Recettes Horaire 2023 HT	Ecart %
Janvier	4 101,67 €	4 344,46 €	6%
Février	3 721,75 €	5 077,88 €	36%
Mars	4 926,17 €	5 438,58 €	10%
Avril	6 902,38 €	8 256,58 €	20%
Mai	7 525,75 €	9 660,00 €	28%
Juin	7 877,54 €	9 017,33 €	14%
Juillet	8 945,65 €	10 391,00 €	16%
Août	10 181,17 €	12 048,33 €	18%
Septembre	6 597,38 €	8 264,08 €	25%
Octobre	4 996,08 €	6 679,58 €	34%
Novembre	4 934,04 €	5 174,08 €	5%
Décembre	4 606,42 €	5 128,17 €	11%
Total	75 316,10 €	89 480,07 €	19%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.3. NOMBRE D'ABONNES ET LOCATIONS

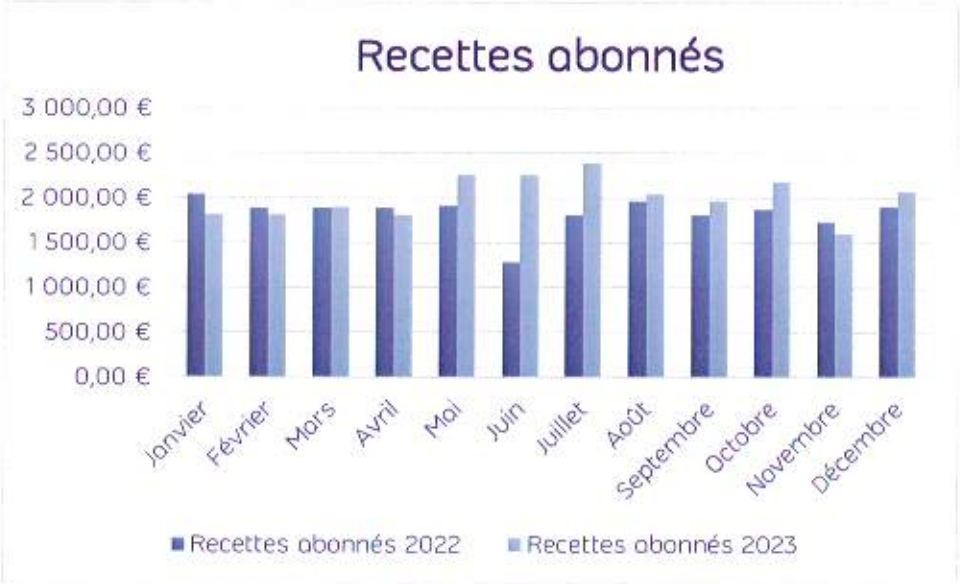
	Fréquentation abonnés 2022	Fréquentation abonnés 2023	Ecart %
Janvier	27	24	-11%
Février	25	24	-4%
Mars	25	25	0%
Avril	25	26	4%
Mai	25	31	24%
Juin	26	31	19%
Juillet	25	31	24%
Août	26	27	4%
Septembre	25	25	0%
Octobre	24	28	17%
Novembre	24	27	13%
Décembre	25	28	12%
Total	25	27	8%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.4. RECETTES ABONNES ET LOCATIONS

	Recettes abonnés 2022 HT	Recettes abonnés 2023 HT	Ecart %
Janvier	2 042,55 €	1 815,60 €	-11%
Février	1 891,25 €	1 815,60 €	-4%
Mars	1 891,25 €	1 901,01 €	1%
Avril	1 891,25 €	1 815,60 €	-4%
Mai	1 913,22 €	2 360,69 €	18%
Juin	1 286,05 €	2 260,08 €	75%
Juillet	1 815,60 €	2 289,02 €	32%
Août	1 969,34 €	2 042,55 €	4%
Septembre	1 815,60 €	1 971,74 €	9%
Octobre	1 876,61 €	2 184,09 €	16%
Novembre	1 739,95 €	1 701,39 €	-2%
Décembre	1 910,77 €	2 074,80 €	9%
Total	22 043,44 €	24 232,17 €	10%



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6.1.5. CONCLUSION

Analyse sur l'activité 2023

Une hausse de fréquentation en 2023 par rapport à 2022 a entraîné mécaniquement une augmentation de la recette horaire.
Le parc est limité en nombre d'abonnements de par so capacité mais permet de répondre à la demande en cours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

7.

PERSPECTIVES 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

L'année 2023 confirme la tendance à la hausse de 2022 et ce malgré un climat international tendu et une inflation marquée sur les derniers mois. Le parc demeure très attractif tant pour les résidents de Grasse qui ont du mal à stationner en voirie que les clients de passage ou habitués du centre ville et du village.

Une évolution tarifaire est appliquée en 2024 puisque la grille tarifaire n'avait pas évolué depuis 2018.

INDIGO, CRÉATEUR D'ESPACE POUR UNE VILLE APAISÉE EN MOUVEMENT

Ville de Grasse
Délégation du service public pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage
Compte rendu d'activité 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.

BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.1. COMPTE DE RESULTAT HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

PARC DE STATIONNEMENT :	Grasse Hôtel de Ville - Cathédrale
DELEGANT :	VILLE DE GRASSE
DELEGATAIRE :	SOC_15224-SPS BEME

En EUR HT	REEL 2022	REEL 2023	Var 2023/2022	Var 2023-2022 en %
PL11110-Horaires parcs	75 316	89 075	13	18,3%
PL11120-Abonnés parcs	22 049	24 137	2	9,5%
PL11130-Voirie				
PL11140-Garantie de recettes villes				
PL11150-Prestation de services				
PL11160-Activité de Contrôle				
PL11170-Appels de charges amodiataires	14 444	16 162	2	11,9%
PL11180-Activités annexes	61	5	-0	-91,2%
PL11190-Ajustement Consolidation Chiffre d'Affaires				
PL11199-Sous Total Chiffre d'Affaires	**111 864**	**130 179**	**18**	**16,4%**
PL11210-Subventions d'exploitation				
PL11220-Autres Produits				
PL11230-Ajustement conso Autres Produits				
PL11299-Sous Total Autres Produits				
PL11949-Total Produits d'Exploitation	**111 864**	**130 179**	**18**	**16,4%**
PL12110-Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-29 830	-27 417	2	-8,1%
PL12130-Autre Personnel externe et Frais Divers	-2 593	-995	2	-61,6%
PL12140-Personnel Intérimaire d'Exploitation				
PL12150-Prestations de Nettoyage				
PL12160-Prestations de Gardiennage				
PL12199-Sous Total Frais de Personnel	**-32 423**	**-28 412**	**4**	**-12,4%**
PL12210-Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-5 816	-5 095	1	-12,4%
PL12220-Entretien : Contrats	-5 914	-5 282	1	-10,7%
PL12230-Electricité, Fluides	-3 055	-8 248	-5	169,9%
PL12240-Autres Prestations Sous Traitées				
PL12250-Frais de Télécommunication				
PL12260-Location Matériel d'Exploitation	-450	-437	0	-2,9%
PL12299-Sous Total Autres Frais d'Exploitation	**-15 235**	**-19 062**	**-4**	**25,1%**
PL12310-Actions Commerciales	-539	-824	-0	52,9%
PL12320-Collecte de Fonds et Commissions	-4 103	-3 068	1	-25,2%
PL12330-Frais Administratifs et Divers	-39		0	-100,0%
PL12399-Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	**-4 702**	**-3 892**	**1**	**-17,2%**
PL12948-Total Charges Directes d'Exploitation	**-52 360**	**-51 365**	**1**	**-1,9%**
PL13110-Police d'Assurances	-671	-781	-0	16,4%
PL13120-Sinistres	-1 028	-13 821	-13	1 244,5%
PL13130-Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-559	-676	-0	20,8%
PL13140-Redevances Aux Concédants	-9 134	-9 538	-0	4,4%
PL13150-Taxes et Versements Assimilés	-7 333	-7 601	-0	3,6%
PL13160-Autres Charges et Provisions Courantes	-916	-988	-0	7,8%
PL13170-Charges de Gros Entretien	-748	-3 198	-2	327,4%
PL13180-Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-1 969	-2 055	-0	4,4%
PL13190-Frais Généraux Siège	-7 864	-9 634	-2	22,5%
PL13200-Ajustement Consolidation Charges d'exploitation				
PL13299-Total Autres Charges d'Exploitation	**-30 228**	**-48 292**	**-18**	**59,8%**
PL13948-Total Autres Charges d'Exploitation	**-30 228**	**-48 292**	**-18**	**59,8%**
PL13949-Total Charges d'Exploitation	**-82 588**	**-99 657**	**-17**	**20,7%**
PL13950-EBITDA Parc	**29 276**	**30 521**	**1**	**4,3%**
PL14110-Autres Charges Non Courantes				
PL14120-Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport				
PL14130-Dotations aux amortissements d'Exploitation	-24 902	-23 148	2	-7,0%
PL14140-Autres Provisions Non Courantes	-1 047	-1 172	-0	11,9%
PL14150-Ajustement consolidation Amortissement				
PL14199-Total Amortissements et Provisions Non Courantes	**-25 949**	**-24 320**	**2**	**-6,3%**
PL14210-Autres Produits et Charges Financières Opérationnels				
PL14299-Total autres produits et charges financières opérationnels				
PL14950-Total Charges Non Courantes	**-25 949**	**-24 320**	**2**	**-6,3%**
PL15110-Part des sociétés mises en équivalence				
PL15120-Ajustements Conso ROF				
PL15199-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15950-Ajustements Conso ROP et MEQ				
PL15997-ROP Parc	**3 328**	**6 202**	**3**	**86,4%**
PL16110-Frais Financiers	-7 513	-5 915	2	-21,3%
PL16120-Ajustement Conso Cout de l'EFN				
PL16130-Ajustement Conso Autres Frais Financiers				
PL16948-Total Frais Financiers	**-7 513**	**-5 915**	**2**	**-21,3%**
PL16997-Total Frais Financiers	**-7 513**	**-5 915**	**2**	**-21,3%**
PL16998-Resultat Net avant Impot Parc	**-4 186**	**287**	**4**	**-106,9%**
PL17110-Impots Différés				
PL17189-Impots Différés				
PL17950-Impots Différés				
PL17999-Resultat Net Parc	**-4 186**	**287**	**4**	**-106,9%**
PL18950-Intérets minoritaires				
PL19000-Resultat Net Parc Part Groupe	**-4 186**	**287**	**4**	**-106,9%**
PL19110-Prestations Internes				
PL19199-Prestations Internes				
PL20000-Prestations Internes				
TOTAL_PL-TOTAL_Parc	**-4 186**	**287**	**4**	**-106,9%**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

8.2. PATRIMOINE PARC HOTEL DE VILLE CATHEDRALE

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2023

Parc de stationnement Grasse Hôtel de Ville - Cathédrale

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2023	CUMUL AMORT A FIN 2023	VNC A FIN 2023
RETOUR	AAI EN CONCESSION	194 162	- 130 074	64 088
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	147 471	- 125 365	22 106
	BIENS DE RETOUR NON RENOUVELABLE	1 770 109	- 1 753 793	16 316
Total RETOUR		**2 111 742**	**- 2 009 232**	**102 510**
REPRISE	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	15 514	- 10 647	4 867
	MATERIEL AUTOMOBILE	228	- 228	-
Total REPRISE		**15 743**	**- 10 875**	**4 867**
Total général		**2 127 485**	**- 2 020 107**	**107 377**

Parc de stationnement Grasse Hôtel de Ville - Cathédrale

en euros H.T.	31/12/2023
Immobilisations Valeur Comptable Brute	2 127 485
Immobilisations Valeur Comptable Nette	107 377
Immobilisation en cours	12 222

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9.

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

9.1. NOTE FINANCIERE

Note sur l'établissement des comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (données comptables – exercice 2023)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;

b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;

f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;

h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2023.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2023 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 – 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2024

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l 'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. **Produits et charges directs**

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. **Charges calculées**

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement[1] liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

[1] Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2023 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :
- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2023, il est appliqué un pourcentage de 4.8 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2023. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

* *
*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2023 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2016-07.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE
Exercice 2023

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.
Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.
Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.
Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.
La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.
Ainsi, concernant l'exercice 2023, l'affectation des frais de structure correspond à 8,96% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. <u>Exécution directe de l'activité</u>
- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. <u>Missions d'exploitation</u>
- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
- Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.

3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
- Prospection de marché,
- Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
- Etude des produits et tarifs.

4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
- Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
- Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient on non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
- Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
- Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
- Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.

5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
- Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
- Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
- Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
- Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
- Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
- Relations avec les Commissaires aux comptes,
- Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
   Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.

2. Stratégie, études, développement
   Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.

3. Financement
   Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.

4. Innovation
   Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

ANNEXE 2

5. Audit interne
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité déléguante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

INDIGO

INDIGO PARK
Direction Régionale Sud-Est
04 91 37 34 34

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RÉGIE DES PARKINGS Grassois

PARCS DE STATIONNEMENT

NOTRE DAME-DES-FLEURS / MARTELLY, LA ROQUE, ROUBAUD et CHIRIS



RAPPORT D'ACTIVITE 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

AVANT – PROPOS

Le présent rapport d'activité est établi conformément aux dispositions de l'article R2221-50 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 40 des statuts de la Régie des Parkings Grassois.

Il constitue le rapport du Directeur, donnant tous les éléments d'informations sur l'activité de la Régie au cours du dernier exercice et indiquant les mesures qu'il convient de prendre pour :

- abaisser les prix de revient ;
- accroître la productivité ;
- donner plus de satisfaction aux usagers ;
- d'une manière générale, maintenir l'exploitation de la Régie au niveau du progrès technique en modernisant les installations et l'organisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SOMMAIRE

I. Présentation des parcs de stationnement 4
I.1 - Description des parcs 5
I.2 - Etat des parcs 9
I.3 - Difficultés rencontrées dans les parcs 9

II. Analyse de l'activité - Exploitation des parcs 10
II.1 - Missions de la Régie 11
II.2 - Personnel de la Régie 11
II.3 - Organigramme au 31 décembre 2023 12
II.4 - Exploitation horaires des parcs 13
II.4-1 Tarifs horaires 13
II.4-2 Fréquentation et recettes horaires 15
II.5 - Exploitation des abonnements 18
II.5-1 Tarifs abonnements 18
II.5-2 Recettes abonnements 19
II.5-3 Recettes d'exploitation totales 20
II.5-4 Chiffre d'affaires par Parc et par Place 21

III. Analyse de l'activité - Gestion du stationnement payant de surface 23
III.1 - Présentation 24
III.2 - Les missions à la charge de la Régie des Parkings Grassois 24

IV. Compte-rendu financier 25
IV.1 - Dépenses de fonctionnement 26
IV.2 - Recettes de fonctionnement 28
IV.3 - Dépenses d'investissement 28
IV.4 - Recettes d'investissement 29
IV.5 - Compte administratif 2023 29

V. Perspectives financières pour 2024 30
V.1 - Prévision de recettes d'exploitation 31
V.2 - Prévision de charges de personnel 31

VI. Analyse de la qualité du service rendu 33
VI.1 - Gratuité des parcs 34
VI.2 - Tarification compétitive 34
VI.3 – Divers moyens de paiement 34
VI.4 – Souscription abonnement Internet 35
VI.5 – Accueil des personnes à mobilité réduite 35
VI.6 – Accueil des motards 35
VI.7 – Lecture de plaque minéralogique 35
VI.8 – Système de guidage par niveau 36
VI.9 – Jalonnement dynamique 36
VI.10 – Diffusion de musique dans les parkings 36
VI.11 – Diffusion de parfum 36
VI.12 - Adaptation de l'offre aux besoins réels 36
VI.13 - Surveillance et propreté 36
VI.14 – Suivi de la satisfaction des usagers 37
VI.15 – Développement durable 37
VI.16 – Politique commerciale 38
VI.17 – Services complémentaires 40

VII. La Régie des Parkings Grassois en images 41
VII.1 – Les travaux et aménagements réalisés en 2023 42
VII.2 –Trombinoscope de la Régie des Parkings Grassois au 31/12/23 49

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

I. PRESENTATION DES PARCS DE STATIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

I.1 - Description des parcs

Parc Notre Dame des Fleurs-Martelly :

Niveau	Nombre de places VL	Dont véhicules électriques	Dont places PMR	Dont box	Dont moto
4	32		1		3
3	63		1		2
2	61		1		2
1	61	8	1		2
-1	98				
-2	105			4	4
R+1 Martelly	69				
RdC Martelly	63		5		
Total	**554**	**8**	**9**	**4**	**13**

Notre Dame des Fleurs





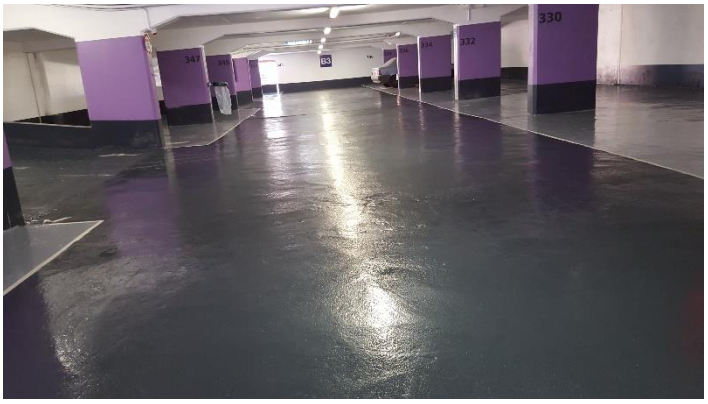
Martelly

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Parc La Roque :

Niveau	Nombre de places	Dont places VL	Dont places PMR	Dont box	Dont moto
1	3		2		1
2	10	2	6		2
2 Bis	4	4			
3	24	24			
3 Bis	24	23			1
4	24	24			
4 Bis	24	23			1
5	24	24			
5 Bis	24	23			1
6	24	24			
6 Bis	24	23			1
7	24	24			
7 Bis	24	23			1
8	24	24			
8 bis	24	2		22	
9	24	24			
9 Bis	24	2		22	
10	24	24			
10 Bis	24	2		22	
11	20	20			
11 Bis	21	20			1
12	20	20			
12 Bis	21	5		16	
13 Bis	16	15			1
Total	**499**	**399**	**8**	**82**	**10**



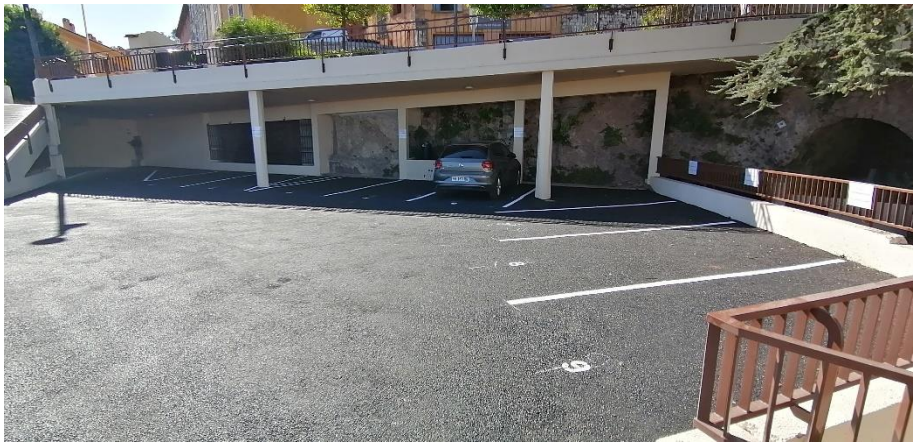


Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Parc Roubaud :

Niveau		Nombre de places	Remarques
-1	Elévation	9	Suite au départ du CAMSP (Harpèges) places réservées aux individuels
-2	Elévation	17	Places réservées aux abonnés (service Proximité de la Ville de Grasse (8) et individuels (9))
Total		**26**	





Niveau -1

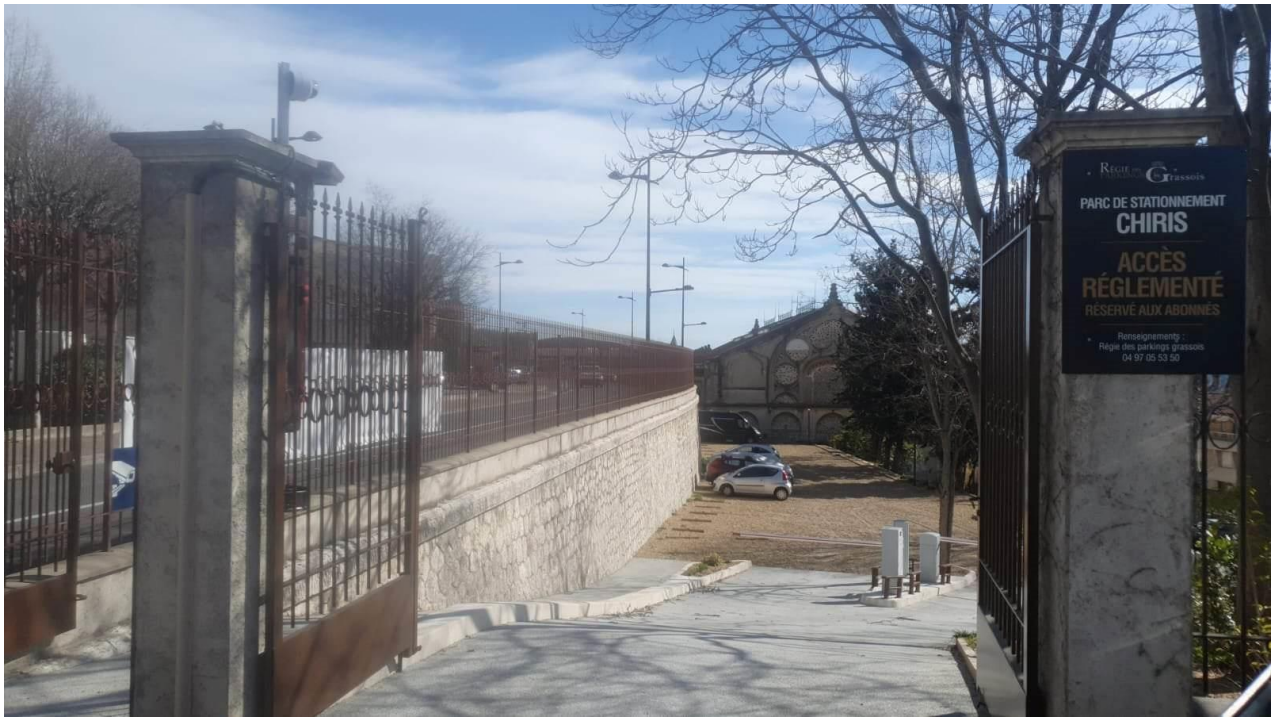
Niveau -2



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Parc Chiris :

Niveau		Nombre de places	Remarques
1	En surface	21	Places réservées uniquement aux abonnés







Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

I.2 - Etat des parcs

Notre Dame des Fleurs Martelly

L'ouvrage a été construit au début des années 70 puis étendu (parking Martelly) en 1986. Il est en bon état au niveau de sa structure. Des travaux de peinture ont été réalisés à tous les niveaux et l'ascenseur a été entièrement rénové en 2022.

Cependant, on peut néanmoins constater :

1- Des infiltrations d'eaux de pluies dans le parc via les joints de dilatation de la gare routière et du jardin Martelly.

La Roque

L'ouvrage, construit en 1981, est en bon état au niveau de sa structure. Des travaux de peinture (murs, sols et plafonds) ont été effectués les années précédentes ainsi que la restauration de la plateforme supérieure en 2020. Suite à de nombreuses pannes, l'ascenseur a été entièrement rénové en 2022 mais a cependant connu une panne supplémentaire en 2023 qui l'a immobilisé pendant plusieurs mois.

On peut néanmoins constater :

1- Le deuxième ascenseur est hors d'usage,
2- Un projet de création d'un second ascenseur est en cours.

Roubaud

Ce parc a été entièrement rénové et modernisé en 2019 et 2020. Il est aujourd'hui composé de 26 emplacements et accueille les véhicules techniques du Service de proximité centre-ville, les véhicules du Centre d'Action Médico-Social Précoce CAMSP (Harpèges) jusqu'à l'été 2023 ainsi que des véhicules de riverains.

Chiris

Ce parc a été aménagé en 2022. Il contient 21 places de stationnement et a été dénommé Chiris. Il est implanté Avenue de Provence et est réservé aux abonnés.

I.3 - Difficultés rencontrées dans les parcs

Notre Dame des Fleurs Martelly :

1- La présence de S.D.F. et de mendiants à proximité des caisses automatiques du parc s'est réduite due notamment au passage régulier de la police municipale.
2- La présence régulière de personnes buvant, urinant et déféquant dans la ruelle jouxtant le niveau 4 du parking Notre Dame des Fleurs qui créent des nuisances d'hygiène, olfactives et d'image pour la clientèle du parc,
3- De nombreuses fraudes aux sorties du parking sont à relever, bien que cela tende à diminuer. L'assistance vidéo permet toutefois de reconnaitre le véhicule et après plusieurs fraudes, de porter plainte contre le propriétaire du véhicule.
4- Le parking sert d'atelier pour des personnes qui, hors du champ des caméras, font de la mécanique.

La Roque :

1- Les abords du parking sont de temps à autres sales car les riverains s'en servent de décharge.
2- Les accès aux portes piétonnes sont dégradés par les déjections canines et donnent une image négative de l'entretien de la ville et du parc.
3- Le parking sert d'atelier pour des personnes qui, hors du champ des caméras, font de la mécanique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

II.

ANALYSE DE L'ACTIVITE - EXPLOITATION DES PARCS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

II.1 - Missions de la Régie

La Régie des Parkings Grassois est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial.
Créée le 6 décembre 2012 et en activité depuis le 1er avril 2013, la Régie des Parkings Grassois est chargée :

☞ **De l'exploitation des parcs de stationnement Notre Dame des Fleurs – Martelly, La Roque et Roubaud :**
- Notre Dame des Fleurs : 554 places.
- La Roque : 499 places.
- Roubaud : 26 places
- Chiris : 21 places

Soit un total de **1 100 places de stationnement payantes**, ouvert 24h/24 et 7j/7.

☞ **De la gestion technique (collecte, comptage et entretien), en prestation de service, de 36 horodateurs installés en voirie pour le stationnement payant de surface ainsi que le traitement des RAPO et CCSP pour le compte de la Ville de Grasse.**

II.2 – Personnel de la Régie

• Le Directeur, ***Monsieur Cédric DIAZ*** assure :
- Le suivi et le contrôle de l'exploitation ;
- Les relations avec l'autorité délégante.
- Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration ;
- Il exerce la direction de l'ensemble des services ;
- Il recrute et licencie le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires ;
- Il est l'Ordonnateur de la Régie, et prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;
- Il passe tous actes, contrats et marchés.

Suite à une adaptation des horaires d'accueil et la modernisation des équipements, les moyens humains sont passés en 2020 de 11 à 6 agents.

☞ Le Chef d'exploitation, ***Monsieur Philippe BERIDOT***, assisté par ***Monsieur Nuno VARELA MONTEIRO***, adjoint et sous régisseur, assure :
- Les fonctions de régisseur et sous-régisseur
- L'organisation et l'encadrement de l'équipe d'exploitation
- L'analyse statistique : fréquentation et recettes
- Les prospectives tarifaires
- La gestion technique des parcs
- Les relations avec les usagers
- Les relations avec les fournisseurs
- Les relations avec les services municipaux.

☞ La Responsable Administrative et Financière, ***Madame Fabienne MORALES*** assure le suivi administratif et comptable des deux parcs.

Elle est chargée de :
- Assurer les enregistrements comptables et tenir la comptabilité générale
- Être en relation avec le Comptable Public et gérer les flux comptables
- Elaborer et présenter le budget ainsi que toutes les décisions budgétaires
- Etablir le compte financier à chaque fin d'exercice.
- Préparer les paies et établir les contrats de travail, les formations
- Organiser les conseils d'administration, leur contenu et compte-rendu
- Produire le rapport d'activité

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Commander les fournitures
- Accueillir les usagers notamment étrangers si besoin
- Développer de nouveaux projets
- Traitement des mails, RAPO et CCSP en soutien à la brigade de stationnement

☞ L'adjoint au chef d'exploitation, ***Monsieur Nuno VARELA MONTEIRO*** a reçu la fonction complémentaire de Sous régisseur de la partie exploitation des horodateurs. A cet effet il assure :

- La collecte des recettes des horodateurs une fois par semaine
- Le comptage
- La tenue de tableaux statistiques
- La gestion technique et le dépannage
- L'entretien hebdomadaire

☞ Les agents d'exploitation, représentés par ***Madame NASSE Sylvie (jusqu'au 31 août), Monsieur Sébastien Chapelle depuis le 02 octobre 2023 et Monsieur Nuno VARELA MONTEIRO***, assurent :

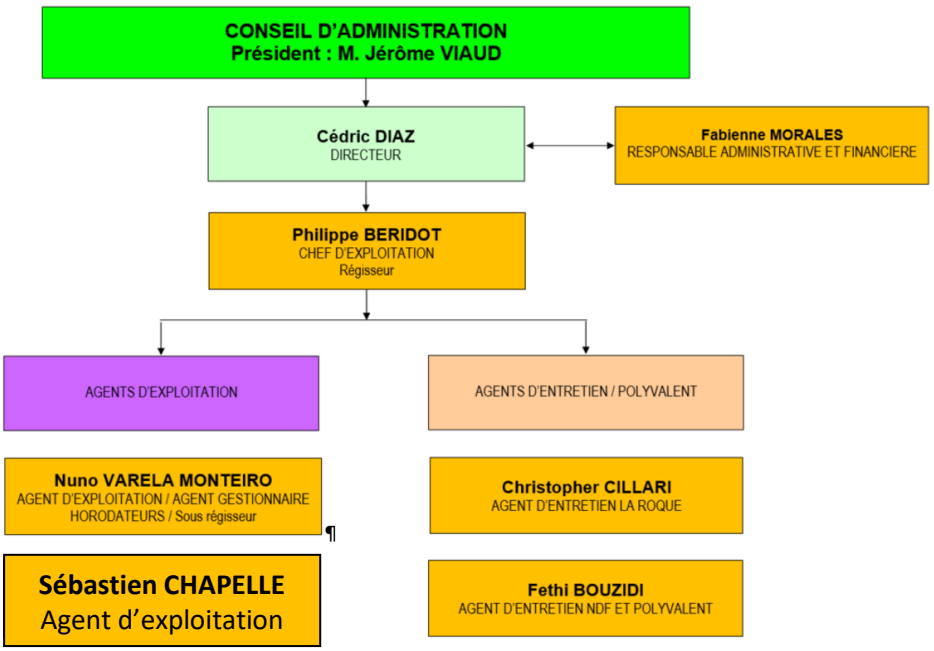
- L'accueil de la clientèle ;
- La réception et le traitement des paiements en caisse manuelle ;
- Le bon fonctionnement des parcs et le respect du règlement intérieur ;
- La maintenance des installations techniques ;
- La vigilance ;
- L'assistance aux clients rencontrant des difficultés ;
- La transmission d'informations concernant les services des parcs ;

☞ Les agents d'entretien, représentés par ***Messieurs Fethi BOUZIDI et Christopher CILARI*** assurent :

- le nettoyage du parc
- le remplacement des néons (avec habilitation électrique)
- le changement des bobines délivrant les tickets aux bornes de péage
- l'arrosage des plantes
- le rangement des fournitures d'entretien et de péage
- le renseignement directionnel et l'affichage

Le personnel étant présent de 9h00 à 18h00, une astreinte hebdomadaire est assurée en roulement la nuit par 4 agents. Un téléphone est mis à leur disposition.
Le Centre de Surveillance Urbaine de la Ville de Grasse assure la téléphonie des bornes de 17h30 à 7h30.

II.3 - Organigramme de la Régie en 2023



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

II.4 - Exploitation horaire des parcs

II.4 – 1. Tarifs horaires

Les tarifs horaires sont identiques sur les trois parcs de stationnement. Ils ont été ajustés par décision du Conseil d'administration lors de sa réunion du 5 avril 2022 avec la création de deux périodes de tarification :

- ☞ **1 heure** tous les jours **du 1er octobre au 30 avril**
- ☞ **30 minutes** gratuites du **1er mai au 30 septembre**.

TARIFS HORAIRES

Basse saison (1er octobre au 30 avril) – 1ère heure gratuite - Tarifs Horaires journée de 8h à 19h

Jusqu'à 15min	**Gratuit** (0,30 €)	4h30	7,20 €	8h45	10,60 €
30min	**Gratuit** (0,50 €)	4h45	7,40 €	9h00	10,80 €
45mn	**Gratuit** (1,00 €)	5h	7,60 €	9h15	11,00 €
1h	**Gratuit** (1,50 €)	5h15	7,80 €	9h30	11,20 €
Jusqu'à 1h15	2,50 €	5h30	8,00 €	9h45	11,40 €
1h30	3,00 €	5h45	8,20 €	10h	11,60 €
1h45	3,50 €	6h	8,40 €	10h15	11,70 €
2h	4,00 €	6h15	8,60 €	10h30	11,80 €
2h15	4,50 €	6h30	8,80 €	10h45	11,90 €
2h30	5,00 €	6h45	9,00 €	11h	12,00 €
2h45	5,50 €	7h	9,20 €	Au-delà de 11h, tarif cumulé jusqu'à 24h de stationnement : 12,00 €	
3h	6,00 €	7h15	9,40 €		
3h15	6,20 €	7h30	9,60 €		
3h30	6,40 €	7h45	9,80 €		
3h45	6,60 €	8h	10,00 €		
4h	6,80 €	8h15	10,20 €		
4h15	7,00 €	8h30	10,40 €		

Haute saison (1er mai au 30 septembre) – 1ère ½ heure gratuite - Tarifs Horaires journée de 8h à 19h

Jusqu'à 15min	**Gratuit** (0,50 €)	4h30	9,10 €	8h45	12,50 €
30min	**Gratuit** (1,00 €)	4h45	9,30 €	9h00	12,70 €
Jusqu'à 45min	1,50 €	5h	9,50 €	9h15	12,80 €
1h	2,00 €	5h15	9,70 €	9h30	12,90 €
1h15	3,00 €	5h30	9,90 €	9h45	13,00 €
1h30	3,90 €	5h45	10,10 €	10h	13,10 €
1h45	4,40 €	6h	10,30 €	10h15	13,20 €
2h	4,90 €	6h15	10,50 €	10h30	13,30 €
2h15	5,50 €	6h30	10,70 €	10h45	13,40 €
2h30	6,00 €	6h45	10,90 €	11h	13,50 €
2h45	6,50 €	7h	11,10 €	Au-delà de 11h, tarif cumulé jusqu'à 24h de stationnement : 14,00 €	
3h	7,00 €	7h15	11,30 €		
3h15	7,50 €	7h30	11,50 €		
3h30	7,90 €	7h45	11,70 €		
3h45	8,20 €	8h	11,90 €		
4h	8,50 €	8h15	12,10 €		
4h15	8,80 €	8h30	12,30 €		

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Tarifs Horaires nuit de 19h à 8h

Jusqu'à 15 min	0,30 €	**1h15**	1,20 €	**2h15**	1,60 €
30 min	0,60 €	**1h30**	1,30 €	**2h30**	1,70 €
45 min	0,90 €	**1h45**	1,40 €	**2h45**	1,80 €
1h	1,10 €	**2h**	1,50 €	**3h**	2,00 €
				Au-delà de 3h	Forfait 2 €

** Tout 1/4h commencé est dû*

Samedi : Gratuit toute la journée au Parking La Roque et forfait maximum de 3€ la journée au Parking Notre-Dame-des-Fleurs en Basse saison
Ticket perdu : 14,00 € - **Cartes perdue** : 30 €
Frais de dossiers abonnements : 15 €
Carte à décompte : par tranche de 20 € + 10% offerts
Cartes congrès : 3 jours 26 € - jour suivant : 5 €
Personnes à mobilité réduite : gratuité du stationnement horaire dans la limite de 2h de stationnement maximum

Chèques parkings

Durée	Carnet de 100 chèques	Carnet de 50 chèques
1h	100 €	55 €
2h	200 €	110 €
3h	300 €	165 €

Chèques réduction

Valeur	Carnet de 100 chèques	Carnet de 50 chèques
2 €	200 € (+ 10 chèques offerts)	100 € (+ 5 chèques offerts)

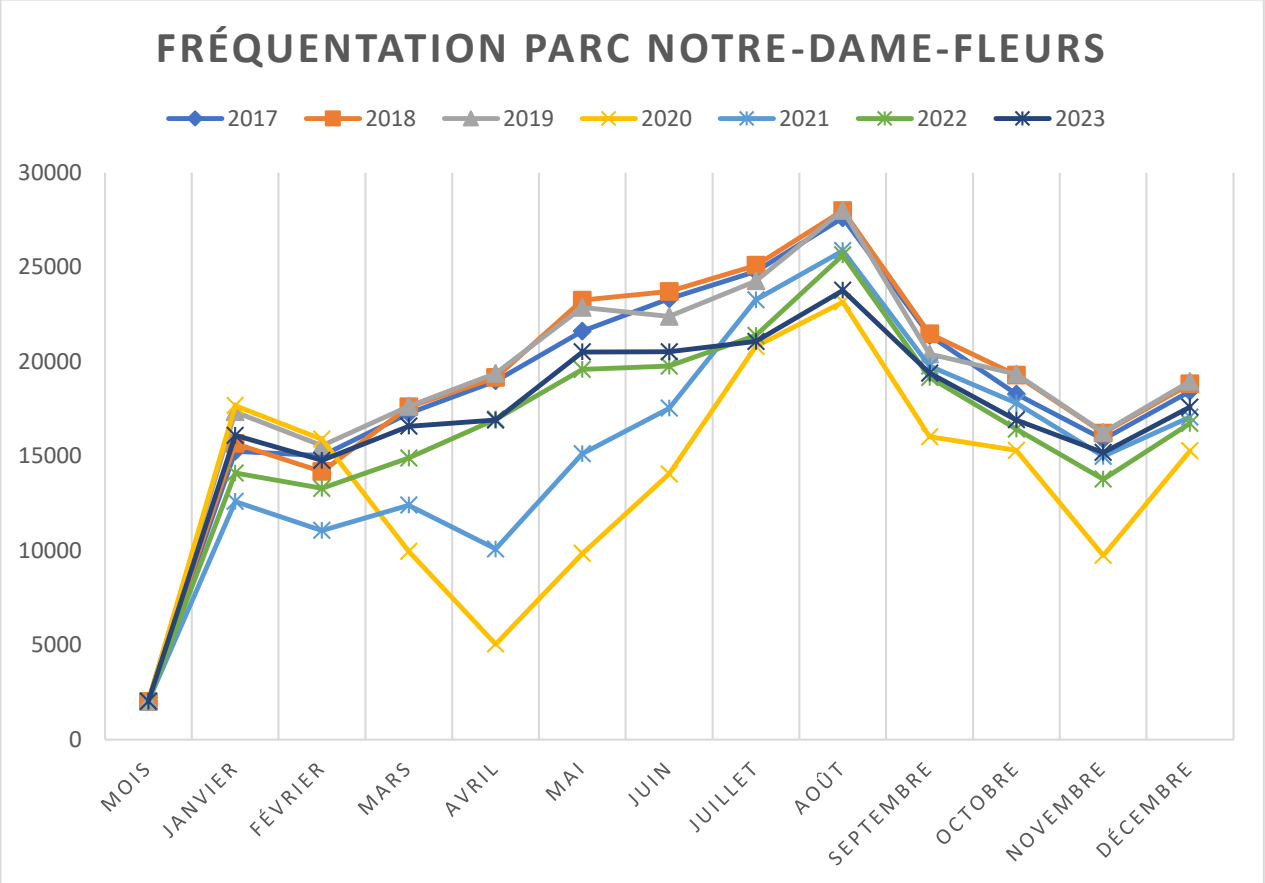
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

II.4 – 2. Fréquentation et recettes horaires

Fréquentation Horaires 2023

Parc Notre-Dame-des-Fleurs : +3,6% / 2022

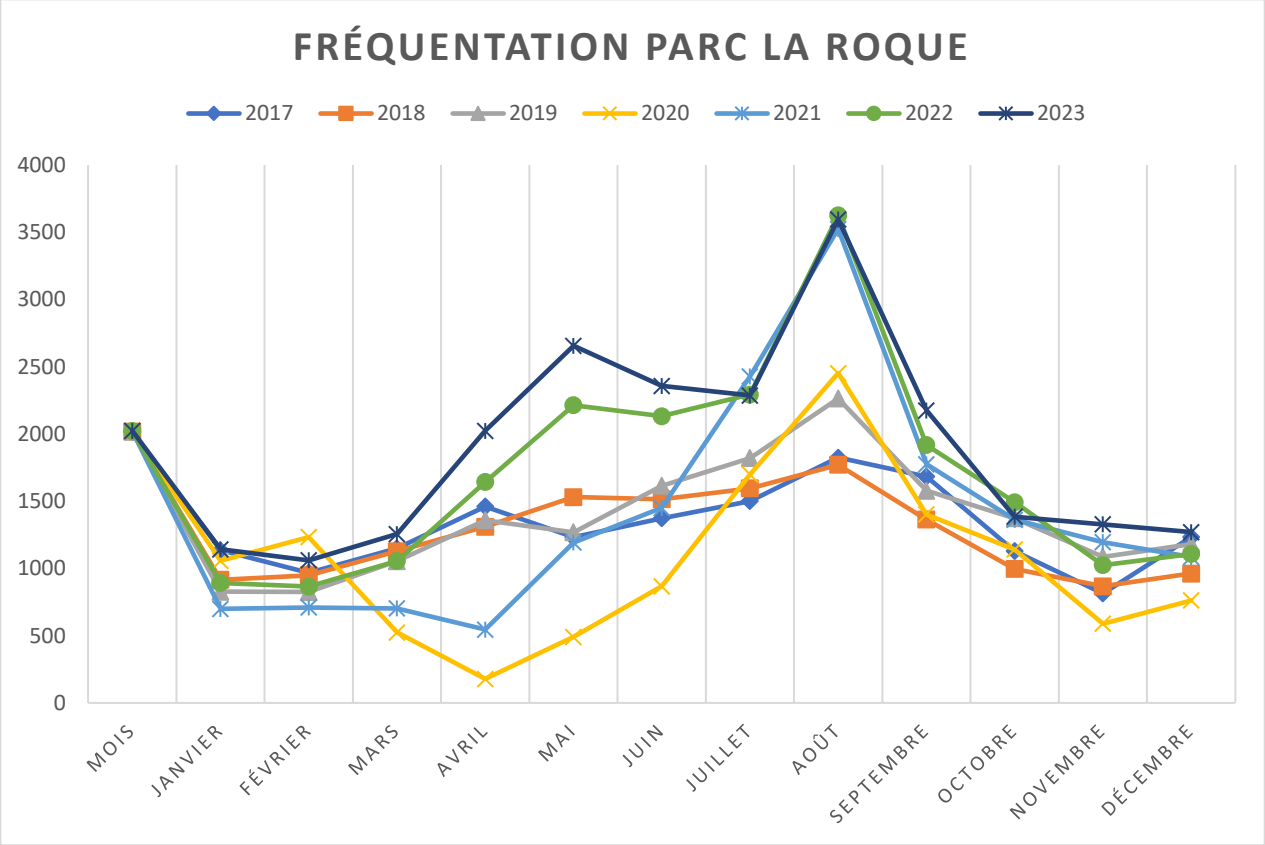
	Parc Notre-Dame-des Fleurs							
Mois	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	
JANVIER	15 252	15 665	17 342	17 674	12 597	14 104	16 094	
FÉVRIER	15 018	14 188	15 554	15 894	11 069	13 291	14 771	
MARS	17 257	17 606	17 641	9 960	12 404	14 895	16 576	
AVRIL	18 977	19 156	19 375	5 058	10 084	16 949	16 910	
MAI	21 613	23 253	22 862	9 848	15 127	19 581	20 506	
JUIN	23 316	23 710	22 387	14 054	17 533	19 760	20 514	
JUILLET	24 766	25 091	24 266	20 799	23 267	21 385	21 066	
AOÛT	27 601	27 991	28 005	23 155	25 862	25 639	23 768	
SEPTEMBRE	21 384	21 468	20 394	16 028	19 759	19 159	19 390	
OCTOBRE	18 279	19 288	19 336	15 299	17 817	16 432	16 912	
NOVEMBRE	15 888	16 223	16 253	9 744	14 982	13 779	15 184	
DÉCEMBRE	18 434	18 816	18 950	15 275	17 066	16 731	17 593	
TOTAL	**237 785**	**242 455**	**242 365**	**172 788**	**197 567**	**211 705**	**219 284**	
		2,0%	*0,0%*	*-28,7%*	*14,3%*	*7,2%*	***3,6%***	/2022
							-10,5%	/2019



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Parc La Roque : +11,2% / 2022

	Parc La Roque						
Mois	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
JANVIER	1 136	916	828	1 057	700	893	1 142
FÉVRIER	969	949	825	1 234	710	866	1 061
MARS	1 150	1 128	1 055	525	703	1 056	1 256
AVRIL	1 461	1 311	1 359	179	546	1 644	2 023
MAI	1 232	1 531	1 269	491	1 193	2 214	2 656
JUIN	1 373	1 516	1 615	868	1 451	2 132	2 357
JUILLET	1 501	1 596	1 821	1 700	2 428	2 293	2 286
AOÛT	1 825	1 771	2 264	2 452	3 525	3 627	3 596
SEPTEMBRE	1 684	1 364	1 578	1 402	1 775	1 918	2 175
OCTOBRE	1 129	997	1 374	1 141	1 363	1 493	1 385
NOVEMBRE	815	868	1 087	590	1 196	1 025	1 329
DÉCEMBRE	1 234	963	1 180	763	1 086	1 108	1 270
TOTAL	**15 509**	**14 910**	**16 255**	**12 402**	**16 676**	**20 269**	**22 536**
		-3,9%	*9,0%*	*-23,7%*	*34,5%*	*21,5%*	***11,2%*** /2022
							27,9% /2019



La fréquentation des deux Parcs de stationnement exploitées par la Régies a poursuivi sa hausse en 2023 par rapport à 2022 et 2021, bien qu'elle ait été plus relative. Pour le Parc Notre Dame-des-Fleurs, la fréquentation reste cependant inférieure à l'année de référence 2019. En revanche, pour le Parc La Roque, la fréquentation a atteint un novembre pic en 2023, malgré des problèmes persistants de panne de l'ascenseur.

La fréquentation est de :

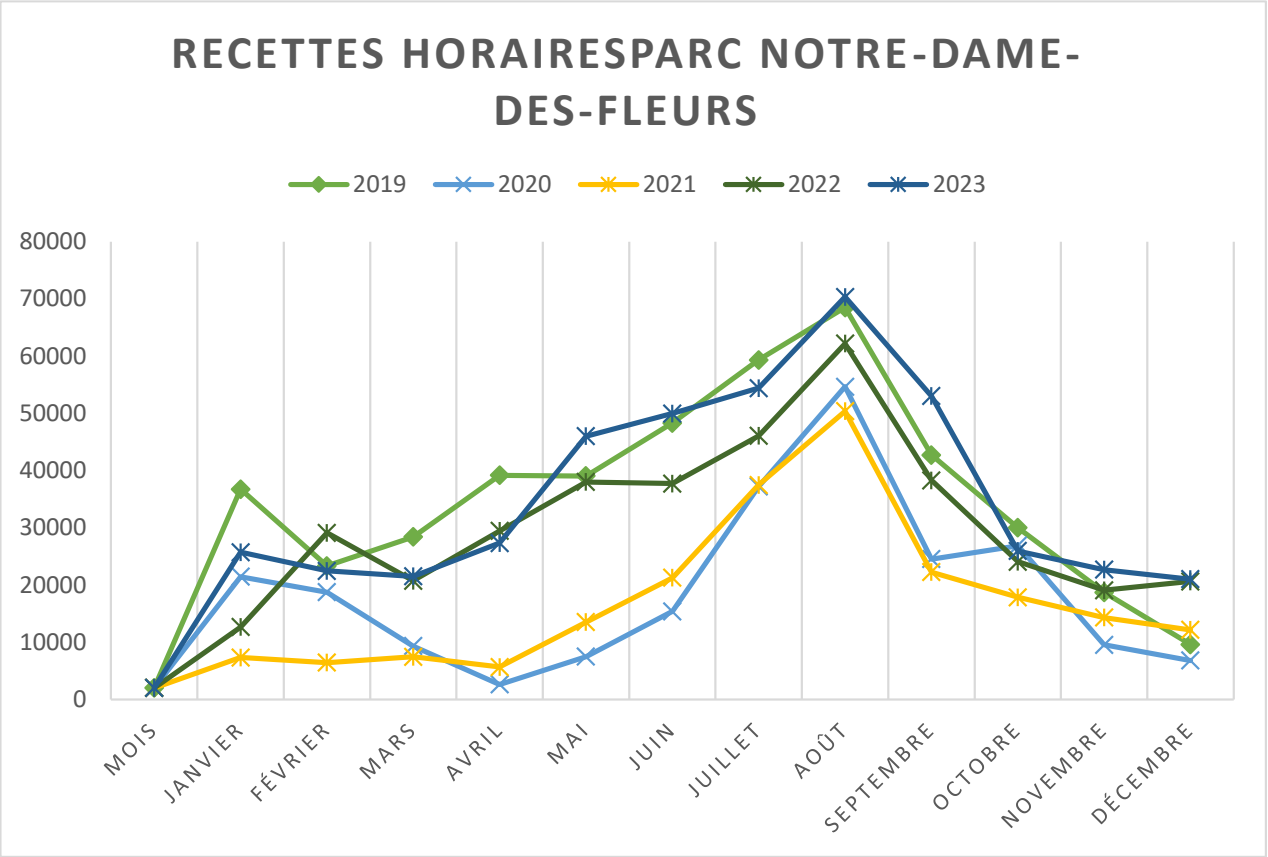
- **+3,6% / 2022 et -10,5% / 2019 pour le parking Notre Dame-des-Fleurs,**
- **+11,2% / 2022 et +27,9% / 2019 pour le parking La Roque**,
- **+4,2% / 2022 et -6,9% / 2019 pour les deux parcs.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Recettes Horaires 2023 (en €HT)

Parc Notre-Dame-des-Fleurs : 16,5 % / 2022

	Parc Notre-Dame-des Fleurs					
Mois	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	
JANVIER	36 740 €	21 477 €	7 338 €	12 653 €	25 729 €	
FÉVRIER	23 338 €	18 750 €	6 453 €	29 137 €	22 492 €	
MARS	28 414 €	9 343 €	7 482 €	20 763 €	21 524 €	
AVRIL	39 180 €	2 636 €	5 690 €	29 473 €	27 333 €	
MAI	39 067 €	7 506 €	13 537 €	38 024 €	45 998 €	
JUIN	48 304 €	15 417 €	21 268 €	37 746 €	49 978 €	
JUILLET	59 326 €	37 215 €	37 480 €	46 069 €	54 394 €	
AOÛT	68 491 €	54 663 €	50 366 €	62 176 €	70 322 €	
SEPTEMBRE	42 713 €	24 552 €	22 274 €	38 295 €	53 009 €	
OCTOBRE	30 008 €	26 871 €	17 857 €	24 084 €	25 955 €	
NOVEMBRE	18 742 €	9 560 €	14 316 €	19 102 €	22 697 €	
DÉCEMBRE	9 617 €	6 838 €	12 184 €	20 627 €	21 040 €	
TOTAL	**443 941 €**	**234 826 €**	**216 245 €**	**378 149 €**	**440 471 €**	- 3 469 €
		-47,1%	*-7,9%*	*74,9%*	*16,5%*	/2022
					-0,8%	/2019



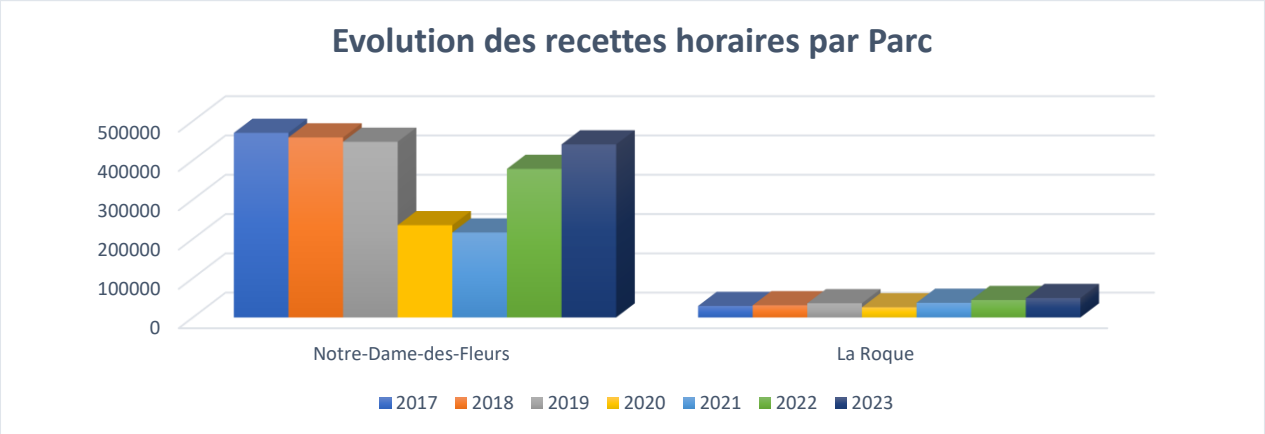
Du fait d'une fréquentation en hausse d'une part, mais surtout d'une nouvelle politique tarifaire, les recettes horaires du Parc Notre-Dame-des-fleurs ont encore progressée en 2023, de +16,5% / 2022.

Les recettes de 2023 tendent vers celles de l'année de référence qu'est 2019 : -3 469 €, soit -0,8% malgré une fréquentation inférieure de 10,5%.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Recettes Horaires globales : +15,9% / 2022

Parc de stationnement	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Ecart 2023/2022	
Notre-Dame-des-Fleurs	469 828 €	458 224 €	447 164 €	234 826 €	216 245 €	378 149 €	440 471 €	**62 322 €**	*16,5%*
La Roque	29 286 €	31 016 €	36 116 €	25 937 €	37 318 €	44 369 €	49 438 €	**5 069 €**	*11,4%*
TOTAL HT	**499 114 €**	**489 240 €**	**483 280 €**	**260 763 €**	**253 563 €**	**422 518 €**	**489 909 €**	**67 391 €**	*15,9%*
				-46,0%	-2,8%	66,6%	15,9%		



La nouvelle tarification mise en œuvre à compter du 1er mai 2022 a porté ses fruits et permis de retrouver un bon niveau de recettes en 2023. **Globalement, les recettes horaires ont continué à augmenter en 2023 (+15,9%) par rapport à 2022, elles ont même été légèrement supérieures (+1,4%) à celles de l'année 2019**.

II.5 - Exploitation des abonnements

II.5 - 1. Tarifs abonnements

Les diverses offres d'abonnements se déclinent ainsi :

Parc Notre-Dame-des-Fleurs / Martelly

Type abonnement	Mois	Trimestre(2)	Semestre(2)	Année(2)
Voitures électriques(1)	80 €	232 €	456 €	864 €
URGENCES MEDICALES(9)	80 €	232 €	456 €	864 €
7j/7 – 24h/24(10)	80 €	232 €	456 €	864 €
4j fixes/7 (11)	52 €	/	/	/
Nuits/week-ends/fériés(3) + forfait vacances ou maladie à la demande (4)	33 €	96 €	188 €	356 €
	1 semaine : 20 € 2 semaines consécutives : 27 € 3 semaines consécutives : 32 € 4 semaines consécutives : 36 €			
Moto(5) LIBRE	20€	55 €	105€	200 €
Moto(5) RESERVEE	24 €	66 €	126 €	240 €

(1) 8 abonnements maximum 24h/24 7j/7
(2) paiement au trimestre : mois – 3% arrondi ; au semestre : mois – 5% arrondi ; annuel : mois – 10 % arrondi
(3) de 18h à 9h + week-ends + jours fériés limité à 100 abonnements
(4) abonnement supplémentaire à la semaine pendant une période de congés ou maladie (uniquement pour les abonnés au forfait nuit et weekend
(5) 5 abonnements maximum 24h/24 7j/j sur emplacement indiqués.
(9) 24h/24 7j/7 réservé aux médecins et infirmiers libéraux disposant de cabinets ou de leurs domiciles aux alentours du parking, Cet abonnement sera également appliqué aux usagers munis d'une carte d'invalidité, habitant ou travaillant aux alentours du parking Notre Dame des Fleurs et ne pouvant pas aller stationner au parking La Roque du fait de leur handicap.
(10) (11) abonnement mensuel uniquement et reconductible tacitement jusqu'à la date de fermeture du parking aux abonnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Parc La Roque, Roubaud et Chiris (uniquement 24/24h)

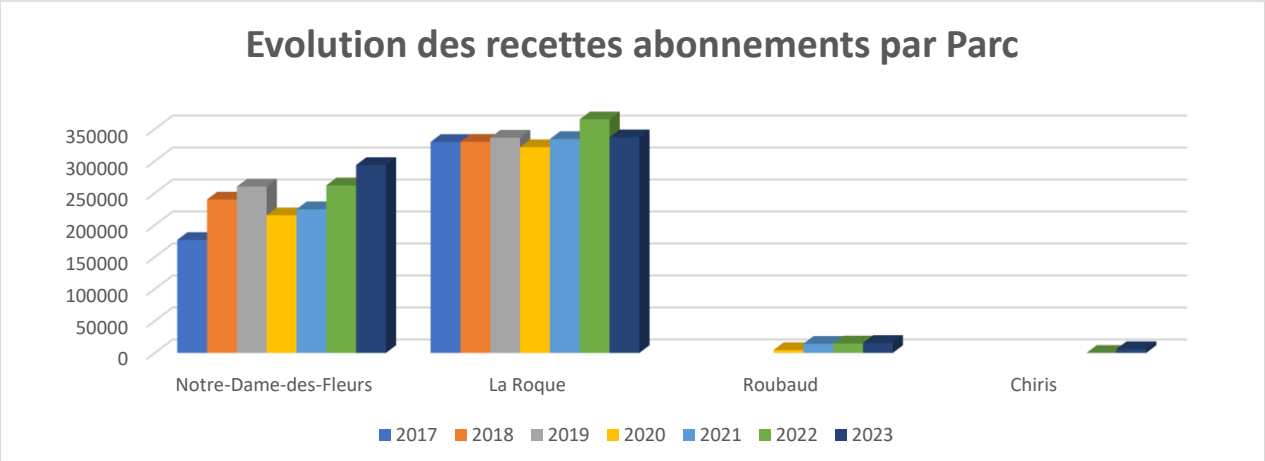
Type abonnement	Mois	Trimestre(2)	Semestre(2)	Année(2)
Nuits/week-ends/fériés(3) + forfait semaine (4)	29 €	84 €	165 €	313 €
Journée (6)	49 €	143 €	279 €	529 €
7j/7 – 24h/24	65 €	189 €	370 €	702 €
4j fixe/7	49 €	143 €	279 €	529 €
Box voiture	85 €	247 €	484 €	918 €
Moto(5) LIBRE	18€	49 €	95 €	180€
Moto(5) RESERVEE	22 €	59 €	114 €	216 €
Education Nationale	21 €			210 €
Etudiant Sup. (12)	19.90€			190 €

(2) paiement au trimestre : mois – 3% arrondi
Paiement au semestre : mois – 5% arrondi
Paiement annuel : mois – 10 % arrondi
(3) de 18h à 9h + week-ends + jours fériés
(4) abonnement supplémentaire à la semaine pendant une période de congés ou maladie (uniquement pour les abonnés au forfait nuit et weekend)
(5) 7 abonnements maxi 24h/24 7j/7 sur emplacements indiqués
(6) du lundi au vendredi de 7h30 à 20h
(12) du lundi au vendredi de 7h30 à 20 h, hors vacances scolaires (sur justificatif).

II.5 - 2. Recettes des abonnements

Recettes Abonnements 2023 (en €HT)

Parc de stationnement	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Ecart 2023/2022	
Notre-Dame-des-Fleurs	176 703 €	239 914 €	260 118 €	215 234 €	224 669 €	262 035 €	293 832 €	**31 796 €**	12,1%
La Roque	329 966 €	330 177 €	336 633 €	321 780 €	334 498 €	365 221 €	337 197 €	**-28 023 €**	-7,7%
Roubaud				4 534 €	14 279 €	14 871 €	15 705 €	**834 €**	5,6%
Chiris						121 €	6 040 €	**5 919 €**	4898,4%
TOTAL HT	**506 669 €**	**570 091 €**	**596 751 €**	**541 548 €**	**573 446 €**	**642 247 €**	**652 774 €**	**10 526 €**	1,6%
				-9,3%	5,9%	12,0%	1,6%		



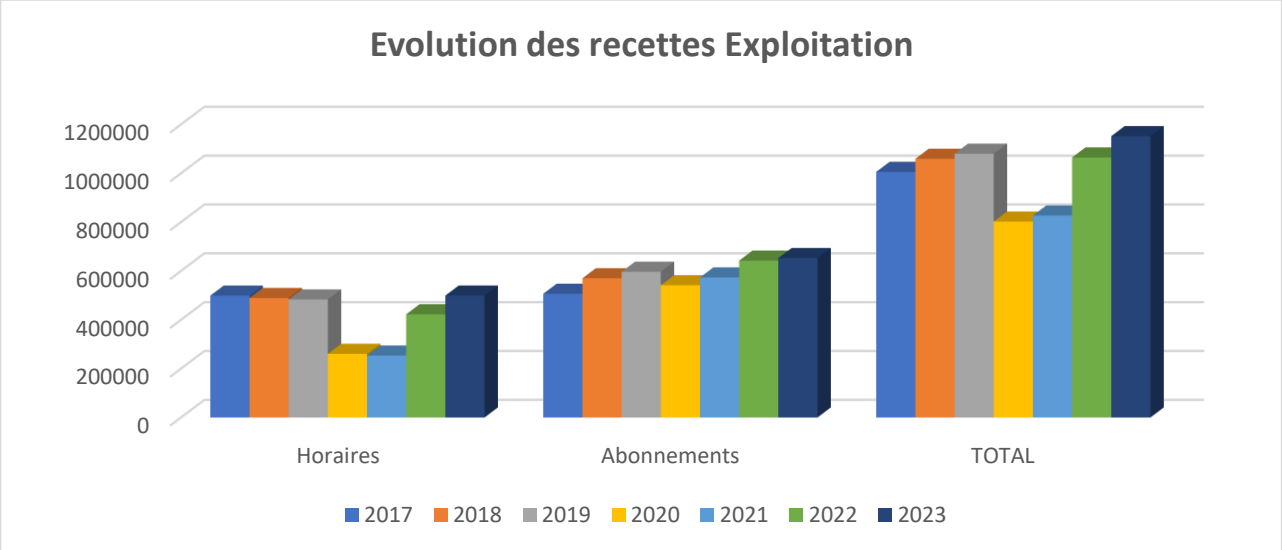
Les recettes liées aux abonnements ont globalement continué à progresser très légèrement en 2023 par rapport à 2022. Elles ont nettement progressé au Parc Notre-Dames-des-Fleurs : +31 796 €, soit +12,1%. En revanche, elles ont baissé pour le Parc La Roque : -28 023 €, soit -7,7%. Elles sont supérieures (+9,4%) aux recettes de l'année de référence, à savoir 2019. Ces recettes proviennent à présent des 4 parcs de stationnement gérés par la Régie des Parkings. Il est à révéler que pour le Parc Chiris, les recettes correspondent pour la première fois à une année complète d'exploitation.

Globalement, les recettes liés les abonnements en 2023 se situent à +10 526 €, soit +1,6% par rapport à 2022, ce qui constitue un nouveau record pour la Régie.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

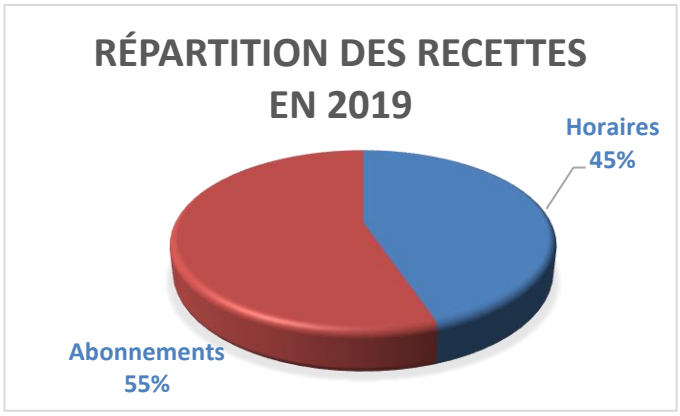
II.5 - 3. Recettes d'exploitation totales

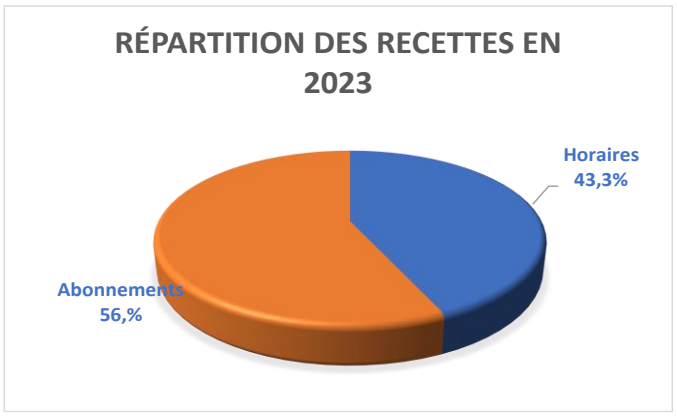
Recettes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Ecart 2023/2022	
Horaires	499 114 €	489 240 €	483 280 €	260 763 €	253 563 €	422 518 €	499 233 €	76 715 €	18,2%
Abonnements	506 669 €	570 091 €	596 751 €	541 548 €	573 446 €	642 247 €	652 774 €	10 526 €	1,6%
TOTAL	1 005 783 €	1 059 331 €	1 080 031 €	802 311 €	827 009 €	1 064 765 €	1 152 007 €	87 241 €	8,2%
				-25,7%	3,1%	28,7%	8,2%		



<u>Les recettes totales d'exploitation des parkings en 2023 ont progressé de 87 241 €HT (+8,2%) par rapport à 2022.</u>

Elles dépassent à présent celles de 2019 : +71 976 €HT (+6,7%) et constituent un pic depuis 2017.





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

II.5 - 4. Chiffre d'affaires par Parc et par Place

Parcs de la Régie

Parc Notre-Dame-des-Fleurs

Parc Notre-Dame 557p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Horaires	469 828 €	458 224 €	447 164 €	234 826 €	216 245 €	378 149 €	440 471 €	
Abonnements	176 703 €	239 914 €	260 118 €	215 234 €	224 669 €	262 035 €	293 832 €	Ecart 2023/2019
TOTAL HT	**646 531 €**	**698 138 €**	**707 282 €**	**450 060 €**	**440 914 €**	**640 184 €**	**734 303 €**	27 021 € 3,8%
CA / Place	**1 161 €**	**1 253 €**	**1 270 €**	**808 €**	**792 €**	**1 149 €**	**1 318 €**	49 €

Parc La Roque

Parc La Roque 499p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Horaires	29 286 €	31 016 €	36 116 €	25 937 €	37 318 €	44 369 €	49 438 €	
Abonnements	329 966 €	330 177 €	336 633 €	321 780 €	334 498 €	365 221 €	337 197 €	Ecart 2023/2019
TOTAL HT	**359 252 €**	**361 193 €**	**372 749 €**	**347 717 €**	**371 817 €**	**409 589 €**	**386 635 €**	13 886 € 3,7%
CA / Place	**720 €**	**724 €**	**747 €**	**697 €**	**745 €**	**821 €**	**775 €**	28 €

Parc Roubaud

Parc Roubaud 26p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Abonnements	-	-	-	4 534 €	14 279 €	14 871 €	15 705 €	Ecart 2023/2021
TOTAL HT	-	-	-	**4 534 €**	**14 279 €**	**14 871 €**	**15 705 €**	1 426 €
CA / Place	-	-	-	**174 €**	**549 €**	**572 €**	**604 €**	55 €

Parc Chiris

Parc Chiris 21p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Abonnements	-	-	-	-	-	121 €	6 040 €
TOTAL HT	-	-	-	-	-	**121 €**	**6 040 €**
CA / Place	-	-	-	-	-	**6 €**	**288 €**

Parcs INDIGO

Parc Honoré Cresp

Parc Cresp 375p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Horaires	552 580 €	523 889 €	529 111 €	322 618 €	414 256 €	489 560 €	
Abonnements	205 750 €	201 535 €	211 516 €	223 712 €	214 525 €	224 788 €	Ecart 2022/2019
TOTAL HT	**758 330 €**	**725 424 €**	**740 627 €**	**546 330 €**	**628 781 €**	**714 348 €**	-26 279 € -3,5%
CA / Place	**2 022 €**	**1 934 €**	**1 975 €**	**1 457 €**	**1 677 €**	**1 905 €**	-70 €

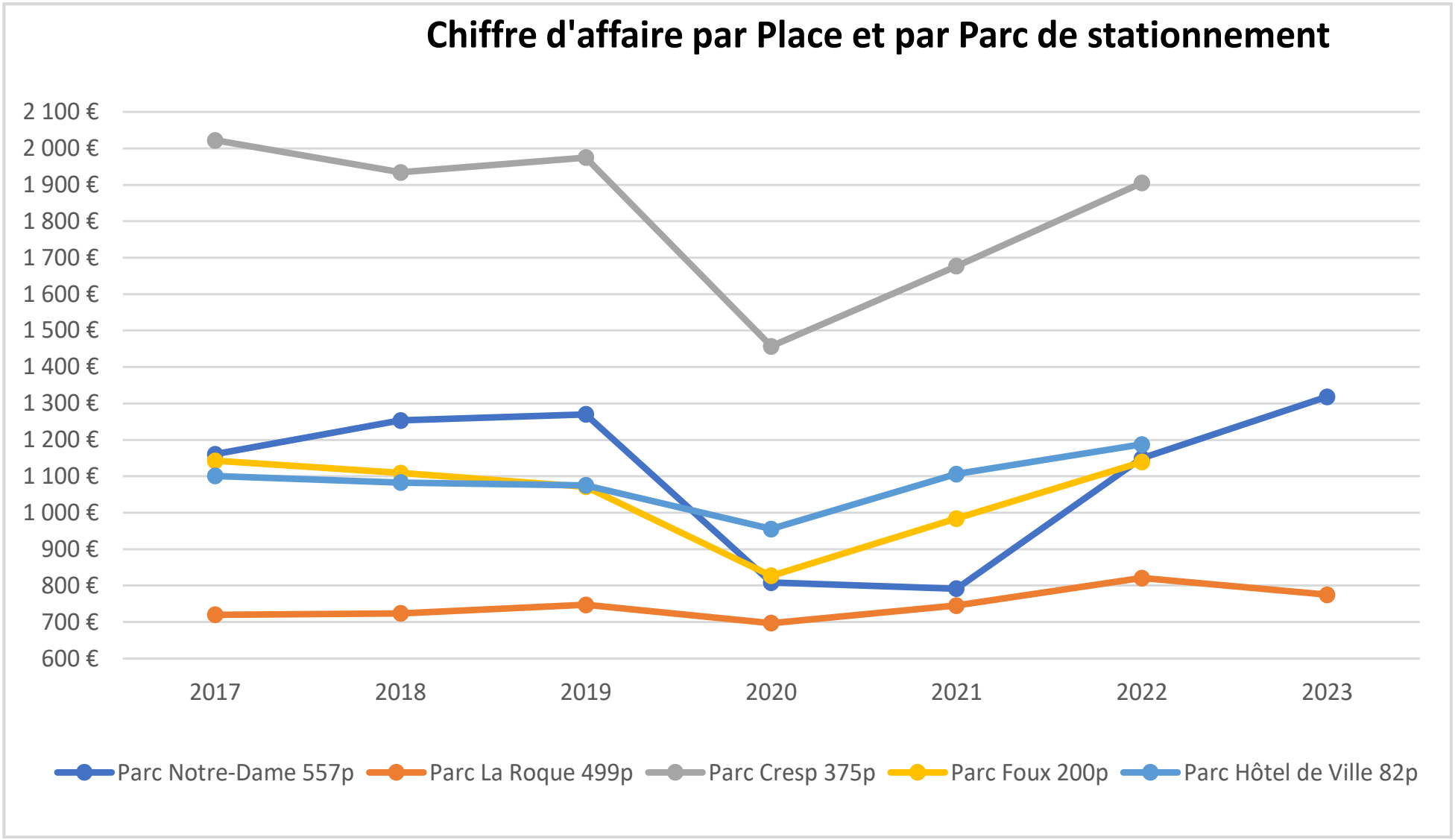
Parc de la Foux

Parc Foux 200p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Horaires	121 984 €	115 726 €	105 560 €	52 603 €	75 294 €	104 271 €	
Abonnements	106 495 €	106 070 €	108 693 €	112 735 €	121 544 €	123 576 €	Ecart 2022/2019
TOTAL HT	**228 479 €**	**221 796 €**	**214 253 €**	**165 338 €**	**196 838 €**	**227 847 €**	13 594 € 6,3%
CA / Place	**1 142 €**	**1 109 €**	**1 071 €**	**827 €**	**984 €**	**1 139 €**	68 €

Parc Hôtel de Ville

Parc Hôtel de Ville 82p	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Horaires	67 519 €	64 958 €	63 629 €	50 826 €	64 168 €	75 316 €	
Abonnements	22 741 €	23 831 €	24 551 €	27 515 €	26 535 €	22 043 €	Ecart 2022/2019
TOTAL HT	**90 260 €**	**88 789 €**	**88 180 €**	**78 341 €**	**90 703 €**	**97 359 €**	9 179 € 10,4%
CA / Place	**1 101 €**	**1 083 €**	**1 075 €**	**955 €**	**1 106 €**	**1 187 €**	112 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

III.
ANALYSE DE L'ACTIVITE – GESTION DU STATIONNEMENT PAYANT DE SURFACE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

III.1 - Présentation

Depuis 1er janvier 2019, la gestion du stationnement payant de surface a été reprise en mains par la Ville de Grasse.

Le personnel engagé pour son contrôle a rejoint les effectifs de la Commune.

Cependant la Régie a conservé quelques missions qui ont fait l'objet d'une convention signée avec la Ville.

III.2 - Missions à la charge de la Régie des Parkings Grassois

Les missions assurées par la Régie pour le compte de la Ville sont les suivantes :

- ☞ la maintenance et l'entretien des horodateurs,
- ☞ la collecte des droits de stationnement qui est effectuée par le personnel de la Régie escorté pour la circonstance, d'un agent de la Police Municipale,
- ☞ le comptage avant passage des transporteurs de fonds.
- ☞ la gestion des RAPO et requêtes CCSP ainsi que les demandes d'informations par email.

Observation : il n'y a plus d'encaissements pour le compte de la Ville des Forfaits Post Stationnement (FPS) à l'accueil du parking, ceux-ci s'effectuant dorénavant uniquement par internet sur le site de l'ANTAI.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

IV.
COMPTE-RENDU FINANCIER

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

IV.1 - Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de Fonctionnement

Article	Libellé compte	BP 2023 + DM1	Mandaté	% réalisé
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES	100 000,00	37 264,23	37,3%
6063	FOURNITURE ENTRETIEN ET PETIT EQUIPEMENT	29 000,00	30 467,87	105,1%
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 000,00	1 532,00	76,6%
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	200,00	118,89	59,4%
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	65 000,00	94 304,64	145,1%
6135	LOCATION MOBILIERE	10 000,00	4 126,71	41,3%
61521	ENTRETIEN ET REPARATION SUR BAT PUBLICS	40 000,00	19 692,20	49,2%
61528	ENTRETIEN ET REPARATION AUTRES BIENS IMMO	12 000,00	46 791,07	389,9%
61551	ENTRE REPARATION MATERIEL ROULANT	5 000,00	6 664,10	133,3%
61558	ENTRETIEN REPARATION BIENS MOBILIERS	11 000,00	2 864,69	26,0%
6156	MAINTENANCE	33 000,00	47 854,98	145,0%
6161	PRIMES D'ASSURANCES MULTIRISQUES	3 200,00	3 002,69	93,8%
6162	ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMMAGES CONSTRUCTION	17 500,00	17 465,96	99,8%
618	FRAIS DIVERS	6 000,00	5 353,82	89,2%
6225	INDEMNITES AUX COMPTABLE ET REGISSEURS	1 000,00		0,0%
6226	HONORAIRES	18 000,00	11 747,00	65,3%
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	1 000,00		0,0%
6237	PUBLICATIONS	5 400,00	0,00	0,0%
6238	PUB, PUBLICATION, RELATIONS PUBLIQUES	4 000,00	28 066,88	701,7%
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	200,00	125,00	62,5%
6257	RECEPTIONS	1 000,00	345,31	34,5%
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 500,00	2 304,64	92,2%
627	FRAIS BANCAIRES	4 600,00	5 192,55	112,9%
6281	COTISATION	2 200,00	1 680,00	76,4%
6287	REMBOURSEMENT DE FRAIS	100,00		0,0%
6288	DIVERS AUTRES	1 100,00	51,67	4,7%
635111	COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	30 000,00	22 976,00	76,6%
635112	COTISATION SUR VALEUR AJOUTEE ENTREPRISE	300,00	260,00	86,7%
63512	TAXE FONCIERE	120 000,00	111 696,00	93,1%
6318	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS	0,00	75,00	
	TOTAL CHARGES A CARACTERE GENERAL	**525 300,00**	**502 023,90**	**95,6%**
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	6 000,00	7 271,66	121,2%
6332	F.N.A.L	300,00	200,14	66,7%
6333	CONTRIBUTION A LA FORMATION	3 000,00	2 184,95	72,8%
6335	VERSEMENT LIB EXONERATION TAXE APPRENTISSAGE	2 300,00	1 486,72	64,6%
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS COMMISSONS	187 000,00	184 616,35	98,7%
6412	CONGES PAYES	10 000,00	8 589,33	85,9%
6413	PRIMES ET GRATIFICATIONS	38 000,00	26 480,44	69,7%
64141	INDEMNITE INFLATION	500,00	0,00	0,0%
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	41 218,00	46 824,68	113,6%
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	20 000,00	15 188,04	75,9%
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	8 000,00	7 594,69	94,9%
6475	MEDECINE DU TRAVAIL	600,00		0,0%
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	9 000,00	8 311,20	92,3%
648	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	700,00	960	137,1%
	TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	**326 618,00**	**309 708,20**	**94,8%**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

6512	DROIT D'UTILISATION INFORMATIQUE	1 000,00	439,79	44,0%
6541	NON VALEURS	4 000,00	0	0,0%
658	DIVERSES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	2,71	
TOTAL AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		**5 000,00**	**442,50**	**8,9%**

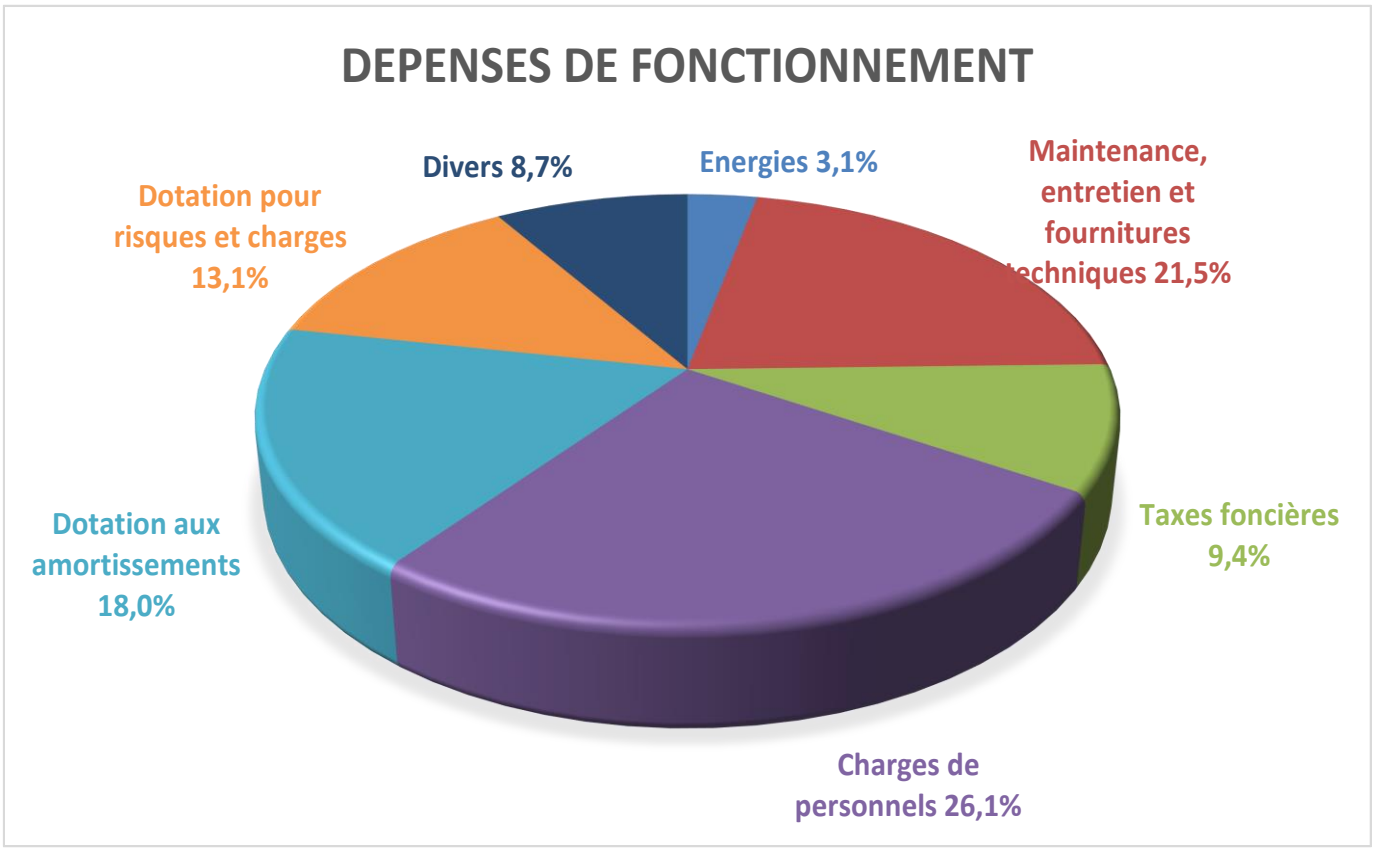
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT OPER DE GESTION	1 000,00	1 000,00	
673	MANDATS ANNULES SUR EXERCICE ANTERIEUR	2000,00	1057,08	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		**3 000,00**	**2 057,08**	**68,6%**

6951	**IMPOTS**	**6 000,00**	**2 311,00**	**0,0%**
6811	**DOTATION AUX AMORTISSEMENTS**	**217 000,00**	**213 516,47**	**98,4%**
6815	**DOTATION POUR RISQUES ET CHARGES**	**155 000,00**	**155 000,00**	
023	**VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**121 522,77**		

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 359 440,77**	**1 185 059,15**	**87,2%**

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre :

- **les charges à caractère général dont les principales dépenses sont liées :**
  - Aux fluides (électricité, eau),
  - A l'achat de fournitures techniques,
  - A l'entretien et maintenance des bâtiments et équipements,
  - Aux assurances,
  - A la sous-traitance (services VdG, Convoyeurs de fonds),
  - A la location d'équipements (matériel de péage, photocopieurs),
  - Aux impôts fonciers (taxe foncière et CFE).
- **les charges de personnel pour l'exploitation des parkings** : 6 agents à temps plein et 1 directeur mutualisé.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

IV.2 - Recettes de fonctionnement

Gest.	Compte	Libellé de compte	Service	Chap	BP 2023	Mandaté	% réalisé
NDF	706	PRESTATION DE SERVICE	ABONNE	70	262 000,00	293 831,73	112,1%
NDF	706	PRESTATION DE SERVICE	HORAIRE	70	446 000,00	449 795,42	100,9%
LRQ	706	PRESTATION DE SERVICE	ABONNE	70	365 000,00	337 197,31	92,4%
LRQ	706	PRESTATION DE SERVICE	HORAIRE	70	44 000,00	49 437,50	112,4%
ROUBAUD	706	PRESTATION DE SERVICE	ABONNE	70	14 800,00	15 705,01	106,1%
CHIRIS	706	PRESTATION DE SERVICE	ABONNE	70	3 120,00	6 039,55	193,6%
NDF	7083	LOCATIONS DIVERSES	PUB	70	1 667,00	1 666,67	100,0%
COMMUN	7083	LOCATIONS DIVERSES	NUM/orange	70	2 140,00	2 548,63	119,1%
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION					**1 138 727,00**	**1 156 221,82**	**101,5%**
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			14 220,00	24 716,72	173,8%
	70871	REMBOURSEMENT FRAIS CAPG			0	780,61	
	7588	ARRONDI PAS			0	0,11	
	6459	REMBOURSEMENT CPAM			0,00	14 399,31	
	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE			184 275,77	184 275,77	100,00%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT					**1 337 222,77**	**1 380 394,34**	**103,23%**

IV.3 - Dépenses d'investissement

Article	Libellé compte	BP 2023 + RAR	Mandaté	Engagé + RAR	% réalisé
165	REMBOURSEMENT CAUTIONS	500,00	0,00	0,00	0,00%
2031	FRAIS D'ETUDES	69 400,00	8 400,00	9 400,00	12,10%
2051	CONCESSION ET DROITS ASSIMILES	1 500,00	6 293,00	13 517,00	419,53%
2145	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	13 417,03	3 417,03	0,00	25,47%
2153	INSTALLATION A CARACTERE SPECIFIQUE	3 639,07	0,00	3 776,84	0,00%
2182	VEHICULE (2 ROUES)	10 000,00	9 704,08		
2183	MATERIEL ET BUREAU INFORMATIQUE	5 000,00	720,00	0,00	14,40%
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 000,00	6 009,85	2 450,00	150,25%
	INSTAL GENERALES SUR IMMO RECUES EN AFFECTATION	568 700,78	277 570,66	8 846,27	48,81%
2253	INSTALLATIONS SPECIFIQUES	1 000,00	0,00	0,00	0,00%
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS	20 000,00	0,00	0,00	0,00%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**697 156,88**	**312 114,62**	**37 990,11**	**44,77%**

Les dépenses d'investissement ont essentiellement contribué à :

- ☞ Déplacer la vidéo surveillance et la centrale incendie du parc La Roque,
- ☞ Lever de réserves sécurité-incendie.

Il est noté que toutes les dépenses effectuées en 2023 ont été financées grâce aux recettes de l'exploitation des parkings, sans avoir besoin de recourir à un emprunt bancaire.
A ce jour, la Régie des parkings n'a aucun prêt à rembourser.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

IV.4 - Recettes d'investissement

Article	Libellé compte	Chap.	BP 2023 + DM
2805	AMORTISSEMENTS	040	217 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	21	121 522,77
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE		358 634,11
1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX		900,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			**698 056,88**

IV.5 - Compte administratif 2023

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATION DE L'EXERCICE	Section d'exploitation	1 185 059,15	1 196 118,57	11 059,42
	Section d'investissement	312 114,62	214 416,47	-97 698,15
		+	+	
REPORT DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation	*(si déficit)*	184 275,77	
	Report en section d'exploitation	*(si déficit)*	358 634,11	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
TOTAL (réalisations + reports)		1 497 444,92	1 953 444,92	456 271,15

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (dépenses d'investissement)	29 127,50

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	1 185 059,15	1 380 394,34	195 335,19
	Section d'investissement	341 242,12	573 050,58	231 808,46
	TOTAL CUMULE	1 526 301,27	1 953 444,92	427 143,65

Après avoir connu pour la première fois un résultat d'exploitation négatif en 2020 (- 27 000 € HT), le résultat d'exploitation de l'exercice 2023 est positif : 11 059 €HT, comme en 2021 et 2022, grâce à des recettes liées en hausse et une gestion serrée des dépenses.

Le report cumulé en section d'exploitation passera ainsi de 184 276 €HT en 2022 à 195 335 € HT 2023.

Enfin, il est à relever :

- **qu'une provision pour risques et charges a été réalisée pour un montant de 155 000 € HT.**
- **que le montant d'impôt sur les sociétés réglé en 2023 est de 2 311 €HT.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

V.

PERSPECTIVES FINANCIERES POUR 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

V.1 - Prévision de recettes d'exploitation

Le contexte

Au cours de l'année 2024, **trois chantiers majeurs devraient connaitre un démarrage** ce qui pourrait affecter l'exploitation des parcs de la Régie.

Le premier de ces chantiers devrait être la reconstruction de l'Hôtel des parfums. Du fait de ces travaux, le Parc de stationnement de la Foux devra être fermé pendant les phases de démolition et de gros œuvre, soit pendant environ 1 an. Il sera ainsi proposé aux 180 abonnés du parc de la Foux d'être transférés au Parc Notre Dame-des-fleurs. Ce déplacement devrait générer des recettes d'abonnement supérieures mais également des recettes horaires moins importantes.

Le second chantier majeur devrait être le réaménagement du secteur Martelly. Deux opérations immobilières sont actuellement en cours de validation. Celles-ci pourraient générer des restrictions d'accès à certaines zones et des nuisances pour les usagers si les travaux venaient à démarrer en 2024.

Enfin, les travaux de création du second ascenseur au Parc de stationnement La Roque connaitront un démarrage au cours des mois juin/juillet 2024 et ce pour une durée 10 mois. Ce chantier aura probablement des conséquences sur la fréquentation de ce parc.

Aussi, il est proposé pour l'année 2024 de baser les recettes des parcs sur les résultats de 2023 tout en les minorant de l'ordre de 5%.

La tarification

En matière de tarification, la Régie des parkings grassois poursuivra son objectif de proposer une offre de stationnement de qualité supérieure au meilleur coût pour les grassois mais également pour les touristes. Les tarifs pratiqués resteront donc les moins chers de tous les parcs de stationnement du centre-ville grassois.

Ainsi, le Conseil d'administration du 05 avril 2022 avait validé une tarification saisonnière comportant 2 périodes :

- ☞ **Période hivernale / basse saison du 1er octobre au 30 avril : 1 heure gratuite avec une légère baisse de la tarification,**
- ☞ **Période estivale / haute saison du 1er mai au 30 septembre : ½ heure gratuite avec une légère hausse de la tarification.**

Pour l'année 2024, il est proposé de **maintenir cette tarification saisonnière en vigueur actuellement**.

L'estimation des recettes

A partir des hypothèses précitées, une simulation de la fréquentation des parcs et des recettes pour 2024 a été effectuée. Elle aboutit aux recettes suivantes :

Recettes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Horaires	499 114 €	489 240 €	483 280 €	260 763 €	253 563 €	422 518 €	499 233 €	450 000 €
Abonnements	506 669 €	570 091 €	596 751 €	541 548 €	573 446 €	642 276 €	652 774 €	650 000 €
TOTAL	1 005 783 €	1 059 331 €	1 080 031 €	802 311 €	827 009 €	1 064 793 €	1 152 007 €	1 100 000 €

V.2 - Prévision de charges de personnel

Le nombre d'agents de la Régie des parkings assurant en 2024 l'exploitation des quatre parcs sera maintenu à 6. Pour mémoire, en 2019, ces agents étaient au nombre de 11. Les adaptations des horaires de l'accueil ont permis de réduire les besoins en moyens humains.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Au 1er janvier 2024, la liste du personnel employé par la Régie des parkings est la suivante :

Salarié	Poste	Cat.	Contrat
BERIDOT Philippe	Chef d'exploitation - Régisseur	A	CDI
MORALES Fabienne	Responsable Administrative et Financière	B	CDI
VARELA MONTEIRO Nuno	Agent d'exploitation - sous régisseur partie horodateurs - gestion horodateurs	B	CDI
CHAPELLE Sébastien	Agent d'exploitation	C	CDD
BOUZIDI Fethi	Agent polyvalent et agent d'entretien	C	CDI
CILLARI Christopher	Agent d'entretien	C	CDI

Pour l'année 2024, il est de fait proposé de **maintenir les dépenses couvrant les charges de personnels**.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.

ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE RENDU

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.1 - Gratuité des parcs

Les deux parcs proposent gratuitement :

- **1 heure** tous les jours **du 1er octobre au 30 avril** et **30 minutes** gratuites du **1er mai au 30 septembre**
- **Toute la journée du samedi au parking La Roque**
- 3 € maximum le samedi à Notre Dame des Fleurs (sauf juillet/août)
- **L'opération « Gratuité pour les fêtes de fin d'année »**
  Pour les fêtes de fin d'année 2023, il a été décidé de lancer une nouvelle opération de gratuité pour favoriser les achats de Noël et de la Nouvelle année dans les commerces du centre-ville.
  Ainsi, il a été délivré aux commerçants, et ce pendant toute la période du 1er décembre 2023 au 7 janvier 2024, des tickets de sortie offrant 3 heures de gratuité par jour à leurs clients, dans chacun des deux parcs de stationnement gérés par la Régie, à savoir Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et La Roque.
- Cette opération a également été proposée pendant la période de la fête des roses ainsi que celle de la Jasminade.



Campagne publicitaire fin d'année 2023

VI.2 – Tarification compétitive

Plusieurs avantages s'offrent à nos clients :

- ✓ des tarifs abonnements dégressifs selon la durée (paiement au trimestre -3% ; paiement au semestre -5% ; paiement à l'année -10%)
- ✓ un ticket de sortie gratuite est délivré aux clients du Cinéma le STUDIO quelle que soit la durée du stationnement et l'heure d'arrivée.
- ✓ le soir, un forfait maximal de 2€ est appliqué.
- ✓ pour les clients de Monoprix, il est proposé 1h de tickets de stationnement pour tout achat à partir de 50 €
- ✓ forfait nuits et weekend pour les résidents du secteur à Notre Dame des Fleurs et La Roque
- ✓ forfait journée pour les actifs travaillant dans le centre ancien notamment
- ✓ 10% offerts sur cartes à décompte
- ✓ cartes congrès, chèques parkings et chèques réduction
- ✓ 2h gratuites sont offertes aux abonnés de la Médiathèque, financées à 50% par la Régie et 50% par la Ville.

VI.3 – Divers moyens de paiement

Afin de limiter la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, il est proposé de nombreux moyens de paiements à la clientèle horaire ainsi que le renouvèlement des abonnements aux caisses automatiques ou bornes de sortie.

La Régie propose le paiement par :

- carte bancaire sur les bornes de sortie et les caisses automatiques avec ou sans contact et accueil
- espèces et billets aux caisses automatiques et accueil
- cartes congres
- cartes à décompte
- chèques parking

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.4 – Souscription abonnement Internet

En cours d'études

VI.5 – Accueil des personnes à mobilité réduite

La Régie des Parkings Grassois attache une grande importance au fait de faciliter l'accès au stationnement pour les personnes à mobilité réduite. Des efforts spécifiques sont faits pour améliorer les conditions d'accueil en supprimant, autant que possible, les obstacles physiques que les personnes à mobilité réduite peuvent rencontrer. Cependant, la configuration des parcs est peu propice à un cheminement adapté à tous les niveaux et plus particulièrement au parking La Roque.

Un Agenda d'Accessibilité Programmé (AD'AP) a été déposé en sous-préfecture le 16/10/2015. Les travaux de mise en conformité sont programmés jusqu'en 2023, notamment la construction d'un ascenseur extérieur au Parking La Roque.

Les ascenseurs des 2 parkings ont été mis aux normes pour accueillir les PMR

Les dispositions spécifiques prises pour les PMR dans les parcs de la Régie sont les suivantes :

- 8 places PMR sont proposées au parking NDF (4 au niveau 0 + 1 à chaque niveau)
- 8 places PMR sont proposées au parking LRQ (2 en extérieur + 6 au niveau 1)
- 2h gratuites sont offertes aux usagers présentant leur carte PMR à l'accueil NDF

VI.6 – Accueil des motards

La Régie des parkings a souhaité offrir un service particulier aux motards empruntant la Route de Napoléon afin de leur permettre de visiter la Ville aisément :

- zone moto extérieure avec possibilité de laisser le casque dans un KEEPER (consigne automatique),
- zone de consigne gratuite pour les motards dans la guérite d'accueil (vestiaires pour casques et équipements) disponible aux horaires d'ouverture de l'accueil NDF.

VI.7 – Lecture de plaque minéralogique

Un système de lecture de plaque minéralogique est mis en place dans les voies d'entrée et de sorties des parcs de stationnement de Notre-Dame-des-Fleurs et de La Roque.

A chaque présentation devant une borne d'entrée ou de sortie, le système identifie l'immatriculation du véhicule et associe cette immatriculation avec le titre de stationnement (ticket horaire ou badge abonnés). Ce système offre un niveau de confort élevé pour les utilisateurs des parkings et constitue un outil efficace de gestion pour l'exploitant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.8 – Système de guidage par niveau

Pour optimiser l'utilisation du parking Notre Dame des Fleurs/Martelly et offrir un meilleur service aux clients, un système d'information du nombre de places restantes par niveau a été installé. Cette installation se compose d'un logiciel de gestion et de capteurs d'entrées et de sorties à chaque niveau. Les informations recueillies par les capteurs de présence sont traitées sur l'ordinateur central.

Ce système permet une meilleure optimisation du parc, un parcours client plus fluide et plus simple et contribue à diminuer les nuisances pour l'environnement en évitant aux véhicules de circuler sur tous les niveaux en cherchant un emplacement de stationnement.

VI.9 – Jalonnement dynamique

En collaboration avec la société Indigo, il a été implanté aux entrées de la ville et endroits stratégiques, des panneaux de jalonnement dynamique, orientant les visiteurs et leur indiquant le nombre de places restantes par parking.

Ce système permet une meilleure fluidité du trafic au cœur de la ville et une meilleure ventilation du stationnement, notamment en période estivale où certains parkings affichent « complet ».

VI.10 – Diffusion de musique dans les parkings

Afin d'agrémenter le confort et l'atmosphère au sein des parcs de stationnement, il est diffusé, de 7h à 19h, la radio FM locale, Agora Côte d'Azur, proposant une programmation musicale variée et des informations locales.

VI.11 – Diffusion de parfums grassois

Dans le but d'accueillir nos visiteurs de la meilleure des façons, des senteurs de fleurs grassoises sont diffusées aux entrées piétonnes des parkings ainsi qu'au niveau des caisses automatiques et des ascenseurs.

VI.12 - Adaptation de l'offre aux besoins réels

La plateforme du parking La Roque a été aménagée et réservée pour tout véhicule hors gabarit, soit > 1.90m. Un horodateur a été mis en place et permet à tout propriétaire de véhicules utilitaires ou touristes de passage avec coffre de toit ou camping-car, de stationner près du centre historique.

VI.13 - Surveillance et propreté

La surveillance et la propreté des parcs revêtent un enjeu essentiel pour les usagers :

- ➔ **Surveillance** : elle est réalisée par nos agents d'exploitations dans la journée via les caméras de surveillance.

- ➔ **Propreté** : elle est réalisée par des agents de la Régie.

Un agent de nettoyage affecté à chaque parc assure donc la propreté des ascenseurs, des escaliers, des poubelles, des piquetages des plateaux de stationnement ainsi que le traitement des taches d'huiles toute l'année du lundi au samedi.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.14 - Suivi de la satisfaction des usagers

Aucune de remarque ou réclamation n'a été enregistrée sur le registre ouvert le 02/04/2013.
Des retours oraux positifs concernant notamment le nettoyage dans les deux parcs ont été signalés.
Par contre, la récurrence des pannes de l'ascenseur du parking La Roque, malgré les diverses réparations mandatées, nuit à l'image de la Régie des Parkings Grassois et sa volonté d'avoir des parkings bien entretenus.

VI.15 - Développement durable

Deux principales opérations sont à signaler en matière de développement durable

- **Mise à disposition de bornes électriques**





La Régie des Parkings Grassois a installé en 2015 des bornes électriques pour recharger les voitures électriques gratuitement :

- 8 points de rechargement (4 bornes) à recharge semi-rapide sont installés dans le parking Notre-Dame-des-Fleurs
- 4 prises à recharges lentes sont installées dans le parking La Roque

En 2023, les bornes électriques d'origine ont été remplacées au parc Notre-Dame-des-Fleurs par des bornes payantes WIIIZ qui jalonnent déjà le territoire du pays grassois. La dépense énergétique consommée pour l'utilisation de ces bornes est remboursée à la Régie par la CAPG.

- **Participation au dispositif CLIIINK**

En partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Régie des parkings participe au dispositif CLIIINK en intégrant le réseau de commerçants partenaires et offrant 100 chèques parking d'une heure dans le parking La Roque.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.16 – Politique Commerciale

L'année 2023 aura été une année exceptionnelle pour la Régie des parkings grassois car elle correspondait au **10ème anniversaire de la création de la Régie**.

C'est en effet par décision du Conseil municipal du 6 décembre 2012, qu'un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) doté de l'autonomie financière et de la personnalité morale a été créé. Cet établissement, dénommé Régie des parkings grassois, serait dédié à la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement.

Deux premiers parkings ont alors été rétrocédés, à savoir le Parc de stationnement Notre Dame-des-Fleurs / Martelly et le Parc La Roque.

Et c'est à compter du 1er avril 2013 que la Régie des parkings grassois a démarré de manière effective ses missions.

Pour ses 10 ans, la Régie a souhaité trouver une nouvelle identité plus claire, plus dynamique et plus en adéquation avec l'image de la ville.

C'est ainsi qu'une nouvelle dénomination commerciale a été actée, à savoir « Grasse Parking » ainsi qu'un nouveau logo.

Cet anniversaire s'est traduit en 2023 par une grande opération de communication mais également par plusieurs cadeaux pour les grassois :

- **3 heures de stationnement gratuit du 1er décembre 2023 au 7 janvier 2024 :** Tickets remis par les commerçants du centre-ville, valables dans les parcs La Roque et Notre Dame des Fleurs/ Martelly.
- **Un grand jeu concours :** Quiz à retirer chez les commerçants du centre-ville, à l'accueil de la Médiathèque Charles Nègre, auprès de Grasse Parking, de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse, des mairies annexes du Plan de Grasse et de Saint-Jacques. Jeu valable du 1er au 15 décembre 2023 inclus
- **De nombreux lots à gagner :** 1 repas pour 2 personnes offert par la Bastide Saint-Antoine ; des abonnements et cartes à décompte pour les parc Notre Dame des Fleurs/Martelly ; 1 bon d'achat d'une valeur de 50 € offert par Vinyle Street ; 1 soin chez Beauty Success ; 10 cartes shopping chargées de 20 € remises par la Fédération Economique Grassoise (FEG) ; 5 parties gratuites au City Bowling Grasse ; 1 partie de jeu gratuite à l'Elyoh bar ; 1 carte cadeau de 20 € offerte par Occasline ; 10 parties d'escape game à l'Azil Escape Game Grasse ; pochettes cadeaux offertes par GALIMARD et FRAGONARD ; goodies à l'effigie de Grasse Parking…





Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Article Kiosque Décembre 2023

La Régie des Parkings Grassois DEVIENT GRASSE PARKING

Pour ses 10 ans, la Régie des Parkings Grassois change de nom et devient Grasse Parking. Durant tout le mois de décembre, gratuités et cadeaux attendent les usagers. Une belle occasion de venir faire ses courses de Noël en centre-ville !

Déjà 10 ans que la Régie des Parkings Grassois s'attache à moderniser les parcs de stationnement Notre Dame des Fleurs/Martelly et La Roque. Elle veille à décliner une offre tarifaire adapté et des abonnements spécifiques afin de répondre aux besoins des habitants et d'accroitre l'attractivité de la cité des parfums. Depuis 2014, ce sont très concrètement près d'1 800 000€ qui ont été investis pour rénover, équiper, embellir les structures existantes. Bornes de recharge électriques, remises en peinture, lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation, systèmes de paiement à la sortie, mises en conformité, sont autant d'actions réalisées pour faciliter le quotidien des usagers. Sans oublier la création d'un parking supplémentaire à proximité de l'espace Chiris mis en service en novembre 2022 qui permet de densifier l'offre de stationnement en centre-ville en complément du parking Roubaud qui a été entièrement rénové en 2020. Pour ses 10 ans, la régie affiche une nouvelle identité plus claire, plus dynamique et plus en adéquation avec l'image de la ville : place à Grasse Parking !

QUI DIT ANNIVERSAIRE, DIT CADEAUX !

Du 1er déc au 7 janv 2024 : 3 heures de stationnement gratuit ! Tickets remis par les commerçants du centre-ville, valables dans les parcs La Roque et Notre Dame des Fleurs/ Martelly.

Grand jeu concours ! Quiz à retirer chez les commerçants du centre-ville, à l'accueil de la Médiathèque Charles Nègre, auprès de Grasse Parking, de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse, des mairies annexes du Plan de Grasse et de Saint-Jacques. Jeu valable du 1er au 15 décembre 2023 inclus - Tirage au sort des gagnants le jeudi 21 décembre à 17h15.

De nombreux lots à gagner : 1 repas pour 1 personne offert par la Bastide Saint-Antoine ; des abonnements et cartes à décompte pour les parcs Notre Dame des Fleurs/Martelly ; 1 bon d'achat d'une valeur de 50€ offert par Vinyle Street ; 1 soin chez Beauty Success ; 10 cartes shopping chargées de 20€ remises par la Fédération Économique Grassoise (FEG) ; 5 parties gratuites au City Bowling Grasse ; 1 partie de jeu gratuite à l'Elyoh bar ; 1 carte cadeau de 20€ offerte par Occasline ; 10 parties d'escape game à l'Azil Escape Game Grasse ; pochettes cadeaux offertes par GALIMARD et FRAGONARD ; goodies à l'effigie de Grasse Parking...



De gauche à droite : Sébastien CHAPELLE, agent d'exploitation - Fethi BOUZIDI, agent d'entretien polyvalent - Nuno VARELA MONTEIRO, Adjoint au chef d'exploitation, agent d'exploitation - Fabienne MORALES, Responsable Administrative et Financière - Christopher CILLARI, agent d'exploitation - Philippe BERIDOT, Chef d'exploitation - Cédric DIAZ, Directeur de la Régie

LES + DE GRASSE PARKING

TOUTE L'ANNÉE
- C'est gratuit le samedi à La Roque
- 2€ : de 19h à 7h le lendemain
- Studio Cinéma : stationnement offert sur présentation du ticket de cinéma
- 2 heures de stationnement gratuit pour les personnes à mobilité réduite
- 2 heures de stationnement gratuit pour les usagers de la Médiathèque Charles Nègre (ticket à retirer à l'accueil de la structure)
- Abonnement à destination exclusive des étudiants (19.90€/mois)
- Bornes de recharges pour véhicules électriques

TARIFICATION DU 01.05 AU 30.09
- 30 min gratuites dans les 2 parcs (Notre Dame des Fleurs /Martelly et La Roque)
- 3€ la journée du samedi à Notre Dame des Fleurs/ Martelly

DU 01.10 AU 30.04
- 60 min gratuites dans les 2 parcs (Notre Dame des Fleurs /Martelly et La Roque)

ZOOM SUR LES 2 ROUES
- Consigne à destination des motards à l'accueil de la régie aux heures d'ouverture
- Consignes à casques « The Keepers » en libre accès (Allée du 8 mai 45 / place de la Foux)

ET AUSSI...
Parking Chiris
- Parking de 21 places
- Abonnements 24h/24, soirs/ weekend et journée

Parking Roubaud
- Parking de 26 places
- Abonnements 24h/24, soirs/ weekend

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VI.17 – Services complémentaires

A l'occasion de la célébration des 10 ans de la Régie et de sa nouvelle appellation commerciale GRASSE PARKING, des accessoires utiles ont été logotisés et sont vendus aux visiteurs, à tout petit prix.







Chapeau 3 €



Porte-clé 1 €



Poncho 2 €



Parapluie 5 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VII.

LA REGIE DES PARKINGS GRASSOIS EN IMAGES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VII.1- Les travaux et aménagements réalisés en 2023

Rupture d'une canalisation d'eau au Parc La Roque







Ancienne vanne bloquée



Nouvelle vanne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Installation d'équipements au Parc Martelly



Diffuseur de parfum

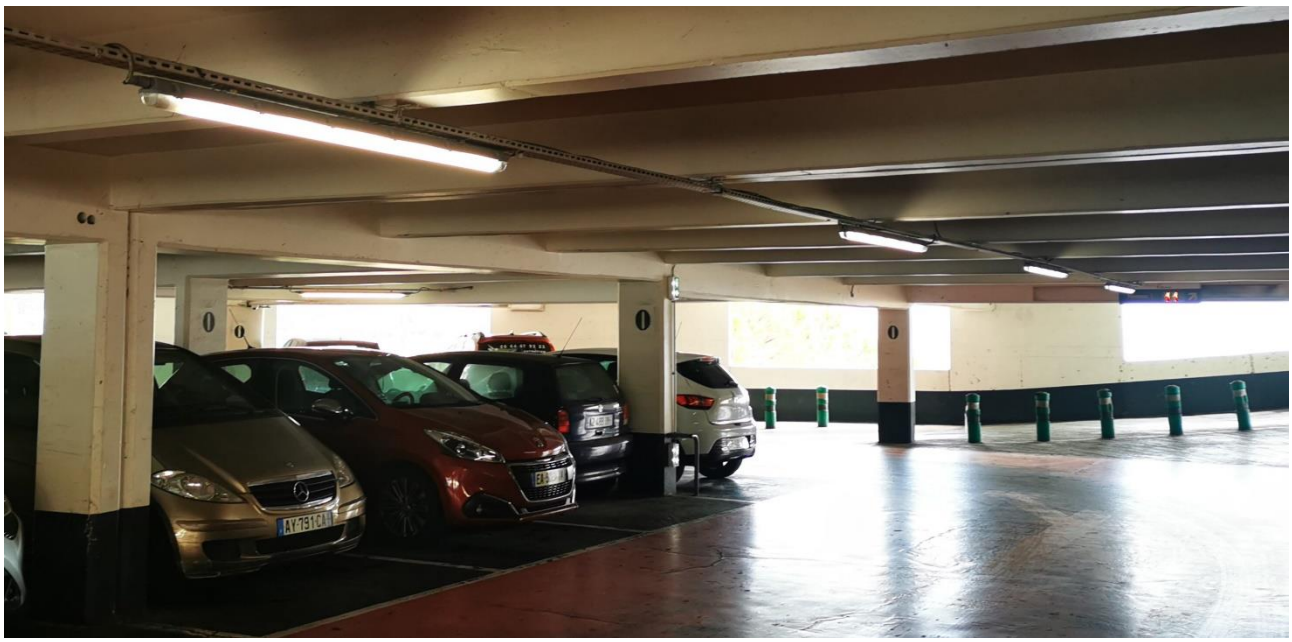


Diffuseur de musique



Création d'un double sas

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Relamping intégral en LED

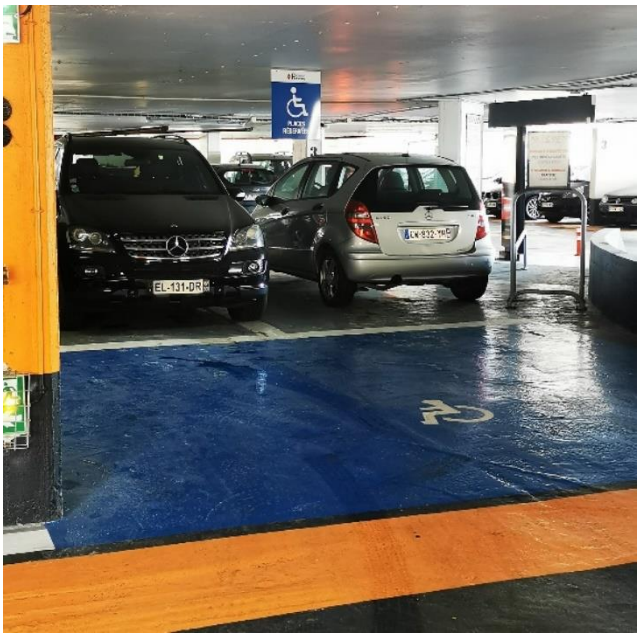




Jalonnement dynamique

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Divers aménagements au Parc Notre-Dame des Fleurs



Création de place PMR à chaque niveau

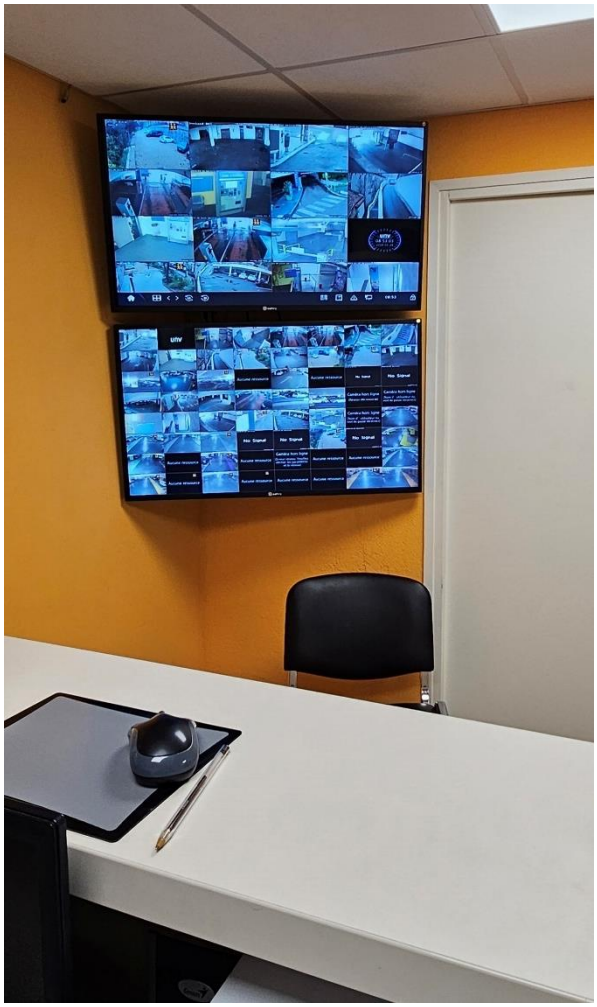
(en face de l'ascenseur)

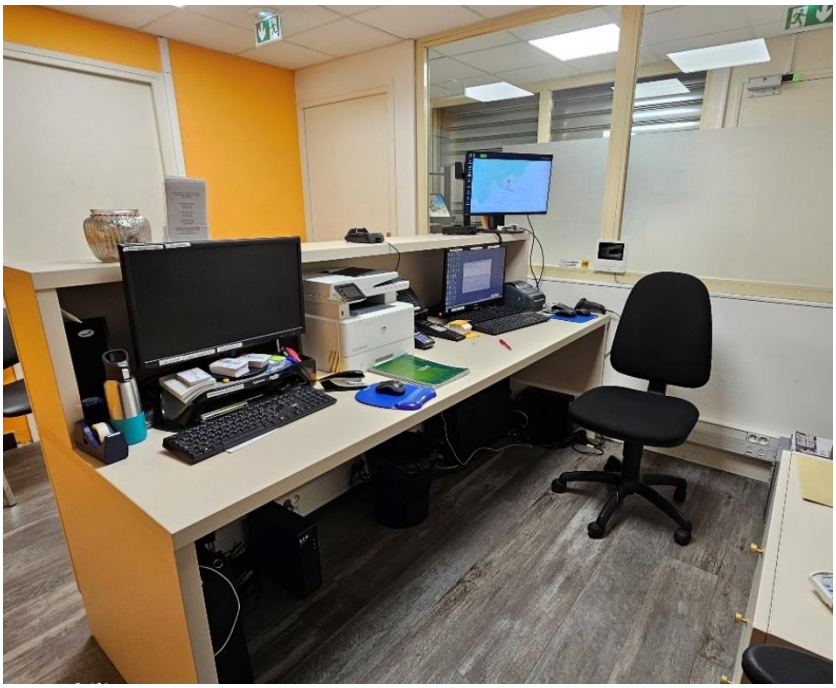
Déplacement de l'accueil au niveau 4 du parking Notre Dame des Fleurs



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024







Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les 10 ans de la Régie

Nouveau Logo









Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Grand Quiz





Bulletin et urne du Grand Quiz



Tirage au sort du Quiz



Déjeuner de célébration

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VII.2 Trombinoscope de la Régie des Parkings Grassois au 31 décembre 2023

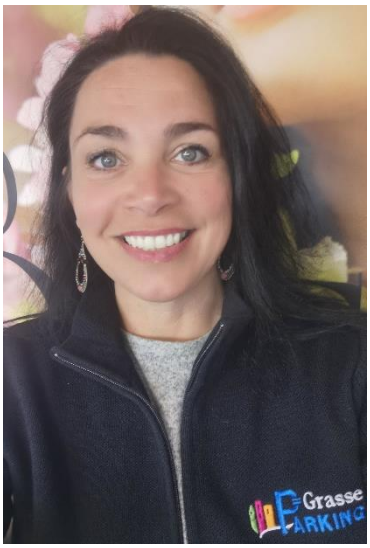


Cédric DIAZ

Directeur



Philippe Beridot
Chef d'exploitation
Régisseur



Fabienne Morales
Responsable administrative et financière



Nuno Varela Monteiro
Assistant d'exploitation
Sous-régisseur



Sébastien Chapelle
Agent d'exploitation



Fethi Bouzidi
Agent Polyvalent



Christopher Cillari
Agent de nettoyage

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ces conditions particulières constituent un tout indissociable avec les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2024-03

Références :
Numéro du contrat de prêt : LBP-00019578
Date d'émission des conditions particulières : 05/09/2024

Prêteur : **LA BANQUE POSTALE**

Société anonyme au capital de 6 585 350 218 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 421 100 645, ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après le "Prêteur".

Emprunteur : **PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Société Publique Locale, dont le siège social est situé 4 rue de la Délivrance, 06130 Grasse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 306 170 432, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à l'effet des présentes, ci-après l'"Emprunteur".

TRANCHE OBLIGATOIRE A TAUX FIXE DU 08/11/2024 AU 15/11/2027

• **Montant du prêt**	:	3 800 000,00 EUR
• **Durée du contrat de prêt**	:	Du 08/11/2024 au 15/11/2027, soit 3 ans
• **Objet du contrat de prêt**	:	Financement de la ZAC Martelly dans le cadre de la concession d'aménagement du centre historique de Grasse
• **Versement des fonds**	:	Le montant du prêt est versé en une seule fois avant la date limite du 08/11/2024, moyennant un préavis de 5 jours ouvrés TARGET/PARIS. A défaut de demande de versement à la date limite, le versement est alors automatique à cette date.
• **Durée d'amortissement**	:	3 ans, soit 3 échéances d'amortissement.
• **Taux d'intérêt annuel**	:	Taux fixe de 3,76 %
• **Base de calcul des intérêts**	:	Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
• **Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement**	:	Périodicité annuelle
Jour de l'échéance	:	15ème d'un mois
• **Mode d'amortissement**	:	Amortissement constant

- **Remboursement anticipé** : Autorisé à tout moment sans indemnité.

Préavis : 50 jours calendaires

GARANTIES

- **Caution avec renonciation au bénéfice de discussion et engagement de reprise**

Cautionnement de la commune de Grasse (SIREN n° 210 600 698) à hauteur de 80,00 % du Montant du prêt avec renonciation au bénéfice de discussion comprenant le principal, les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires et engagement de reprise du contrat de prêt par de la commune de Grasse (SIREN n° 210 600 698).

Production de la garantie : La production de la garantie constitue une condition suspensive à la mise à disposition des fonds. A défaut de production de la garantie avant le 31/10/2024, le prêt sera définitivement annulé. En conséquence, le prêteur sera délié de ses obligations.

- **Cession Dailly Simple**

Cession à titre de garantie, soumise aux dispositions des articles L.313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, des créances professionnelles (ci-après la « Cession Dailly »), désignées dans le bordereau de cession de créances recueilli par acte séparé (ci-après le « Bordereau de Cession Dailly »).

Production de la garantie : La production de la garantie constitue une condition suspensive à la mise à disposition des fonds. A défaut de production de la garantie avant le 31/10/2024, le prêt sera définitivement annulé. En conséquence, le prêteur sera délié de ses obligations.

Frais : 70,00 €

COMMISSIONS

- **Commission d'engagement** : 0,10 % du Montant du prêt exigible(s) et payable(s) au plus tard le 21/11/2024.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **Taux effectif global** : 3,81 % l'an

soit un taux de période : 3,813 %, pour une durée de période de 12 mois

Notification

Prêteur	Emprunteur
La Banque Postale CPX301 115 rue de Sèvres 75275- PARIS CEDEX 06	PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT 4 RUE DE LA DELIVRANCE 06130 Grasse
: 01 41 46 51 25 : financement.mediterranee@labanquepostale.fr	A l'attention de Madame Dominique COLLET : 04 97 05 57 53 : dcollet@pgdeveloppement.fr

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'entrée en vigueur du prêt est soumise à la production au prêteur au plus tard le 31/10/2024 et en tout état de cause 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Un exemplaire des conditions particulières, daté et signé par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur
- Un exemplaire des Conditions Générales dûment paraphé, daté et signé par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur
- Une autorisation de prélèvement SEPA dûment signée
- Une délibération du Conseil d'Administration autorisant le recours à l'emprunt (cf article 20 des statuts)
- Une copie de l'avis d'attribution du marché sur lequel porte le contrat public, publié au Bulletin Officiel des Marchés Publics et/ou au Journal Officiel de l'Union Européenne

Le déblocage des fonds est conditionné à la production au prêteur au plus tard 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

Concernant la Caution

- Une copie de la délibération exécutoire de garantie d'emprunt de l'organe compétent de la Caution
- Une copie des délégations de signature établissant les pouvoirs des signataires de la Caution

Concernant la Cession Dailly

- Les Bordereaux de Cession Dailly dûment signés et non datés par un représentant habilité de l'Emprunteur
- Une délibération du Conseil d'Administration autorisant le recours à l'emprunt (cf article 20 des statuts)

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur s'engage à rembourser par anticipation le Prêt dès réception des subventions en provenance du fonds friches. Le non-respect de cet engagement entrainera l'exigibilité du prêt.

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toutes les modalités de traitement des données à caractère personnel et les droits dont dispose l'Emprunteur, conformément à la réglementation relative à la protection des données, se trouvent dans les Conditions Générales.

SIGNATURES

Fait à Paris le 12/09/2024 en un seul exemplaire numérique dont une copie est délivrée à chaque partie.

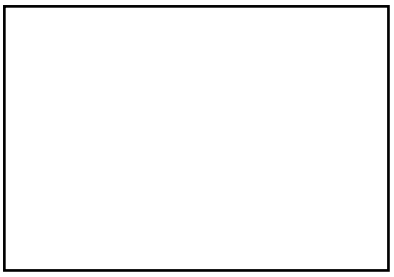
Pour le prêteur :

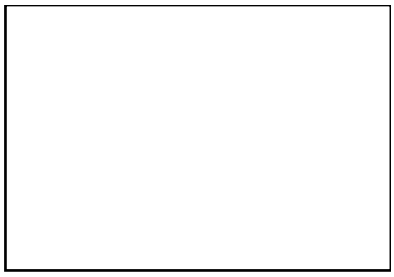
Pour l'emprunteur :

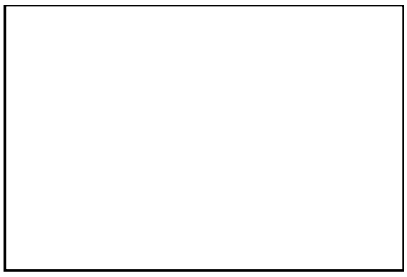
ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

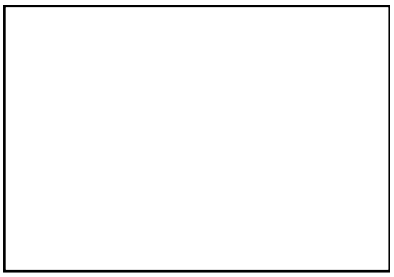
Rang	Date	Déblocage en €	Amortissement en €	Intérêts en €	Frais	Echéance en €	Capital restant dû après échéance en €
	08/11/2024	3 800 000,00	0,00	0,00	3 870,00	3 870,00	3 800 000,00
1	15/11/2025	0,00	1 266 666,67	145 658,22	0,00	1 412 324,89	2 533 333,33
2	15/11/2026	0,00	1 266 666,67	95 253,33	0,00	1 361 920,00	1 266 666,66
3	15/11/2027	0,00	1 266 666,66	47 626,67	0,00	1 314 293,33	0,00
	TOTAL	**3 800 000,00**		**288 538,22**	**3 870,00**	**4 092 408,22**	

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement.









Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ces conditions particulières constituent un tout indissociable avec les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2024-03

Références :
Numéro du contrat de prêt : LBP-00019573
Date d'émission des conditions particulières : 18/09/2024

Prêteur : **LA BANQUE POSTALE**

Société anonyme au capital de 6 585 350 218 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 421 100 645, ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après le "Prêteur".

Emprunteur : **PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Société publique locale, dont le siège social est situé 4 rue de la Délivrance, 06130 Grasse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 306 170 432, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à l'effet des présentes, ci-après l'"Emprunteur".

MONTANT, DURÉE ET OBJET DU CONTRAT DE PRÊT

- **Montant du prêt** : 1 200 000,00 EUR
- **Durée du contrat de prêt** : Du 31/10/2024 au 15/10/2028, soit 4 ans
- **Objet du contrat de prêt** : Financement de l'achat foncier Monoprix et travaux de construction du futur cinéma

PHASE DE MOBILISATION

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation

- **Durée** : Du 31/10/2024 au 15/10/2026, soit 24 mois
- **Versement des fonds** : En une ou plusieurs fois à la demande de l'emprunteur dans la limite du montant du prêt soit 1 200 000,00 EUR.

  Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'Emprunteur

Montant minimum du versement : 15 000,00 EUR

Préavis : 5 jours ouvrés TARGET/PARIS.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

• **Taux d'intérêt annuel**	:	Index €STR post-fixé assorti d'une marge de + 1,45 %.
Date de constatation	:	Index publié le jour ouvré TARGET suivant chaque jour de la période d'intérêts.
Base de calcul des intérêts	:	Nombre exact de jours sur la base d'une année de 360 jours.
• **Echéances d'intérêts**	:	Périodicité mensuelle.
Date de première échéance d'intérêts	:	15/12/2024
Jour des échéances d'intérêts	:	15ème d'un mois
• **Amortissement**	:	Aucun
• **Remboursement anticipé**	:	Non autorisé

TRANCHE OBLIGATOIRE A TAUX FIXE DU 15/10/2026 AU 15/10/2028

• **Montant**	:	La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 15/10/2026 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s) : - l'Emprunteur a renoncé expressément avant le 15/10/2026 à la mise en place par arbitrage automatique - Ajustement du montant par le Prêteur aux besoins réels de l'Emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs. A défaut d'arbitrage automatique, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase de mobilisation constaté à la fin de la Phase de mobilisation.
• **Durée d'amortissement**	:	2 ans, soit 2 échéances d'amortissement.
• **Taux d'intérêt annuel**	:	Taux fixe de 3,82 %
• **Base de calcul des intérêts**	:	Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
• **Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement**	:	Périodicité annuelle
Jour de l'échéance	:	15ème d'un mois
• **Mode d'amortissement**	:	Amortissement constant
• **Remboursement anticipé**	:	Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
Préavis	:	50 jours calendaires

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

GARANTIES

- **Caution avec renonciation au bénéfice de discussion et engagement de reprise**

Cautionnement la commune de Grasse (SIREN n° 210 600 698) à hauteur de 80,00 % du Montant du prêt avec renonciation au bénéfice de discussion comprenant le principal, les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires et engagement de reprise du contrat de prêt par la commune de Grasse (SIREN n° 210 600 698).

Production de la garantie : La production de la garantie constitue une condition suspensive à la mise à disposition des fonds. A défaut de production de la garantie avant le 18/03/2025, le prêt sera définitivement annulé. En conséquence, le prêteur sera délié de ses obligations.

COMMISSIONS

- **Commission d'engagement** : 0,10 % du Montant du prêt exigible(s) et payable(s) au plus tard le 25/11/2024.
- **Commission de non-utilisation** : 0,10 %

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **Taux effectif global** : 4,61 % l'an

soit un taux de période : 0,384 %, pour une durée de période de 1 mois

Notification

Prêteur	Emprunteur
La Banque Postale CPX301 115 rue de Sèvres 75275- PARIS CEDEX 06	PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT 4 RUE DE LA DELIVRANCE 06130 Grasse
: 01 41 46 51 25 @ : gestion.financement@labanquepostale.fr	A l'attention de Madame Dominique COLLET : 0497055753 @ : dcollet@pgdeveloppement.fr

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'entrée en vigueur du prêt est soumise à la production au prêteur au plus tard le 31/10/2024 et en tout état de cause 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Un exemplaire des conditions particulières, daté et signé par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur
- Un exemplaire des Conditions Générales dûment paraphé, daté et signé par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur
- Une autorisation de prélèvement SEPA dûment signée

Le déblocage des fonds est conditionné à la production au prêteur au plus tard 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Une copie de la délibération exécutoire de garantie d'emprunt de l'organe compétent de la Caution

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

- Une copie des délégations de signature établissant les pouvoirs des signataires de la Caution

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toutes les modalités de traitement des données à caractère personnel et les droits dont dispose l'Emprunteur, conformément à la réglementation relative à la protection des données, se trouvent dans les Conditions Générales.

SIGNATURES

Fait à Paris le 18/09/2024 en un seul exemplaire numérique dont une copie est délivrée à chaque partie.

Pour le prêteur :

Pour l'emprunteur :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

Rang	Date	Déblocage en €	Amortissement en €	Intérêts en €	Frais	Echéance en €	Capital restant dû après échéance en €
	31/10/2024	1 200 000,00	0,00	0,00	1 200,00	1 200,00	1 200 000,00
	15/12/2024	0,00	0,00	7 668,00	0,00	7 668,00	1 200 000,00
	15/01/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/02/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/03/2025	0,00	0,00	4 771,20	0,00	4 771,20	1 200 000,00
	15/04/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/05/2025	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/06/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/07/2025	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/08/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/09/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/10/2025	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/11/2025	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/12/2025	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/01/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/02/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/03/2026	0,00	0,00	4 771,20	0,00	4 771,20	1 200 000,00
	15/04/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/05/2026	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/06/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/07/2026	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
	15/08/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/09/2026	0,00	0,00	5 282,40	0,00	5 282,40	1 200 000,00
	15/10/2026	0,00	0,00	5 112,00	0,00	5 112,00	1 200 000,00
1	15/10/2027	0,00	600 000,00	45 840,00	0,00	645 840,00	600 000,00
2	15/10/2028	0,00	600 000,00	22 920,00	0,00	622 920,00	0,00

TOTAL	**1 200 000,00**	**190 425,60**	**1 200,00**	**1 391 625,60**	

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VILLE DE GRASSE **PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Entre :
La Ville de Grasse, représentée par Madame Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date 5 décembre 2023,

Désignée ci-après par « la Ville »

Et :
Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291 177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance – 06130 GRASSE, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'Administration en date du ….

Désignée ci-après par « la Société »

PREAMBULE

Par une convention d'aménagement en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, la Ville de Grasse a confié à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement urbain sur le centre historique de Grasse, dont l'opération d'aménagement du quartier Martelly fait partie.

Cette convention prévoit dans son article 17 les modalités de financement des opérations et notamment de pouvoir solliciter de la part de la Ville de Grasse, lors de besoins de trésorerie temporaires, des avances de trésorerie dans les conditions de l'article L 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement de l'avance de la Ville de Grasse cocontractante à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du Centre Historique de Grasse.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Objet de la présente convention

Inchangé

Article 2 : Montant et modalités de versement de l'avance de trésorerie

Le besoin maximum de trésorerie de 3 000 000 euros constitue le montant cumulé plafonné de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versée.
Cette avance pouvant être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la Société et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

La totalité du ou des versements effectués à compter du 1er janvier 2024 devront être remboursés par la Société à la Ville au plus tard le 31 décembre 2025.

Des remboursements partiels pourront intervenir durant cette période en lien avec les versements.

Le versement de l'avance devra intervenir dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la demande adressée par la société à la Ville.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Article 3 : Durée / remboursement

La durée de validité de l'avance de trésorerie consentie à l'opération d'aménagement du Centre Historique est comprise entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2025.
Le ou les avances versées ne pourront intervenir avant le 1er janvier 2024, le ou les remboursements pourront être partiels, mais la totalité des avances devra être impérativement remboursée pour le 31 décembre 2025.

Cette avance est donc pluriannuelle et budgétaire, tous les mouvements enregistrés sur le chapitre 27 en dépense et en recette.

Article 4 : Conditions financières

Inchangé

Article 5 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès le 1er janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2025.

.
Article 6 : Contrôle de la légalité

La présente convention sera transmise aux représentants de l'Etat.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse
Le Maire,

Monsieur Jérôme VIAUD

Pour Pays de Grasse Développement,
Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VILLE DE GRASSE

CADRE GÉNÉRAL DU TEMPS DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

TABLES DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 4
PARTIE 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL 5
1-I/ DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES PENDANT LE TEMPS DE TRAVAIL 6
1-II/ TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS 6
A/ Le régime général 6
B/ Le régime spécifique 6
PARTIE 2 : MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE 7
2-I/ LES CYCLES DE TRAVAIL 8
A/ Le cycle de travail hebdomadaire 8
B/ Le cycle de travail annuel 9
C/ L'impact de l'absentéisme sur l'ARTT 9
D/ Le temps partiel et le temps non complet 10
2-II/ HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS . 11
A/ Horaires de fonctionnement des services 11
B/ Horaires de travail des agents 12
C/ Les dispositions dérogatoires 12
2-III/ TEMPS ASSIMILE A DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF 13
2-IV/ LES HEURES COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES 13
A/ Définition et principes relatifs aux heures supplémentaires 13
B/ Cas des agents à temps complet 13
C/ Cas des agents à temps non complet 14
D/ Cas des agents à temps partiel 15
2-V/ LES ASTREINTES ET PERMANENCES 15
A/ Astreintes 15
B/ Permanences 15
2-VI/ CONGES ET ABSENCES 15
2-VII/ LE TEMPS DE TRAVAIL DES CADRES DIRIGEANTS 17
PARTIE 3 : MODALITÉS DE GESTION 18
3-I/ LA GESTION DES PLANNINGS 19
3-II/ POSE DES CONGES ET RTT 19
3-III/ POSE DES RECUPERATIONS (HEURES COMPLEMENTAIRES - HEURES SUPPLEMENTAIRES) 19
3-IV/ COMPTE EPARGNE TEMPS 19
3-V/ JOURS FERIES 20
3-VI/ JOURNEES DE FORMATION 20
3-VII/ AUTRES ABSENCES 20

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 4 : DÉFINITION ET MODALITÉS D'APPLICATION DES SUJÉTIONS 21
PARTIE 5 : ACCOMPAGNEMENTS MIS EN OEUVRE 23
5-I/ LA MISE EN OEUVRE 24
5-II/ LA COMMUNICATION 24
5-III/ LE SUIVI DE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL 24
5-IV/ SIGNATURES 24

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PRÉAMBULE

En 2002, un protocole sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail a été signé par Monsieur Le Maire et les partenaires sociaux, prévoyant une durée annuelle de 1600 heures.

Cette concertation avait deux objectifs fondamentaux :

- L'amélioration des conditions de vie au travail et de vie,
- L'amélioration de la qualité du service rendu aux grassois.

En application des décrets 2000-815 du 25 août 2000 et 2001-623 du 12 juillet 2001 et notamment ses articles 1 et 2, la durée légale du temps de travail dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application ont été fixées à 1600 heures par an auxquelles s'ajoute depuis 2004 la journée de solidarité, ce qui représente ainsi un total de 1607 heures.

La durée annuelle légale du temps de travail précisée dans la première partie du document entre en vigueur au **1er janvier 2022 et est applicable à l'ensemble de agents de la Collectivité** (titulaires et contractuels).

Les modalités de mise en œuvre présentées dans ce document constituent donc un cadre de référence. Elles ont été soumises à l'avis du Comité Technique du 9 novembre 2021.

A compter du 1er janvier 2022, toutes les structures communales devront répondre aux exigences du présent document.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

1-I/ DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES PENDANT LE TEMPS DE TRAVAIL

La définition de la durée du temps de travail s'inscrit dans les principes de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 portant « *droits et obligations des fonctionnaires* » qui dispose que « *les fonctionnaires consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées* ».

Dans le prolongement de ce principe, la durée du travail effectif est définie comme « *le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles* ».

L'ensemble des dispositions réglementaires régissant les congés et le temps partiel et les temps non complets dans la Fonction Publique Territoriale demeurent applicables et sont détaillées dans ce document cadre.

Les 3 jours fériés locaux et les 2 jours de congés annuels supplémentaires appliqués à la collectivité ne sont pas conservés dans le nouveau dispositif.

Les jours dits « de fractionnement » : Le décret du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux prévoit qu'un jour de congé supplémentaire est attribué au fonctionnaire dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours. Il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours.
Ces deux jours dits de fractionnement constituent un droit individuel, par conséquent ils ne sont pas intégrés dans le cadre collectif de l'organisation du temps de travail.

Aussi, ces jours dès lors que les conditions réglementaires au regard du calendrier sont remplies, viennent diminuer de deux jours la durée annuelle individuelle du travail, propre à chaque agent.

1-II/ TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS

Il est institué un régime général et un régime spécifique.

A/ Le régime général

Le temps de travail du régime général des agents à temps complet de la Ville de Grasse est fixé à 1600 heures annuelles, auquel il convient d'ajouter la journée de solidarité prévue par la loi du 30 juin 2004, ce qui représente ainsi un total de 1607 heures, à effectuer par an pour les agents à temps complet.

L'activité des services de la Collectivité se déroule sur les 7 jours de la semaine.

Le temps de travail des agents s'effectue sur 5 ou 6 jours ouvrés au cours de la semaine.

Si des dispositions plus favorables étaient adoptées au niveau national, elles s'appliqueraient à la collectivité.

B/ Le régime spécifique

Les dispositions du régime général ne s'appliquent pas aux professeurs, assistants et assistants spécialisés d'enseignement artistique, dont la durée du temps de travail est fixée par les décrets n°91-857, 91-859 et 91-861 du 2 septembre 1991.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 2 : MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2-I/ LES CYCLES DE TRAVAIL

Les principes applicables aux régimes ci-dessus énoncés devront trouver leur traduction parmi les types de cycles de travail ci-dessous présentés qui serviront de cadre de référence dans le respect de l'obligation d'avoir un effectif minimum présent pendant les heures de fonctionnement des services et plus particulièrement ceux ouverts au Public.

Le temps de travail des agents peut être effectué selon plusieurs cycles de travail en fonction des domaines d'activité et des besoins des services.

Il est proposé de retenir les deux types de cycles de travail suivants :

- **Un cycle de travail hebdomadaire** pour les services municipaux avec une charge de travail régulière autorisant un rythme continu sur l'année.
  NB : ce cycle de travail peut faire l'objet d'une organisation du travail par quinzaine.

ET

- **Un cycle de travail annuel** pour les services municipaux comportant des variations de charge de travail sur l'année suffisamment significatives pour nécessiter des adaptations saisonnières dans l'organisation de ces domaines d'activités.

Les cycles de travail sont arrêtés par l'administration, sur proposition des Directeurs en cohérence avec les nécessités du service public en relation avec les responsables de chaque niveau hiérarchique et après avis du Comité Technique.

Le cycle de travail retenu sera précisé dans la fiche de poste de chaque agent.

Afin de maintenir l'équilibre vie professionnelle et vie privée, et de bonnes conditions de travail il est recommandé à toute la chaine hiérarchique de concilier le plus souvent possible les contraintes de service et la réponse aux attentes des agents.

A/ Le cycle de travail hebdomadaire

Dans ce cycle de travail hebdomadaire, il a été nécessaire d'établir un décompte général du nombre de jours travaillés par an qui sert de référence pour chaque année.

Le décompte est calculé de la manière suivante :

Jours dans l'année :	365 jours
- Repos hebdomadaire	- 104 jours
- Jours fériés	- 8 jours fériés (en moyenne)
- Jours de congés annuels	- 25 jours de congés annuels
= jours travaillés par an	**= 228 jours**
Nombre d'heures travaillées par an :	228 x 7 = 1596 heures arrondies à 1600 heures
Journée de solidarité	+ 7 heures
Total des heures travaillées par an	**1607 heures**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le nombre d'heures effectuées par semaine dans le cycle hebdomadaire a été défini sur la base d'un total de 228 jours en moyenne travaillés dans l'année.

A partir de ce nombre de jours travaillés, quatre cycles hebdomadaires de référence sont proposés selon les besoins du service.

- Un **cycle hebdomadaire de 35 heures** représentant 7 heures par jour sans compensation de jour de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 36 heures** (soit une heure de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 6 jours de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 37 heures** (soit deux heures de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 12 jours de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 38 heures** (soit trois heures de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 18 jours de RTT par an.
  Remarque : ce cycle pourra être proposé par les Directeurs afin de répondre à des spécificités de service justifiées et sera soumis à la validation de la Direction Générale.

Ces jours de RTT sont acquis de la manière suivante :

- Pour le cycle de 36 heures : au rythme de 0.5 jour par mois échu.
- Pour le cycle de 37 heures : au rythme de 1 jour par mois échu.
- Pour le cycle de 38 heures : au rythme de 1.5 jours par mois échu.

B/ Le cycle de travail annuel

Afin d'adapter de manière efficiente l'organisation et le fonctionnement de certaines activités, et afin de répondre aux exigences de service public liées à des surcharges saisonnières et à des contraintes imposées dans l'organisation du travail tel que le calendrier scolaire, il est retenu la possibilité de proposer dans les domaines d'activités concernés clairement identifiés, **un cycle de travail annuel** respectant les dispositions prévues dans les régimes mentionnés précédemment.

L'administration procèdera à un inventaire précis des services concernés.

C/ L'impact de l'absentéisme sur l'ARTT

La circulaire n°NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 est mise en application le 1er janvier 2022 dans le cadre de l'Aménagement du Nouveau Temps de Travail selon les principes décrits dans ce document. Cette circulaire ne s'applique pas aux cycles hebdomadaires de 35 heures, et aux cycles annualisés de 1607 heures ou en dessous (suite à l'application de l'article 2).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

L'application de cette circulaire est prévue comme suit, pour un temps plein ou pour un temps partiel.

- Cycle à 36 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 38 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

- Cycle à 37 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 19 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

- Cycle à 38 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 13 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

D/ Le temps partiel et le temps non complet

L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel constitue une facilité d'aménagement du temps de travail accordé aux agents. Il s'exprime par rapport à une quotité du temps de travail et s'organise en référence au cycle d'un agent à temps plein.
Les jours de temps partiel sont fixés en accord avec l'agent sous réserve des nécessités de service.

➢ Le temps partiel de droit

Pour le temps partiel de droit, qui ne peut être inférieur au mi-temps, les quotités applicables sont de 50%, 60%, 70% ou 80%* de la durée de travail hebdomadaire de l'agent ; **ces quotités s'appliquent de la même façon aux agents à temps complet et aux agents à temps non complet**. Il peut être accordé :

- A l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant,
- A l'occasion d'une adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté,
- Pour donner des soins à son conjoint ou à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.
- A l'agent handicapé relevant de l'obligation d'emploi
- Pour motif thérapeutique

➢ Le temps partiel sur autorisation

Le temps partiel sur autorisation ne peut pas être inférieur à 50%.
La demande est accordée pour convenance personnelle par l'Autorité territoriale après avis favorable du responsable de service. Les jours de temps partiel sont fixés en accord avec ce dernier sous réserve des nécessités de service. Toute nouvelle demande de temps partiel ou demande de modification implique un nouvel examen complet des dispositions préalablement accordées.

Cycles hebdomadaires	35h00	36h00	37h00	38h00
Agent à temps partiel à 90 %	31h30	32h24	33h14	34h01
Agent à temps partiel à 80 %	28h00	28h48	29h36	30h24
Agent à temps partiel à 70 %	24h30	25h12	25h54	26h36
Agent à temps partiel à 60 %	21h00	21h36	22h13	22h48
Agent à temps partiel à 50 %	17h30	18h00	18h30	19h00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Cycles annuels	1607
Agent à temps partiel à 90 %	1446 h
Agent à temps partiel à 80 %	1286 h
Agent à temps partiel à 70 %	1125 h
Agent à temps partiel à 60 %	964 h
Agent à temps partiel à 50 %	804 h

Nombre de jours R.T.T.	35h00	36h00	37h00	38h00
Agent à temps partiel à 90 %	0	5.5	11	16
Agent à temps partiel à 80 %	0	5	9.5	14.5
Agent à temps partiel à 70 %	0	4	8.5	12.5
Agent à temps partiel à 60 %	0	3.5	7	11
Agent à temps partiel à 50 %	0	3	6	9

- **Les postes à temps non complet**

Les postes à temps non complet sont créés quand les besoins de service sont inférieurs à une durée légale de travail à temps complet (1607 heures annuelles / 35 heures hebdomadaires comme référence pour la rémunération).
Pour les agents travaillant à temps partiel ou à temps non complet, les modalités d'organisation du travail sont les mêmes que celles appliquées aux temps complets, au prorata du temps travaillé.

Si le temps partiel ou le temps non complet s'applique à un cycle de travail annuel, il convient d'en appliquer la quotité à la durée en cohérence avec les décrets de 2000, 2001 et 2004.

Si le temps partiel ou le temps non complet s'applique à un cycle de travail hebdomadaire, la quotité s'applique sur la seule et unique base du cycle hebdomadaire retenu par la structure et sur l'éventuel nombre de jours de RTT.

2-II/ HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS

Les cycles de travail définis au point A doivent se traduire en horaires individuels définis par les nécessités de service.
Ces horaires devront être notifiés à chaque agent par le responsable hiérarchique.
Il convient donc de bien faire la distinction entre les horaires d'activité applicable au service et ceux des agents, et adapter les horaires de l'agent au regard des contraintes liées au début de l'activité ou de la fin de l'activité (rangement, caisse, mise en œuvre des systèmes de surveillance, etc…).

A/ Horaires de fonctionnement des services

De manière générale, les plages horaires de service, dites « plages horaires standard », s'entendent du Lundi au Vendredi, avec une amplitude d'activité dans la journée de 8 heures à 18 heures.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

De manière spécifique lorsque les activités ou les prestations à rendre le nécessitent, les services peuvent adopter des plages horaires différentes dites « plages horaires spécifiques », adaptées, en dehors des plages horaires et/ou des jours habituels définis dans les « plages horaires standard ». A ce titre, l'élaboration des plannings de travail donnera lieu à une attention particulière afin que les agents affectés sur ces postes bénéficient d'une rotation.

Journée continue : la journée continue est autorisée en cas de nécessité de service dûment justifiée et validée par l'administration sur proposition du directeur.
Attention : un temps de pause minimale de 20 minutes doit être accordé durant chaque période de 6 heures de travail effectif lorsque la journée continue est autorisée.

B/ Horaires de travail des agents

La mise en œuvre du projet concernant l'Aménagement du nouveau Temps de Travail devra, pour chaque agent, respecter les principes généraux suivants :

- Durée maximale hebdomadaire de travail : 48 heures
- Durée maximale quotidienne de travail : 10 heures
- Amplitude maximale de la journée de travail : 12 heures
- Temps de repos minimum consécutif quotidien : 11 heures
- Temps de repos minimum consécutif hebdomadaire de 35 heures en fonction des obligations de service et des cycles de travail.
- La pause méridienne, d'une durée minimale de 45 minutes et maximale de deux heures, sera prise entre 12h00 et 14h00.
- La durée hebdomadaire moyenne de travail sur une période de 12 semaines consécutives ne peut dépasser 44 heures.

Les heures effectuées en dehors du cadre habituel des horaires de travail donnent lieu à compensation par récupération ou par versement d'une indemnité prévue par la règlementation.

Les horaires de nuit rémunérés : concernent les heures travaillées entre 22 heures et 7 heures et donnent lieu au versement de la majoration prévue par la réglementation.

C/ Les dispositions dérogatoires

Les dérogations aux garanties minimales du travail sont fixées par le décret du 25 août 2000 relatif à la durée du travail (article 3).
Ce décret indique que les garanties minimales (repos journalier, amplitude maximale, etc.) doivent être respectées mais que les employeurs peuvent y déroger dans deux cas :

- De manière permanente « lorsque l'objet même du service public l'exige » par décret en Conseil d'Etat.
- En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée sur décision de l'administration qui en informe immédiatement le Comité Technique.
  Un arrêté motivé doit formaliser cette dérogation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2-III/ TEMPS ASSIMILE A DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Sont considérés comme constituant du temps de travail effectif :

- Le temps de pause lorsque l'agent est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
- Le temps de pause minimale de 20 minutes accordé durant chaque période de 6 heures de travail effectif lorsque la journée continue est autorisée.
- Le temps de trajet
    - entre plusieurs lieux de travail pendant les horaires de service
    - entre la résidence administrative et un lieu de travail occasionnel (ex : réunion extérieure, médecine de prévention)
- Le temps d'intervention pendant une période d'astreinte, y compris le temps de déplacement entre le domicile ou résidence administrative et le lieu d'intervention
- Le temps consacré à la formation professionnelle, aux visites médicales professionnelles,
- Les autorisations spéciales d'absences,
- Les périodes de congés pour raison de santé (congés pour maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, congés imputables au service) et les congés pour maternité, paternité, adoption…
- Les absences liées à la mise en œuvre du droit syndical, les autorisations et décharges d'activité syndicale, les heures de délégation des représentants du personnel,

Les périodes exclues du temps de travail effectif :

- Le temps de repas dès lors que les agents ne sont plus à la disposition de l'employeur
- Le temps d'astreinte sans intervention
- Le temps de trajet pour se rendre à une formation
- Le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail habituel
- Les temps d'habillage et de déshabillage ainsi que les temps de douche
- Le temps passé en congés annuels, en repos hebdomadaire, en récupération, en RTT, les jours fériés et les jours de grève.

2-IV/ LES HEURES COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES

A/ Définition et principes relatifs aux heures supplémentaires

Constitue une heure supplémentaire toute heure de travail effectif, demandée et attestée par la hiérarchie de l'agent au-delà du temps de travail prévu par les horaires définis par les cycles de travail fonction de l'organisation du service.
Le recours aux heures supplémentaires est limité aux seuls cas exceptionnels et indispensables à la bonne marche du service public et doit donner lieu préférentiellement à la récupération des heures effectuées plutôt qu'à leur paiement.

B/ Cas des agents à temps complet

Les heures supplémentaires sont les heures effectives de travail effectuées à la demande expresse et préalable du responsable de service en dépassement des horaires définis par le cycle de travail. Elles présentent par nature donc un caractère exceptionnel.

Tout temps de travail effectué au-delà du cycle de travail défini par la collectivité, effectué à la demande du responsable de service, constitue des heures supplémentaires.

Le contingent maximum d'heures supplémentaires par mois, dont les heures supplémentaires de dimanche et de nuit, ne peut dépasser 25 heures par mois. Ce quota est proratisé pour un agent à temps partiel en fonction de leur quotité de temps de travail.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les heures supplémentaires font, par principe, l'objet d'une récupération sous forme de repos compensateurs. Le repos compensateur accordé est majoré dans les mêmes proportions que celles fixées pour l'indemnisation soit :

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 7 h et 22h : majoration de 25%
  Exemple : 1h effectuée = 1h15 min récupérées

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 22 h et 7h : majoration de 100%
  Exemple : 1h effectuée = 2h récupérées

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : majoration de deux tiers
  Exemple : 1h effectuée = 1h40 min récupérées

La récupération des heures supplémentaires s'effectuera sur accord préalable du responsable de service dans le respect des nécessités de service.

Seuls les agents titulaires de grades éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, pourront, en cas d'impossibilité de récupération, solliciter leur indemnisation.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à indemnisation et à récupération.

C/ Cas des agents à temps non complet

Les agents à temps non complet qui réalisent des heures au-delà de la durée de travail effectif afférente à leur emploi, effectuent des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet. Ces heures sont récupérées ou rémunérées.

Dès lors que la collectivité sollicite l'agent pour effectuer des heures complémentaires, une majoration de récupération est appliquée dans les mêmes proportions que celles fixées pour l'indemnisation soit :

- Pour 1 heure complémentaire accomplie entre 7 h et 22h : majoration de 25%
  Exemple : 1h effectuée = 1h15 récupérées

- Pour 1 heure complémentaire accomplie entre 22 h et 7h : majoration de 100%
  Exemple : 1h effectuée = 2h récupérées

- Pour 1 heure complémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : majoration de deux tiers
  Exemple : 1h effectuée = 1h40min récupérées

En cas de dépassement du cycle de travail prévu pour les agents à temps complet, les agents à temps non complet effectuent alors des heures supplémentaires, compensées dans les mêmes conditions qu'un agent à temps complet.

Le contingent maximum d'heures supplémentaires de 25 heures par mois, est proratisé pour les agents à temps non complet en fonction de leur quotité de temps de travail.

Pour mémoire, le 1er mai ne bénéficie pas dans la fonction publique d'un régime spécifiquement dérogatoire aux autres jours fériés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

D/ Cas des agents à temps partiel

Les agents travaillant à temps partiel n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires. Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, les heures supplémentaires effectuées par l'agent, sur demande de l'employeur, sont rémunérées au taux normal.

Afin de compenser la contrainte d'activité supplémentaire faite à la demande de la collectivité, une majoration de récupération, pour les heures supplémentaires de nuit, de dimanche et de jours fériés, est appliquée dans les mêmes proportions que pour les agents à temps non complet.

2-V/ LES ASTREINTES ET PERMANENCES

A/ Astreintes

L'astreinte est définie comme la période pendant laquelle l'Agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'Administration, est dans l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'intervenir pour effectuer un travail au service de la collectivité.

Le temps d'astreinte sans intervention n'est pas considéré comme du travail effectif.

La durée de l'intervention et le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention sont considérés comme du temps de travail effectif.

Les conditions précises d'organisation et de compensation des astreintes (rémunération, récupération) trouvent également pour référence le décret n°69-773 du 13 juillet 1969.

Toute modification des dispositions législatives ou réglementaires régissant les astreintes pourra entraîner une adaptation du présent article.

B/ Permanences

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son responsable de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié sans qu'il y ait de travail effectif ou astreinte.

La permanence est considérée comme du temps de travail effectif.

2-VI/ CONGES ET ABSENCES

Les congés annuels sont attribués pour l'année civile (N), et doivent être pris avant le 31 décembre de la même année (N).
Par exception à ces dispositions, le report des congés pourra être autorisé sur l'année N+1 sur autorisation exceptionnelle donnée par l'Autorité territoriale jusqu'au 31 janvier. Les jours de congés annuels ainsi reportés doivent donc être posés ou épargnés sur un compte épargne temps avant cette date. Un minimum de 4 semaines de congés annuels ou 20 jours doit être pris dans l'année civile.

La durée des congés est de cinq fois les obligations hebdomadaires de travail de l'agent. Le calcul s'effectue en jours. Il est donc accordé 25 jours de congés annuels au personnel travaillant sur une semaine de 5 jours. Les jours de congés annuels des agents travaillant à temps partiel ou temps non complet sont déterminés proportionnellement à leur cycle de travail.

Exemples :

- L'agent travaille 28h hebdomadaires réparties sur 4 jours, il bénéficie de 4*5=20 jours de congés annuels.
- L'agent travaille 28h hebdomadaires réparties sur 5 jours, il bénéficie de 5*5=25 jours de congés annuels.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- L'agent travaille une semaine à 3 jours et une semaine à 4 jours, il bénéficie de 3.5*5=17.5 jours de congés annuels.

L'absence pour congés annuels ne peut pas être supérieure à 31 jours consécutifs.
Les jours de congés sont accordés par le responsable de service selon les modalités détaillées au chapitre suivant.

➢ Journée de solidarité

La journée de solidarité, sera effectuée :
- par la réduction du nombre de jours ARTT, pour les agents qui bénéficient de cycles de travail avec une compensation de jours de RTT ;
- par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel. Cette journée devra être effectuée selon les besoins et les modalités définis par le chef de service.

➢ Dons de jours

Les agents ont la faculté de renoncer à tout ou partie des jours de repos non pris (congés annuels et jours RTT), y compris ceux épargnés sur un compte-épargne temps, au bénéfice d'un autre agent du même employeur qui rentre dans les conditions ci-dessous :

- Avoir un enfant de moins de 20 ans à charge dont l'état de santé nécessite une présence soutenue et des soins contraignants en raison, d'une maladie, d'un handicap, ou d'un accident.
- Venir en aide à un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap. Il doit s'agir :
    - de son époux(se), partenaire de Pacs ou concubin(e),
    - d'un ascendant ou d'un descendant,
    - d'un enfant dont il assume la charge,
    - d'un collatéral jusqu'au 4e degré,
    - d'un ascendant, descendant ou collatéral jusqu'au 4e degré de son époux(se), partenaire de Pacs ou concubin(e),
    - d'une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne.

Peut être considéré comme agent public donateur :
- un fonctionnaire territorial (titulaire et stagiaire) ;
- un agent contractuel de droit public.

Ne peut être considéré comme agent public donateur :
- un agent contractuel de droit privé ;
- un agent vacataire.

Les jours pouvant faire l'objet d'un don sont :
- les jours de RTT, en partie ou en totalité ;
- les jours de fractionnement ;
- les jours de congés annuels, pour tout ou partie de sa durée excédant 20 jours ouvrés ;

Ne peuvent pas faire l'objet d'un don :
- les heures de récupération ;
- les jours de congés bonifiés ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2-VII/LE TEMPS DE TRAVAIL DES CADRES DIRIGEANTS

Le Directeur Général des Services, les Directeurs Généraux Adjoints des Services, le Directeur Général des Services Techniques dont la nature particulière des fonctions, le degré de responsabilité hiérarchique impliquent une large autonomie dans l'organisation de leur temps de travail, excluant ou rendant difficile l'application de tout horaire précis ou déterminé, bénéficieront de la réduction de leur temps de travail sous forme d'un forfait de jours de repos compensateur.

Ce forfait annuel est arrêté à 18 jours ouvrés pour une durée de travail supérieure à celle définie dans les cycles de travail.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 3 : MODALITÉS DE GESTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3-I/ LA GESTION DES PLANNINGS

Les congés et absences sont définies par le responsable hiérarchique après consultation des vœux des agents. Chacun s'efforce d'anticiper la définition des plannings dans l'intérêt du service et des agents.

Le planning de travail est communiqué par le responsable de service dans un délai de 2 semaines avant toute modification substantielle dans l'organisation ou le cycle de travail de l'agent.

Des changements de plannings sans délais peuvent être décidés par exception :

- lorsque l'objet même du service public l'exige, notamment pour la protection des biens et des personnes.
- lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient (troubles entravant le fonctionnement du service, catastrophe naturelle, organisation de consultations électorales…) et pour une période limitée.

3-II/ POSE DES CONGES ET RTT

Les dates de congés annuels doivent être posées selon les outils mis à disposition dans chaque service.
La pose doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle :

- Toute période de congés annuels d'une durée inférieure ou égale à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 7 jours avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.
- Toute période de congés annuels d'une durée supérieure à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 1 mois avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.

La pose des RTT, en accord avec le responsable de service, est libre dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

Rappel : toute demande de congés est formalisée de manière dématérialisée via le logiciel métier d'usage.

3-III/ POSE DES RECUPERATIONS (HEURES COMPLEMENTAIRES - HEURES SUPPLEMENTAIRES)

Chaque année, un état des heures supplémentaires et de récupération de l'année N-1 devra être communiqué par chaque service à la Direction des Ressources Humaines avant le 31 janvier. Toute heure non déclarée à la Direction des Ressources Humaines ne pourra faire l'objet d'aucune forme de récupération.
La pose des récupérations, en accord avec le responsable de service, est libre, dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.
À partir d'une ½ journée de récupération, l'agent doit anticiper au maximum sa demande.
Les récupérations acquises au cours de l'année N doivent impérativement être posées ou épargnées sur un compte épargne temps, au plus tard le 31 décembre de l'année N+1. Passé ce délai, elles seront perdues.

3-IV/ COMPTE EPARGNE TEMPS

Le nombre de jours maximum épargnés sur le CET ne peut dépasser 60 jours.
Le CET est alimenté par le report des congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20.
Le CET est également alimenté par les jours de fractionnement accordés au titre des congés annuels non pris dans la période de référence du 1er mai au 31 octobre.
Le CET est alimenté par le report des jours de RTT et heures de récupération sans restriction.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

3-V/ JOURS FERIES

Les jours fériés inclus dans le temps de travail sont rémunérés comme tout autre jour.
Les jours fériés chômés ne peuvent pas être récupérés, ni par l'agent, ni par l'administration.
L'administration ne peut donc pas demander à un agent de rattraper les heures de travail non effectuées un jour férié. De même, un agent ne peut pas prétendre à un jour de congé supplémentaire ou à une indemnité compensatrice quand un jour férié tombe un jour non travaillé (un dimanche par exemple).
L'agent à temps partiel ne peut pas non plus modifier son emploi du temps, quand un jour férié tombe un jour où il ne travaille pas.

3-VI/ JOURNEES DE FORMATION

Une journée de formation est comptabilisée à hauteur du nombre d'heures prévues sur le planning de l'agent, à raison de 7 heures minimum.
Exemples : 5h théoriques prévues au planning de l'agent 7h comptabilisées
9h théoriques prévues au planning de l'agent 9h comptabilisées

3-VII/AUTRES ABSENCES

- **Arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail, l'agent doit prévenir son responsable de service par tout moyen dans les meilleurs délais.
L'avis d'arrêt de travail doit être adressé à la collectivité dans les 48 heures. Ce délai d'envoi peut être dépassé si vous justifiez :

- -Soit d'une hospitalisation,
- -Soit de l'impossibilité de transmettre l'avis dans ce délai. Le délai est alors étendu à 8 jours suivant l'établissement de l'avis.

En cas de non-respect du délai de 48 heures, l'agent risque une réduction de sa rémunération brute égale à 50 % en cas de nouvel envoi au-delà du délai dans les 24 mois suivant l'établissement du premier arrêt de travail. La réduction de la rémunération s'applique pour la période comprise entre la date d'établissement de l'avis d'interruption de travail et sa date d'envoi.

- **Autorisations spéciales d'absences**

Toute absence programmée doit être anticipée avec un délai de prévenance raisonnable et nécessite une information auprès du responsable de service.
En cas d'absence imprévue, l'agent doit prévenir son responsable de service par tout moyen dans les meilleurs délais.

- **Absences pour raisons syndicales**

Les autorisations d'absence et décharges d'activité de service sont prévues par le décret n° 85-397 relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale, modifié par le décret n° 2014- 1624 du 24 décembre 2014.

- **Absence non justifiée**

L'agent qui ne justifie pas une de ses absences, s'exposera d'une part à une retenue sur traitement et d'autre part à des sanctions disciplinaires. Article 87 de la loi 84-53.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 4 : DÉFINITION ET MODALITÉS D'APPLICATION DES HEURES DE SUJÉTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Dans le Cadre Général du Temps de Travail entré en vigueur le 1er janvier 2022, l'Autorité Territoriale s'était réservée la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001.

Ainsi, l'Autorité territoriale introduit un dispositif assurant une compensation horaire de sujétions liées à l'occupation de certains emplois particulièrement exposés.

La méthode retenue consiste à octroyer aux agents de terrain de deux secteurs d'activité, que sont la Vie Scolaire et la Police Municipale, une réduction de la durée de service en contrepartie de l'occupation d'emplois comportant des contraintes ou des sujétions particulières et constituant des facteurs de risque excédant des seuils normaux de pénibilité.

L'Autorité territoriale accorde 35 heures de sujétions aux agents de terrain (excluant les agents occupant des postes administratifs) des services de :
- La Vie scolaire
- La Police Municipale

Les agents concernés pourront bénéficier de réductions de la durée annuelle de service à hauteur de 35 heures sur la période de référence (année scolaire du 1er septembre au 31 août pour la Vie Scolaire et année civile du 1er janvier au 31 décembre pour la Police Municipale).

Les définitions et modalités pratiques de ce dispositif sont décrites dans une annexe 2 (Définitions et modalités d'application des jours de sujétions ouvrant droit à des jours de réduction du temps de travail à la Ville de Grasse).

Ce nouveau dispositif entrera en vigueur le 1er octobre pour une première phase d'expérimentation d'un an et fera l'objet d'une évaluation afin d'en améliorer les modalités d'application et de proposer des évolutions, le cas échéant, après avis du Comité Social Territorial.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 5 : ACCOMPAGNEMENTS MIS EN OEUVRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

5-I/ LA MISE EN OEUVRE

Après avis du Comité Social Territorial dans sa séance du 17 septembre 2024, l'ensemble des modalités contenues dans ce document seront effectives à compter du 1er octobre 2024.

Concernant le nouveau dispositif des sujétions, un bilan d'évaluation de la mise en œuvre du projet sera présenté à l'occasion des derniers Comité Social Territorial et Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de l'année 2025.

5-II/ LA COMMUNICATION

Le présent document sera communiqué à l'ensemble du personnel au cours du dernier trimestre 2024.

Il appartiendra à la chaine hiérarchique de communiquer également auprès de chaque agent sur le schéma d'organisation de sa Direction.

Ce document sera mis en ligne, dès octobre 2024, dans l'intranet de la Ville, Rubrique « Mes services », « Mes Ressources Humaines », document « Votre Temps de Travail ».

5-III/ LE SUIVI DE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Le présent document pourra être modifié à la demande de l'Administration ou de la majorité des organisations syndicales.
Le Comité Social Territorial et la Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de la Ville de Grasse seront systématiquement associés, pour avis et information, dans le cadre de leurs compétences, en cas d'évolution du document.

5-IV/ SIGNATURES

La Présidente du syndicat CFTC
Véronique CESARI

La Secrétaire Général du syndicat CGT
Sandrine MERREAUX

L'autorité Territoriale
Pour Le Maire,
La 1ère Adjointe déléguée au Personnel

Valérie COPIN

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Grasse

ANNEXE 2

DÉFINITIONS ET MODALITÉS D'APPLICATION DES HEURES DE SUJÉTION OUVRANT DROIT À DES RÉDUCTIONS DU TEMPS DE TRAVAIL À LA VILLE DE GRASSE

Pour mémoire, lors de sa séance du 7 décembre 2021, et après avis favorable du Comité Technique du 9 novembre 2021, le Conseil Municipal avait approuvé le nouveau Cadre Général du Temps de Travail qui est entré en vigueur au sein de la collectivité le 1er janvier 2022.

Dans ce contexte, l'Autorité Territoriale s'était engagée dans un travail mené en collaboration avec les partenaires sociaux afin d'introduire une réduction du temps de travail applicable à certaines fonctions ou emplois comportant des sujétions particulières. Ce dispositif est conçu dans le respect des dispositions des décrets 2001-623 du 12 juillet 2001 – notamment son article 2 – et 2014-1159 du 9 octobre 2014.

Ce dispositif, dont le projet avait été initié lors d'une réunion en date du 20 avril 2021, devait entrer en vigueur le 1er janvier 2023.

Cependant, les propositions formulées n'avaient ni permis de trouver un accord, ni l'entrée en vigueur du dispositif.

Ainsi, une nouvelle mouture du projet a vu le jour au cours de ce premier trimestre 2024 et est présentée en Comité Social Territorial le 17 septembre 2024.

L'Autorité territoriale propose d'accorder 35 heures de sujétion aux agents de terrain (excluant les agents occupant des postes administratifs) des services de :
- La Vie scolaire
- La Police Municipale

Attention : les agents bénéficiant d'un contrat de droit privé, les apprentis et les saisonniers sont exclus de ce dispositif.

Les règles d'application suivantes sont proposées.

1/ Contrôle du nombre d'heures attribuées et circuit de validation :
Les heures de réduction, accordés au titre d'une année constituent un crédit ouvert en début d'année scolaire (Vie scolaire) et année civile (Police Municipale), et calculé en fonction des absences enregistrées sur l'année de référence N-1.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Afin de faciliter la gestion de ces réductions du temps de travail, l'administration a choisi d'appliquer la réfaction, limitée à 35 heures maximum, sur la durée annuelle du temps de travail et rendue sous forme d'heures de repos.

Le nombre de sujétions sera indiqué sur la fiche de congés de l'agent.

2/ Gestion des heures de sujétions en cas de mobilité interne, de mutation, d'une arrivée ou d'un départ :

- Mobilité interne :
Le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein du service ouvrant droit aux sujétions.

Exemples :
Situation 1 : L'agent occupe, au 1er janvier, un emploi au sein d'un service donnant droit à des heures de sujétions et bénéficie d'une mobilité au 1er mai sur un poste n'y ouvrant pas droit : le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein du service créateur de droits.

- Arrivée ou départ de la collectivité :
Le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein de la collectivité.

Exemples :
Situation 2 : L'agent intégrant la collectivité au 1er mai (mutation, détachement, recrutement en contrat) et y occupant un emploi donnant lieu à 35 heures de sujétions bénéficiera de 23 heures l'année de son arrivée.

Situation 3 : L'agent partant à la retraite le 1er avril et occupant un emploi ouvrant initialement droit à 35 heures de sujétions bénéficiera de 9 heures de sujétions l'année de son départ.

3/ Réduction du nombre d'heures de sujétions en raison des absences pour raisons de santé et autorisations spéciales d'absence :
Un abattement sera appliqué en raison d'un nombre de jours calendaires[1] d'absences cumulé pour raisons de santé et autorisations spéciales d'absence (jours consécutifs ou non sur l'année en cours) selon la règle suivante :
- De 1 à 5 jours d'absence : aucun abattement
- De 6 à 8 jours : 7 heures d'abattement
- De 9 à 10 jours : 14 heures d'abattement
- De 11 à 13 jours : 21 heures d'abattement
- De 14 à 15 jours : 28 heures d'abattement
Au-delà de 16 jours : toutes les heures sont abattues

- ✓ Définition de la notion d'absences pour raisons de santé : la notion recouvre la maladie ordinaire, le congé de longue durée, le congé de longue maladie, le congé

[1] Jour calendaire : correspond à la totalité des jours du calendrier de l'année scolaire (pour la Vie Scolaire : du 1er septembre au 31 août) et de l'année civile (pour la Police Municipale : du 1er janvier au 31 décembre).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

pour maladie grave, les absences relatives à un accident de service et à une maladie professionnelle, le congé de maternité et le congé de paternité.

- ✓ Périmètre des autorisations d'absence concernées : l'ensemble des autorisations spéciales d'absence octroyées par la collectivité est à prendre en compte dans le calcul de la réduction (ex : mariage ou PACS de l'agent, enfants malades, etc). Seront également concernées toutes les autorisations d'absence que la collectivité pourrait mettre en place à l'avenir.
  En revanche, les jours de formation, les autorisations d'absence et les décharges d'activité des représentants du personnel ne sont pas décomptés.

  L'abattement sera effectué sur les heures de sujétions de l'année n+1 octroyées en septembre (pour la Vie Scolaire) et janvier (Pour la Police Municipale).

4/ Application aux agents à temps partiel, temps non complet et temps partiel thérapeutique :

Les agents à temps partiel, temps partiel thérapeutique et temps non complet bénéficient en partie du dispositif.

Le nombre d'heures accordé le sera au prorata du temps de travail de l'agent.

5/ Modalités de pose des heures de sujétion de l'article 2 :

Les heures de sujétions sont prises en heures.

La pose des heures de sujétions se fait en accord avec le responsable de service dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

Pour mémoire, ces heures étant générées en raison de contraintes liées à l'activité, leur pose doit être échelonnée tout au long de l'année.

La pose des heures de sujétions doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle et toute demande de pose doit faire l'objet d'une demande au minimum 10 jours avant auprès de la hiérarchie et parvenir 7 jours avant à la Direction des Ressources Humaines.

6/ Règles diverses

Les heures de sujétions sont accordées en raison de l'exposition de l'agent à des contraintes liées à ses missions et à ce titre :

- Ne sont pas des jours de congés, et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre, même pour raisons de santé,
- Ne peuvent pas être épargnés sur un CET,
- Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prise minimum de congés afin de pouvoir effectuer un versement sur le CET,
- Ne sont pas pris en compte pour l'acquisition des jours supplémentaires dits jours hors saison,

Les règles fixées par la présente note entrent en vigueur pour les agents concernés :

- A compter du 1er octobre 2024 pour le service de la Vie Scolaire ;
- A compter du 1er janvier 2025 pour le service de la Police Municipale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

VILLE DE GRASSE

GUIDE

CONGÉS ET ABSENCES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

TABLES DES MATIÈRES

PARTIE 1 : CONGÉS DIVERS - RTT 5
CONGÉS ANNUELS 6
A/ Durée des congés annuels 6
B/ Modalités d'utilisation des congés annuels 7
C/ Modalités de report des congés annuels 8
D/ Interruption du congé annuel 9
E/ Cas d'indemnisation des congés annuels 9
F/ Jours supplémentaires dits « de fractionnement » 10
JOURS DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (RTT) 10
A/ Cycles existants et nombre de jours de RTT 10
B/ Modalités d'utilisation des jours de RTT 11
C/ Interruption de l'absence prise en RTT 11
D/ Impact de l'absentéisme sur l'ARTT 12
HEURES DE RÉCUPÉRATION 12
CONGÉS BONIFIÉS 13
A/ Agents bénéficiaires 13
B/ Modalités d'utilisation 14
CONGÉ MATERNITÉ 14
A/ Procédure d'octroi 14
B/ Durée 14
C/ Congés supplémentaires 15
D/ Cas particuliers 15
E/ Gestion des congés annuels et RTT en cas de congé maternité 16
CONGÉ DE NAISSANCE 16
A/ Agents bénéficiaires 16
B/ Durée 16
C/ Procédure et modalités d'utilisation 16
CONGÉ POUR L'ARRIVÉE D'UN ENFANT PLACÉ EN VUE DE SON ADOPTION 17
A/ Agents bénéficiaires 17
B/ Durée 17
C/ Procédure et modalités d'utilisation 17
CONGÉ DE PATERNITÉ ET D'ACCUEIL DE L'ENFANT 17
A/ Agents bénéficiaires 17
B/ Durée 17
C/ Procédure et modalités d'utilisation 18

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

D/ Gestion des congés annuels et RTT en cas de congé paternité 18
CONGÉ POUR ADOPTION 18
A/ Agents bénéficiaires 18
B/ Durée 18
C/ Procédure 19
D/ Gestion des congés annuels et RTT 19
CONGÉ DE PRÉSENCE PARENTALE 19
A/ Agents bénéficiaires 19
B/ Procédure 19
C/ Durée 19
D/ Gestion des congés annuels et RTT 20
CONGÉ DE SOLIDARITÉ FAMILIALE 20
A/ Agents bénéficiaires 20
B/ Durée 21
C/ Procédure 21
D/ Gestion des congés annuels et RTT 21
CONGÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE 21
CONGÉ POUR VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE 22
CONGÉ POUR BILAN DE COMPÉTENCES 22
CONGÉ POUR FORMATION SYNDICALE 22
CONGÉS ASSOCIATIFS 22
A/ Congé pour les agents ayant des fonctions de direction dans une association 22
B/ Congé pour les agents de moins de 25 ans pour la formation des cadres et animateurs (jeunesse) 23
C/ Congé pour les agents siégeant au sein d'un conseil citoyen 23
D/ Congé pour les agents siégeant au sein d'une mutuelle, union ou fédération 23
E/ Congé dit « de représentation » 24
DON DE JOURS DE REPOS 24
A/ Principe 24
B/ Les jours de repos pouvant faire l'objet d'un don 25
PARTIE 2 : AUTORISATIONS D'ABSENCE 26
AUTORISATIONS D'ABSENCE 27
AUTORISATIONS D'ABSENCE POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX 27
A/ Mariage 27
B/ Décès 28
C/ En cas d'hospitalisation d'un conjoint, père, mère et enfant de plus de 16 ans 30
D/ Pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde 31

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

SURVEILLANCE MÉDICALE, RENDEZ-VOUS MÉDICAUX ET DONS 34
A/ Suivi dans le cadre de la médecine préventive et professionnelle 34
B/ Dons du sang, plaquettes, plasma 34
AUTORISATIONS D'ABSENCE EN CAS DE GROSSESSE 35
A/ Avant la grossesse dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation 35
B/ Pendant la grossesse 35
C/ Pour allaitement 36
AUTORISATIONS D'ABSENCE POUR CONCOURS / EXAMEN PROFESSIONNEL 36
A/ Agents bénéficiaires 36
B/ Durée 36
C/ Temps de préparation personnelle 36
PARTICIPATION AUX SESSIONS D'ASSISES 37
TÉMOIN DANS UNE PROCÉDURE PÉNALE 37
TEMPS SYNDICAL 37
A/ Autorisations d'absence pour tout agent municipal 37
B/ Crédit de temps syndical 37
EXERCICE D'UN MANDAT ÉLECTIF 40
A/ Autorisations d'absence 40
B/ Crédit d'heures 40
RÉSERVE OPÉRATIONNELLE 42
A/ Agents bénéficiaires 42
B/ Durée 42
C/ Modalités de gestion des absences et positions statutaires 42
AUTRES RÉSERVES NATIONALES 42
DIVERS 43
A/ Déménagement 43
B/ Formation sapeurs-pompiers volontaires 43
C/ Membre d'une association agréée en matière de sécurité civile 43
D/ Aménagements d'horaires pour le fonctionnaire en situation de handicap 43
E/ Rentrée scolaire 43
ABSENCES NON AUTORISÉES 43
QUELQUES DÉFINITIONS 44

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 1 : CONGÉS DIVERS - RTT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

CONGÉS ANNUELS

A/ Durée des congés annuels

1/ Pour une année civile

1-1/ Les congés annuels pour les cycles hebdomadaires

Tout fonctionnaire en activité a droit pour une année civile de service accompli du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service qu'il soit à temps complet, temps partiel, temps partiel thérapeutique ou temps non complet.

Les contractuels bénéficient des droits à congés annuels dans les mêmes conditions que les fonctionnaires territoriaux. Les congés sont calculés en fonction de la durée du contrat.

En pratique :
Un agent travaillant 6 jours / semaine : 30 jours de congés annuels (CA)
Un agent travaillant 5 jours / semaine : 25 CA
Un agent travaillant 4,5 jours / semaine : 22,5 CA
Un agent travaillant 4 jours / semaine : 20 CA
Un agent travaillant 3.5 jours / semaine : 17,5 CA
Un agent travaillant 3 jours / semaine : 15 CA
Un agent travaillant 2,5 jours / semaine : 12,5 CA
Un agent travaillant 5 demi-journées / semaine : 12,5 CA

En cas de changement d'obligations hebdomadaires en cours d'année (suite à l'octroi d'un temps partiel, ou d'un temps partiel thérapeutique) le droit à congés annuels est recalculé.

En pratique :
Situation d'un agent qui travaille à temps complet sur 5 jours depuis le 1er janvier et bénéficie d'un temps partiel à 80 % réalisé sur 4 jours à compter du 1er septembre de l'année en cours verra son droit à congé recalculé à hauteur de 23,5 jours.

1-2/ Les congés annuels pour les cycles annualisés

Pour les agents dont le travail est annualisé (temps complet ou temps non complet), le calcul du droit à congés est effectué en fonction du taux d'emploi, c'est-à-dire en proratisant le droit à congés en fonction de la quotité du temps de travail :
Agent à 100 % : 25 CA
Agent à 90 % : 22,5 CA
Agent à 80 % : 20 CA
Agent à 70 % : 17,5 CA
Agent à 60 % : 15 CA
Agent à 50 % : 12,5 CA

2/ Pour une année civile incomplète

Pour les agents n'ayant pas effectué une année de travail civile complète, le droit à congés est calculé au prorata de la durée de service accompli.

En pratique :
Situation d'un agent qui travaille à temps complet sur 5 jours par semaine et qui fait valoir ses droits à la retraite au 1er juillet :
Son droit à congés est calculé par rapport à ses obligations hebdomadaires de service mais au prorata des mois travaillés (soit du 1er janvier au 30 juin).
Son droit à congés recalculé s'élèvera à : 12,5 jours

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Dérogation : les agents âgés de moins de 21 ans au premier jour de la période de référence et qui n'ont pas exercé leurs fonctions sur la totalité de l'année civile peuvent prétendre à la durée totale du congé annuel. Dans ce cas, les jours accordés en plus des droits à congés acquis ne sont pas rémunérés. Par exemple, si l'agent a travaillé à temps complet sur 5 jours par semaine pendant 9 mois, il pourra avoir 25 CA mais il ne sera rémunéré que pendant 19 jours (25 x 9 / 12).

B/ Modalités d'utilisation des congés annuels

Les dates de congés annuels doivent être posées selon les outils mis à disposition dans chaque service.

La pose doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle :

- Toute période de congés annuels d'une durée inférieure ou égale à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 7 jours avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.
- Toute période de congés annuels d'une durée supérieure à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 1 mois avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.

Les agents chargés de famille bénéficient d'une priorité pour le choix des périodes de congés annuels.

Les jours de congés annuels validés par la hiérarchie peuvent être annulés ou reportés, sous réserve des nécessités de service motivées, dans un délai minimum de 48 heures avant le début du congé.

L'absence du service ne peut excéder 31 jours calendaires consécutifs (congés annuels + repos hebdomadaires + jour férié) sauf congés bonifiés (cf rubrique Congés bonifiés page 13 du présent guide).

En pratique :
Un agent à temps complet travaillant sur 5 jours par semaine dispose de 25 CA. Il souhaite partir en congés du 3 septembre au 7 octobre 2023. Pour cette période, il utilisera 25 CA mais en nombre de jours calendaires consécutifs, cela se traduirait par une absence du service de 35 jours en comptant les jours de repos hebdomadaires ce qui n'est légalement pas autorisé. En conséquence, il ne pourra être autorisé à partir que du 3 septembre au 3 octobre 2023.

L'agent d'origine étrangère ou dont le conjoint est d'origine étrangère (personne mariée, pacsée ou vivant maritalement avec l'agent) peut exceptionnellement être autorisé à cumuler ses congés annuels pour se rendre dans son pays d'origine ou celui de son conjoint. La demande devra parvenir 2 mois au moins avant la date de départ souhaitée afin que la hiérarchie de l'agent puisse étudier sa demande au regard des nécessités de service et organiser l'exécution des missions pendant son absence.

- Un jour de congé annuel ne peut être utilisé pour pallier la journée de carence dans le cadre d'un arrêt maladie.
- Un jour de congé annuel ne peut pas être donné pour accomplir la journée de solidarité.
- Les jours de congés annuels non pris ne donnent lieu à aucune indemnité sauf cas particulier (voir paragraphe E/Cas d'indemnisation des congés annuels en page 9 du présent guide).
- Les jours de congés annuels peuvent être utilisés en demi-journée ou journée.
- Les jours de congés annuels peuvent être versés sur une compte épargne temps selon les modalités prévues par le règlement intérieur du compte épargne temps.
- Les jours de congés annuels peuvent être donnés anonymement dans le respect de certaines conditions (cf paragraphe Don de jours de repos page 24 du présent guide)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

C/ Modalités de report des congés annuels

1/ Autorisation exceptionnelle de report sur le mois de janvier

Par note du Directeur Général des Services, les congés annuels d'une année peuvent être reportés sur le mois de janvier de l'année suivante.
Ce report ne vise que les congés annuels et les jours de congés dits hors saison. Les jours de RTT ne sont pas concernés.

2/ Pour nécessités de service

➢ Les jours de congés annuels pour une année de service accompli ne peuvent se reporter sur l'année suivante sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale.
L'agent qui souhaite un report de ses jours de congés annuels restants devra adresser une demande écrite au Directeur Général des Services avec visa de toute la chaine hiérarchique en indiquant les motifs qui l'ont empêché d'utiliser ses jours de congés annuels.

Sous réserve que l'agent remplisse les conditions pour ouvrir un compte épargne temps et procéder à un versement, l'agent est invité à privilégier la solution du versement sur le CET à celle du report sur l'année N+1.

➢ Les jours de congés annuels de l'année N reportés devront être utilisés avant le 31 mars de l'année N+1. S'ils ne sont pas utilisés à l'issue de cette période de report, ils sont perdus et ne donnent pas lieu à indemnisation.

➢ Les jours de congés annuels reportés ne permettent pas d'acquérir les jours dits de fractionnement.

➢ Les jours de congés annuels reportés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prise minimum obligatoire pour effectuer un versement sur le CET.

3/ En cas d'absence pour raisons médicales

➢ En cas d'absence pour congé maladie, l'agent se trouve parfois dans l'impossibilité d'utiliser l'ensemble de ses jours de congés annuels au cours de l'année.

Les jours de congés restants seront automatiquement reportés dans la limite de 4 semaines et pourront être utilisés au cours d'une période de 15 mois après le terme de l'année considérée. Les jours de congés de l'année N peuvent donc être utilisés jusqu'au 31 mars de l'année N+2.

S'ils ne sont pas pris durant cette période de 15 mois, notamment en raison d'un nouvel arrêt maladie, ils sont perdus et ne donnent pas lieu à indemnisation.

<u>En pratique :</u>
Un agent dispose de 25 CA pour l'année 2023. Il a utilisé 9 CA puis a été placé en congé de maladie ordinaire du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023.
La Commune reportera automatiquement ses 16 jours de CA restants jusqu'au 31 mars 2025.

La prise de ces congés reste conditionnée par l'autorisation du responsable hiérarchique au regard des nécessités de service et l'absence du service ne doit pas dépasser 31 jours consécutifs.

➢ Le report est accordé pour les absences pour raisons de santé suivants.
- congé de maladie ordinaire ;
- congé de longue maladie ;
- congé de longue durée ;
- congé de grave maladie ;
- congé pour accident de service / de trajet ou maladie professionnelle

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- congé maternité ;

Cette procédure de report ne s'applique pas aux agents placés en disponibilité pour raisons médicales car il ne s'agit pas d'une position d'activité.

➢ Les jours de congés annuels reportés ne permettent pas d'acquérir les jours dits de fractionnement.

➢ Les jours de congés annuels reportés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prise minimum obligatoire pour effectuer un versement sur le CET.

D/ Interruption du congé annuel

1/ Interruption par un congé maladie

Lorsqu'un agent est en congé annuel, ce congé peut être interrompu par un congé de maladie dûment constaté. Dans ce cas, les congés annuels seront annulés et le reliquat pourra être utilisé ultérieurement.

Un agent en congé maladie n'a pas à reprendre une journée de travail pour pouvoir bénéficier de ses congés annuels. L'agent peut donc enchainer un congé maladie et des jours de congés annuels.

En pratique :

Un agent a posé des congés annuels du 1er avril au 15 avril 2023. Il tombe malade et bénéficie d'un congé de maladie ordinaire à compter du 4 au 10 avril.
Du 1er au 3 avril il sera en congé annuel, du 4 au 10 avril en congé de maladie et du 11 au 15 avril de nouveau en congé annuel. Les 7 jours de congés annuels du 4 au 10 avril seront annulés et l'agent pourra les utiliser ultérieurement.

2/ Du fait de l'Autorité territoriale

Le congé annuel peut être interrompu par l'autorité territoriale, en cas d'urgence ou de nécessité du service motivée, et notamment pour assurer la continuité de ce dernier.

E/ Cas d'indemnisation des congés annuels

1/ Pour les agents titulaires et stagiaires

➢ En cas de démission

L'agent devra solder ses congés annuels, jours de RTT et autres avant son départ effectif de la collectivité.
En cas de congé acquis et non pris, ils ne seront pas indemnisés.

➢ En cas de décès

Les jours de congés annuels acquis et non pris de l'année du décès seront indemnisés, de même que les jours épargnés sur le CET.

➢ En cas de retraite ou de décès suite à de la maladie

Lorsqu'un fonctionnaire a été placé à la retraite ou est décédé sans avoir pu prendre ses congés du fait de sa maladie, il a droit à une indemnisation de ses congés annuels acquis et non pris.

Ce droit à indemnisation s'exerce dans les limites suivantes :

- une indemnisation fixée à 4 semaines par année civile ;
- une période de report admissible (pour les congés dus au titre des années écoulées), limitée à 15 mois.
- Indemnisation des jours acquis et non pris calculés au prorata temporis de l'année du décès ou du départ à la retraite.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2/ Pour les agents contractuels

➢ En cas de démission

L'agent devra solder ses congés annuels, jours de RTT et autres avant son départ effectif de la collectivité. En cas de congés acquis et non pris, ils ne seront pas indemnisés.

➢ À l'expiration du contrat ou en cas de licenciement

À la fin du CDD ou en cas de licenciement n'intervenant pas à titre de sanction disciplinaire, l'agent qui, du fait de l'autorité territoriale, en raison notamment des nécessités de service et/ou de l'organisation du calendrier des congés annuels, n'a pu bénéficier de tout ou partie de ses congés annuels, a droit à une indemnité compensatrice.

F/ Jours supplémentaires dits « de fractionnement »

Des jours supplémentaires sont accordés lorsque l'agent utilise un grand nombre de jours précis en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre selon la règle suivante :

- de 5 à 7 jours de congés annuels pris : 1 jour de congé supplémentaire,
- à partir de 8 jours de congés annuels pris : 2 jours de congés supplémentaires.

➢ La règle d'acquisition est la même pour tous les agents qu'ils soient à temps complet, temps partiel, temps partiel thérapeutique ou temps non complet.

➢ Une fois acquis, ces jours de congés dits « de fractionnement » peuvent être pris sur toute l'année.

➢ Les jours supplémentaires peuvent être utilisés en demi-journée ou journée.

➢ Seuls les congés annuels permettent de les acquérir, les jours de RTT ne permettent pas d'acquérir les jours de fractionnement.

➢ Si les jours de fractionnement sont acquis au 31 décembre de l'année écoulée, ils pourront soit :

- être versés sur un CET selon les modalités prévues par le règlement intérieur du compte épargne temps.
- soit être utilisés sur l'année N+1 si l'autorité territoriale l'autorise exceptionnellement par note du Directeur Général des Services.

➢ Les jours de fractionnement peuvent être donnés anonymement sous réserve de respecter certaines conditions (voir paragraphe sur le Don de jours de repos page 24 du présent livret).

JOURS DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (RTT)

A/ Cycles existants et nombre de jours de RTT

➢ La collectivité dispose de 4 cycles hebdomadaires de travail :

- 35 heures par semaine ;
- 36 heures donnant droit à 6 jours de RTT ;
- 37 heures par semaine donnant droit à 12 jours de RTT ;
- 38 heures par semaine donnant droit à 18 jours de RTT ;

➢ Les agents sur des cycles annualisés ne bénéficient pas de jours de RTT, de même que les agents à temps non complet.

➢ Selon les nécessités de service, les agents contractuels peuvent également choisir parmi l'un des cycles donnant droit à des jours de RTT. Le calcul de droit est réalisé en fonction de la durée du contrat.

➢ Les temps partiels (TP) et temps partiels thérapeutiques (TPT) peuvent être réalisés sur les cycles suivants :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

	Nombre de jours de RTT pour un TP sur cycle de 36h00	Nombre de jours de RTT pour un TP sur cycle de 37h00	Nombre de jours de RTT pour un TP sur cycle de 38h00
Agent à temps partiel à 90 %	5.5	11	16
Agent à temps partiel à 80 %	5	9.5	14.5
Agent à temps partiel à 70 %	4	8.5	12.5
Agent à temps partiel à 60 %	3.5	7	11
Agent à temps partiel à 50 %	3	6	9

B/ Modalités d'utilisation des jours de RTT

- Conformément au cadre général du temps de travail, une fois le cycle RTT choisi celui-ci ne peut être modifié sur l'année sauf demande écrite comportant les motifs justifiant ce changement et comprenant les visas des responsables hiérarchiques. Ainsi, l'agent devra attendre le début de la nouvelle année pour modifier son cycle de travail.
- Les jours de RTT peuvent être utilisés en demi-journée ou en journée.
- Les jours de RTT sont acquis de la manière suivante :
  - Pour le cycle de 36 heures : au rythme de 0.5 jour par mois échu.
  - Pour le cycle de 37 heures : au rythme de 1 jour par mois échu.
  - Pour le cycle de 38 heures : au rythme de 1.5 jours par mois échu.
- Les jours de RTT ne sont pas reportables d'une année sur l'autre.
- Les jours de RTT peuvent être versés sur un compte épargne temps dans la limite de 15 jours maximum par an selon les modalités prévues par le règlement intérieur du compte épargne temps.
- Si les jours de RTT ne sont pas utilisés avant le 31 décembre de chaque année et ne sont pas déposés et ne sont pas déposés sur un CET, ils sont perdus et ne font pas l'objet d'une indemnisation.
- Selon la quotité de temps de travail, l'agent pourra donner soit une demi – journée soit une journée de RTT pour accomplir la journée de solidarité.
- Les jours de RTT peuvent être donnés anonymement sous réserve de respecter certaines conditions (voir paragraphe Don de jours de repos page XX du présent livret).
- Lorsqu'un agent est autorisé exceptionnellement à changer de quotité de temps de travail ou de cycle en cours d'année, il sera procédé à un recalcul du nombre de jours de RTT auxquels il a droit.

En pratique :
Un agent bénéficie d'un cycle de 36 heures du 1er janvier au 15 avril puis bascule sur un cycle à 37 heures du 16 avril au 31 décembre, il bénéficiera de 12.5 de RTT.

C/ Interruption de l'absence prise en RTT

Lorsqu'un agent a justifié son absence par des jours de RTT, cette absence peut être interrompue par un congé de maladie dûment constaté. Dans ce cas, les jours de RTT seront annulés et le reliquat pourra être utilisé ultérieurement.
Le nombre de jours de RTT de l'année suivante pourra être réduit en fonction du nombre de jours de maladie (voir paragraphe D Réduction du nombre de jours de RTT au regard des absences pour raison de santé page XX du présent livret).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

D/ Impact de l'absentéisme sur l'ARTT

En application du cadre général du temps de travail approuvé par délibération du 7 décembre 2021 s'appuyant sur la circulaire n°NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, un impact de l'absentéisme sur le nombre de jours de RTT est prévu.

Cette réduction s'opère sur le solde des RTT de l'année n+1.

1/ Les situations d'absence du service qui engendrent une réduction des droits à l'acquisition annuelle de jours de RTT

Les situations d'absence du service qui engendrent une réduction du droit RTT sont les absences pour raison de santé, notamment :

- S'agissant des fonctionnaires : congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de longue durée, y compris les congés de maladie résultant d'un accident survenu ou d'une maladie contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, ainsi que ceux résultant d'un accident de trajet ;
- S'agissant des contractuels : congé de maladie ordinaire, congé de grave maladie, congé sans traitement pour maladie (ce congé est obtenu lorsque l'agent contractuel est contraint de cesser ses fonctions pour raison de santé, mais qu'il ne peut prétendre à un congé de maladie rémunéré, en l'absence de temps de service suffisant), y compris les congés de maladie résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Sont compris dans de décompte les week-ends et jours fériés lorsque l'absence pour raisons de santé s'étale sur plusieurs semaines.

Pour la gestion des RTT en cas de congé maternité, de paternité et d'adoption, il convient de se référer aux dispositions prévues dans les titres correspondants du présent livret :

- congé maternité page 14
- congé de paternité page 17
- congé pour adoption page 18

Lorsqu'un agent du fait de ses absences pour raisons de santé n'a pas utilisé pendant l'année N, les jours de RTT générés et ne les a pas versés au CET, il devra se rapprocher de l'agent gestionnaire des absences pour raisons de santé afin que la réduction des RTT de l'année N+1 ne soit pas appliquée.

2/ Règle d'abattement

Pour un cycle à 36 heures : une réduction d'un jour de RTT est appliquée pour 38 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

Pour un cycle à 37 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 19 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

Pour un cycle à 38 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 13 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

HEURES DE RÉCUPÉRATION

Conformément aux dispositions du cadre général du temps de travail approuvé par délibération du 7 décembre 2021, constitue une heure supplémentaire toute heure de travail effectif, demandée et attestée par la hiérarchie de l'agent au-delà du temps de travail prévu par les horaires définis par les cycles de travail fonction de l'organisation du service.
Le recours aux heures supplémentaires est limité aux seuls cas exceptionnels et indispensables à la bonne marche du service public et doit donner lieu préférentiellement à la récupération des heures effectuées plutôt qu'à leur paiement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Les modalités de récupération des heures supplémentaires sont les suivantes :
  - Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 7 h et 22h : majoration de 25%
    Exemple : 1h effectuée = 1h15 min récupérées

  - Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 22 h et 7h : majoration de 100%
    Exemple : 1h effectuée = 2h récupérées

  - Pour 1 heure supplémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : majoration de deux tiers
    Exemple : 1h effectuée = 1h40 min récupérées

La récupération des heures supplémentaires s'effectuera sur accord préalable du responsable de service dans le respect des nécessités de service.

- Cas particulier des jours fériés :

Les jours fériés ne sont pas récupérables. Les jours fériés chômés ne peuvent pas être récupérés, ni par l'agent, ni par l'administration. L'administration ne peut donc pas demander à un agent de rattraper les heures de travail non effectuées un jour férié. De même, un agent ne peut pas prétendre à un jour de congé supplémentaire ou à une indemnité compensatrice quand un jour férié tombe un jour non travaillé.

L'agent à temps partiel ne peut pas non plus modifier son emploi du temps si un jour férié tombe où il ne travaille pas.

En pratique :
Un jour férié chômé inclus dans une période de congés annuels est déduit du nombre de congés. Un agent travaillant du lundi au vendredi n'aura pas à poser de jour de congé pour un mercredi 14 juillet s'il a posé cette semaine-là.

CONGÉS BONIFIÉS

A/ Agents bénéficiaires

Les fonctionnaires titulaires en activité ou en détachement, à temps complet, temps partiel ou temps non complet, dont le centre des intérêts moraux et matériels en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et exerçant en métropole, peuvent bénéficier à leur demande de congés bonifiés.

La Direction des Ressources Humaines vérifie, avant d'attribuer ce congé bonifié, que l'agent remplit les conditions et étudie chaque demande au cas par cas. La durée minimale de service ininterrompue qui ouvre à l'intéressé le droit à congé bonifié est fixée à 24 mois. La durée du congé bonifié est incluse dans cette durée minimale.

Le droit à congé bonifié est subordonné à la démonstration par le fonctionnaire de l'existence de centres intérêts moraux et matériels dans les départements et régions d'outre-mer listé ci-dessus. Il appartient au fonctionnaire d'apport, par tous moyens, la preuve de ses intérêts moraux et matériels. Il n'existe pas de liste exhaustive mais peuvent être cités entre autres :
- le domicile de ses père et mère ou, à défaut, des parents les plus proches (parents, frères, sœurs, enfants),
- le lieux d'implantation des biens fonciers dont il est propriétaire ou locataire,
- son domicile avant l'entrée dans l'administration,
- son lieu de naissance, le bénéfice antérieur d'un congé bonifié,
- le lieu où il est titulaire de comptes bancaires, d'épargne ou postaux, etc...

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Ces critères n'ont pas de caractère exhaustif ni nécessairement cumulatif. Le principe est d'apprécier la vocation de l'agent demandeur à bénéficier du droit à congé bonifié sur la base d'un faisceau d'indices.

En raison de la nécessité pour la Direction des Ressources Humaines de procéder aux vérifications et la durée de l'absence de 31 jours consécutifs, il est demandé à l'agent d'adresser sa demande le plus tôt possible et au plus tard 3 mois avant la date de départ souhaitée.



Les fonctionnaires stagiaires et les agents contractuels ne peuvent pas bénéficier d'un congé bonifié.

B/ Modalités d'utilisation

Le congé bonifié est **accordé lorsque le congé n'excède pas 31 jours consécutifs** (samedis, dimanches et jours fériés inclus).

Sous réserve des nécessités de service, il est possible d'ajouter aux 31 jours consécutifs les délais de route sous forme d'autorisation spéciale d'absence, en fonction de la distance à parcourir et dans la limite d'un jour pour l'aller et d'un jour pour le retour.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux frais susceptibles d'être pris en charge et à l'indemnité de cherté de vie, vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ MATERNITÉ

A/ Procédure d'octroi

Une femme enceinte en activité bénéficie du congé maternité, qu'elle soit fonctionnaire, titulaire / stagiaire, ou contractuelle après 6 mois de service. Ce congé comprend le congé prénatal (fin de de grossesse) et le congé postnatal (après l'accouchement). Pour en bénéficier, elle doit fournir un certificat de grossesse à la collectivité.

L'agent doit déclarer sa grossesse auprès de la Direction des Ressources Humaines et à la CAF, avant la fin de la 14ème semaine de grossesse.
Elle doit pour cela adresser par courrier un certificat de première constatation médicale de grossesse ou le formulaire « Premier examen médical prénatal » délivré par son médecin ou sa sage-femme sur lequel il devra être indiquée la date présumée d'accouchement.

À noter :
Lorsqu'une grossesse intervient au cours d'un congé parental, il est automatiquement mis fin au congé parental à la date à partir de laquelle l'agent souhaite bénéficier de son congé maternité.
L'agent qui travaille à temps partiel est automatiquement rétabli à temps plein pendant la durée du congé maternité.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux incidences sur la carrière et la rémunération de l'agent, vous être invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

B/ Durée

La durée du congé maternité varie en fonction du nombre d'enfants déjà à charge avant la naissance de l'enfant et en fonction du nombre d'enfants à naître.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Nature de la grossesse	congé prénatal	congé postnatal	Total
Grossesse simple 1er ou 2ème enfant (art. L. 331-3 CSS)	6 semaines avant l'accouchement	congé postnatal : 10 semaines après l'accouchement	16 semaines
Grossesse simple à partir du 3ème enfant (art. L. 331-4 CSS)	8 semaines avant l'accouchement	18 semaines après l'accouchement	26 semaines
	10 semaines avant l'accouchement	16 semaines après l'accouchement	26 semaines
Naissance de 2 enfants (art. L. 331-3 CSS)	12 semaines avant l'accouchement	22 semaines après l'accouchement	34 semaines
	16 semaines avant l'accouchement	18 semaines après l'accouchement	34 semaines
Naissance de plus de 2 enfants (art. L. 331-3 CSS)	24 semaines avant l'accouchement	22 semaines après l'accouchement	46 semaines

La mère peut renoncer à une partie de son congé, mais elle doit impérativement cesser de travailler au moins 8 semaines dont 6 après l'accouchement.
Pour les agents contractuels, le congé maternité ne sera attribué que pour la période d'engagement restant à courir.

- **Report d'une partie du congé prénatal :**

La durée de la période prénatale peut être réduite à la demande de la fonctionnaire, sur prescription médicale, dans la limite de trois semaines ; la durée de la période postnatale est alors augmentée d'autant. En cas d'arrêt maladie pendant la période reportée, le report est annulé et le congé prénatal reprend au 1er jour de l'arrêt.

C/ Congés supplémentaires

- **La période supplémentaire de congé prénatal liée à la « grossesse pathologique » :**

Sur prescription médicale, la durée du congé prénatal peut être augmentée pour une période supplémentaire de 2 semaines, en cas d'état pathologique résultant de la grossesse, sans que le congé postnatal soit réduit.

- **La période supplémentaire du congé postnatal liée aux suites de l'accouchement (couches pathologiques)**

Sur certificat médical, en cas d'arrêt de travail nécessité par les suites de l'accouchement, le congé postnatal peut être augmenté de 4 semaines maximum. Cette période supplémentaire de repos est considérée comme congé de maternité et non pas comme congé de maladie.

D/ Cas particuliers

- **Accouchement tardif :**

En cas d'accouchement après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date d'accouchement sans que le congé postnatal soit réduit.

- **Accouchement prématuré :**

En cas d'accouchement avant la date prévue, le congé prénatal non utilisé est reporté après l'accouchement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

➢ **Hospitalisation de l'enfant :**

En cas d'accouchement prématuré au moins 6 semaines avant la date prévue, exigeant l'hospitalisation de l'enfant, la mère bénéficie d'une période supplémentaire de congé maternité égale au nombre de jours compris entre la date effective de l'accouchement et le début du congé prénatal prévu.

En cas d'hospitalisation de l'enfant au-delà de la 6ème semaine après sa naissance, la mère peut choisir de reprendre son travail. Elle devra prendre la période de congé postnatal non utilisée dès la fin de l'hospitalisation de l'enfant.

➢ **Décès de l'enfant :**

Lorsque l'enfant décède après sa naissance, la mère conserve son congé postnatal.

En cas de décès lié à une naissance prématurée, la mère a droit au congé de maternité en totalité si l'enfant est né viable. Le seuil de viabilité se situe à 22 semaines d'aménorrhée ou si le poids du fœtus était au moins de 500 grammes. Dans le cas contraire, la mère est placée en congé de maladie ordinaire.

➢ **Décès de la mère :**

Si la mère décède lors de l'accouchement ou pendant le congé postnatal, le père fonctionnaire peut bénéficier du congé postnatal restant et reporter son congé paternité à la fin de celui-ci.

Lorsque le père de l'enfant ne demande pas à bénéficier du congé postnatal, il est accordé au conjoint fonctionnaire de la mère ou au fonctionnaire lié à elle par un PACS ou vivant maritalement avec elle.

E/ Gestion des congés annuels et RTT en cas de congé maternité

➢ Le congé maternité ne modifie pas les droits à congés annuels.

➢ En ce qui concerne les jours de RTT, les jours pendant lesquels l'agent n'est pas à la disposition de son employeur et n'est pas tenu de se conformer à ses directives ne sont pas pris en compte. Ainsi, les jours de RTT de l'agent placé en congé maternité sont calculés au prorata temporis.

En pratique :

Un agent travaillant à temps complet sur un cycle de 37 heures permettant de générer 12 jours de RTT est placée en congé maternité pour une durée de 4 mois du 1er avril au 31 juillet (16 semaines). Après un nouveau calcul, elle bénéficiera de 8 jours de RTT.

CONGÉ DE NAISSANCE

A/ Agents bénéficiaires

➢ Tout fonctionnaire ou contractuel en activité, bénéficie d'un congé supplémentaire à l'occasion de chaque naissance survenue à son foyer.

➢ Pour les agents contractuels, le congé pour naissance ne sera attribué que pour la période d'engagement restant à courir.

➢ Ce congé est accordé à l'agent conjoint de la mère enceinte ou la personne liée par un PACS ou vivant maritalement avec elle.

B/ Durée

➢ La durée de ce congé est fixée à 3 jours ouvrables. Une naissance multiple n'augmente pas la durée de ce congé.

C/ Procédure et modalités d'utilisation

➢ Ce congé est accordé sur demande de l'agent et sur présentation du justificatif de la naissance.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

➢ Le congé de naissance ne peut être fractionné, il est obligatoirement pris de manière continue et débute à compter du jour de la naissance de l'enfant ou du premier jour ouvrable qui suit.

CONGÉ POUR L'ARRIVÉE D'UN ENFANT PLACÉ EN VUE DE SON ADOPTION

A/ Agents bénéficiaires

➢ Tout fonctionnaire ou contractuel en activité, bénéficie d'un congé supplémentaire à l'occasion de l'arrivée au foyer d'un enfant placé en vue de son adoption.

B/ Durée

➢ La durée de ce congé est fixée à 3 jours ouvrables.

C/ Procédure et modalités d'utilisation

➢ Ce congé est accordé à l'agent public qui en fait la demande indiquant la ou les dates de congés accompagnée d'un document attestant que l'agent public s'est vu confier un enfant par le service départemental d'aide sociale à l'enfance, l'Agence française de l'adoption ou tout autre organisme autorisé et précisant la date de son arrivée.

➢ Le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption peut être pris de manière continue ou fractionnée dans les 15 jours entourant l'arrivée de l'enfant.

CONGÉ DE PATERNITÉ ET D'ACCUEIL DE L'ENFANT

A/ Agents bénéficiaires

➢ Ce congé est ouvert après la naissance de l'enfant :

- au père fonctionnaire,
- au conjoint fonctionnaire de la mère,
- au fonctionnaire lié à elle par un PACS,
- au fonctionnaire vivant maritalement avec la mère.

➢ Les agents contractuels en bénéficient sous réserve de remplir les mêmes conditions que l'agent fonctionnaire.

B/ Durée

Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant **est fractionnable en 2 périodes** qui sont prises **dans les 6 mois suivants la naissance de l'enfant** :

- **une période de 4 jours calendaires consécutifs**, faisant immédiatement suite au congé de naissance,
- **une période de 21 jours calendaires**, portée à 28 jours calendaires en cas de naissances multiples. Cette période p**eut être fractionnée en 2 périodes d'une durée minimale de 5 jours chacune**.

À noter : les autorisations de travail à temps partiel sont suspendues durant le congé de paternité.

Toutefois, le congé peut être pris au-delà des 6 mois en cas :
-d'hospitalisation de l'enfant, alors le congé est pris dans les 6 mois qui suivent la fin de l'hospitalisation. L'agent informe du report dans le délai **de 8 jours** avec les pièces justificatives.

- de décès de la mère, alors le congé est pris dans les 6 mois qui suivent la fin du congé maternité dont bénéficie le père. L'agent fournit dans le délai de **8 jours** les pièces justificatives.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Lorsque la naissance intervient **avant la date prévue d'accouchement**, le congé débute sans délai. L'agent en informe son employeur et transmet sous **8 jours** toute pièce justifiant la naissance prématurée.

C/ Procédure et modalités d'utilisation

➢ Le congé est accordé de droit, toutefois, l'agent doit en faire la demande auprès de l'autorité territoriale dont il relève **au moins un mois avant la date présumée de l'accouchement accompagné d'un certificat établi par un professionnel de santé qui suit la grossesse et de toutes pièces justifiant que l'agent public est le père, le conjoint ou la personne liée à la mère par un PACS ou vivant maritalement avec elle**.

➢ Cette demande indique la date prévisionnelle d'accouchement, les modalités d'utilisation du congé (continu ou fractionné) ainsi que les dates prévisionnelles des deux périodes de congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

➢ L'agent transmet toute pièce justifiant de la naissance de l'enfant, sous 8 jours à compter de la date d'accouchement.

D/ Gestion des congés annuels et RTT en cas de congé paternité

➢ Le congé de paternité ne modifie pas les droits à congés annuels.

➢ En ce qui concerne les jours de RTT, les jours pendant lesquels l'agent n'est pas à la disposition de son employeur et n'est pas tenu de se conformer à ses directives ne sont pas pris en compte. Ainsi, les jours de RTT de l'agent placé en congé de paternité sont calculés au prorata temporis.

CONGÉ POUR ADOPTION

A/ Agents bénéficiaires

➢ Le droit au congé d'adoption est ouvert aux agents publics à qui l'autorité administrative compétente ou tout organisme désigné à cet effet confie un enfant en vue de son adoption.

➢ Le congé pour adoption peut être accordé à l'un ou l'autre des parents adoptifs. Lorsque les deux conjoints sont fonctionnaires en activité celui-ci peut être réparti entre eux. Ces périodes peuvent être prises simultanément par les bénéficia

B/ Durée

➢ La durée du congé d'adoption dépend du nombre d'enfants adoptés, du nombre d'enfants à charge (avant adoption) et de l'éventuelle répartition du congé entre les parents.

Nombre d'enfants adoptés	Nombre d'enfants déjà à charge	Durée du congé s'il est pris par un seul parent	Durée du congé s'il est réparti entre les 2 parents
1	0 ou 1	16 semaines	16 semaines + 25 jours
	2 ou plus	18 semaines	18 semaines + 25 jours
2 ou plus	Peu importe le nombre	22 semaines	22 semaines + 32 jours

➢ Dans tous les cas, le congé pour adoption débute à compter de l'arrivée de l'enfant au foyer ou dans les sept jours qui précèdent la date prévue de cette arrivée.

➢ Lorsque le congé est réparti entre les parents adoptifs, la période est obligatoirement fractionnée en deux parties, dont la plus courte est au moins égale à 25 jours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

C/ Procédure

➢ Le congé pour adoption est accordé de droit à l'agent qui en fait la demande par courrier auprès de l'autorité territoriale dont il relève, 1 mois avant la date souhaitée de début de congé. L'agent indique dans sa demande la date de l'arrivée de l'enfant placé en vue de son adoption et les dates prévisionnelles de congé.

➢ La demande est accompagnée des pièce justificatives suivantes :

- De tout document attestant que l'agent s'est vu confier un enfant par le service départemental d'aide sociale à l'enfance, l'Agence française de l'adoption ou tout autre organisme autorisé pour l'adoption et précisant la date de son arrivée ;
- D'une déclaration du conjoint adoptant qui atteste qu'il ne bénéficie pas d'un congé d'adoption au titre de l'enfant adopté ou, le cas échéant, que le congé est réparti entre les deux agents adoptants.

D/ Gestion des congés annuels et RTT

➢ Ce congé pour adoption ne modifie pas les droits à congés annuels de l'agent.

CONGÉ DE PRÉSENCE PARENTALE

Le congé de présence parentale est accordé à un agent lorsque la maladie, l'accident ou le handicap d'un enfant à charge présente une particulière gravité rendant indispensable une présence soutenue de sa mère ou de son père et des soins contraignants. Le congé de présence parentale n'est pas rémunéré mais l'agent peut percevoir l'allocation journalière de présence parentale.

A/ Agents bénéficiaires

➢ Les fonctionnaires (stagiaire ou titulaire)

➢ Pour les agents contractuels de droit public (le congé de présence parentale ne sera attribué que pour la période d'engagement restant à courir)

B/ Procédure

➢ L'agent présente sa demande de congé par écrit au moins 15 jours avant le début du congé.

➢ Elle doit être accompagnée d'un certificat médical qui :

- Atteste de la gravité de la maladie, de l'accident ou du handicap de l'enfant ;
- Atteste que la présence soutenue d'un parent et des soins contraignants sont nécessaires ;
- Précise la durée pendant laquelle s'impose cette nécessité.

En cas d'urgence liée à l'état de santé de l'enfant, le congé peut débuter à la date de la demande. L'agent doit alors transmettre le certificat médical sous 15 jours.

➢ Ce congé est de droit, l'administration ne peut pas refuser de l'accorder.

➢ L'agent communique par écrit à la Direction des Ressources Humaines, le calendrier mensuel de ses absences, au moins 15 jours avant le début de chaque mois. Lorsqu'il souhaite modifier la date d'un ou plusieurs jours de congé, il en informe sa hiérarchie et la Direction des Ressources Humaines au moins 48 heures à l'avance.

C/ Durée

La durée de congé de présence parentale pour un même enfant et en raison d'une même pathologie est au maximum de 310 jours ouvrés au cours d'une période de 36 mois. Chacun de ces jours ne peut pas être fractionné. Le congé débute à la date à laquelle le certificat médical fixe la présence du parent et les soins contraignants nécessaires. Au terme de cette durée initiale, ou en cas de rechute ou de récidive de la pathologie qui affecte l'enfant, le bénéfice du droit au congé peut être prolongé ou rouvert pour une nouvelle période sur présentation d'un certificat médical le justifiant, dans la limite

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

de 310 jours et des 36 mois susmentionnés. Le décompte de la période de 36 mois s'effectue à partir de la date initiale d'ouverture du droit au congé. Lorsque la durée du congé dépasse 6 mois, l'agent transmet à la Direction des Ressources Humaines, tous les 6 mois, un certificat médical confirmant la gravité de la pathologie et la nécessité de présence soutenue et de soins contraignants. En cas de nouvelle pathologie affectant l'enfant, de même qu'en cas de rechute ou de récidive de la pathologie initialement traitée, un nouveau droit au congé est ouvert à l'issue de la période de 36 mois. L'agent qui souhaite écourter son congé doit en informer sa hiérarchie et la Direction des Ressources Humaines au moins 15 jours à l'avance.

D/ Gestion des congés annuels et RTT

➢ Le congé de présence parentale n'a pas d'impact sur la durée des congés annuels de l'agent qui conserve ses droits.

➢ En ce qui concerne, les jours de RTT, seul le temps de travail effectif devant être pris en compte pour la génération de RTT, les jours pendant lesquels l'agent n'est pas à la disposition de la collectivité et n'est pas tenu de se conformer à ses directives ne sont pas pris en compte. Ainsi, les jours de RTT de l'agent placé en congé de présence parentale sont recalculés au prorata temporis.

➢ La prise en charge partielle des titres de transport est suspendue durant tout mois calendaire intégralement couvert par une période de congé de présence parentale. La prise en charge est maintenue jusqu'à la fin du mois au cours duquel débute le congé. Lorsque la reprise du service, à la suite du congé de présence parentale, a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée pour ce mois entier.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et au congé de présence parentale en général, vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ DE SOLIDARITÉ FAMILIALE

Le congé de solidarité familiale est un **congé non rémunéré** permettant à l'agent bénéficiaire de rester auprès d'un proche en fin de vie. Ce congé est non rémunéré mais l'agent peut demander à bénéficier d'une allocation journalière d'accompagnement à domicile d'une personne en fin de vie.

A/ Agents bénéficiaires

➢ Le congé de solidarité familiale est accordé au fonctionnaire titulaire, stagiaire ou à l'agent contractuel en activité pour rester auprès d'un proche partageant le même domicile ou l'ayant désigné comme sa personne de confiance, souffrant d'une maladie mettant en jeu le pronostic vital, ou se trouvant en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable.
Le code de la sécurité sociale, article L.1111-6, définit la personne de confiance comme une personne majeure qui peut être un parent, un proche ou le médecin traitant et qui sera consultée au cas où la personne qui l'aura désignée serait hors d'état d'exprimer sa volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin. Elle rend compte de la volonté de la personne.

La personne accompagnée peut être :

- un ascendant (père ou mère de l'agent),
- un descendant (enfant de l'agent),
- un frère ou une sœur.

Par domicile, est entendu le domicile de la personne accompagnée, celui de l'agent ou celui d'un tiers dans lequel vivent l'agent et le proche ou l'EHPAD si la personne souffrante vit en établissement. Pour les agents contractuels, le congé de solidarité familiale ne sera attribué que pour la période d'engagement restant à courir.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

B/ Durée

Ce congé non rémunéré est accordé :

- Pour une période de 3 mois maximum, renouvelable 1 fois,
- Par périodes fractionnées d'au moins 7 jours calendaires consécutifs, dont la durée cumulée ne peut pas être supérieure à 6 mois,
- Sous forme d'un temps partiel à 50%, 60%, 70% ou 80% du temps plein pour une durée maximale de 3 mois, renouvelable 1 fois.

Le congé de solidarité familiale prend fin :

- Soit à l'expiration de la période de 3 mois (ou 6 mois si le congé a été renouvelé),
- Soit dans les 3 jours qui suivent le décès de la personne accompagnée,
- Soit à la demande de l'agent, à une date antérieure.

C/ Procédure

L'agent doit adresser à son administration une demande écrite de solidarité familiale accompagnée d'un certificat médical attestant de l'état de santé de la personne accompagnée.

La demande doit préciser :

- Le nombre de journées d'allocation souhaitées (période continue, période fractionnée, temps partiel),
- Les nom, prénom, et numéro de sécurité sociale de la personne accompagnée et les coordonnées de son organisme de sécurité sociale,
- S'il y a lieu, le nom des autres bénéficiaires de l'allocation d'accompagnement et la répartition des allocations journalières entre chacun d'entre eux. Le nombre total d'allocations journalières des différents bénéficiaires ne peut pas être supérieur au nombre de jours maximum autorisés.

D/ Gestion des congés annuels et RTT

➢ La durée de ce congé n'est pas imputée sur la durée des congés annuels de l'agent qui conserve ses droits à congés annuels.

➢ L'agent bénéficiant de ce congé subit une proratisation de ses jours en RTT. En effet, seul le temps de travail effectif devant être pris en compte pour la génération de RTT, les jours pendant lesquels l'agent n'est pas à la disposition de son employeur et n'est pas tenu de se conformer à ses directives ne sont pas pris en compte.

➢ La prise en charge partielle des titres de transport est suspendue durant tout mois calendaire intégralement couvert par une période de congé de présence parentale. La prise en charge est maintenue jusqu'à la fin du mois au cours duquel débute le congé. Lorsque la reprise du service, à la suite du congé de solidarité familiale, a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée pour ce mois entier.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et au congé de présence parentale en général, vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE

L'agent qui souhaite se former pour satisfaire un projet professionnel ou personnel peut, sous certaines conditions, bénéficier d'un congé de formation professionnelle. Ce congé d'une durée maximale de 3 ans est rémunéré pendant 12 mois. Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et à ce congé de formation

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

professionnelle en général, vous êtes invités à consulter le règlement Formation ou à vous rapprocher du Service Formation de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ POUR VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Les fonctionnaires peuvent demander à bénéficier d'un congé en vue de participer aux épreuves de validation organisées par l'autorité ou l'organisme habilité à délivrer une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ou, le cas échéant, de s'y préparer.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et au congé pour VAE en général, vous êtes invités à consulter le règlement Formation ou à vous rapprocher du Service Formation de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ POUR BILAN DE COMPÉTENCES

Les fonctionnaires peuvent bénéficier d'un congé rémunéré pour réaliser un bilan de compétences. Ce bilan a pour objet d'analyser leurs compétences, aptitudes et motivations en vue de définir un projet professionnel ou un projet de formation.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et au congé pour bilan de compétence en général, vous êtes invités à consulter le règlement Formation ou à vous rapprocher du Service Formation de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉ POUR FORMATION SYNDICALE

Le fonctionnaire et l'agent contractuel peuvent bénéficier d'un congé rémunéré de 12 jours ouvrables par an pour une formation syndicale.

Pour toutes questions relatives à la procédure, aux conséquences quant à la carrière et la rémunération de l'agent et au congé de formation syndicale en général, vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

CONGÉS ASSOCIATIFS

A/ Congé pour les agents ayant des fonctions de direction dans une association

Un congé, **non rémunéré**, d'une durée de 6 jours ouvrables par an, est accordé à sa demande, sans condition d'âge, à tout fonctionnaire désigné pour siéger à titre bénévole au sein de l'organe d'administration ou de direction d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ou inscrite au registre des associations en application du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déclarée depuis 3 ans au moins et dont l'ensemble des activités est mentionné au B du 1 de l'article 200 du code général des impôts, et à tout fonctionnaire exerçant à titre bénévole des fonctions de direction ou d'encadrement au sein d'une telle association.

Les agents contractuels ne peuvent pas bénéficier de ce type de congé.

Ce congé peut être pris en une ou deux fois.

La durée ne s'impute pas sur la durée du congé annuel. L'agent conserve ainsi ses droits à congés annuels.

Par contre, ce congé entraine un recalcul des jours de RTT octroyés à l'agent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

B/ Congé pour les agents de moins de 25 ans pour la formation des cadres et animateurs (jeunesse)

Un congé, **non rémunéré**, de 6 jours ouvrables par an, est accordé, sur sa demande, au fonctionnaire ou à l'agent contractuel de moins de 25 ans, pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées destinées à favoriser la préparation et la formation ou le perfectionnement de cadres et d'animateurs.

Ce congé peut être pris en une ou deux fois.

La durée ne s'impute pas sur la durée du congé annuel. L'agent conserve ainsi ses droits à congés annuels.

Par contre, ce congé entraine un recalcul des jours de RTT octroyés à l'agent.

À savoir : L'agent sur un cycle à 37h30, bénéficiant de 15 jours de RTT, verra son droit à RTT recalculé du fait de la prise des 6 jours de ce congé associatif. Il bénéficiera de 14,5 jours de RTT.

C/ Congé pour les agents siégeant au sein d'un conseil citoyen

Un congé, **non rémunéré**, de 6 jours ouvrables par an, est accordé, sur sa demande à tout fonctionnaire membre d'un conseil citoyen dont la composition a été reconnue par le représentant de l'Etat dans le département dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, pour siéger dans les instances internes du conseil citoyen et participer aux instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain.

Les agents contractuels ne peuvent pas bénéficier de ce type de congé.

Ce congé peut être pris en une ou deux fois.

La durée ne s'impute pas sur la durée du congé annuel. L'agent conserve ainsi ses droits à congés annuels.

Par contre, ce congé entraine un recalcul des jours de RTT octroyés à l'agent.

D/ Congé pour les agents siégeant au sein d'une mutuelle, union ou fédération

Un congé, **non rémunéré**, de 6 jours ouvrables par an, est accordé à toute personne, non administrateur, apportant à une mutuelle, union ou fédération, en dehors de son statut de fonctionnaire, un concours personnel et bénévole, dans le cadre d'un mandat pour lequel elle a été statutairement désignée ou élue.

Les agents contractuels ne peuvent pas bénéficier de ce type de congé.

Ce congé peut être fractionné en demi-journées.

La durée ne s'impute pas sur la durée du congé annuel. L'agent conserve ainsi ses droits à congés annuels.

Ce congé entraine un recalcul des jours de RTT octroyés à l'agent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

E/ Congé dit « de représentation »

Le fonctionnaire ou l'agent contractuel, en activité a droit à un congé pour siéger :

- Comme représentant d'une association déclarée en application de la loi du 1er juillet 1901 ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle
- ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité ;

Dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale.

L'agent public peut bénéficier d'un congé de représentation avec traitement est accordé sous réserve des nécessités de service

Ce congé ne peut dépasser **9 jours ouvrables** par an et peut être fractionné en demi-journées.

La durée ne s'impute pas sur la durée du congé annuel. L'agent conserve ainsi ses droits à congés annuels. L'agent doit, au moins 15 jours avant la date de début du congé sollicité, présenter sa demande à la collectivité, précisant la date et la durée de l'absence envisagée et accompagnée de tous les éléments (convocation à l'instance) et documents justifiant qu'il a reçu mandat d'une association pour la représenter. A son retour de congé, l'agent remet une attestation, établie par le service responsable de la convocation des membres de l'instance au titre de laquelle a été accordé le congé pour représentation, constatant sa présence effective à la réunion de cette instance.

Ce congé ne peut se cumuler qu'à concurrence de 12 jours ouvrables pour une même année avec les congés suivants :

- Pour formation syndicale ;
- Pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées.

DON DE JOURS DE REPOS

A/ Principe

Le don de jours de repos est un acte de solidarité.
L'agent public titulaire ou contractuel, peut, à son initiative renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte-épargne temps (CET), au bénéfice d'une autre agent public titulaire ou contractuel relevant du même employeur et qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- **assume la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité** rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants ;
- **vient en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap**, lorsque cette personne est, pour le bénéficiaire du don :
  - son conjoint, partenaire de PACS ou concubin ;
  - un ascendant (père et mère de l'agent) ;
  - un descendant (enfant de l'agent) ou enfant dont il assume la charge effective et permanente au sens de l'article L.5211 du code de la sécurité sociale ;
  - un collatéral jusqu'au 4ème degré (frère et sœur, oncle et tante, neveu et nièce, cousin germain) ;
  - un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au 4ème degré de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne.

- **Il est parent d'un enfant qui décède avant l'âge de 25 ans** ou assume la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge ;
- **il participe, en qualité de sapeur-pompier volontaire, aux missions ou activités d'un service d'incendie et de secours** (SDIS)

L'agent donateur ne peut pas donner ses jours de repos non pris à un agent en particulier.

B/ Les jours de repos pouvant faire l'objet d'un don

Les jours qui peuvent faire l'objet d'un don sont :

- les jours de RTT peuvent être donnés en partie ou en totalité ;
- les jours de congés annuels qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne-temps (CET). Le congé annuel ne peut être donné que pour tout ou partie de sa durée excédant vingt jours ouvrés, soit l'excédent au-delà de 80% du droit à congé des agents.

En revanche, ne peuvent pas faire l'objet d'un don :

- les heures de récupération ;
- les jours de congés bonifié ;
- les jours de sujétion.

Le don est toujours fait sous forme de jours entiers.

Le don de jours épargnés sur un CET peut être réalisé à tout moment.

Le don de jours de RTT ou de CA non épargnés sur un CET peut être fait jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle les jours de repos sont acquis.

Pour toute question relative à la procédure, vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

PARTIE 2 : AUTORISATIONS D’ABSENCE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

AUTORISATIONS D'ABSENCE

Les autorisations d'absences permettant aux agents de s'absenter de leur service ne sont accordées que dans la mesure où l'agent aurait dû exercer ses fonctions au moment où les circonstances justifiant l'absence se sont produites.

Les autorisations d'absence sont de deux natures :

- Les autorisations de droit : elles sont prévues par des textes et s'imposent à l'autorité territoriale. Elles sont limitativement énumérées.

- Les autorisations discrétionnaires : **elles sont de simples mesures de bienveillance de la part de l'administration permettant à l'agent de répondre à une obligation durant un jour normalement travaillé. Elles sont accordées eu égard aux nécessités du service et sur justificatif transmis par l'agent à la Direction des Ressources Humaines.**

Ainsi, une autorisation d'absence ne peut en aucun cas être octroyée durant un congé annuel, un jour hors saison, un jour de RTT, un jour de sujétion, un repos lié au temps de travail ou un congé de maladie.

Les autorisations spéciales de droit sont signalées par le symbole suivant : 

AUTORISATIONS D'ABSENCE POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

Peuvent bénéficier de ces autorisations d'absence, les agents fonctionnaires et contractuels en activité.

Les autorisations d'absence pour événements familiaux ne constituent aucunement un droit pour l'agent. Elles sont de simples mesures de bienveillance de la part de l'administration. Elles sont accordées eu égard aux nécessités du service et sur justificatif transmis par l'agent à la Direction des Ressources Humaines.

A/ Mariage

1/ Mariage ou PACS de l'agent
La durée est de 5 jours ouvrables consécutifs.

Le jour du mariage ou du pacs doit être compris ou accolé aux autorisations d'absence.

Si le mariage religieux a lieu quelques mois après le mariage civil, l'agent devra choisir entre les deux dates, celle pour laquelle il veut bénéficier des 5 jours d'autorisations d'absence.

Ils ne peuvent pas être scindés, ni reportés.



En cas de mariage avec le partenaire de PACS, il n'y aura pas de nouvelle autorisation d'absence accordée

Exemple :
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Il se marie le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence 5 jours pris :
- Soit du lundi 10 au vendredi 14 juin ;
- Soit du samedi 15 au jeudi 20 juin ;
- Soit du jeudi 13 au mardi 18 juin ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2/ Mariage de l'enfant de l'agent
La durée est de 3 jours ouvrables consécutifs.

Le jour du mariage doit être compris ou accolé aux autorisations d'absence.

Si le mariage religieux a lieu quelques mois après le mariage civil, l'agent devra choisir entre les deux dates, celle pour laquelle il veut bénéficier des 2 jours d'autorisations d'absence.

Ils ne peuvent pas être scindés, ni reportés.

Exemple :
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Il se marie le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence 3 jours pris :
- Soit du mercredi 12 au vendredi 14 juin ;
- Soit du samedi 15 au mardi 18 juin ;

3/ Mariage des ascendants et collatéraux de-l'agent
On entend par :

- ascendant : le père, la mère, le grand-père ou la grand-mère de l'agent ;
- collatéraux : le frère, la sœur, les parents du conjoint de l'agent ;

La durée est de 1 jour ouvré.

Le jour du mariage doit être compris ou accolé à l'autorisation d'absence.

Si le mariage religieux a lieu quelques mois après le mariage civil, l'agent devra choisir entre les deux dates, celle pour laquelle il veut bénéficier de la journée d'autorisation d'absence.

Cette journée ne peut pas être reportée, ni scindée en deux en cas de temps partiel.

Exemple n°1 :
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Ses parents se marient le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence le vendredi 14 juin.

Exemple n°2 :
Un agent travaille sur 4 jours du mercredi au samedi. Son frère se marie le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence le samedi 15 juin.

B/ Décès

1/ Décès du conjoint
On entend par conjoint, la personne mariée à l'agent, liée par un pacs à l'agent ou vivant maritalement avec l'agent.

La durée est de 5 jours ouvrables consécutifs.

Le jour du décès ou des obsèques doit être compris ou accolé à l'autorisation d'absence.

Les jours ne peuvent pas être scindés, ni reportés. L'agent devra choisir entre les prendre lors du décès ou lors des obsèques.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Exemple :
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Son conjoint décède le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence 5 jours pris du samedi 15 au jeudi 20 juin.
Si l'agent souhaite prendre les jours au moment des obsèques, et qu'elles ont lieu le jeudi 20 juin, il pourra prendre les 5 jours soit :
- du jeudi 20 au mardi 25 juin ;
- du lundi 17 au vendredi 21 juin ;

2/ Décès d'un enfant
Conformément aux dispositions de l'article L. 622-2 du Code Général de la Fonction Publique, les règles applicables sont les suivantes :

Décès d'un enfant âgé de plus de 25 ans	Si l'enfant n'a pas d'enfant	**12 jours** ouvrables d'ASA
	Si l'enfant a des enfants	**14 jours** ouvrables d'ASA + **8 jours** d'ASA pouvant être prise (le cas échéant de manière fractionnée)dans une délai d'un an à compter du décès de l'enfant
Décès d'un enfant âgé de moins de 25 ans - L'agent est le parent de l'enfant - L'agent a la charge effective et permanente de l'enfant		**14 jours** ouvrables d'ASA + **8 jours** d'ASA pouvant être prise (le cas échéant de manière fractionnée)dans une délai d'un an à compter du décès de l'enfant

3/ Décès des parents et beaux-parents[1] de l'agent
Pour les parents de l'agent : la durée est de 5 jours ouvrables consécutifs.
Pour les beaux-parents : la durée est de 3 jours ouvrables consécutifs.
Le jour du décès ou des obsèques doit être compris ou accolé à l'autorisation d'absence.

Les jours ne peuvent pas être scindés, ni reportés. L'agent devra choisir entre les prendre lors du décès ou lors des obsèques.

Exemple n°1
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Son père décède le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence 5 jours pris du samedi 15 au jeudi 20 juin.
Si l'agent souhaite prendre les jours au moment des obsèques, et qu'elles ont lieu le jeudi 20 juin, il pourra prendre les 5 jours soit :
- du jeudi 20 au mardi 25 juin ;
- du mercredi 19 au lundi 24 juin ;

Exemple n°2
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Son beau-père décède le samedi 15 juin. Il pourra demander en autorisation d'absence 3 jours pris du samedi 15 au mardi 18 juin.
Si l'agent souhaite prendre les jours au moment des obsèques, et qu'elles ont lieu le jeudi 20 juin, il pourra prendre les 3 jours soit :
- du jeudi 20 au samedi 22 juin ;
- du mercredi 19 au vendredi 21 juin ;
- du mardi 18 au jeudi 20 juin ;

[1] On entend par beaux-parents :
- les parents de la personne mariée à l'agent, liée par un pacs à l'agent ou vivant maritalement avec l'agent ;
- les personnes remariées, pacsées ou vivant maritalement avec l'un des parents de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

4/ Décès des ascendants, collatéraux du 1er degré et petits-enfants de l'agent

On entend par :

- ascendant : le grand-père ou la grand-mère, l'arrière-grand père ou l'arrière-grand-mère de l'agent ;
- collatéraux du 1er degré : le frère, la sœur ;
- descendant : les petits-enfants de l'agent.

Pour les ascendants, collatéraux du 1er degré et descendants : la durée est de 2 jours ouvrables consécutifs.

Le jour du décès ou des obsèques doit être compris ou accolé à l'autorisation d'absence.
Les jours ne peuvent pas être scindés, ni reportés. L'agent devra choisir entre les prendre lors du décès ou lors des obsèques.

Exemple n°1
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Son frère décède le mardi 11 juin, il pourra demander en autorisation d'absence 2 jours pris du mardi 11 juin au mercredi 12 juin.
Si l'agent souhaite prendre les jours au moment des obsèques, et qu'elles ont lieu le jeudi 20 juin, il pourra prendre les 2 jours soit :
- du jeudi 20 au vendredi 21 juin ;
- du mercredi 19 au jeudi 20 juin ;

5/ Décès des collatéraux du 2nd degré

On entend par :

- collatéraux du 2nd degré : oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur de l'agent ;

Pour les collatéraux du 2nd degré : la durée est de 1 jour ouvré.

Le jour du décès ou des obsèques doit être compris ou accolé à l'autorisation d'absence.
Les jours ne peuvent pas être scindés, ni reportés. L'agent devra choisir entre les prendre lors du décès ou lors des obsèques.

C/ En cas d'hospitalisation d'un conjoint, père, mère et enfant de plus de 16 ans de l'agent

Les agents de la Ville peuvent bénéficier, par année civile, de 5 jours maximum d'autorisations d'absence pour hospitalisation :

- d'un conjoint (personne mariée à l'agent, liée par un pacs à l'agent ou vivant maritalement avec l'agent) ;
- du père ou de la mère de l'agent ;
- de l'enfant de plus de 16 ans de l'agent.

Ces jours ne pourront être accordés qu'en cas d'hospitalisation, d'un conjoint, père, mère ou enfant de plus de 16 ans de l'agent, d'une durée égale ou supérieure à trois jours consécutifs (hors hospitalisation pour maternité).

Ces autorisations d'absence sont proratisées selon les modalités suivantes :

➢ Pour les agents sur des cycles hebdomadaires, que l'agent soit à temps plein ou temps partiel, la durée équivaut aux obligations hebdomadaire de service de l'agent.

Ainsi, si l'agent travaille :

- sur 5 jours par semaine : il bénéficie de 5 jours ;
- sur 4,5 jours par semaine : il bénéficie de 4,5 jours ;
- sur 4 jours par semaine : il bénéficie de 4 jours ;
- sur 3,5 jours par semaine : il bénéficie de 3,5 jours ;
- sur 3 jours par semaine : il bénéficie de 3 jours ;
- sur 2,5 jours ou 5 demi-journées par semaine : il bénéficie de 2,5 jours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

➢ Pour les agents sur un cycle annualisé, le nombre de jours est proratisé par rapport à la quotité du temps de travail :

- pour un agent à temps complet : 5 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 90% : 4,5 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 80% : 4 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 70% : 3.5 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 60% : 3 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 50% : 2.5 jours.

Les jours peuvent être fractionnés et pris en journée ou en demi-journée.

A l'appui de leur demande, les agents doivent adresser à la Direction des Ressources Humaines, un bulletin d'hospitalisation établi par le médecin hospitalier qui permet de justifier la nécessité de la présence de l'agent auprès du conjoint, père, mère ou enfant de plus de 16 ans.

D/ Pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde

1/ Agents bénéficiaires

Les agents de la Commune pouvant bénéficier de ce type d'autorisations d'absence sont les suivants :

- Titulaires ;
- Stagiaires ;
- Contractuels de droit public et de droit privé.

Sont exclus les apprentis.

2/ Conditions d'octroi

➢ Ces autorisations d'absence rémunérées sont accordées pour :

- Soigner un enfant malade ;
- En assurer momentanément la garde si l'accueil habituel de l'enfant n'est pas possible uniquement pour les enfants en **crèche, maternelle, primaire et 6ème incluse** (grève ou fermeture imprévue de l'école par exemple).
- Afin de pouvoir en bénéficier, l'agent doit fournir un certificat médical ou un justificatif démontrant que la présence d'un des parents auprès de l'enfant est nécessaire.
- L'enfant doit :
  - avoir 16 ans maximum (jusqu'à la date anniversaire des 16 ans),
  - ou être handicapé, dans ce cas, il n'y a aucune limite d'âge.

3/ Conditions d'utilisation

➢ Le nombre de jours d'autorisation d'absence est accordé par famille, c'est-à-dire, quel que soit le nombre d'enfants au sein du foyer.

➢ Ces autorisations d'absence sont accordées sous réserve des nécessités du service.

➢ Le décompte des jours octroyés est fait par année civile et aucun report d'une année sur l'autre n'est autorisé.

➢ Les autorisations d'absence peuvent être utilisées par journée ou demi-journée.

➢ Les consultations intervenant dans le cadre d'un suivi médical ou préventif de l'enfant (orthodontiste, orthophoniste, ophtalmologiste, radiologue, kinésithérapeute, psychologue, dermatologue, dentiste, …) ne rentrent pas dans le cadre des jours enfant malade. Si les rendez-vous ne peuvent pas être pris en dehors des heures de travail des parents de l'enfant, l'agent devra utiliser un jour de congé annuel ou de RTT.

Exemple :

Un agent travaille 5 jours par semaine et bénéficie d'un droit à enfant malade de 6 jours. L'enfant de cet agent est opéré le 1er février et est convalescent pendant 3 jours du 2 au 4 février nécessitant

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

la présence de l'un de ses parents. Du 1er au 4 février l'agent bénéficiera de 4 jours enfant malade. Il lui reste donc 2 jours.
Suite à cette intervention chirurgicale, l'enfant est médicalement suivi et doit effectuer un contrôle chez un spécialiste une fois par an. La consultation annuelle pour le suivi médical de l'enfant ne rentre pas dans le champ d'application des jours dits « enfant malade ». L'agent devra prendre une demi-journée de congés ou de RTT pour se rendre à la consultation.

4/ Durée

➢ Le nombre de jours enfant malade est attribué chaque année civile et est proratisé en cas d'entrée ou de sortie en cours d'année de l'agent des effectifs de la collectivité.

Ce nombre de jours est également proratisé lors de la naissance du premier enfant en cours d'année.

Exemple :
Un agent travaille sur 5 jours par semaine. Son premier enfant naît le 1er juillet 2024, il bénéficie de 3 jours enfant malade pour l'année 2024 mais bénéficiera de 6 jours les années suivantes.

Il s'agit de jours ouvrés, c'est-à-dire de jours travaillés par l'agent.

➢ Pour les agents sur des cycles hebdomadaires, que l'agent soit à temps plein ou temps partiel, la durée équivaut aux obligations hebdomadaires de service de l'agent + 1 jour proratisé.

Ainsi, si l'agent travaille :

- sur 5 jours par semaine : il bénéficie de 6 jours ;
- sur 4,5 jours par semaine : il bénéficie de 5,5 jours ;
- sur 4 jours par semaine : il bénéficie de 5 jours ;
- sur 3,5 jours par semaine : il bénéficie de 4 jours ;
- sur 3 jours par semaine : il bénéficie de 3,5 jours ;
- sur 2,5 jours ou 5 demi-journées par semaine : il bénéficie de 3 jours.

➢ Pour les agents sur un cycle annualisé, le nombre de jours est proratisé par rapport à la quotité du temps de travail :

- pour un agent à temps complet : 6 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 90% : 5,5 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 80% : 5 jours ;
- pour un agent à temps partiel/temps non complet 70% : 4 jours ;

➢ pour un agent à temps partiel/temps non complet 60% : 3,5 jours ;
➢ pour un agent à temps partiel/temps non complet 50% : 3 jours.

➢ Le nombre de jours enfant malade pourra être doublé dans les cas suivants :

- l'agent assume seul la charge de l'enfant (l'agent devra fournir le jugement de divorce, le jugement organisant la garde ou acte de décès de l'autre parent ou tout autre justificatif,…) ;
- l'autre parent de l'enfant est à la recherche d'un emploi (l'agent devra fournir un certificat d'inscription à pôle emploi) ;
- l'autre parent, dans le cadre de son emploi, ne bénéficie pas d'autorisation d'absence rémunérée pour soigner son enfant ou pour en assurer momentanément la garde (l'agent devra fournir une attestation de l'employeur du conjoint).

Exemple n°1
Un agent (en cycle hebdomadaire) qui travaille sur 4 jours par semaine bénéficie de 5 jours enfant malade. Son conjoint qui travaille dans le privé n'a pas de jour enfant malade. L'agent bénéficiera de 10 jours enfant malade.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Si l'agent apporte la preuve (attestation de l'employeur) que son conjoint bénéficie d'autorisations d'absence dont la durée est inférieure à celle dont il bénéficie lui-même, il pourra solliciter l'octroi d'autorisations d'absence d'une durée maximum égale à la différence entre deux fois ses obligations hebdomadaires de service plus deux jours, et la durée maximum d'autorisations d'absence de son conjoint.

Exemple n°2
Un agent (en cycle hebdomadaire) qui travaille sur 5 jours par semaine bénéficie de 6 jours enfant malade.
L'autre parent de l'enfant bénéficie dans le cadre de son emploi dans le privé, de 3 jours maximum enfant malade. 2 fois la durée maximum des obligations hebdomadaires de service de l'agent = 12 jours
La durée maximum d'autorisations d'absence de son conjoint : 3 jours
La différence entre les deux : 9 jours. L'agent de la collectivité bénéficiera de 9 jours d'enfant malade.

➢ Lorsque les deux parents sont fonctionnaires (de la même collectivité, d'une autre collectivité ou d'une autre fonction publique) les autorisations d'absence peuvent être réparties entre eux à leur convenance, compte tenu de la quotité de temps de travail de chacun d'eux.

La mère de l'enfant (en cycle hebdomadaire), fonctionnaire, travaille 2,5 jours par semaine, elle bénéficie de 3 jours enfant malade. Le père de l'enfant, fonctionnaire, travaille 5 jours par semaine, il bénéficie de 6 jours enfant malade.

Plusieurs cas sont possibles :
Cas particulier n°1
Le père renonce à ses jours enfant malade et souhaite en faire bénéficier la mère de l'enfant.
La mère de l'enfant verra son nombre d'autorisations d'absence doubler en fonction de ses obligations hebdomadaires de service. Elle bénéficiera alors de 6 jours enfant malade.

Cas particulier n°2
Le père de l'enfant a utilisé 1 jour d'enfant malade et pour quelque motif que ce soit, il souhaite que le reste des jours (soit 5 jours) soit attribué à la mère de l'enfant.
La mère bénéficiera alors de 6 jours enfant malade. Même en cas de « donation » des jours restants d'un agent à l'autre, la durée maximum des autorisations d'absence accordées à un agent ne peut dépasser 2 fois son droit initial de 3 jours.

En fin d'année, en cas de dépassement de la durée maximum, une régularisation est opérée en imputant le droit à congé annuel de l'agent de l'année en cours ou de l'année suivante

➢ En cas de prise consécutive et non fractionnée : Dans le cas où un seul parent bénéficie de ces autorisations d'absence, celles-ci peuvent être portées à 15 jours consécutifs si elles ne sont pas fractionnées pour un agent à temps plein travaillant sur 5 jours.

Exemple n°1
Un agent (en cycle hebdomadaire) qui travaille sur 5 jours par semaine bénéficie de 6 jours enfant malade.
L'autre parent ne bénéficie pas d'autorisation d'absence pour enfant malade. L'agent bénéficiera de 12 jours enfant malade.
Leur enfant est hospitalisé pendant 5 jours mais la présence de l'agent est nécessaire pendant une période continue de 20 jours. L'agent bénéficiera alors de 15 jours enfant malade. Les 5 jours restants seront pris sur les congés annuels de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Au-delà des 15 jours, les absences seront imputées sur le congé annuel de l'année en cours ou, le cas échéant, de l'année suivante de l'agent.

Pour les agents à temps partiel, dans le cas où un seul parent bénéficie de ces autorisations d'absence et si elles sont prises consécutivement sans être fractionnées, celles-ci peuvent être portées à :

- agent travaillant à 90% : 13,5 jours ;
- agent travaillant à 80% : 12 jours ;
- agent travaillant à 70% : 10,5 jours ;
- agent travaillant à 60% : 9 jours ;
- agent travaillant à 50% : 7,5 jours.

Au-delà, les absences seront imputées sur le congé annuel de l'année en cours ou, le cas échéant, de l'année suivante de l'agent.

Dans le cas où les deux parents sont en mesure de bénéficier des autorisations d'absence, chaque agent pourra bénéficier respectivement de 8 jours consécutifs pour un agent à temps plein travaillant sur 5 jours.

Pour les agents à temps partiel ou à temps plein travaillant sur 4,5 jours, celles-ci peuvent être portées à :

- agent travaillant sur 4,5 jours ou à 90% : 7 jours ;
- agent travaillant sur 4 jours ou à 80% : 6,5 jours ;
- agent travaillant sur 3,5 jours ou à 70% : 5,5 jours ;
- agent travaillant sur 3 jours ou à 60% : 5 jours ;
- agent travaillant sur 2,5 jours ou 5 demi-journées : 4 jours.

SURVEILLANCE MÉDICALE, RENDEZ-VOUS MÉDICAUX ET DONS

A/ Suivi dans le cadre de la médecine préventive et professionnelle

Les examens médicaux prévus dans le cadre de la médecine préventive et professionnelle et liés aux risques professionnels du poste de travail sont organisés sur le temps de travail des agents.

Il en est de même pour les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée.

Les expertises médicales organisées dans le cadre de dossiers d'accident du travail, de maladie professionnelle, de reprise à temps partiel thérapeutique sont également réalisées sur le temps de travail des agents.

En revanche, la collectivité ne délivre en aucun cas d'autorisation d'absence pour les rendez-vous médicaux personnels des agents (dentiste, médecin traitant, ophtalmologiste, kinésithérapeute, dermatologue, gynécologue, cardiologue, …)

B/ Dons du sang, plaquettes, plasma

Concernant les autorisations d'absence pour le don d'éléments et de produits du corps humain, la durée de l'absence n'excèdera pas le temps nécessaire au déplacement entre lieu de travail et lieu de prélèvement et, le cas échéant, au retour, ainsi qu'à l'entretien et aux examens médicaux, aux opérations de prélèvement et à la période de repos et de collation jugée médicalement nécessaire.

S'agissant du don de sang, les agents pourront bénéficier d'une autorisation d'absence sous réserve des nécessités de service qui ne saurait être supérieure à une demi-journée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

S'agissant du don de plasma ou de plaquettes ou don de moelle osseuse, compte tenu du déplacement obligatoire sur Cannes ou dans tout autre établissement hospitalier ou clinique, une autorisation d'absence sera délivrée pour chaque agent participant à cette opération. La durée de l'absence est proportionnée à la durée de l'acte médical reçu et au regard des indications mentionnées sur le justificatif, il s'agira donc soit d'une demi-journée, soit d'une journée.

L'agent devra transmettre pour chaque cas un justificatif à la DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

AUTORISATIONS D'ABSENCE EN CAS DE GROSSESSE

Dans les cas pour lesquels l'avis du médecin de prévention est requis, c'est-à-dire, l'avis du médecin du Service Médico-Social de la DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, celui-ci peut être remplacé par un certificat du médecin traitant de l'agent.

A/ Avant la grossesse dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation

Sous réserve des nécessités de service, la femme fonctionnaire pourra bénéficier d'autorisations d'absence pour les actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation (PMA).

Sous réserve des nécessités de service, l'agent public, conjoint de la femme bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation, ou lié à elle par un pacte civil de solidarité, ou vivant maritalement avec elle, peut bénéficier d'une autorisation d'absence, pour prendre part, au plus, à trois des actes médicaux nécessaires à chaque protocole d'assistance médicale à la procréation.

La durée de l'absence est proportionnée à la durée de l'acte médical reçu.

Ces autorisations d'absence n'ont pas d'impact sur le temps de travail des agents bénéficiaires. Les droits à congé et RTT demeurent inchangés.

B/ Pendant la grossesse

Les femmes enceintes peuvent bénéficier d'autorisations d'absence dans plusieurs cas.

1/ Les examens obligatoires

Toute femme enceinte bénéficie d'une surveillance médicale de la grossesse qui comporte des examens prénataux obligatoires pratiqués ou prescrits par un médecin ou une sage-femme.
Les examens médicaux obligatoires des femmes enceintes prévus sont au nombre de 7 pour une grossesse évoluant jusqu'à son terme.
Le premier examen médical prénatal doit avoir lieu avant la fin du 3ème mois de grossesse. Les autres examens doivent avoir une périodicité mensuelle à partir du 1er jour du 4ème mois et jusqu'à l'accouchement.
L'agent bénéficiera d'une autorisation d'absence pour se rendre à chacun de ces 7 examens médicaux obligatoires lorsque les rendez-vous ont lieu pendant les heures de service.
La durée de l'absence est proportionnée à la durée du rendez-vous médical.

L'agent devra transmettre un justificatif à la Direction des Ressources Humaines.

2/ Les séances préparatoires à l'accouchement

Si elles ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service, des autorisations d'absence peuvent être accordées sur avis du médecin du Service Médico-Social de la Direction des Ressources Humaines et sur présentation des pièces justificatives par l'agent.
La durée de l'absence est proportionnée à la durée de la séance.

3/ L'aménagement des horaires de travail

A partir du 1er jour du 3ème mois de grossesse, à sa demande et compte tenu des nécessités des horaires du service, la femme enceinte peut bénéficier d'une réduction de son temps de travail à raison

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

d'une 1 heure par jour. Cette heure en moins ne peut pas être cumulée et être prise une seule fois par semaine.
Cette demande devra être faite par écrit et l'aménagement des horaires ne sera accordé qu'après avis du médecin du Service Médico-Social de la Direction des Ressources Humaines.
Sous réserve de l'accord du responsable hiérarchique, cette heure pourra être scindée ou non en 2 périodes de 30 minutes. L'agent pourra soit prendre son poste plus tard, soit terminer plus tôt, soit avoir une pause méridienne plus longue.

C/ Pour allaitement

L'agent pourra bénéficier d'1 heure par jour maximum à prendre en 2 fois lorsque le lieu de garde de l'enfant est intégré dans la structure de travail.
Des facilités peuvent être accordées en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant (crèche ou domicile voisin) dans la limite d'une heure par jour à prendre en deux fois.

AUTORISATIONS D'ABSENCE POUR CONCOURS / EXAMEN PROFESSIONNEL

A/ Agents bénéficiaires

L'ensemble des agents de la Ville de Grasse, fonctionnaires titulaires et stagiaires ou contractuels peuvent bénéficier d'une autorisation d'absence pour se rendre aux épreuves écrites ou/et orales d'un concours ou examen professionnel de la fonction publique territoriale.

B/ Durée

La durée de l'absence est proportionnée à la durée de l'épreuve.
Un délai de route peut être accordé en fonction de la distance et du mode de transport choisi par l'agent. Dans ce cas, la Direction des Ressources Humaines procède à une appréciation au cas par cas.

Exemple n°1
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Le concours a lieu à Marseille le mardi matin. L'agent bénéficiera d'une journée d'autorisation d'absence pour le jour même de l'épreuve : le matin pour l'épreuve et l'après-midi en délai de route.

Exemple n°3
Un agent travaille sur 5 jours du lundi au vendredi. Le concours a lieu en Corse le jeudi matin. Si l'agent prend le bateau la veille dans l'après-midi et revient en avion l'après-midi du concours. Il bénéficiera d'une demi-journée d'autorisation d'absence pour le mercredi après-midi et d'une journée pour le jeudi jour de l'épreuve.

C/ Temps de préparation personnelle

Les agents inscrits à un concours ou un examen professionnel ont la possibilité de bénéficier d'un temps de préparation personnelle en utilisant leur compte épargne temps ou leur compte personnel de formation, dans la limite d'un total de 2 à 3 jours par année civile selon la situation.

Cette possibilité n'est ouverte qu'une fois par objectif concours.

Les agents inscrits à une action de formation ayant pour objet la préparation à un concours ne bénéficient pas du dispositif de préparation personnelle.

Tout agent qui s'est inscrit à un concours sans avoir sollicité une action de préparation : 2 jour(s).
Tout agent qui a passé les tests de positionnement et dont les résultats ne permettent pas d'accéder à la préparation : 3 jour(s).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pour toutes questions vous êtes invités à vous rapprocher de la Direction des Ressources Humaines.

PARTICIPATION AUX SESSIONS D'ASSISES

Tout agent de la collectivité bénéficie d'autorisations d'absence afin de participer à une session d'assises en tant que juré pour la durée de la session mentionnée sur la convocation.

La rémunération est maintenue pendant la durée de la session.

L'agent devra transmettre au Pôle Absences de la Direction des Ressources Humaines la convocation qui lui a été notifiée par la Cour d'Assise et après chaque dossier d'assise, une attestation de présence.

TÉMOIN DANS UNE PROCÉDURE PÉNALE

Tout agent de la collectivité bénéficie d'autorisations d'absence afin de comparaitre en qualité de témoin dans une procédure pénale.

La rémunération est maintenue pendant la durée de la comparution devant le juge d'instruction.

L'agent devra transmettre au Pôle Absences de la Direction des Ressources Humaines la citation à comparaitre qui lui a été notifiée et une attestation de présence.

TEMPS SYNDICAL

Le temps syndical permet aux agents municipaux de bénéficier d'informations syndicales ou d'exercer une activité syndicale sur leur temps de travail.

A/ Autorisations d'absence pour tout agent municipal

Chaque agent, adhérant ou non à une organisation syndicale, peut bénéficier d'autorisations d'absence afin de se rendre à une réunion d'information organisée par les organisations syndicales pendant ses heures de service dans la limite d'1 heure par mois ou de 3 heures par trimestre.

Il s'agit d'une autorisation d'absence que l'agent devra demander à son responsable hiérarchique au moins 3 jours avant la tenue de la réunion d'information.

Exemple
Un agent souhaite se rendre à une réunion d'information d'une durée de 3 heures le jeudi 31 janvier au matin. Il devra adresser sa demande d'autorisation d'absence à sa hiérarchie au plus tard le lundi 28 janvier.

Cette autorisation d'absence est accordée sous réserve des nécessités de service.

Par ailleurs, lors des élections professionnelles, 6 semaines avant le scrutin, chaque agent municipal dispose d'une autorisation d'absence d'une durée d'1 heure pour assister à une réunion d'information spéciale organisée par une organisation syndicale candidate à l'élection.

B/ Crédit de temps syndical

Un crédit de temps syndical est attribué aux organisations syndicales compte tenu de leur représentativité.

Le crédit de temps syndical comprend deux contingents :

- un contingent d'autorisations d'absence ;
- un contingent de décharges d'activité de service.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Chacun des contingents est réparti entre les organisations syndicales, compte tenu de leur représentativité appréciée de la manière suivante :

- la moitié entre les organisations syndicales représentées au CST (comité social territorial) en fonction du nombre de sièges qu'elles détiennent ;
- l'autre moitié entre toutes les organisations syndicales ayant présenté leur candidature à l'élection du CST, proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenues.

1/ Décharges d'activité de service

Les décharges d'activités de service peuvent être définies comme étant l'autorisation donnée à un agent municipal d'exercer, pendant ses heures de service, une activité syndicale en lieu et place de son activité professionnelle normale (exemple pour tenir une permanence au bureau du syndicat).
Le contingent de décharges d'activité de service est égal au nombre d'heures fixées pour la strate d'électeurs inscrits sur la liste électorale du comité social territorial.

Les organisations syndicales désignent les agents bénéficiaires des décharges d'activité de service parmi leurs représentants en activité dans le périmètre du CST. Elles en communiquent la liste nominative à l'autorité territoriale.

Si la désignation d'un agent est incompatible avec la bonne marche du service, l'autorité territoriale motive son refus et invite l'organisation syndicale à porter son choix sur un autre agent.

La commission administrative paritaire ou la commission consultative paritaire compétente doit être informée de cette décision.

2/ Autorisations d'absence

Le contingent d'autorisations d'absence est calculé au niveau du CST, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du CST, à raison d'une heure d'autorisation d'absence pour 1 000 heures de travail accomplies par ceux-ci (article 14).

Les autorisations d'absence sont accordées sous réserve des nécessités de service aux représentants des organisations syndicales.

Les différentes autorisations d'absence peuvent être prises en journée ou demi-journée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Autorisations d'absence			
Agents bénéficiaires	Motifs	Durée	Procédure
Représentant des organisations syndicales membre élu ou nommément désigné	Article 16 Participation aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats **non représentées** au Conseil commun de la fonction publique.	10 jours par an	Autorisation d'absence doit être demandée 3 jours au moins avant la date de la réunion. Refus de la collectivité doit être motivé.
Représentant des organisations syndicales membre élu ou nommément désigné	Article 16 Participation aux : ● congrès ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales ● congrès et aux réunions des organismes directeurs desunions, fédérations ou confédérations **représentées** au Conseil commun de la fonction publique.	20 jours par an	Autorisation d'absence doit être demandée 3 jours au moins avant la date de la réunion. Refus de la collectivité doit être motivé.
Représentant syndical titulaire ou suppléant et les experts	Article 18 Pour siéger au : ● CST ● FSSSCT ● CAP, y compris en formation disciplinaire (Conseil de Discipline) ● Commission consultative paritaire ● Conseil Médical ● Conseil Supérieur de la FPT ● Centre national de la FPT ● Conseil commun de la FP ● Conseil économique, social et environnemental local ● Conseil économique, social et environnemental régional	Durée prévisible de la réunion. Temps égal à cette durée prévisible pour assurer la préparation et le compte rendus des travaux. Délais de route si nécessaire	Autorisation d'absence accordée sur présentation de la convocation ou du document les informant de la réunion.
Représentant syndical	Article 18 Pour participer : ● à des réunions de travail ou de négociation convoquées par la collectivité (réunions préparatoires, groupes de travail, etc)	Durée prévisible de la réunion. Temps égal à cette durée prévisible pour assurer la préparation et le compte rendus des travaux. Délais de route si nécessaire	Autorisation d'absence accordée sur présentation de la convocation ou du document les informant de la réunion.
	Article 17 Pour participer aux congrès ou aux réunions statutaires des organismes directeurs d'organisations syndicales d'un autre niveau que ceux mentionnés à l'article 16 (réunion des structures locales)	Autorisations d'absence imputées sur le crédit d'heure calculé en application de l'article 14 (sur le contingent d'autorisations d'absence).	Autorisation d'absence doit être demandée 3 jours au moins avant la date de la réunion. Refus de la collectivité doit être motivé.

Pour la mise en œuvre de l'article 18, la notion d'expert se définit comme la personne convoquée par le président de l'instance pour éclairer les membres de l'instance sur un point de l'ordre du jour et assister aux débats relatifs aux questions pour lesquelles la présence a été demandée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les limites de 10 jours et 20 jours ne sont pas cumulables entre elles. Un même agent ne peut bénéficier de plus de 20 jours par an.

3/ Autorisations d'absence pour les représentants syndicaux membres de la FSSSCT

Autorisations d'absence non contingentées :

Des autorisations d'absence sont accordées aux représentants du personnel membres de la FSSSCT réalisant les enquêtes en matière d'accidents du travail, d'accidents de service ou de maladies professionnelles ou les visites des services et dans toute situation d'urgence, pour le temps passé à la recherche de mesures préventives notamment en cas de retrait d'une situation de travail.

Autorisations d'absence contingentées :

En plus des autorisations d'absence ci-dessus, les représentants du personnel, titulaires et suppléants, membres du FSSSCT, bénéficient pour l'exercice de leurs missions d'un contingent annuel d'autorisations d'absence.

Les représentants du personnel peuvent renoncer à tout ou partie du contingent d'autorisations d'absence dont ils bénéficient au profit d'un autre membre de la FSSSCT ayant épuisé son contingent de temps en cours d'année.

EXERCICE D'UN MANDAT ÉLECTIF

Les agents de la collectivité bénéficient d'autorisation d'absence pour exercer un mandat ou une fonction élective. La durée maximum du temps d'absence (autorisation d'absence et crédit d'heures) ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile, soit 803 heures 30.

A/ Autorisations d'absence

Le fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) ou l'agent contractuel membre d'un conseil municipal, intercommunal, départemental ou régional, dispose du temps nécessaire pour se rendre et participer :

- aux séances plénières du conseil ;
- aux réunions des commissions dont il est membre ;
- aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune, l'intercommunalité, le département ou la région.

Afin de bénéficier du temps nécessaire pour se rendre et participer aux séances et réunions, local informe la collectivité par écrit, dès qu'il en a connaissance, de la date et de la durée de la ou des absences envisagées.

La collectivité n'est pas tenue de maintenir la rémunération de l'agent.

B/ Crédit d'heures

➢ Indépendamment des autorisations d'absence dont bénéficient les agents exerçant un mandat électif, les maires, les adjoints et les conseillers municipaux, les présidents et les membres des conseils départementaux et des conseils régionaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de leur collectivité territoriale.

Afin de bénéficier du crédit d'heures, l'élu local informe la collectivité par écrit 3 jours au moins avant son absence en précisant la date et la durée de l'absence envisagée ainsi que la durée du crédit d'heures à laquelle il a encore droit au titre du trimestre en cours.

La collectivité est tenue d'accorder aux élus concernés, qui en formulent la demande, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures.

➢ Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

➢ Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.
- Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail (DHLT).

	Maire Président et Vice-président du conseil départemental Président et Vice-président du conseil régional	Adjoint au maire	Conseillers municipaux Conseillers départementaux Conseillers régionaux
Commune de – de 3500 habitants	105 heures (soit 3 x la DLHT)	52h30 (soit 1,5 x la DLHT)	7 heures (soit 20% de la DHLT)
Commune de 3500 à 9999 habitants	105 heures (soit 3 x la DLHT)	52h30 (soit 1,5 x la DLHT)	10h30 (soit 30% de la DHLT)
Commune de 10 000 à 29 999 habitants	140 heures (soit 4 x la DHLT)	105 heures (soit 3 x la DLHT)	21 heures (soit 60% de la DHLT)
Commune de 30 000 à 99 999 habitants	140 heures (soit 4 x la DHLT)	140 heures (soit 4 x la DHLT)	35 heures (soit 1 x la DLHT)
Commune de + de 100 000 habitants	140 heures (soit 4 x la DHLT)	140 heures (soit 4 x la DHLT)	52h30 (soit 1,5 x la DLHT)
Conseil départemental	140 heures (soit 4 x la DHLT)		105 heures (soit 3 x la DLHT)
Conseil régional	140 heures (soit 4 x la DHLT)		105 heures (soit 3 x la DLHT)

En cas de délégation de fonction du Maire ou en cas de suppléance du maire, l'adjoint ou le conseiller municipal bénéficiera d'un crédit d'heure supplémentaire.
Pour les agents de la collectivité, qui exerceraient un mandat ou une fonction élective au sein d'un établissement public de coopération intercommunale, ils bénéficieront également d'un crédit d'heures selon les fonctions exercées et la taille de l'EPCI.
Pour toutes questions relatives au temps d'absence exercé dans le cadre d'un mandat électif, vous êtes invités à vous rapprocher de votre responsable de gestion de la Direction des Ressources Humaines.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

RÉSERVE OPÉRATIONNELLE

A/ Agents bénéficiaires

Les agents titulaires et contractuels de droit public qui ont souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle auprès de l'autorité militaire (engagement souscrit pour une durée de 1 à 5 ans, renouvelable).

B/ Durée

La durée des activités à accomplir au titre de la réserve opérationnelle est déterminée conjointement par l'autorité militaire et le réserviste dans la limite de 30 jours par année civile.
Cette limite peut être augmentée à :

- 60 jours pour répondre aux besoins des armées ;
- 150 jours en cas de nécessité liée à l'emploi des forces ;
- 210 jours pour les emplois présentant un intérêt de portée nationale et internationale.

C/ Modalités de gestion des absences et positions statutaires

Toute absence, quelle que soit sa durée, doit être sollicitée par l'agent un mois minimum avant le début de la réserve opérationnelle. Ce délai est réduit à 15 jours en cas de clause de réactivité.

➢ Les absences annuelles inférieures ou égales à 5 jours consécutifs ne font l'objet que d'une information.

➢ Les absences annuelles supérieures à 5 jours consécutifs sont soumises à l'accord de l'autorité hiérarchique.

En cas de refus, l'employeur doit motiver et notifier sa décision à l'agent ainsi qu'à l'autorité militaire dans un délai de 15 jours après réception de la demande.
Jusqu'à 30 jours d'absence par an, l'agent fonctionnaire ou contractuel de droit public bénéficie d'un congé avec traitement. Les périodes de réserve ne sont donc pas décomptées du droit à congés annuels.
Au-delà de ces 30 jours, le fonctionnaire doit solliciter le bénéfice d'un détachement et le contractuel de droit public un congé sans traitement.

AUTRES RÉSERVES NATIONALES

La loi statutaire prévoit également d'autres types de congés avec traitement pour lesquels la Direction des Ressources Humaines peut être sollicité pour leur application aux agents avec une mise en œuvre équivalente à la réserve opérationnelle :

- une période d'activité dans la réserve de sécurité civile d'une durée inférieure ou égale à 15 jours cumulés par année civile (articles L. 724-1 et suivants du code de la Sécurité Intérieure);
- une période d'activité dans la réserve sanitaire d'une durée inférieure ou égale à 15 jours cumulés par année civile (articles L. 3132-1 et suivants du code de la Santé Publique) ;
- une période d'activité dans la réserve civile de la police nationale d'une durée inférieure ou égale à 45 jours cumulés (articles L. 411-7 et suivants du code de la Sécurité Intérieure).

Par ailleurs, à titre d'information, il existe également :

- une réserve citoyenne (article L. 4241-1 et suivants du code de la Défense) : dans ce cadre, l'agent ne dispose pas d'une position spécifique (bénévolat sous le statut de collaborateur occasionnel du service public). Il s'agit ainsi de temps pris par l'agent sur son initiative sur ses périodes de CA ou RTT ;
- une réserve de sécurité nationale (article L. 2171-1 et suivants du code de la Défense) : dans un contexte de crise nationale majeure, ce dispositif réunit à titre exceptionnel les réserves opérationnelle, civile de la police nationale, sanitaire et de sécurité civile. Les agents interviennent au titre de leur réserve d'origine, le rôle de la réserve de sécurité nationale mise

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

en place spécifiquement par décret représentant une coordination de l'ensemble des autres réserves.

DIVERS

A/ Déménagement

Il n'existe pas d'autorisation d'absence en cas de déménagement de l'agent. L'agent organise son déménagement sur son temps personnel ou utilise des jours de congés annuels, de RTT ou des heures de récupération.

B/ Formation sapeurs-pompiers volontaires

- Pour la formation initiale : 30 jours répartis au cours des trois premières années de l'engagement, dont au moins 10 jours la première année.
- Pour la formation de perfectionnement : 5 jours par an

Les directeurs des SDIS doivent informer l'employeur 2 mois à l'avance des dates et de la durée de la formation.

Ces autorisations d'absence sont accordées au regard des nécessités de service public.

C/ Membre d'une association agréée en matière de sécurité civile

Lorsqu'un agent membre d'une association agréée en matière de sécurité civile est sollicité pour la mise en œuvre du plan Orsec ou à la demande de l'autorité de police compétente en cas d'accident, sinistre ou catastrophe, il lui appartient d'obtenir l'accord de son responsable de service pour s'absenter. Sous réserve des nécessités du service, celui-ci ne peut s'opposer à l'absence de l'agent.

D/ Aménagements d'horaires pour le fonctionnaire en situation de handicap

Des aménagements d'horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l'emploi sont accordés à sa demande au fonctionnaire en situation de handicap relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L.5212-12 du code du travail, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.

Des aménagements d'horaires sont également accordés à sa demande à tout fonctionnaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et nécessite la présence d'une tierce personne.

E/ Rentrée scolaire

Des facilités d'horaires peuvent être accordées aux pères ou mères de famille ainsi qu'aux personnes ayant, seules, la charge d'un ou de plusieurs enfants, à condition qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels de droit public.

Les agents concernés peuvent bénéficier d'une heure pour accompagner leurs enfants à leur rentrée scolaire, jusqu'à la 6ème incluse, sous réserve des nécessités de service.

ABSENCES NON AUTORISÉES

Toute absence non autorisée donne lieu à une mesure comptable consistant en une retenue sur salaire d'un montant de 1/30ème par jour écoulé entre la date d'arrêt et de reprise du travail.
Tous les agents de la Ville de Grasse sont concernés : titulaires, stagiaires, contractuels, apprentis.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

QUELQUES DÉFINITIONS

Jours ouvrables : les jours ouvrables sont les jours travaillés du lundi au samedi, même si l'ensemble des services de la collectivité ne sont pas ouverts le samedi et même si la grille « horaires » de l'agent ne comporte jamais le samedi comme jour travaillé. Le samedi sera donc décompté dans les jours d'autorisation d'absence octroyés. Sont exclus les dimanches et jours fériés.

Jours ouvrés : jours effectivement travaillés au sein de l'administration par l'agent.

Jours fériés ou fêtes légales : les jours fériés sont chômés lorsque les nécessités de service le permettent.

Certains services ne peuvent pas interrompre leur activité les jours fériés Ces jours sont alors inclus dans le calendrier de travail de l'agent et travaillés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

MISE À DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

Convention de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux du service Jeunesse de la Ville de Grasse au délégataire « Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil »

ENTRE LES SOUSIGNES :

La Ville de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la Ville, et autorisé à signer en vertu de **l'arrêté pris en date du 28 mai 2020, visé en préfecture de Nice le 29 mai 2020.**

Dénommée ci-après, **« la Ville »**,

ET

L'Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil, identifiée sous le numéro **SIRET N°332737394 00731 - Code APE 9329Z, dont le siège est situé 21/23 rue de la république - 13002 MARSEILLE et représentée par son représentant légal Monsieur Martial DUTAILLY, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte De ladite Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil , habilité à signer les présentes.**

Dénommée ci-après, **« l'IFAC »,**

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions des articles L. 512-6 à L.512-15 et du décret n°2008-580, la Ville de Grasse met à disposition quatre agents du service Jeunesse de la Ville à l'IFAC.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX MIS A DISPOSITION

La Ville met à disposition de l'IFAC, quatre agents du service Jeunesse de la Ville suivants, afin d'exercer leurs fonctions à temps non complet selon les modalités suivantes :

- Pour Madame HANNEQUIN Nadine, Adjoint d'animation principal de 2ème classe, 400 heures
- Pour Madame AUMAITRE Stéphanie, Adjoint territorial d'animation, 400 heures
- Pour Madame HADRAOUI Ahlem, Adjoint territorial d'animation, 480 heures
- Pour Madame BOURQUIN Emilie, Adjoint d'animation principal de 2ème classe, 920 heures

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les quotités précisées ci-dessus pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties en fonction de l'évolution des besoins constatés de l'IFAC.

En vertu de la présente convention, les fonctionnaires sont mis à disposition de l'IFAC en vue d'exercer les fonctions suivantes :

- Pour Mesdames HANNEQUIN Nadine et AUMAITRE Stéphanie : encadrement et animation auprès des enfants âgés de 3 à 6 ans (école maternelle).

- Pour Mesdames HADRAOUI Ahlem et BOURQUIN Emilie : encadrement et animation des enfants âgés de 6 à 11 ans (école primaire).

La Ville de Grasse continue de gérer la situation administrative de son personnel.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er septembre 2024 pour une durée initiale d'un an renouvelable deux fois.
Au terme de ces renouvellements, une nouvelle convention sera rédigée.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Les quatre agents seront principalement affectés sur les écoles maternelle et primaire du quartier Saint Jacques
- Ecole maternelle « Les Cigales » sise au 7, avenue Saboly, 06130 GRASSE ;
- Ecole élémentaire Saint-Jacques sise au 8, avenue Pierre Devoluy, 06130 GRASSE.

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont établies par la Ville.

Les décisions relatives aux congés annuels, aux congés exceptionnels, aux récupérations, aux congés de maladie ordinaire et aux maladies et accidents et imputables au service relèvent de la Ville.

La Ville continue de gérer la carrière des agents mis à disposition et leur assure la formation spécifique par l'intermédiaire du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

La Ville délivre les autorisations de travail à temps partiel et prend les décisions relatives aux congés de longue maladie, congé de longue durée, congé pour maternité ou adoption, congé de paternité, congé de formation professionnelle, congé pour validation des acquis de l'expérience, congé pour bilan de compétences, congé pour formation syndicale, congé pour accompagnement d'une personne en fin de vie, congé pour siéger comme représentant d'une association ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation.

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES MIS À DISPOSITION

La Ville de Grasse continue à verser aux fonctionnaires mis à disposition la totalité de la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine. (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

L'IFAC peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

ARTICLE 6 : MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par Ville de Grasse sont remboursés par l'IFAC à hauteur de :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Pour Madame HANNEQUIN Nadine, Adjoint d'animation principal de 2ème classe, 400 heures
- Pour Madame AUMAITRE Stéphanie, Adjoint territorial d'animation, 400 heures
- Pour Madame HADRAOUI Ahlem, Adjoint territorial d'animation, 480 heures
- Pour Madame BOURQUIN Emilie, Adjoint d'animation principal de 2ème classe, 920 heures

La Ville de Grasse supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITÉ

Un rapport sur la manière de servir des agents mis à disposition est établi une fois par an par l'IFAC et transmis à la Ville qui réalise les entretiens professionnels desdits agents.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Grasse est saisie par l'IFAC.

ARTICLE 8 : DROITS ET OBLIGATIONS

Les agents mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les parties déclarent avoir souscrit auprès des compagnies notoirement solvables, des polices d'assurance dont l'objet est de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles encourent du fait des activités respectives découlant de la présente convention.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité social territorial et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 13.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant soumis au conseil municipal. En cas de modification portant sur la mise en œuvre de l'article 2, les parties conviennent que :
- la partie à l'initiative de la modification informe l'autre partie de son intention par écrit, moyennant l'observation d'un préavis de trois mois et l'envoi d'un projet d'avenant ;
- dans ce délai, le comité social territorial devra être saisi et émettre un avis dans le cas où cette modification entraînerait une modification de l'organisation ou du fonctionnement des services concernés ou une modification des conditions de travail des agents concernés.

ARTICLE 11 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition des agents du service Jeunesse de la Ville de Grasse au profit de l'IFAC peut prendre fin :
- Avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention à la demande des parties, sous réserve d'un préavis de 1 mois ;
- Au terme prévu à l'article 9 de la présente convention.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition d'un agent par un accord entre les parties.

ARTICLE 12 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION

La présente convention a été transmise le 23 mars 2024 aux fonctionnaires de la Ville de Grasse pour accord, avant leur signature.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ARTICLE 13 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à ta mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le XX ……..2024,

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour l'IFAC,

Le Directeur Général

Martial DUTAILLY

Pour la Ville de Grasse,

Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse

Liste des marchés conclus de Juin à Août 2024
Ville de Grasse
Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2123-1 ET R2123- 1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (PROCEDURE ADAPTEE)

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
07.24	CONFORTEMENTET RENOVATION DE LA TOITURE DE LA SALLE COUVERTE DE LA PAOUTE A GRASSE	TRAVAUX	03/06/2024	03/06/2024	RENOFORS Mandataire, en groupement avec la SAS SUD EST ETANCHEITE	94150	RUNGIS	589 783,41
08.24	FOURNITURE ET TIRS DE FEUX D'ARTIFICES	FOURNITURES ET SERVICES	24/06/2024	24/06/2024	SAS PYRAGRIC INDUSTRIE	69141	RILLIEUX LA PAPE	17 000,00

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2122-1 ET R2122- 8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (MARCHE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE)

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
SMC02.24	1ER FESTIVAL "POESIE URBAINE" AVEC LA CREATION D'ŒUVRES ARTISTIQUES (AVEC CESSION DES DROITS D'AUTEURS)	SERVICES	27/05/2024	27/05/2024	DIRART	44500	LA BAULE	37 500,00
SMC03.24	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE POUR LA CONSTRUCTION D'UN CREMATORIUM A GRASSE	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	04/07/2024	05/07/2024	DEKRA INDUSTRIAL SAS	06600	ANTIBES	17 160,00
SMC04.24	MISSION DE CSPS POUR LA CONTRUCTION D'UN CREMATORIUM A GRASSE	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	05/07/2024	05/07/2024	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	06901	SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX	11 571,00

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2171-3, R.2124-3, L.2124-4, R.2161-24 A R.2161-30 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

10.24	CONSTRUCTION DU CREMATORIUM DE GRASSE - MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE ASSOCIANT LA CONCEPTION, LA REALISATION ET LA MAINTENANCE	TRAVAUX	10/07/2024	10/07/2024	GCC Mandataire solidaire du groupement conjoint - PHILEAS K - OTEIS - CANOPEE - EUROP'ELEC - GROUPE TAA - FACULTATIEVE TECHNOLOGIES	06270	VILLENEUVE LOUBET	9 890 000,00

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2124-2 ET R2124- 2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (PROCEDURE FORMALISEE)

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
11.24	VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES DES BATIMENTS DE LA CAPG, VILLE DE GRASSE ET REGIE DES PARKING GASSOIS	SERVICES	28/08/2024	28/08/2024	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	06560	VALBONNE	Marché à bons de commande sans minimum avec un maximum de 100 000,00€ ht annuel
12.24	FOURNITURE DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN (3 LOTS) - GROUPEMENT DE COMMANDE VILLE DE GRASSE ET VILLE DE SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE - LOT 1 - PRODUITS DE NETTOYAGE	FOURNITURE	31/08/2024	30/08/2024	SANOGIA	83030	TOULON	Marché à bons de commande sans minimum avec un maximum de 50 000,00€ ht annuel
13.24	FOURNITURE DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN (3 LOTS) - GROUPEMENT DE COMMANDE VILLE DE GRASSE ET VILLE DE SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE - LOT 2 - BROSSERIE, ACCESSOIRES, PETITS MATERIEL	FOURNITURE	31/08/2024	29/08/2024	SANOGIA	83030	TOULON	Marché à bons de commande sans minimum avec un maximum de 25 000,00€ ht annuel
14.24	FOURNITURE DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN (3 LOTS) - GROUPEMENT DE COMMANDE VILLE DE GRASSE ET VILLE DE SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE - LOT 3 - PRODUITS OUATES ET SACS POUBELLES	FOURNITURE	31/08/2024	28/08/2024	PAREDES DISTRIBUTION	13590	MEYREUIL	Marché à bons de commande sans minimum avec un maximum de 75 000,00€ ht annuel

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2162-7 A R2162-12 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (MARCHES SUBSEQUENTS)

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
09.24	MS NUMERO 3 - FOURNITURE ET ACHEMINEMENT EN ELECTRICITE ET EN GAZ NATUREL ET FOURNITURE DE SERVICES ASSOCIES - LOT 2 ELEC TRAITEMENT DES EAUX TOUS SEGMENTS	FOURNITURE	02/07/2024	02/07/2024	ENGIE	44801	SAINT-HERBLAIN	774 851,62

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_152-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Commune :
GRASSE (069)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 5807 T

Document vérifié et numéroté le 12/06/2024
A CDIF Grasse
Par ROUSSEAUX Bernard
Géomètre principal cadastreur
Signé

GRASSE
Centre des Finances Publiques
29 TRAVERSE DE LA PAOUTE

06131 GRASSE CEDEX
Téléphone : 0493403601

cdif.grasse@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-153-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Section : EY
Feuille(s) : 000 EY 01
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 12/06/2024
Support numérique : ----------

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la présente 6463.

A ---------- , le ----------

Modification selon les énonciations d'un acte à publier

D'après le document d'arpentage dressé
Par FLAUGNATTI (2)

Réf. : 24-6676
Le 22/03/2024

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

